JUILLET 1975
Nº 256
Rédacteur en chef :
Claude Julien

Prix : 5 F

Algérie : 5,00 DA — Maroc : 5,00 dir.
Canada : 1,25 $ c. — Roy.-Uni : 33 p.
Espagne : 60 pes. — Suisse : 3 F.S
Italie : 650 lires — Tunisie : 500 mil.

Abonnements : voir tarif page 2.

Publication mensuelle
(vingt-deuxième année)
éditée par
Le Monde

LE MONDE diplomatique

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — 5, rue des Italiens, Paris-IXe — Directeur : Jacques Fauvet

Lire pages 7 à 15 :

LES MILITAIRES ET LE POUVOIR EN AMÉRIQUE LATINE

Vouloir

Par CLAUDE JULIEN

TOUT ne serait-il que faux-semblants dans le grand débat sur la liberté ? Engagé *à travers les frontières*, il a pris une ampleur exceptionnelle, et pourtant le voici qui semble hésiter au bord des interrogations essentielles, alors que tout un faisceau d'événements en éclaire crûment l'extrême urgence.

Parce que *son élection a été contestée*, Mme Gandhi envoie en prison *de nouvelles fournées d'opposants — de droite comme de gauche* pour faire bonne mesure. Un équilibre tout aussi trompeur avait inspiré l'interdit jeté contre des gauchistes et des démocrates-chrétiens avant les élections au *Portugal, où un journal qui fut courageux sous la dictature* est bâillonné au nom de la liberté recouvrée, où le *carcan* du syndicat unique est présenté comme le meilleur garant des libertés ouvrières. Libertés balayées au Chili où Salvador Allende les respectait avant qu'elles ne soient écrasées avec le concours d'une grande démocratie.

Tableau fort incomplet tant est longue la liste des violations des droits fondamentaux sous des régimes qui, à travers de notables différences, revendiquent un même héritage démocratique. Un autre faux souci d'équilibre tenterait d'estomper ces ombres en leur opposant celles qui règnent sur les pays soumis à un système se réclamant d'une autre idéologie.

MAIS nous sommes en Occident, et si les *cris* qui, à l'Est comme à l'Ouest, parviennent parfois à percer le bâillon possèdent le même accent déchirant, ils n'ont pas la même signification politique. Tous traduisent le même *désespoir*, et tous doivent recueillir le même écho. *Mais ils ne portent* pas tous la même accusation : sans doute tout homme est-il coupable de tous les *crimes qui* frappent l'ensemble de l'humanité, mais d'abord et surtout de ceux qui sont commis au nom des principes dont lui-même s'efforce de vivre.

Le mal serait sans doute incurable si le communiste ne se sentait peu ou *prou complice* des crimes commis au nom du marxisme, le chrétien des crimes commis au nom de l'Evangile, le démocrate des crimes commis au nom de la *démocratie*, etc. La sagesse populaire traduit, en vérité, une haute exigence morale lorsqu'elle invite chacun à balayer d'abord devant sa propre porte...

Solidaires de tous, mais responsables d'abord de ceux qui trahissent la cause que nous défendons. Depuis trop longtemps des hommes battent leur *coulpe sur la poitrine des autres. Jamais ils ne parviendront à s'innocenter* en lançant un réquisitoire contre les crimes de ceux qu'ils combattent.

C'EST *pourtant cet affligeant spectacle qui nous est trop souvent offert à* l'occasion du grand débat sur les libertés en France et dans le monde. Quel parti, quel *système*, quel camp les ligote plus étroitement que l'autre ? Polémique suicidaire, car chaque parti, chaque système, chaque camp contribue à sa manière à cet écrasement. Ne se rejoignent-ils pas dans l'exacte application du même principe, que dénonçait Mirabeau : « Enchaîner toute espèce de libertés en exagérant toute espèce de dangers » **? Dangers venus de l'Est : et la chape de plomb s'abat sur un pays de l'Ouest. Dangers venus de l'Ouest : et elle s'abat sur un pays de l'Est. Et c'est toujours une chape de plomb...**

Voilà bien pourquoi quelque chose sonne faux dans certains arguments qui se voudraient convaincants. Et chacun ne semble percevoir ces notes discordantes que dans le discours de l'adversaire.

A cette complaisance partisane s'ajoute sans doute une gêne plus profonde. Les deux systèmes qui se partagent le monde parlent bien de liberté mais, outre qu'ils n'en donnent pas la même définition, ils l'ont l'un et l'autre subordonnée à d'autres objectifs : le désir de puissance, la volonté d'expansion économique, la soif de consommation, les rivalités internationales, l'égoïsme national, etc., ont mis entre parenthèses trop de libertés menacées de s'anémier avant de disparaître. « Crois-moi, *disait Voltaire*, l'homme est libre du moment qu'il veut l'être. » **Mais sait-il encore avec quelle force il doit le vouloir afin de ne pas se retrouver demain dans des fers dont on le convaincra qu'ils lui sont légers ?**

POUSSÉE DE LA GAUCHE, TENTATIONS DE DROITE

Le piège italien

Par FERDINANDO SCIANNA *

LA contradiction de l'Italie, pays parcouru de profonds courants sociaux et politiques mais paralysé au plan électoral, vient d'apparaître au grand jour. Les élections du 15 juin ont bouleversé la physionomie politique du pays. Le parti communiste a conquis 2 millions de voix supplémentaires, cependant que la démocratie-chrétienne en perdait 1 million. La démocratie-chrétienne, qui tombe de 38,4 % à 35 % des suffrages, se voit désormais menacée par un parti communiste qui gagne six points en pourcentage et qui, avec ses 33,7 %, talonne le parti catholique à moins d'un point et demi d'écart.

Après trente ans d'immobilisme au cours desquels le régime démocrate-chrétien avait monopolisé le pouvoir, une grande rupture s'était produite le 12 mai 1974 avec l'échec du parti catholique lors du référendum sur le divorce. Cet échec était d'autant plus important qu'il soulignait à quel point de larges couches sociales s'étaient détachées de la D.C. à propos d'un problème relevant du droit civil, mais dont la nature était d'ordre profondément moral et culturel.

Le bouleversement politique du 15 juin dernier est une conséquence de cette rupture. La situation italienne est en quelque sorte le reflet, dans un domaine toutefois très particulier, de la crise économique du monde occidental, qui est également une crise profonde au plan des valeurs culturelles.

La victoire des communistes et des socialistes (ces derniers ayant, eux aussi, amélioré leur score de 2 %), la défaite des démocrates-chrétiens, signifient que le « mai larvé » italien, la crise économique et la « stratégie de la tension » mise en œuvre pour faire basculer le pays vers la droite ont, au contraire, fait virer à gauche les masses laborieuses, les jeunes qui votaient pour la première fois à dix-huit ans et jusqu'à certaines couches de la classe moyenne.

Le parti communiste devient le premier parti dans les villes les plus importantes d'Italie : Milan, Turin, Bologne, Gênes, Venise, Florence, Naples, etc., voire Rome elle-même.

Une des principales régions industrielles, la Ligurie, a été conquise par une majorité de gauche ; et dans deux autres régions, les Marches et le Piémont, les partis de gauche disposent de 50 % des sièges. La moitié de l'Italie pourrait devenir « rouge » — avec l'Ombrie, la Toscane et l'Emilie, qui le sont déjà. De très nombreuses communes, dont certaines fort importantes, vont, pour la première fois, avoir un maire communiste.

Pouvoirs locaux et autorité centrale

ETANT administratives et locales, les élections du 15 juin ne modifient en rien la composition du Parlement. On ne saurait toutefois douter de leur portée politique. Non seulement parce que les thèmes sur lesquels s'est déroulée la bataille électorale ont été des thèmes politiques de nature nationale, voire internationale, mais surtout parce que la clé de voûte de la structure politique italienne repose sur la décentralisation et la vie locale.

C'est là un élément qu'il convient de ne pas négliger si l'on veut comprendre ce qui se passe en Italie. L'importance de la décentralisation dans la réalité italienne tient aussi, bien entendu, au fait que l'unité nationale du pays est de relativement fraîche date. Mais son rôle dans la situation politique actuelle a son origine spécifique dans la structure particulière du pouvoir telle que l'a organisée en l'espace de trente ans la démocratie-chrétienne et, à travers elle, l'Etat tout entier.

Le professeur anglais Percy Allum, qui a récemment étudié ce système avec beaucoup de perspicacité, le définit comme une fédération de potentats, une série de pyramides autonomes dépourvues de véritable autorité centrale tout en étant interdépendantes. Le sociologue Pizzorno l'a décrit comme un fascisme sans Mussolini, qui exerçait précisément sur le fascisme un rôle unificateur.

Cette caractéristique explique l'inaptitude de la démocratie-chrétienne à se renouveler, la généralisation de la corruption, l'incapacité des dirigeants à définir une politique claire, valable pour l'ensemble du pays. Chaque politicien en vue continue, dans les faits, à dépendre essentiellement de sa clientèle locale ; le pouvoir central, d'autre part, tire sa force du bloc que constituent les pouvoirs décentralisés.

Cet état de choses a engendré une considérable classe moyenne parasitaire dont le rôle fondamental a été de former autour de la démocratie-chrétienne une barrière politique destinée à soutenir le développement industriel capitaliste, violent et chaotique, de l'après-guerre, le « miracle italien » fondé sur les bas salaires et sur l'exploitation intensive de l'immense réservoir de main-d'œuvre que constituent les régions agricoles du Sud.

L'éclatante victoire électorale du 18 avril 1948, lors de laquelle la démocratie-chrétienne avait failli remporter la majorité absolue des suffrages, et l'éviction des partis de gauche du gouvernement ont été le point de départ de la réalisation d'un projet politique qui avait la « guerre froide » pour fond de tableau international.

La réorganisation complexe et difficile des partis de la gauche ouvrière et de l'unité syndicale, les grandes luttes sociales des années 60, qui ont débouché sur l'automne « chaud » de 1969, et la transformation du contexte international ont radicalement modifié la situation. Il aurait fallu à l'Italie des réformes profondes et un renouveau que les gouvernements démocrates-chrétiens successifs, toujours égaux à eux-mêmes en dépit des changements d'hommes, s'étaient refusés à entreprendre alors que le « miracle » des années 50 leur en avait donné la possibilité.

L'administration de l'Etat, cependant, révélait tous les dégâts provoqués par des années d'incurie, de corruption et d'incompétence. D'innombrables scandales impliquant protecteurs et protégés de la démocratie-chrétienne ont éclaté en chaîne au cours de ces dernières années et ont régulièrement été étouffés par des méthodes qui rappellent celles de la Mafia.

Se fiant à l'apparente immobilité de l'électorat italien, encore fortement encadré par l'Eglise, les démocrates-chrétiens se sont emparés de presque tous les leviers de commande de la société. Avec 40 % des voix, a déclaré il y a peu le président de la FIAT, M. Agnelli, qui maintenant est aussi président de l'organisation patronale des industriels italiens, la démocratie-chrétienne s'arroge 80 % du pouvoir.

Les choses commençant à devenir plus difficiles sous la pression des travailleurs, la démocratie-chrétienne accepta de collaborer avec les socialistes, ce qui suscita un grand espoir populaire.

(Lire la suite page 22.)

* Correspondant à Paris de *l'Europeo* de Milan.

Dans ce numéro :

LES ÉCHANGES ENTRE L'U.R.S.S. ET LA FRANCE

Pour une coopération stable et à long terme

Par
STEPAN TCHERVONENKO,
ambassadeur de l'U.R.S.S.
en France

LES bonnes relations qui existent entre la France et l'Union soviétique répondent aux intérêts de nos Etats et de nos peuples ainsi qu'à ceux de la paix mondiale. Elles favorisent la détente internationale, les progrès de la confiance et de l'amitié entre les peuples, la liberté et l'indépendance de tous les peuples. Ces relations ont été définies dans des documents aussi fondamentaux que le Protocole de 1970 sur les consultations et l'« Enoncé des principes de coopération » de 1971 signés par les plus hauts responsables de nos Etats. Elles ont encore été renforcées lors de la rencontre « au sommet » de Rambouillet, alors que l'on célébrait le cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et la République française et qui confirma à nouveau la permanence de la politique de détente, d'entente et de coopération pratiquée dès le milieu des années 60. Elles ont contribué d'une façon décisive à restructurer les relations entre les pays de l'Est et de l'Ouest sur le principe de la coexistence pacifique des Etats à régimes sociaux différents.

La politique économique extérieure soviétique se base sur l'idée que le développement de la coopération entre les différents pays dans la science, la technique et l'économie constitue une nécessité objective, qu'elle est conditionnée par les exigences de la révolution scientifique et technique. Notre volonté de coopération n'est pas dictée par la faiblesse, comme tente parfois de le faire croire certains adversaires de la détente, mais par la foi profonde qu'il n'existe pas aujourd'hui d'autre voie que celle de la coexistence pacifique basée sur une coopération mutuellement avantageuse et honnête. Possédant de riches ressources naturelles, un potentiel scientifique, technique et économique permettant de résoudre n'importe quelle tâche scientifique et technique, notre pays suit une ligne constante tendant au développement des relations commerciales mutuellement avantageuses avec tous les Etats qui le désirent.

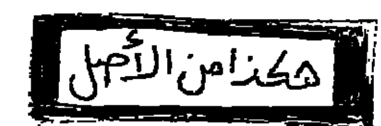
Il est devenu évident, pour de nombreux hommes politiques occidentaux réalistes, que le système d'économie socialiste planifiée crée une base solide pour la coopération, qu'il est une garantie contre l'action des différents facteurs conjoncturels, qu'il permet d'édifier cette coopération sur des relations stables et à long terme, ce qui est avantageux non seulement pour l'U.R.S.S., mais aussi pour ses partenaires.

Les premiers pas

MALHEUREUSEMENT, il fallut longtemps pour que les relations économiques de l'U.R.S.S. avec les pays occidentaux se développent. Pour la France, ce n'est que vers le milieu de la décennie 50 que des changements se produisirent, mais ils ne vinrent pas d'eux-mêmes. Bien entendu, ce fut surtout le reflet de l'évolution de la situation internationale. La position pacifique conséquente de l'U.R.S.S., des pays socialistes, des autres Etats pacifiques et de leurs dirigeants a joué un rôle décisif. Le gouvernement de la République française à la tête de laquelle se trouvait le général de Gaulle, qui pratiqua une politique réaliste de renforcement de la souveraineté nationale et de la paix en Europe, apporta également une contribution incontestable dans l'instauration de ces nouvelles relations internationales.

Un accord commercial nettement différent des précédents fut conclu en 1953. Il définissait les volumes concrets et la nomenclature des livraisons mutuelles. Alors qu'en 1953 le courant d'échanges entre les deux pays ne s'élevait qu'à 200 millions de francs, en 1956 il atteignit 650 millions de francs.

(Lire la suite page 23.)



UN HOMME DE LA RENAISSANCE

Les projets politiques de M. Rockefeller

Une immense fortune personnelle est-elle un atout ou un handicap ?

Par INGRID CARLANDER

NELSON ROCKEFELLER, « le Roc », « Rocky », comme l'appellent ses supporters, est débordant d'enthousiasme. Visage de granit, menton impérieux, un éclair dans l'œil bleu aux aguets derrière les lunettes d'écaille, cet homme a d'immenses appétits. La bouche au sourire de sabre est assez avide, assez grande pour gober la Maison Blanche et l'Aigle américain. Gargantuesque collectionneur de protégés, d'objets d'art, de comités, de grandes visions, affamé de pouvoir, grand manipulateur d'hommes, charmeur, doué d'une frénétique activité, *despote avec sa famille et son entourage.* Il a été pendant quinze ans le gouverneur le plus autoritaire et le plus entreprenant de l'Etat de New-York. Ses expressions favorites : *« Splendide, formidable, merveilleux »*, confèrent à ses interlocuteurs l'ordre de la grandeur américaine, les titres de noblesse rockefellienne. Il est l'incarnation du succès et de la « destinée manifeste » des Etats-Unis.

Et pourtant, malgré une expérience de trente-cinq ans dans toutes les branches du gouvernement, son habitude du commandement et la puissance de son clan, ce patricien a dû se soumettre, en novembre dernier, à une enquête intensive du Congrès pour être confirmé comme vice-président.

Un très discret gentleman aux cheveux gris, M. Dilworth, s'est présenté devant la commission judiciaire de la Chambre des représentants. Les congressmen ébahis l'ont vu déployer cinq énormes tableaux surchargés de chiffres : les portes du trésor de la plus puissante famille d'Amérique s'ouvraient aux regards du public, qui découvrit avec stupeur que les quatre-vingt-quatre Rockefeller possédaient plus d'un milliard de dollars.

Soudain, le capitalisme en chair et en os comparaissait à la barre du peuple. Entre M. Nelson Rockefeller et les comités du Sénat et de la Chambre, la confrontation *ne fut pas dépourvue d'humour.* Les mandataires du peuple américain eurent bien du mal à cerner l'immensité de ces biens fabuleux. M. Peter Rodino, président de la commission judiciaire de la Chambre, s'exclama : *« Je n'arrive pas à saisir les complexités et les implications de votre vaste et immense fortune. »* Et le sénateur Byrd : *« Gouverneur, vous êtes un homme fort riche... Votre fortune représente 1 dollar par minute depuis l'année 1627 ! »* Le député Mezvinsky attaqua : *« On se méfie énormément dans ce pays de la fortune des Rockefeller. »* Un témoin alla encore plus loin : *« Si vous devenez un jour président, chacune de vos décisions affectera votre empire familial : à 8 heures, les banques ; à 9 heures, le pétrole ; à 10 heures, l'industrie des communications, etc. »*

Le pouvoir politique et l'argent

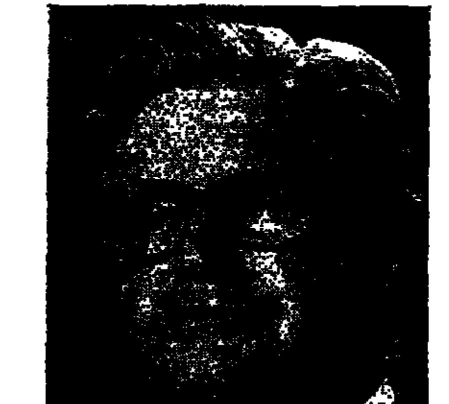
La perplexité fut portée à son comble lorsqu'il fut question de ses dons et prêts d'argent : 86 000 dollars à M. Morhouse, secrétaire général du parti républicain de New-York ; 625 000 dollars à M. Ronan, conseiller de la famille, puis directeur des transports en commun et du port de New-York. Et 50 000 dollars à M. Henry Kissinger lorsqu'il quitta son service pour devenir le conseiller en politique étrangère de M. Richard Nixon.

C'était une splendide occasion d'exposer sur la place publique les liens subtils entre le pouvoir politique et l'argent. Mais inexploitable dans ces circonstances. Les membres du Congrès se métamorphosaient en juges vertueux, en tribunal sévère, gardien de la moralité américaine sérieusement endommagée par les scandales récents. Mais ils se trouvaient acculés : car, que leur demandait-on ? Fallait-il entamer le procès du système politique et social dont ils étaient les bénéficiaires ?

Ces inquisiteurs étaient épuisés par l'enquête sur le Watergate, traumatisés par l'effondrement des valeurs américaines. On les sentait tentés d'arracher des confessions publiques et de sauver l'âme de la nation en vertueuses envolées, tout en enviant secrètement les assurances tangibles reçues par les Ronan, Morhouse et Kissinger... A tout cela se mêlaient la haine des riches et le désir de leur ressembler. Ils étaient également conscients de la méfiance croissante des électeurs envers les grandes corporations. S'il fallait faire le procès des grandes sociétés, que choisir comme accusé ? Un homme, Rockefeller, ou des institutions anonymes ? Le candidat n'avait pas manqué l'occasion de leur faire un bon cours d'économie, leur expliquant que le pouvoir réel était aux mains des compagnies d'assurances et des fonds de retraite, plaidant que les Rockefeller n'exerçaient aucun contrôle systématique de leurs investissements et que les Arabes amassaient plus de dollars en une seule semaine que sa propre famille en trois générations successives.

Le comique de la situation résidait dans cet embarras, ces cas de conscience et une ignorance à la fois réelle et feinte des rouages de l'argent. *« L'esprit du mal souffle peut-être ici*, se plaignit un député, *mais je n'arrive pas à le trouver ! »* Conclusion du président Rodino : *« Nous sommes en démocratie et nous encourageons tous les citoyens à faire fortune. Il serait donc illogique de prétendre que les riches seront désormais évincés du service de leur patrie. »* Et un *congressman* renchérit : *« Nous n'aurions jamais eu de Déclaration d'indépendance si nous avions soumis les Pères fondateurs à une enquête aussi serrée. »*

M. Nelson Rockefeller se défendit assez habilement. Avec une arrogante naïveté,



(Photo David Burnett-Gamma.)
« Puis-je partager mes pommes avec vous ? »

il rappela la tradition philanthropique de sa famille pour expliquer ses dons : c'était, disait-il, le seul moyen d'attirer des gens de valeur au service du public ; il avait le culte de l'amitié, se devait de préserver les hommes des tentations ; surtout, pour lui, *« l'autorité politique n'est pas à vendre dans ce pays »*. Il ajouta même, avec humilité et bonhomie : *« Vous êtes en train de manger des pommes, et vos amis n'en ont pas. Je suis convaincu que vous feriez comme moi en disant : Puis-je partager mes pommes avec vous ? »*

Le candidat atteignit des sommets de superbe inconscience : *« Je ne pense pas,* dit-il, *avoir jamais consciemment fait quoi que ce soit de mal. »* Puis : *« Je ne m'étais pas rendu compte de l'impact de ma fortune sur le public. Maintenant, je comprends. »* Cependant « Rocky » sut se montrer humble, respectueux du Congrès et patriote enthousiaste : *« Je crois profondément dans ce pays et l'aime de toute mon âme. L'Amérique a du génie. »* Fascinante performance de l'homme, ferveur quasi religieuse, passion de servir, arrogance, insensibilité et intuitions, pluie d'hyperboles, retraites tactiques suivies de rapides contre-attaques.

On avait assisté à trop de battements de coulpe et d'élans de pessimisme destructeur en une seule année. M. Nelson Rockefeller possédait la carrure, les qualités d'intégrité et de leader qui pouvaient rassurer l'électorat et consolider la position précaire de M. Gerald Ford. Il fut confirmé haut la main. Sa nomination rendait quasi légitime une situation sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis : au moment même du bicentenaire, le chef de l'exécutif n'avait aucun mandat du peuple.

Un poste maudit ou le couple ennemi

« J'ai toujours rêvé d'être président, *dit-il un jour en survolant la Maison Blanche dans un de ses « jets » privés*, et cela, depuis que je suis gosse. Après tout, *quand on pense à tout ce que j'avais déjà à ma* naissance, quelle autre ambition pouvait me satisfaire ? »

Il aurait été élu contre Kennedy, en 1960, s'il n'avait perdu l'investiture du parti républicain contre Richard Nixon. En 1968, Walter Lippmann le considérait comme le seul espoir de la nation. Aux élections de 1976, il aura soixante-sept ans, mais il peut encore être élu président si M. Ford se retire de la course au dernier moment. Sa dernière chance, il suffit de lui parler et de l'observer pour comprendre qu'il fera tout pour la saisir. Il n'est déjà séparé du poste suprême que par « un battement de cœur », *et c'est la raison pour laquelle il a accepté ce qu'il professait auparavant de tant mépriser, la vice-présidence.*

« C'est un poste maudit », nous dit l'historien Arthur Schlesinger avec un sourire ironique. *« Depuis Jackson et Van Buren, tous les présidents et les vice-présidents ont vécu dans la méfiance réciproque la plus parfaite ; c'est un couple ennemi. Le seul rôle du numéro 2 est de téléphoner pour s'enquérir du bulletin de santé du chef de l'Etat ; en fait, il ne peut qu'attendre sa mort. » « Dans le cas de Rockefeller,* ajoute M. Schlesinger, *la situation est vraiment étrange. Nous n'avons jamais vu de personnage aussi puissant, riche, fameux et hyper-actif occuper un poste aussi spectaculairement inutile. »*

Très récemment, revenant de la Nouvelle-Orléans, « Rocky » s'entretenait à bord de son avion avec quelques membres de la presse parmi lesquels je me trouvais. A la question : *« Vous ne vous sentez pas gêné dans cette situation ? »*, il répliqua : *« Pas le moins du monde. J'ai assumé ce poste les yeux ouverts. »*

Un correspondant insista : *« Bien des gens disent que les vice-présidents ne sont jamais informés des questions importantes. »* Alors son visage se crispa. Il dit : *« Non, honnêtement, je ne suis pas en concurrence... je veux coopérer. »* Mais aussitôt il enchaîna avec une irritation contenue : *« Ma position est très délicate. Je n'ai pas de fonctions réelles. » « Monsieur le vice-président, j'ai des amis démocrates qui vous considèrent comme une sorte de sauveur de la nation. » « Ils sont fort généreux... Le public saura bien juger si je puis être utile. Tous les problèmes du gouvernement me passionnent. J'adore la politique — j'aime les gens... J'étais comme un « cheval de feu » lorsque la cloche de départ a sonné, quand le président m'a fait venir. A soixante-six ans ! »*

Le Prince et les "dinosaures du capitalisme"

Comment cerner le Prince sans le situer dans le contexte de sa dynastie ? Aucune grande famille américaine n'a préservé plus d'harmonie et d'homogénéité. Les Rockefeller ont créé une mystique familiale unique. Leur fortune colossale est fondée sur l'empire industriel de la Standard Oil créée par John D. Rockefeller Sr. vers 1870, l'homme le plus détesté des Etats-Unis à l'époque. Puis, dès la seconde génération, elle a acquis une image de marque : philanthropie, évangélisme moral, éthique puritaine qui sublime le profit capitaliste. Les Rockefeller sont-ils les oints du Seigneur, avec Dieu comme P.-D. G. de leurs entreprises industrielles et de leurs fondations ? Ou bien, au contraire, ne portent-ils pas le germe d'une malédiction puisque chacun de leurs gestes, même le plus désintéressé, se transforme en bénéfices par une alchimie implacable due aux lois sur les fondations et les legs au public ? Il est presque impossible à ces riches Américains de démêler leurs motivations réelles. C'est cela qui les rend si complexes.

Ils sont les prisonniers de leur image et de cette alliance inextricable entre leur fortune et les responsabilités morales *qu'elle entraîne. Nelson a été élevé strictement* dans le respect de ces principes. L'ambition nue et crue leur est inaccessible. Il leur faut exceller sans aucune motivation matérielle, privés de l'aiguillon d'une ultime faim que pouvait encore ressentir un Kennedy. C'est ainsi que, paradoxalement, le vice-président est un *« self-made man » qui a dû surmonter le* handicap de son nom et de sa fortune...

« La mystique de la famille Rockefeller se perpétue grâce à l'extraordinaire proximité physique qu'ils retrouvent dans l'enclave familiale de leur immense domaine de Pocantico-Hills (1), *et par les réunions périodiques des deux générations de la famille : les frères, sœur, cousins, avec tous leurs enfants. De telle sorte que les membres de la famille établissent et renforcent leurs liens et leur mystique commune... ainsi que leurs intérêts communs fondés sur leur fortune »* (2).

Tout à côté de la ruche familiale se trouve l'Union Church, dont les vitraux, commandés à *Matisse* et *Chagall par* Nelson et son frère David, tout inspirés par leur tradition protestante, illustrent des thèmes bibliques : les ambitions de la dynastie sont sublimées par cette vision de leur rôle au service de l'humanité et de Dieu...

John D. Sr. était un *« baron-gangster »* de l'âge d'or de l'industrie américaine au dix-neuvième siècle, et, comme le qualifiait son vieil ennemi Theodore Roosevelt, *un de ces « malfaiteurs de grande richesse ».* Pour édifier la fortune la plus colossale de l'époque, que la loi anti-trust Sherman ne parvint même pas à entamer, ses méthodes étaient implacables : espionnage, répression sanglante de l'émeute des mineurs de Ludlow, luttes féroces pour briser les concurrents ; il devint l'ennemi public numéro 1. Puis, ce colosse d'ambiguïtés, avide et ascétique, impitoyable et pieux, se transforme en mécène. A la suite d'un avertissement prophétique de son conseil, le pasteur Gates, génie de la spéculation à Wall Street et inventeur du *« scientific giving »* : *« Prenez garde ! Votre fortune est une avalanche ! Il faut la rattraper dans sa course et la distribuer aussi vite, sinon elle va vous engloutir, avec toute votre descendance ! »* — il crée la Fondation Rockefeller, l'institut Rockefeller et l'université de Chicago. Sans ce *génial pasteur, le* vieux sorcier n'aurait jamais compris la haine du public, et le nom de la famille serait objet d'anathème. L'homme d'Eglise a *béni l'alliance du matérialisme et de* l'idéalisme.

En 1940, à l'âge de trente-deux ans, Nelson fait une entrée princière dans Washington, entouré par *quatre* avocats de la famille prêts à réparer tout faux pas, précédé par l'aura de la dynastie. Décidé à voir uniquement *« les hommes de premier plan avec lesquels mon père m'a appris à communiquer d'emblée »*. Toutes les portes s'ouvrent devant les Rockefeller — y compris celles de la Maison Blanche. *L'homme supérieur qui fascine* Nelson, c'est Roosevelt.

Le New Deal avait suscité la haine du grand capital contre le président. Mais ce *fut lui qui fit les premières avances* en nommant les républicains les moins fanatiques à son cabinet, tels Stettinius et Forrestal, qui venaient des grandes *banques. C'est* ainsi qu'il offrit sa chance à Nelson en le nommant coordonnateur des affaires d'Amérique latine, un poste spécialement créé pour lui, car l'énorme *ranch du Venezuela* et la Creole Petroleum Society, filiale de la Standard Oil, font de ces pays une sorte de domaine privilégié des Rockefeller.

(1) Propriété de 4 000 acres près de l'Hudson River, au nord de New-York, où chaque membre du clan possède sa maison particulière, avec tennis, piscine et dépendances. Elle est totalement protégée contre les intrusions du public.

(2) Rapport de l'Institute for Policy Studies, *The Disability of Wealth*, novembre 1974.

Un colloque sur l'impérialisme culturel des États-Unis

LES mécanismes d'exploitation économique et de domination politique grâce auxquels les Etats-Unis assurent leur hégémonie sur le monde « libre » sont depuis longtemps repérés et connus. Leur dénonciation revêt toutefois un aspect souvent théorique car les forces qu'elle met en cause sont hors de portée de chaque individu pris isolément. Plus récentes ont été les amorces d'analyse de l'impérialisme culturel. Un impérialisme plus insidieux, car rongeant de l'intérieur tout ce qui fait les spécificités nationales pour créer les vastes marchés homogènes à la mesure des sociétés multinationales, et plus difficile à combattre tant il repose pour une large part sur l'acceptation implicite des intéressés et se camoufle derrière les grands principes de la liberté de circulation des produits culturels et de l'internationalisme (voir le dossier publié dans le Monde diplomatique *de décembre 1974).*

Un colloque organisé par le Front progressiste (gaullistes de gauche) les 7 et 8 juin derniers a permis de faire le point sur la défrancisation systématique et l'américanisation de secteurs aussi divers que l'édition, la presse, l'audiovisuel, l'urbanisme, le cadre de vie, l'éducation, la formation. De l'inondation des trois chaînes de télévision par les films américains à la politique d'Air France imposant au personnel navigant du Concorde l'usage de l'anglais par le biais d'un manuel d'utilisation rédigé exclusivement dans cette langue, en passant par un type d'urbanisation où le point de rencontre obligé et unique des citadins est le « shopping-center », c'est le livre noir d'une véritable « déstabilisation » culturelle qui a été élaboré par les différents spécialistes invités.

Dans la vie quotidienne

La présence au colloque de représentants des syndicats et des partis politiques semble indiquer que désormais pour eux le front culturel ne le cède en rien en importance aux autres, puisqu'il affecte chaque citoyen dans sa vie de tous les jours. Les interventions de M. Maury pour la C.G.T. et de trois parlementaires, MM. Chevènement (P.S.), Godefroy (apparenté U.D.R.) et Juquin (P.C.), ce dernier dénonçant le « génocide culturel » *du pouvoir actuel, ont posé une problématique de nature à accélérer la prise de conscience de l'étroite imbrication entre la résistance culturelle et le refus du protectorat économique et politique américain.*

B. C.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de la publication : JACQUES FAUVET
Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : MICHELINE PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie)	55
Etranger	73
PAR AVION (*Abonnement et taxes*)	
Europe (y compris Turquie d'Asie, Açores, Chypre, Madère), Algérie, Maroc et Tunisie	87
Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion	96
Comores, Madagascar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles Hébrides, Polynésie française, République khmère, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna	116
Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie	101
Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Timor, Thaïlande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie	140
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	121

Rédaction et administration :
5, rue des Italiens,
75427 PARIS CEDEX 09
(Chèque postal Paris n° 4207-23)
Tél Rédaction 770-91-29
Tél Publicité LAP 05-02
Télex : Le Monde 65.572 Paris
Adr. télégraphique : Journmonde Paris

Mission en Amérique latine

Sa tâche était d'amorcer le développement du sous-continent, tout en préservant les intérêts et le système américains. Ses rapports avec le département d'Etat furent assez houleux : Nelson refusait de coopérer, passait par-dessus la tête des ambassadeurs. Il mit sur pied une société philanthropique, l'A.I.A., et l'I.B.E.C., société privée à but lucratif, toujours prospère, dont son fils Rodman est actuellement président. Rockefeller acquit une solide expérience en matière de contre-espionnage en débusquant les agents nazis qui opéraient dans le sous-continent.

En 1969, Nixon le nomma directeur de mission. Voyage qui provoqua des réactions explosives ; le nom de Rockefeller agit comme un paratonnerre. Et il attira sur lui la violence des foules : émeutes au Honduras, grève générale en Equateur, incendie de supermarchés en Argentine... sauf en Haïti, où « Papa Doc » lui donna l'accolade en public.

Il revint de cette tournée avec un rapport où il était recommandé entre autres de créer « un nouveau type d'armée qui sera une force majeure de changement social constructif »... *Et il notait :* « Pour contrecarrer l'influence d'un marxisme simpliste, l'entraînement militaire des cadres des armées d'Amérique latine — entraînement organisé par les Etats-Unis à Panama et sur le territoire américain — leur fera comprendre les bienfaits et les réalisations de l'American Way of Life... »

Il faudra intensifier l'aide militaire aux gouvernements qui protègent la libre entreprise et les investissements américains.

M. Henry Kissinger est depuis vingt ans l'ami intime et le conseiller de M. Nelson Rockefeller. Il a travaillé au Fonds des frères Rockefeller. En 1958, avant de se lancer à l'assaut du poste de gouverneur de l'Etat de New-York, le candidat Rockefeller confie à M. Kissinger le soin de rédiger le rapport final sur la politique étrangère, violemment antisoviétique. Prise de position qui fit une belle publicité au futur gouverneur et ne fut pas étrangère à son élection.

M. Kissinger a participé aux campagnes présidentielles de Rockefeller en 1964 et 1968. « *J'ai toujours voté pour Rockefeller et contre Nixon.* » (3). En 1968, M. Kissinger croyait que l'Amérique avait besoin d'un *leader* qui pouvait réaliser l'union nationale... Il pensait que M. Rockefeller pouvait remplir ce rôle (4). M. Kissinger fut tellement bouleversé par la défaite de « Rocky » que, dit-on, il en pleura. Quand M. Richard Nixon lui offrit le poste de conseiller en politique étrangère, il en référa à son protecteur, qui l'encouragea immédiatement à accepter. Ce dernier espérait-il se voir confier un poste dans la nouvelle administration Nixon ?

Aujourd'hui, répondant à une question sur ses rapports avec M. Kissinger, le vice-président nous a répondu : « *Nos relations sont toujours très amicales et fondées sur un respect mutuel.* »

Mais n'y a-t-il pas eu un refroidissement entre les deux amis ? Quel poste occuperait l'actuel secrétaire d'Etat dans le cas d'une éventuelle élection de son protecteur ? D'après certaines rumeurs, M. Kissinger deviendrait le directeur du Fonds des frères Rockefeller... M. Rockefeller n'est ni un spécialiste ni un stratège en politique internationale, mais a-t-il appris depuis l'époque de ses campagnes électorales où il envoyait les journalistes se documenter à la source Kissinger ? En tout cas, il parle bien le français et l'espagnol, et toute son éducation en fait un cosmopolite qui serait en même temps provincial. Obsédé par son patriotisme, il refuse d'être considéré comme isolationniste et nous dit : « *Je ne suis pas l'homme de la forteresse Amérique et du repli... Si nous ne défendons pas la liberté dans le monde, il n'y aura plus de liberté en Amérique.* » Lorsqu'on lui parle de la France, il insiste sur « *l'affection énorme, le respect et l'amour* » qu'il éprouve envers ce pays. « *J'y ai vécu, j'y ai travaillé, et votre pays nous a apporté une très grande contribution du point de vue culturel, spirituel, politique et militaire.* » Mais lorsqu'il rencontra de Gaulle, il mit un point d'honneur à s'adresser à lui en anglais...

Ses rapports avec la France sont surtout culturels. Son père n'a-t-il pas aidé à la restauration de Versailles, de Fontainebleau et de la cathédrale de Chartres ? Sa mère collectionna les impressionnistes français, puis les cubistes et Picasso. Matisse était un grand ami de sa mère (mais les seuls échanges qu'il eut lui-même avec l'artiste furent épistolaires). Jusqu'au jour où, de l'aveu même de Nelson, Matisse se fit trop cher : « *200 000, 300 000, puis 600 000 dollars. A ce prix-là, je vends, je n'achète pas.* »

Un gouverneur autoritaire et libéral

C'est sous le portrait de La Fayette, comme il aime à le dire, qu'il a été pendant quinze ans gouverneur de l'Etat de New-York, marquant d'un sceau quasi royal un Etat dont le territoire est quatre fois plus grand et six fois plus riche que la Belgique.

La première campagne électorale eut lieu en 1958. On l'a appelée la bataille des milliardaires, puisque son adversaire était Averell Harriman. M. Rockefeller s'est alors révélé un superbe animal politique par son ascendant sur les masses, avec un tel art pour manœuvrer les gens que personne n'a osé lui coller l'étiquette de « boss politique ». Véritable triomphe personnel pour le patricien qui plongeait dans les foules et les flots de Coney Island pour chercher ses électeurs, avalant un hot dog au passage, engloutissant les pizzas du quartier italien, les blintzes des quartiers juifs, portant allégrement la yarmulka juive, le couvre-chef des Indiens ou des francs-maçons.

On lui a reproché de s'attribuer des pouvoirs excessifs au point qu'il se comportait en dictateur en isolant le gouvernement du peuple, et en dépensant des fonds énormes sans en rendre compte au public pour satisfaire ses rêves de grandeur. On l'a accusé de considérer les fonctionnaires de l'Etat comme ses barons, et de faire du parti républicain un fief de sa famille. Jamais d'être personnellement corrompu. Et il y eut remarquablement peu de scandales sous sa férule.

Autoritaire, il était pourtant considéré comme un républicain libéral. Il s'est battu pour les libertés civiques, pour le logement des minorités défavorisées, a réorganisé les transports en commun et créé le plus grand ensemble universitaire du monde, The State University of New York, qui est passé de trente-huit mille à deux cent quarante-six mille étudiants. Il a patronné les arts et révélé un tempérament de grand bâtisseur : le grandiose et coûteux *Mall* de la capitale, Albany, des autoroutes au rythme de 6 kilomètres par jour, cent neuf hôpitaux et maisons de retraite, cinquante parcs d'Etat. Les syndicats du bâtiment lui en ont été fort reconnaissants.

Le tout-puissant gouverneur a pourtant, et de façon étrange, subi trois échecs consécutifs aux présidentielles (1960, 1964 et 1968), qui lui ont coûté, à lui et à sa famille, plus de 12 millions. En 1960, il s'est retiré du combat en faveur de M. Nixon. En 1964, la convention républicaine a été le théâtre d'une attaque violente par un public conservateur, fortement pro-Goldwater. M. Rockefeller, empoignant les micros, s'est battu comme un lion alors qu'on voulait l'expulser du podium, affrontant la haine virulente de l'aile conservatrice des républicains de l'Ouest et du Sud, lui, le dangereux « libéral » de la côte Est.

Quant à l'élection de 1968, il a tellement tergiversé pour annoncer ses intentions qu'il a laissé M. Nixon consolider sa position auprès des délégués. Il n'a jamais réussi à saisir le contrôle du parti à l'échelon national : tout le « pouvoir Rockefeller » n'a pu servir. Finalement, le gouverneur a fait campagne pour M. Nixon, pour un homme qu'il ne respectait pas, exprimant son exaspération en privé, tout en accumulant les louanges en public. Depuis, et cela a choqué ses partisans, il ne l'a jamais condamné pendant le drame du Watergate et il a donné son approbation au pardon de Ford. Pour ne pas déchirer le parti et la nation, mais aussi pour rallier autour de lui les voix républicaines. Cela s'explique.

Ses campagnes présidentielles ont été mal organisées. M. Rockefeller, tellement sûr de lui à New-York, n'a pas pu se forcer à se battre dans les neiges du New-Hampshire ou sous le soleil de l'Oregon, à discuter pendant des heures avec les notables locaux. Arrogance et dédain, ou timidité de millionnaire hors de son habitat naturel ? Ou peur de perdre l'enjeu capital ? Peut-être n'a-t-il pas le *hunger-edge* d'un Kennedy, l'ultime détermination. Comme l'écrivait Scott Fitzgerald, les gens très riches se montrent mous lorsqu'on s'attend à ce qu'ils se montrent durs. « *Ils appartiennent à une race différente.* »

La fortune personnelle de Nelson Rockefeller ne sera pas un atout majeur sur le plan national ; les temps ont changé, grâce aux nouvelles lois sur un financement plus équitable des campagnes électorales. Quant à la menace d'un conflit d'intérêts suscité par l'empire de son clan, les libéraux les plus anti-Rockefeller sourient lorsqu'on évoque devant eux la théorie d'une conspiration de l'*Establishment*. Celui-ci est bien trop diffus, changeant, complexe et élusif.

En réalité, les Américains échouent dans les grandes combinaisons machiavéliques ; ils s'y brisent, non par la naïveté qu'on leur prête complaisamment, mais parce que les citoyens de l'ancien Nouveau Monde sont incapables de concevoir systématiquement une planification à long terme. Dans ce pays, la logique et la ruse implacable s'appliquent à des objectifs limités dans le temps. De plus, la Grande Famille a fort peu apprécié d'être traînée à la barre des témoins par Nelson. En privé, elle exprime d'une façon voilée un certain ressentiment à son égard, parce qu'elle a été gênée par les révélations publiques de ses activités devant le Congrès et ressenti les effets du rouleau compresseur qu'est l'immense ambition personnelle de l'ancien gouverneur.

Lorsque les mauvaises langues ou certains partisans doués d'humour s'amusent à confier que le vice-président serait prêt à déchirer toutes ses actions de la Standard Oil ou à jeter le Venezuela à la mer pour gagner l'ultime bataille pour le mandat suprême, ces boutades confirment l'impression qui se dégage d'un entretien avec lui : c'est un homme déterminé à arracher de haute lutte sa dernière chance, et qui a un besoin vital du feu de l'action. Il aime à jeter un écran de fumée en parlant de son « *âge plus que mûr* », mais ce fonceur invétéré, ce jeune patriarche n'oublie pas l'exemple de Golda Meir ou de de Gaulle. Si la France a choisi un leader jeune, il n'ignore pas que l'Amérique, elle, a brusquement vieilli, qu'elle ne croit plus à son éternelle jeunesse et qu'il lui arrive de se voir sous les traits d'un Empire romain décadent (5).

(3) *Dear Henry*, par Danielle Hunebelle.

(4) *Kissinger*, Marvin et Bernard Kalb, Dell Publishing Co, 1975.

(5) A ce sujet, voir David Fromkin : *The question of government*, Scribner's, 1975.

Leader d'une union nationale ?

Il est irrité de se voir rappeler à l'ordre par son ancien poulain, Henry Kissinger, après chacune de ses déclarations intempestives sur la situation internationale (par exemple, lorsqu'il a dit que l'avance rapide du communisme dans le monde sera un des arguments fondamentaux de la prochaine campagne électorale). Mais il sait que les Jackson et Reagan ont dit bien pis et que George Wallace a déclaré que les Etats-Unis auraient dû anéantir le Vietnam à coups de bombes. Dans toutes les régions des Etats-Unis, il n'est pas rare d'entendre les hommes le plus rompus aux affaires se lamenter : « Où est passée notre innocence d'antan ? Quel malheur, nous sommes devenus tellement cyniques ! » *Il est tentant de rétorquer :* « Stop Saving America ! »

« Rocky », lui, n'a jamais cherché à sauver l'âme de l'Amérique. Avec sa grandiose foi dans la mission évangélique de sa patrie, il a quelque chance de rassurer ses compatriotes dans leur désarroi.

D'autant plus que, par sa confession publique devant le Congrès, il a déjà reçu une sorte d'investiture. Le plus intéressant est peut-être qu'il y ait fait la preuve de son incorruptibilité (quel besoin d'ajouter à un capital personnel de 218 millions de dollars ?) tout en exposant sans ambages son art d'exploiter les faillibilités humaines. Cette maturité pourrait faire accepter la dose minimale de cynisme dont les Américains ont bien besoin actuellement.

On assiste à une montée de nouveaux conservateurs, étrange coalition entre des élitistes de l'Est comme les frères Buckley et une vague néo-populiste qui déteste le *big business* et rêve de démocratie locale. Selon M. Kevin Philips, le théoricien d'un troisième parti conservateur, MM. Ford et Rockefeller ignoreraient la véritable majorité conservatrice de l'Alabama, de Boston, de l'Idaho ou de Chicago, estimée par lui à 62 % de l'électorat : la majorité de Richard Nixon. Ce n'est pas un hasard si Barry Goldwater et d'autres poussent l'ancien président à reprendre sa place dans le parti...

L'intuition politique de Rockefeller lui a fait prendre un net virage vers la droite depuis quatre ans : il a refusé de se rendre à la prison d'Attica en 1971 pour négocier avec les rebelles et a ordonné de loin l'assaut meurtrier des troupes (quarante-trois tués et quatre-vingts blessés) — « *la décision la plus angoissante de ma carrière* », dit-il. Il refusait ainsi d'ébranler les bases de la société. Il a fait voter une loi anti-drogues draconienne (et peu efficace). Enfin, il a gardé un silence fort prudent sur le scandale du Watergate. Et maintenant, le voilà qui semble se réconcilier avec son vieil ennemi, le sénateur de l'Arizona, Barry Goldwater.

L'attitude du vice-président est à la fois pragmatique et intuitive. Et l'on pourrait supposer que son anticommunisme dur est plus « verbal » que stratégique, bien que conditionné par son milieu. De surcroît, son éducation cosmopolite tempère son patriotisme quasi religieux. Saura-t-il profiter de cette complexité ambiguë, ou cédera-t-il à son impétuosité et à ses contradictions internes ?

En tout cas, homme des milieux d'affaires éclairé, n'est-il pas de taille à maintenir le pouvoir des sociétés transnationales, en limitant leurs excès les plus criants, et en les incitant à opérer une mutation profitable dans les pays du tiers-monde qui nationalisent leur actif ? Sans nul doute, il serait bien placé pour développer le dialogue économique et technologique avec les pays communistes dans un climat de vigilante détente.

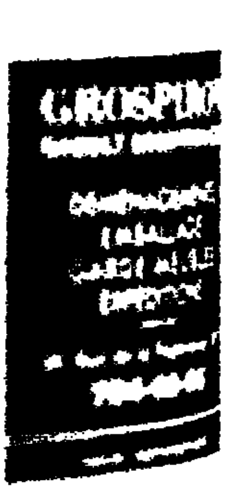
Depuis son expérience en Amérique latine, il s'est toujours prononcé pour une C.I.A. forte qui est selon lui un « *instrument essentiel de défense et de sécurité nationales* » ; on peut hésiter à croire que les réformes et mesures législatives recommandées par la commission qu'il dirige soient directement inspirées par lui...

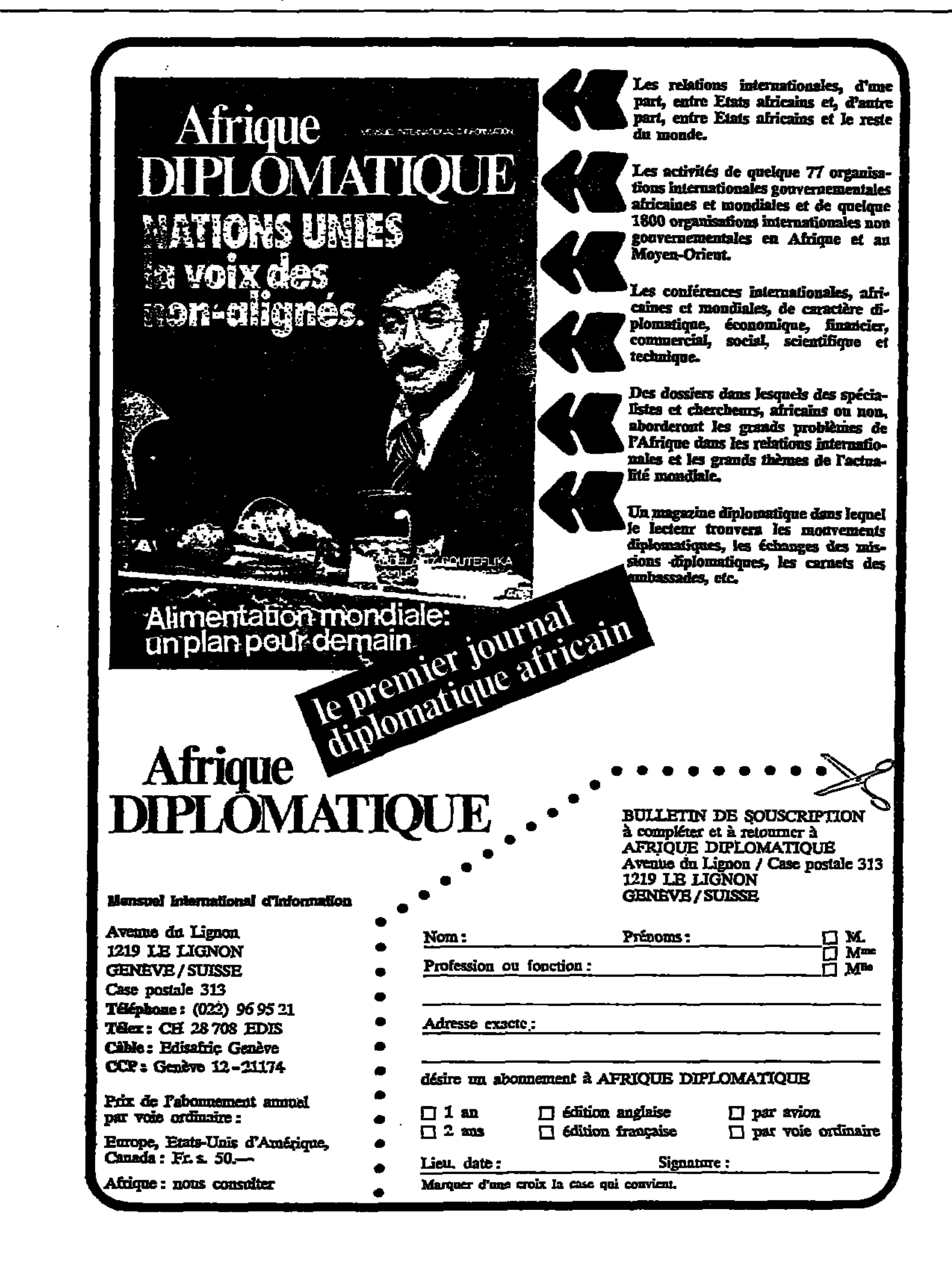
Sur le plan intérieur, il nous a laissé comprendre dès le mois d'avril que son rôle au « Conseil domestique » (chargé des prévisions à court terme et de la planification à long terme) — où il a d'ailleurs placé deux de ses hommes, MM. Cannon et Dunham — serait sans doute un tremplin pour ses ambitions personnelles, mais allait de surcroît constituer la base du programme électoral du parti. Un de ses atouts majeurs, démontré par la « Commission des choix critiques » fondée et financée par son frère Laurance et par lui en 1974 juste avant sa nomination à la vice-présidence, c'est l'habitude et la capacité de réunir autour de lui un *brain-trust* des meilleurs experts et de profiter d'un pool d'informations qui est à l'heure actuelle un des meilleurs leviers du pouvoir.

Il affirme la nécessité de l'autonomie énergétique des Etats-Unis. Le « Conseil domestique » vient d'adopter son expérience des *town meetings* (acquise lorsqu'il était gouverneur), pour se mettre à l'écoute des besoins et des revendications des Américains, inquiets de la perspective d'un été chaud à Detroit ou à Flint, et de plus en plus critiques des activités des grandes corporations.

Rockefeller pourrait-il suivre les traces du patricien Roosevelt, seul capable d'innover un New Deal ? Ce conservateur libéral pourrait-il profiter du désarroi du parti démocrate et de la crainte inspirée par une nouvelle droite agressive pour jouer enfin le rôle de leader d'union nationale ? Et cela malgré les efforts de la machine républicaine et l'ambiguïté du soutien du président Ford ? Quelles que soient les chances des multiples candidats, il semble que, dans cette élection cruciale, la personnalité des hommes en compétition sera dominée par des événements qu'ils ne parviennent pas à prévoir.

INGRID CARLANDER.





Le référendum européen en Grande-Bretagne

Victoire des modérés et clivage

Par FRANÇOISE DE LA SERRE
et JACQUES LERUEZ *

UN référendum — dont les Français, désormais habitués à cette procédure, ont peine à comprendre ce qu'il bouleverse des traditions britanniques — a donc décidé du maintien du Royaume-Uni dans la Communauté européenne.

Visant *officiellement à faire approuver* une « renégociation » — dont on peut d'ailleurs discuter le caractère « fondamental », — cette consultation a été en fait décidée par M. Harold Wilson pour exorciser les divisions provoquées au sein du parti et du gouvernement travaillistes par le problème européen. Si, selon toute vraisemblance, les préférences du premier ministre allèrent dès l'origine — et malgré un agnosticisme de commande — au maintien du *statu quo*, la mise en œuvre d'une politique arrêtée par le mouvement travailliste en octobre 1972 comportait de nombreux risques. Le fait que les anti-européens, à gauche comme à droite, de M. Anthony Wedgwood Benn à M. Enoch Powell, aient été alors des avocats passionnés du référendum, ne relève pas du hasard : les sondages, en indiquant une forte hostilité à la C.E.E., leur donnaient en effet l'espoir d'un sursaut populiste du type norvégien. L'audace *de M. Wilson fut d'interpréter* avec suffisamment d'optimisme le résultat des sondages (voir la courbe ci-dessous) pour espérer gagner à ses vues une opinion publique très versatile sur le problème européen.

Le pari reposait sur deux éléments. D'une part, il postulait un succès diplomatique à Bruxelles. D'autre part, dans cette hypothèse — et compte tenu d'études électorales antérieures — il tenait pour vraisemblable la réceptivité des Britanniques aux recommandations gouvernementales concernant un problème complexe sur lequel la majorité des électeurs s'estiment peu informés (1).

Une participation faible et géographiquement inégale

L'EVOLUTION du contexte international (et ses conséquences sur la politique agricole), les difficultés rencontrées par la C.E.E. dans l'élaboration de politiques contraignantes (monnaie, énergie), la bonne volonté des partenaires européens (sur la contribution budgétaire en particulier) servirent le premier objectif. L'hostilité de la majorité du parti parlementaire (vote du 9 avril) et de l'ensemble du mouvement travailliste (conférence spéciale du 26 avril) à la politique gouvernementale confirma ensuite que le référendum constituait la meilleure chance de résoudre le problème européen sans provoquer une rupture irréparable au sein du Labour. A cet égard, le droit au désaccord habilement reconnu aux ministres dissidents achetait d'ailleurs en quelque sorte une tolérance analogue à l'égard des *travaillistes pro-européens et ménageait* l'avenir.

La première remarque que l'on doit faire a trait à la participation (64,5 % à l'échelle du Royaume-Uni). Elle paraîtra faible par comparaison avec la participation aux référendums organisés sur le même sujet en Europe (90 % au Danemark, 71 % en République d'Irlande) ou même avec la participation habituelle aux élections générales britanniques (72 % en juin 1970, 78,7 % en *février* 1974 et 72,8 % en octobre 1974). Cependant, la plupart des augures craignaient une abstention plus substantielle : en effet, *les sondages indiquaient un nombre* assez élevé d'indécis ; de plus, on sentait l'opinion fort lasse après une trop longue campagne. Aussi, dans les derniers jours de la campagne, les partisans du « oui », tout en jugeant improbable un revirement de l'opinion, n'en redoutaient-ils pas moins des abstentions massives qui eussent sans aucun doute terni l'éclat de leur victoire. Ajoutons également que l'intensité de la campagne au niveau des quartiers est restée très inégale, que le *porte-à-porte — systématique lors des* élections — a été sporadique et surtout qu'aucun effort spécial n'a été fait pour mobiliser les électeurs le jour du scrutin.

Compte tenu de ces facteurs, on peut donc juger que la participation a été plutôt satisfaisante, et certains observateurs se sont demandé si les efforts faits par les militants des partis dans chaque circonscription au moment des élections sont bien indispensables, puisque apparemment ils permettent *seulement de mobiliser de* 7 à 14 % d'électeurs supplémentaires.

Mais cette participation n'est pas la même partout. Elle va en diminuant du Sud au Nord — et plus généralement au fur et à mesure que l'on s'éloigne des côtes de l'Europe continentale — et devient médiocre en Ecosse. Une exception toutefois : le taux élevé de participation du Pays de Galles (supérieur de 2,2 % à la moyenne nationale). Notons également qu'un taux de participation plus élevé *dans le* Sud, *semble avoir* avantagé le « oui ». Est-ce à dire que la proportion de « non » eût été accrue si la participation avait été plus forte dans le Nord ? Sans doute, mais dans une faible mesure, car il semble que, dans les régions *ouvrières* du Nord *(comme dans les quartiers populaires* de Londres), l'ampleur de l'abstention soit due davantage au conflit d'allégeance provoqué par les recommandations contradictoires données par le cabinet et le premier ministre d'une part, et par le parti travailliste et les syndicats d'autre part, qu'à un refus systématique du Marché commun ou du référendum. Il n'en reste pas moins que, si ces électeurs s'étaient décidés à voter, ils se seraient sans doute prononcés pour le « non ».

Quant au « oui » massif, il avait été largement prévu et va redonner aux instituts de sondage la crédibilité que leur avaient fait perdre leurs prédictions erronées lors des élections générales récentes (notamment celles de 1970). Certains ont fait remarquer que *67,2 % de « oui » avec une participation* de 64,5 %, cela signifie que la recommandation gouvernementale n'a été approuvée que par 43,3 % des inscrits contre 35,5 % d'indifférents et 21,1 % d'hostiles. Il est difficile d'attacher beaucoup de prix à un tel calcul ; la plupart des partisans du « non » ne l'ont d'ailleurs pas fait prévaloir. En effet, tous les gouvernements britanniques — depuis la guerre au moins — n'ont été amenés au pouvoir que par une minorité *d'électeurs inscrits, et même une minorité* de suffrages exprimés.

L'actuel gouvernement Wilson n'a reçu le soutien explicite que de 11 458 704 électeurs, sur plus de 40 millions, soit 39,3 % des suffrages exprimés et moins de 30 % des inscrits. Par conséquent, le fait qu'une importante minorité n'ait pas exprimé de choix n'affecte en rien le caractère décisif du vote.

Mais c'est la répartition géographique des suffrages favorables qui constitue la véritable surprise du scrutin. Certes, comme il était prévu, la proportion des « oui » est plus forte dans le Sud que dans le Nord, et au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la côte sud-est, *elle devient minoritaire* dans les Shetlands et les Iles occidentales de l'Ecosse. Mis à part ces deux résultats « aberrants », intéressants localement mais peu significatifs au plan national, et le cas de l'Irlande du Nord où un « oui », même médiocre, constitue une victoire inesperee. on s'aperçoit que le « oui » est beaucoup plus uniformément réparti que ses partisans ne l'escomptaient. Il oscille en effet entre 54,6 % et 76,3 % et, s'il n'est guère surprenant que le pourcentage positif le plus bas soit fourni par une région d'Ecosse (Highlands), il est beaucoup plus remarquable que le *meilleur score soit le fait d'un comté* du nord de l'Angleterre (Yorkshire-Nord), rural et conservateur certes, qui distance de peu deux comtés du Sud (Surrey et Sussex-Ouest). Pour la seule Angleterre, le comté de Tyne et Wear (qui englobe la ville de Newcastle tournée vers les pays scandinaves) fournit sans doute le moins bon pourcentage de « oui » (62,9 %), mais il ne s'écarte de la moyenne nationale (67,2 %) que de moins de cinq points.

A ce stade, une comparaison des résultats réels avec l'estimation faite par l'*Economist* dans son numéro du 31 mai 1975 (2) fournit des indications précieuses. En ne tenant compte que des variations de plus d'un point, on note trente-trois cas où les résultats réels sont supérieurs à l'estimation — ce qui n'est pas très étonnant étant donné que le résultat national réel (67,2 % de « oui » et 32,8 % de « non ») est très légèrement supérieur à celui qui était avancé par cet hebdomadaire *— et quatorze où ils sont inférieurs.*

Considérons d'abord les zones où les résultats réels sont en retrait par rapport à l'estimation. Dans les quatre régions écossaises concernées (Orcades, Shetlands, Iles occidentales et Highlands), il semble que le particularisme local, l'hostilité des pêcheurs au règlement communautaire et sans doute le malaise diffus dû au sentiment de subir les inconvénients de l'exploitation pétrolière sans bénéficier *de tous les avantages aient été sous-estimés.* Dans l'Avon, au contraire, l'avance moindre du « oui » est certainement attribuable à l'influence de M. Tony Benn, ministre de l'industrie, principal leader du camp des « non » dont la circonscription électorale est dans ce comté. Il en est peut-être de même dans *le* Somerset, où se trouve la circonscription de M. Edward Du Cann, personnage influent du parti tory, qui s'est prononcé pour le « non » quelques jours avant le scrutin. Il *semble par contre que, dans les* Midlands de l'Ouest, là où M. Enoch Powel avait récemment une influence personnelle très grande, la farouche campagne pour le « non » du député de l'Ulster ait eu un effet assez négligeable. Dans les comtés du Sud enfin (Ile de Wight, Cornwall, Essex et peut-être aussi Somerset), la surestimation du vote « oui » est sans doute attribuable à une surestimation du pourcentage d'électeurs libéraux favorables à l'Europe. En effet, il ne faut pas oublier que le vote libéral comporte une bonne part d'électeurs protestataires (*protest vote*) qui étaient plus *naturellement enclins à voter négativement* qu'à tenir compte des avis des leaders libéraux.

Pour ce qui est des comtés où le vote « oui » a été sous-estimé, on peut les diviser en deux groupes : il s'agit d'abord des *huit* régions écossaises : la déviation est particulièrement spectaculaire pour les Borders où une estimation négative (53,9 % de « non ») se transforme en un pourcentage de 59,7 % de « oui », mais elle est nette également dans trois régions (Tayside, Borders, Dumfries et Galloway). Il paraît incontestable, dans tous ces cas, que la capacité des dirigeants nationalistes à faire voter « non » a été nettement surestimée par l'*Economist*. C'est le cas aussi, mais à un moindre degré, *pour certains comtés* du Pays de Galles (Glamorgan-Ouest et Moyen, Dyfed, Gwyned). Pour le reste (c'est-à-dire pour l'Angleterre, surtout, mais pas exclusivement), il est possible que la déviation soit due à une répartition des voix travaillistes différente de celle qui était attendue ; autrement dit, la capacité des députés travaillistes anti-européens à faire voter « non » aurait été surestimée (notamment dans le Suffolk et le Powys) ; inversement, une sous-estimation de l'influence des travaillistes pro-européens semble évidente dans plusieurs comtés comme le Yorkshire-Nord, le Salop, le Leicestershire, le Glamorgan-Sud et Ouest, le Clwyd et les Borders.

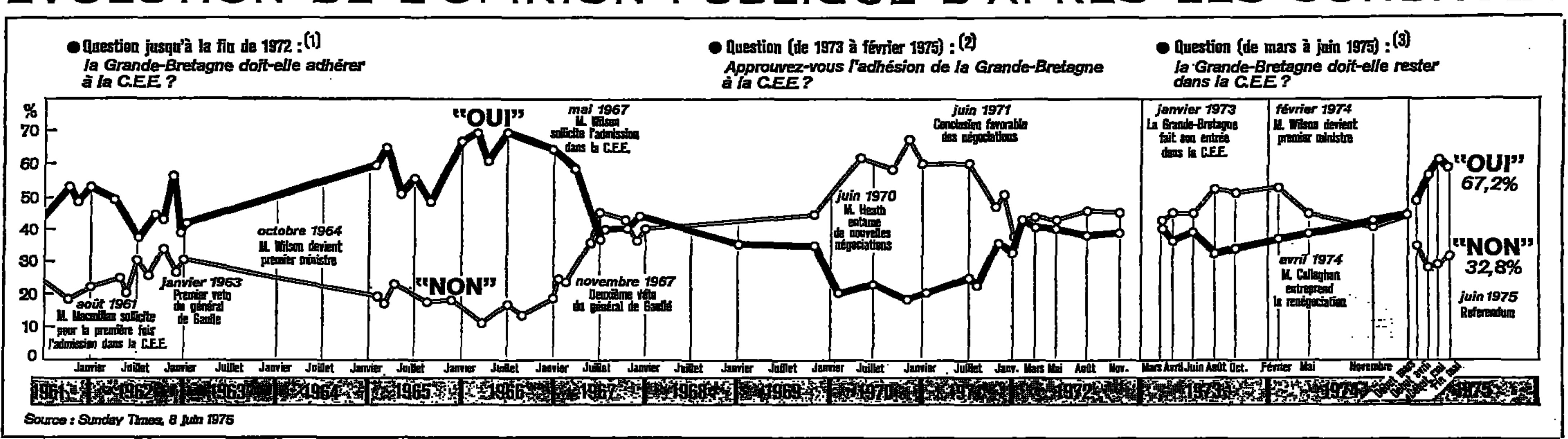
Classes moyennes et milieux ruraux

IL n'en demeure pas moins que les électeurs travaillistes ont été moins prompts à se prononcer et plus réticents devant le maintien dans la Communauté que les électeurs conservateurs. Selon une statistique du *Sunday Times* (8 juin 1975), dans les bastions travaillistes (Yorkshire-Sud, Durham, Tyne et Wear, Cleveland, Merseyside) la participation a été de 62,2 % et le vote « oui » de 64,2 % contre respectivement 67,6 % et 75,4 % dans les bastions conservateurs (Sussex-Est, Surrey, Sussex-Ouest, Dorset, Yorkshire-Nord). Mais il s'agit sans doute davantage d'une question de tempérament et d'appréciation des réalités économiques que de loyauté partisane.

En effet, les partis nationalistes (où les différentes classes sociales coexistent sans se fondre) n'ont guère été suivis par leurs supporters, surtout au Pays de Galles ; dans les bastions de Plaid Cymru (Gwynned, Dyfed) la participation a été de 65,5 % et le vote « oui » de 68,8 % ; dans ceux du Scottish National Party (Iles occidentales, Ecosse centrale, Tayside), la participation a été de 63,2 % et le vote « oui » de 58 %. On constate également que, dans les comtés purement ruraux (Iles Sorlingues, Lincolshire, Cornwall, Salop, Norfolk, Yorkshire-Nord, Somerset), le « oui » l'emporte par 72,4 % des voix avec une participation de 65,9 % — l'influence de la National Farmers' Union qui, depuis plusieurs années, s'est ralliée à la politique agricole commune, y est certainement pour quelque chose — et que, dans les comtés dominés par les « cols blancs » qui travaillent à Londres mais habitent quelquefois à plus de 100 kilomètres (Surrey, Sussex-Ouest, Buckinghamshire, Hertfordshire, Sussex-Est), le pourcentage du « oui » est de 74,2 % avec une participation de 69 %, alors que les régions fortement industrielles (Midlands de l'Ouest, Leicestershire, Cleveland, Northamptonshire, Bedfordshire) n'ont donné que 67,6 % au « oui » pour une participation de 63,9 %.

Ce sont donc les classes moyennes et les milieux ruraux qui ont exprimé le plus massivement leur adhésion à l'Europe. Par-delà leurs motivations psychologiques et socio-économiques évidentes, les électeurs non socialistes ont dû trouver dans une campagne du « non », alimentée pour l'essentiel par les arguments de la gauche socialiste, des raisons supplémentaires de voter « oui ». Au début de la campagne, en effet, il n'était pas évident que les électeurs conservateurs iraient en masse aux urnes pour soutenir M. Wilson au lieu et place de l'électorat travailliste en partie défaillant. C'est dans l'*abandon, provisoire* sans doute, des clivages traditionnels entre les partis que réside un des intérêts du scrutin. Mais il y en a d'autres.

Le plus évident est que le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché



Source : Sunday Times, 8 juin 1975

RESULTATS GLOBAUX

	Inscrits	% des inscrits par rapport à l'ensemble	Participation	% « OUI »	% « NON »
Angleterre	33 356 208	83,0	64,8	68,7	31,3
Ecosse	3 688 799	9,3	61,7	58,4	41,6
Pays de Galles	2 011 136	5,0	66,7	64,8	35,2
Irlande du Nord	1 030 534	2,6	47,4	52,1	47,9
TOTAL	49 886 277	100,0	64,5	67,2	32,8

* Chercheurs au Centre d'étude et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques.

(1) Cf. notamment Spence (J.), Jowell (R.). *The Grudging Europeans*, Social and Community Planning Research. Londres, 1975.

(2) Cette estimation était calculée en fonction d'un score global national de 66 % de « oui » contre 33 % de « non », et de clivages internes aux partis, répartis uniformément selon les proportions suivantes (généralement indiquées par les sondages) : conservateurs : 80 « oui » contre 20 « non » ; libéraux : 75 « oui » contre 25 « non » ; travaillistes : 55 « oui » contre 45 « non » ; nationalistes : 25 « oui » contre 75 « non ».

au sein des partis

commun a reçu l'approbation « *pleine et entière* » *(full-hearted)* du peuple britannique. C'est précisément ce que M. Heath avait promis en 1970 et on sait que le vote massif du Parlement en octobre 1971 avait paru à cet égard insuffisant aux adversaires du Marché commun. Aussi l'ancien premier ministre a-t-il eu raison de faire remarquer que les votes de principe du Parlement avaient toujours été du même ordre de grandeur (deux contre un) que le verdict populaire.

Le résultat a donc évité qu'un délicat problème ne se pose à l'issue du scrutin. Que serait-il en effet arrivé si le maintien dans la Communauté précédemment approuvé au Parlement par une majorité de 226 voix avait été rejeté par les électeurs ou accepté à une très faible majorité ? Après avoir évité d'être confrontés à une question aussi épineuse, les parlementaires britanniques ne paraissent guère disposés à favoriser à l'avenir le recours à une telle procédure qui menacerait plus sérieusement que la technocratie bruxelloise la souveraineté de Westminster. Bien que, selon certains sondages, l'opinion publique y soit favorable, le référendum ne paraît pas promis, outre-Manche, à un brillant avenir.

Sur un autre plan, le vote de la quasi-totalité des régions en faveur du « oui » devrait contrecarrer — au moins pour un temps — l'action des forces centrifuges qui, depuis quelques années, menacent la cohésion du Royaume-Uni. Les nationalistes avaient en effet espéré (surtout en Ecosse) qu'en votant « non » en majorité les électeurs montreraient moins leur hostilité à l'égard de la C.E.E. que leur volonté d'indépendance. Le résultat du référendum, en Ecosse comme au Pays de Galles, constitue donc une défaite majeure pour les forces séparatistes. Mais on ne doit pas se méprendre sur le sens profond de cet échec. Il ne signifie pas que la majorité de la population — en Ecosse au moins — n'aspire pas à une redéfinition des rapports institutionnels à l'intérieur du Royaume-Uni dans la direction indiquée par le Livre blanc du 17 septembre 1974 (attribution de pouvoirs surtout économiques à des assemblées régionales élues au suffrage direct) et peut-être même un peu au-delà. Ce serait sans doute une erreur d'appréciation regrettable que de s'appuyer sur le résultat du référendum pour retarder indéfiniment ces projets.

Pour l'Irlande du Nord, le résultat est plus ambigu, d'abord en raison de la faible participation, ensuite parce que l'Ulster n'avait nul besoin de prouver à nouveau son particularisme, enfin parce que l'avenir de la province divise les protestants ultras : certains voient le salut dans l'intégration au Royaume-Uni, les autres dans une séparation totale. Il n'était donc pas facile aux uns et aux autres de justifier un vote négatif, sinon en faisant appel aux vieux instincts antipapistes de leur communauté (n'oublions pas qu'il s'agissait du traité de Rome !). Aussi la victoire du « oui » est-elle une victoire de la modération incarnée par les partis centristes des deux communautés.

Pour en revenir au résultat global, il peut être analysé également comme une victoire des modérés sur un rassemblement hétérogène regroupant des personnalités dont les options politiques sont pour le moins divergentes. Une même ferveur anti-européenne a pu faire apparaître côte à côte MM. E. Powell et Foot, mais cette coalition vouée à l'éclatement en cas de victoire du « non » n'a pu exercer, faute de perspectives et d'arguments communs, une séduction suffisante sur l'électorat. En revanche, le camp du « oui » a bénéficié de cette alliance peu naturelle des extrêmes en présentant, *a contrario*, des positions communes que leaders conservateurs, libéraux et travaillistes « européens » défendirent sans gêne apparente. Une telle expérience est-elle susceptible d'entamer les schémas politiques traditionnels ou restera-t-elle limitée aux problèmes européens ? Si l'on admet que l'appartenance à la C.E.E. est autre chose que la participation à une organisation internationale supplémentaire, elle implique certaines options fondamentales, en matière économique notamment, sur lesquelles les partisans de l'adhésion n'ont pas paru profondément divisés. Le nouveau leader conservateur, Mme Thatcher, n'a pas perdu une occasion de souligner — à juste titre — que la politique européenne du gouvernement n'avait dû son succès qu'au soutien massif du parti conservateur. Elle aurait pu rappeler tout aussi bien que la politique de défense du gouvernement Wilson avait été également adoptée grâce à l'appui de son parti et que le premier ministre pourrait bien avoir encore besoin de l'opposition dans les débats économiques à venir. Le résultat du référendum prouverait-il donc, comme le laissent entendre certains commentateurs, que la Grande-Bretagne, en dépit d'un système électoral qui favorise le bipartisme, « *souhaite elle aussi être gouvernée au centre* » ? (3).

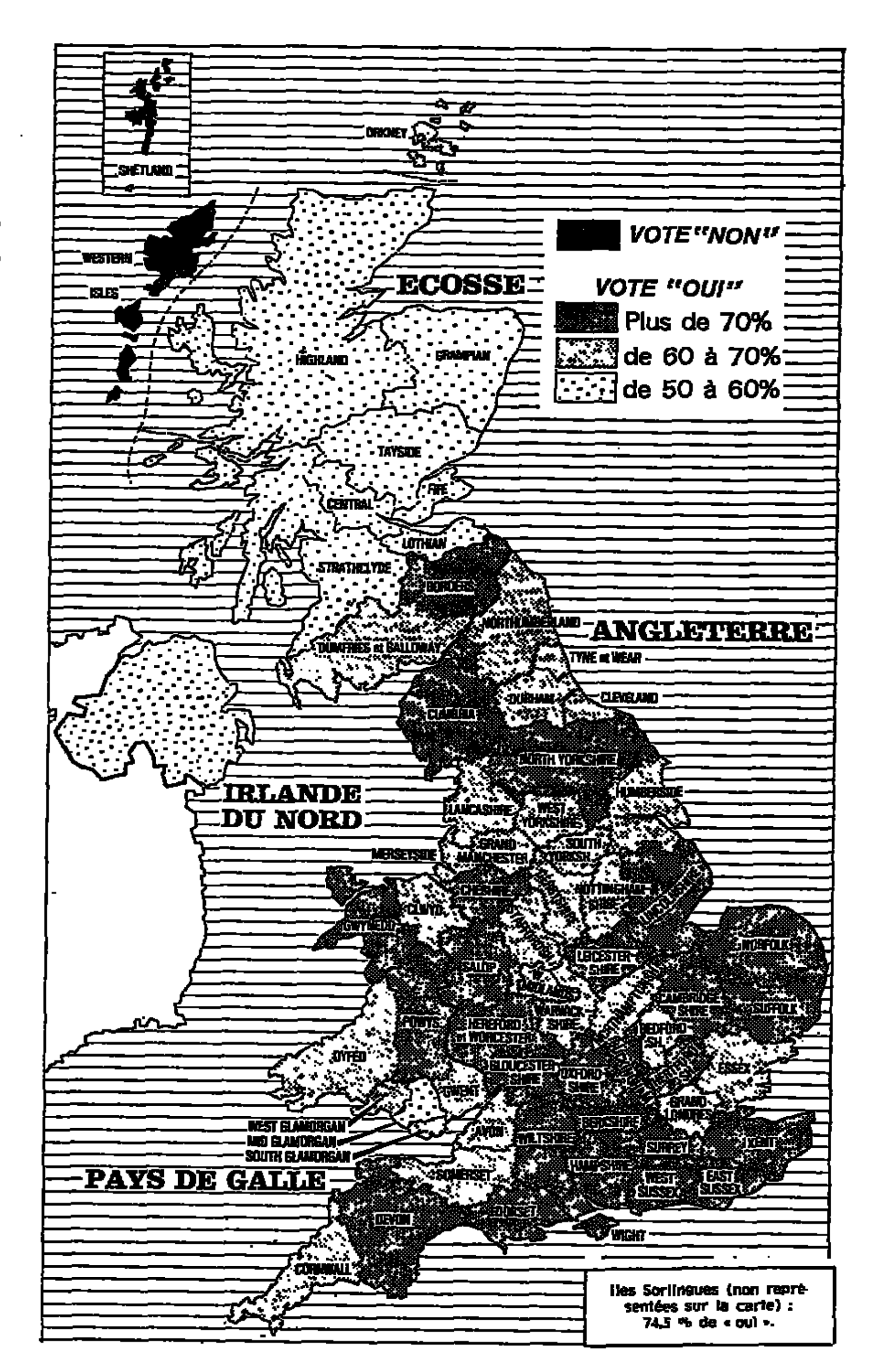
Pour avoir évoqué en termes vagues la nécessité d'une certaine « *unité nationale* », dans les circonstances difficiles que traverse le pays, le ministre de l'éducation, M. Prentice, s'est vu accusé par la gauche du parti de trahir la cause du socialisme, ce qui a failli lui coûter son poste de « Cabinet Minister » dans le récent remaniement ministériel.

Mais ce geste n'a pas suffi à dissiper les craintes éprouvées par la gauche du parti à l'égard d'éventuelles « *coalition policies* » que le renforcement de la tendance modérée au sein du cabinet pourrait encourager. MM. A. Benn et E. Varley ont accepté de demeurer au gouvernement en échangeant leurs attributions (industrie et énergie), Mme J. Hart a préféré démissionner plutôt que de quitter le ministère de la coopération. Dans son dernier discours aux Communes, applaudie par ses amis du groupe « Tribune », elle a explicitement accusé M. Wilson de trahir le socialisme et les engagements électoraux du Labour en pratiquant une politique « *soutenue par les conservateurs, la Cité et le patronat...* ».

En dépit du grand succès personnel que constituent les résultats du référendum, M. Wilson se retrouve donc confronté au problème qu'il cherchait à résoudre par le choix de cette procédure : la division profonde du parti à laquelle la question européenne a servi de révélateur et parfois de prétexte. Les talents du premier ministre seront-ils suffisants pour éviter au parti une nouvelle crise à l'occasion des décisions économiques qu'il devra prendre de toute urgence ?

FRANÇOISE DE LA SERRE et JACQUES LERUEZ.

(3) Voir notamment l'éditorial du *Times* du 11 avril 1975, qui relance l'idée d'une révision du système électoral.



Iles Sorlingues (non représentées sur la carte) : 74,5 % de « oui ».

Une campagne insolite

Un nouveau type d'organisation et de financement

Par MONICA CHARLOT *

EN découvrant, pour cause d'Europe, le référendum, la classe politique britannique a fait l'expérience de problèmes et de solutions qui perturbent quelque peu le cours immuable et traditionnel de ses luttes électorales.

Qui allait financer cette campagne où les deux grands partis traditionnels, le parti travailliste surtout, étaient partagés entre le « oui » et le « non », sans parler de l'abstention ou de maladies plus ou moins diplomatiques ? La caisse électorale travailliste allait-elle appuyer le « non », tandis que le trésor de guerre conservateur serait venu à la rescousse du cabinet travailliste et de M. Harold Wilson, qui appelaient à voter « oui » ? La solution de cet imbroglio politique a été habilement trouvée dans l'octroi par la Chambre des communes, sur fonds budgétaires, d'une somme de 125 000 livres sterling (125 millions de francs anciens) à chacune des deux organisations créées pour les besoins de la cause, *Britain in Europe* (B.I.E.), qui faisait campagne pour le « oui » au maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, *The National Referendum Campaign* (N.R.C.), qui faisait campagne pour le « non ». La loi de finances spécialement adoptée à cet effet prévoyait un contrôle strict des fonds publics ainsi alloués, afin qu'ils ne soient pas détournés de leur objet.

Cinq fois plus d'argent pour le "oui"

IL va de soi que les partis verraient sans déplaisir ce précédent s'étendre aux élections générales. La Grande-Bretagne, en somme, après l'Allemagne fédérale ou la Suède et en même temps que la France, s'oriente vers un financement public sinon total du moins substantiel des dépenses électorales. L'expérience du référendum, néanmoins, a pu montrer aux Britanniques que la contribution de l'Etat ne suffit pas nécessairement à couvrir toutes les dépenses d'une importante consultation populaire ni à assurer l'égalité des chances entre les camps opposés. D'après des sources sérieuses, on peut estimer à une douzaine le nombre de permanents au siège du N.R.C. (« non »), à dix fois plus ceux qui animaient B.I.E. (« oui ») ; les 125 millions de l'Etat ont représenté la moitié environ du budget effectif du N.R.C. contre un dixième seulement du budget de B.I.E. Encore celle-ci a-t-elle modéré ses dépenses pour ne pas donner prise aux accusations de la partie adverse qui la décrivait comme le « club des riches » et tentait au contraire de projeter l'image d'une équipe d'amateurs dévoués, mais sans le sou.

La préparation des quatre émissions télévisées du N.R.C. n'aurait coûté que 3 000 livres (3 millions anciens) — grâce à la participation bénévole de professionnels hostiles à l'Europe, tandis que la conception et la supervision des émissions télévisées de B.I.E. auraient été facturées par son conseil américain à 50 000 livres (50 millions anciens). La Confédération nationale du patronat britannique (*Confederation of British Industry*) avoue avoir consacré 50 000 livres sterling également à sa propre campagne pour le maintien de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. ; le TUC, de son côté, se défend d'avoir chichement mesuré son soutien financier au « non », refuse de publier ses chiffres pour l'instant et a diffusé, en tout cas, à vingt-cinq mille exemplaires son communiqué de neuf pages en faveur du « non ».

La balance, au départ, était politiquement inégale entre le « oui » soutenu par le premier ministre et les deux tiers des membres du cabinet travailliste, par la très vaste majorité des conservateurs, par le parti libéral, par le patronat et tout ce qui compte dans l'administration ou la presse — et le « non » voulu par l'appareil travailliste et syndical, par les extrêmes de tous bords — des membres du parti communiste britannique ou du groupe « Tribune » aux néofascistes du Front national (*National Front*) ou à M. Enoch Powell, en passant par les nationalistes écossais, gallois ou irlandais... Déséquilibre politique symbolisé par l'envoi aux électeurs d'une plaquette pour le « oui », une pour le « non » et... une recommandation gouvernementale favorable au maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Déséquilibre politique, enfin, traduit par les sondages, le découragement ou la prudente réserve de certains partisans du « non » et une relative limitation des efforts financiers des groupes d'intérêt favorables au « non ».

Insolite dans ses aspects financiers, la campagne référendaire britannique l'est tout autant par son organisation. La simplicité a été la règle, en dépit des vastes comités et du dosage subtil des vice-présidences, dans chacune des deux organisations *ad hoc* — la présidence ayant été confiée à un représentant éminent de la minorité, un compagnon de route en somme, pour rassurer l'électorat indécis : le député conservateur Neil Marten chez les « non », le ministre travailliste modéré Roy Jenkins en face. Les décisions réelles n'étaient pas prises au niveau de ces lourds comités, mais au sommet : par M. Roy Jenkins et le conservateur William Whitelaw pour le « oui », par un cercle d'une demi-douzaine de personnalités, dont le consensus a été parfois plus difficilement réalisé, pour le « non ». Le manifeste en faveur du « non », par exemple, a été rédigé par M. Peter Shore, l'un des ministres travaillistes les plus hostiles à la C.E.E., amendé par M. Neil Marten, puis par M. Enoch Powell, et il n'a pas fallu moins de sept versions successives avant d'en arriver à la bonne.

La liaison entre la campagne des organisations *ad hoc* et celle des partis a été parfois difficile. Le porte-à-porte traditionnel des partis n'a pu être organisé sur une large échelle. Les six cents comités locaux du N.R.C. et les quatre cent cinquante comités locaux de B.I.E. n'avaient qu'une organisation rudimentaire et une efficacité plus que modeste. Au niveau des circonscriptions, les partisans travaillistes du « oui » ont eu plus de mal à faire campagne avec les libéraux, et vice versa, qu'avec les conservateurs. Les tenants du « non » ont été divisés jusqu'au sommet de leur organisation : certains ont contesté la stratégie du président du N.R.C., M. Neil Marten, et l'utilisation faite de la subvention versée par l'Etat ; l'extrême gauche travailliste n'a pas voulu siéger à la même tribune que les conservateurs partisans du « non », et le Front national (extrême droite) n'a pas été admis à faire partie du N.R.C.

Les conseils en campagnes politiques, moins surveillés qu'ils ne le sont habituellement dans le cadre des organisations de partis, ont pu jouer un rôle décisif dans la conception, l'élaboration et l'exécution de la publicité : ils en ont profité, dans le camp du « oui », surtout avec M. Geoffrey Tucker et lord Harris, pour faire de nouvelles expériences en persuasion politique.

Jamais une campagne électorale, en Grande-Bretagne, n'aura été aussi longue, aussi intense, aussi coûteuse en pâte à papier. *Britain in Europe*, en six semaines, a imprimé 50 millions d'exemplaires de documents de toutes sortes — un véritable flot de propagande comparé aux quelque 10 millions d'exemplaires jetés dans la balance législative lors des élections les plus disputées par le parti conservateur récemment, les élections de 1970. Le *National Referendum Campaign*, pour sa part, a noirci de 10 à 15 millions d'exemplaires de propagande. Si l'on ajoute les milliers de pamphlets distribués par le TUC (syndicats) et la C.B.I. (patronat), on ne peut soupçonner le citoyen britannique d'avoir manqué de l'information nécessaire pour se décider ni les mauvais esprits d'exagérer quand ils prétendent que des tonnes de documents non distribués attendent le pilon.

Depuis longtemps, en tout cas, on n'avait pas vu de campagne électorale aussi politique, ce qui dément l'association rapide entre persuasion politique et dépolitisation. C'est ainsi que les placards publicitaires pour le « oui » publiés dans la presse, rédigés par M. John Nichols, ont un contenu strictement politique et avancent des arguments précis et variés sur les grands enjeux qui ont dominé la campagne : les prix, l'emploi, les avantages économiques de la C.E.E., les délégations de souveraineté... Il fallut attendre les trois derniers jours de campagne pour que ces placards prennent un tour plus émotionnel, en invitant, sur des photos d'enfants blonds ou d'adolescents en groupe, à penser à l'avenir en votant « oui ». Dans l'ensemble, le texte a pris le dessus sur le simple slogan, l'argument politique sur l'appel sentimental.

Une nouveauté : le cinéma-vérité

LA nouveauté, cependant, est venue de l'emploi fait par le camp du « oui » de la télévision. Pour préparer les émissions qui leur étaient allouées, M. Geoffrey Tucker et lord Harris ont été prendre conseil de leur confrère américain Charles Guggenheim, qui avait conçu la campagne télévisée présidentielle des Kennedy et de McGovern. Ils ont ramené d'outre-Atlantique le cinéma-vérité dont l'objet, notamment, est de montrer le dialogue « spontané » de dirigeants politiques avec les électeurs de base, en les situant dans un environnement qui ne soit pas artificiel. Une équipe de cinéastes dirigée par M. John Doff, par exemple, a filmé, cinq semaines avant le jour de la première émission dont elle était chargée, vingt-quatre heures durant, six animateurs nationaux de la campagne du « oui » : W. Whitelaw et Keith Joseph (cons.), R. Jenkins, Shirley Williams et R. Prentice (trav.), D. Steel (lib.). Chacun était suivi partout par deux cameramen.

Des compères avaient été envoyés en éclaireurs pour préparer le terrain et susciter les bonnes questions chez les électeurs ainsi plongés dans l'actualité référendaire. Des milliers de mètres de pellicule tournés, dont quatre dactylos ont tapé pendant des jours le script improvisé, un premier film de trois heures a été tiré puis, de ce film, l'émission définitive — d'une durée de dix minutes... Les régions étaient présentes, des landes de l'Ecosse aux aciéries d'Ebbw Vale — fief de la gauche travailliste — par l'image et l'accent des électeurs du cru ; les lieux quotidiens de la vie — l'usine, la ferme, le pub, la voiture particulière, etc. — remplaçaient les lieux traditionnels du dialogue politique, la tribune, l'école, le studio de télévision ; l'homme de la rue, surtout, en reformulant dans son langage les enjeux politiques de la campagne, crevait l'écran.

Dans la troisième émission de la série « Visages de la Grande-Bretagne », vingt-deux témoignages pour le « oui » allant du chauffeur de taxi au joueur de cricket, du mineur à l'étudiant, en passant par le vénérable Harold Macmillan, que de trouvailles verbales ! « *On sera comme le petit commerçant du coin de la rue, on essaiera de concurrencer le supermarché du monde* » (chauffeur de taxi) ; « *Si on se tire maintenant, on est fait, on est coincé, c'est joué d'avance ; on est à la flotte sans bouée* » (contremaître) ; « *On fait un pas en avant, puis deux pas en arrière ; est-ce qu'on veut n'être plus qu'une petite île, au large des côtes de France ?* » (femme d'écrivain) ; « *Dans la vie, on nage ou on coule, mais dans tous les cas, autant le faire en compagnie* » (femme, citant son grand-père) ; « *Regardons les choses en face : dans le passé, nous avons toujours fini par organiser les autres ; je ne vois pas pourquoi nous cesserions de le faire aujourd'hui* » (photographe).

C'était le mot de la fin...

* Professeur à Paris III.

SOCIALISME ET PAYSANNERIE AU PORTUGAL



Le grand débat sur l'avenir des campagnes

Quelle que soit l'évolution de la situation politique dans les mois qui viennent, les dirigeants portugais se trouveront confrontés à la pressante nécessité de modifier les structures de l'activité agricole, qui occupe (mal) 30 % de la population active. Non seulement pour lutter contre la pauvreté des campagnes, mais aussi pour assurer la couverture des besoins alimentaires du pays. Que le pain ou l'huile viennent à manquer à Lisbonne, où se concentrent plus de 1,6 million de personnes, sur les 8 millions que compte le Portugal, et c'est tout l'avenir de la révolution dans ce pays qui risque d'être remis en question. Au-delà de cet enjeu immédiat, la transformation des structures agraires pose un problème politique et théorique qui dépasse, de loin, le cas du Portugal : elle met en cause l'ensemble des rapports du mouvement socialiste européen avec la paysannerie.

Par MICHEL et DANIELE GERVAIS *

LE Portugal est en Europe le seul pays où la production agricole stagne depuis plus de dix ans. Ses paysans ont cherché dans l'émigration un moyen d'échapper à des conditions de vie et de travail extrêmement dures, si bien que la population active, comme la population résidente, n'a cessé de diminuer.

Toutefois, les neuf cent mille personnes encore employées dans l'agriculture (recensement de 1970) parviennent de moins en moins à satisfaire les besoins alimentaires des Portugais demeurés dans le pays. Dans les quatre dernières années, une très relative amélioration de la consommation moyenne par tête n'a pu être obtenue que par le doublement des importations de produits agricoles. A l'heure actuelle, les Portugais achètent à l'étranger 27 % du blé, 61 % du maïs, 25 % du bœuf et 12 % du porc qu'ils consomment. Dépendance grave, d'autant que, pour payer ces achats (22 milliards d'escudos en 1974, près de 20 % du coût total des importations), le Portugal épuise aujourd'hui ses réserves monétaires.

Il est vrai que l'agriculture n'exploite qu'un tiers de la superficie nationale et n'utilise que 25 kilos d'engrais chimiques à l'hectare (35 en Espagne, 50 en Yougoslavie et en Grèce...). Ses rendements en blé ne dépassent pas 10 quintaux à l'hectare (23 en Yougoslavie) et en maïs, ils sont inférieurs à 15 quintaux à l'hectare.

Pourtant, le sol portugais, parfois fragile et délicat à travailler, peut porter des récoltes abondantes. Bien plus qu'une malédiction naturelle, c'est la structure sociale héritée de l'histoire et consolidée par cinquante ans de fascisme qui impose ces mauvaises performances.

Déjà en 1957, René Dumont décrivait les minifundiaires du nord du pays, ce « *Minho surpeuplé* » où « *la rentrée nette d'argent atteint à peine le montant du loyer dû par le fermier* ». Il évoquait aussi les grands latifundiaires absentéistes du Sud, et concluait que « *s'il ne gagne souvent pas plus par journée de travail, le paysan portugais travaillerait généralement plus que le Chinois, sauf dans le Sud (1)* ».

Depuis cette époque, la poursuite de l'expansion capitaliste, puis le démarrage de la croissance industrielle à la fin des années 60 ont encore contribué à réduire la population agricole. Le Nord s'est vidé, des ouvriers agricoles du Sud sont également partis vers les usines parisiennes ou rhénanes. Mais la société rurale n'en a pas été modifiée pour autant : dans le Minho, le Tras-os-Montes, subsistent des dizaines de milliers de micro-exploitants agricoles dont la production marchande contribue à l'approvisionnement des centres urbains, au moins pour la viande.

En revanche, dans le Sud, qui fournit aujourd'hui 20 % de la production nationale, une certaine différenciation est intervenue. La diminution de la masse des travailleurs disponibles a incité les propriétaires des terres les moins fertiles à passer à la sylviculture (eucalyptus), plus rentable que tout effort d'intensification agricole. Sur les bonnes terres, au contraire, les latifundiaires ont eu recours à des moyens industriels pour améliorer les rendements en céréales et élargir leur gamme de production ; ils ont, de surcroît, reçu le soutien actif de l'Etat salazariste dont ils étaient les alliés fidèles, et qui a consenti des dépenses très importantes (1.5 milliard d'escudos entre 1968 et 1973) pour l'aménagement hydraulique de plusieurs dizaines de milliers d'hectares. Sur ces zones irriguées, s'est développée une production intensive centrée essentiellement sur le riz et la tomate.

Etudiant en 1969 la gestion des propriétaires de ces zones irriguées (2), Marcel Mazoyer écrivait : « *Le système qu'ils pratiquent est bien le plus rentable.* » Mais, ajoutait-il, « *les besoins de la population locale privée d'emplois et de revenus ne sont même pas satisfaits* ». Au Portugal même, beaucoup le rejoignaient pour penser que seule « *une transformation profonde des conditions économiques et sociales* » pourrait permettre de résoudre la crise de l'agriculture.

Dans le Sud, par exemple, l'extension de la culture de la tomate dans les périmètres irrigués a multiplié les *sereiros*, qui louent à l'usine de concentré des parcelles minuscules sur lesquelles ils viennent travailler pendant les quatre mois de la saison des tomates ; beaucoup, le reste de l'année, s'emploient comme ouvriers agricoles dans les vignobles du Ribatejo. Dans les mêmes zones irriguées, les bataillons d'ouvriers des rizières appartenant à de grandes entreprises agricoles ont été évincés par le recours au désherbage chimique exécuté d'avion... A l'autre extrémité du Portugal, il arrive de rencontrer un ancien ouvrier rentré au pays qui cultive à la main quelques pieds de maïs sur les banquettes du Minho, tandis que sa femme et sa fille, pour échapper à ces durs travaux manuels, sont restées à *Paris dans leur loge de concierge.*

Sur les huit cent mille exploitations agricoles portugaises, 38 %, qui ont moins d'un hectare, occupent 2,5 % de la superficie cultivée, et 0,1 %, de plus de 500 hectares, couvrent 30 % de la superficie cultivée. Mais 19 % des exploitations ont entre 4 et 20 hectares (23,7 % de la surface cultivée), et ce dernier type est présent dans tous les districts du pays.

Dans ces conditions, le « déblocage » des structures, l'accélération du mouvement progressiste dans les campagnes, l'augmentation rapide de la production agricole, mais aussi la nécessité de limiter les dépenses entraînées par la modernisation, sont autant d'exigences simultanées et parfois contradictoires. En matière agricole, les hésitations, l'apparente inertie du pouvoir né du 25 avril 1974, reflètent la complexité du débat politique à propos de la moindre décision.

L'hésitation du pouvoir

PLUS d'une année s'est pourtant écoulée depuis le 25 avril 1974 sans que les gouvernements provisoires successifs s'attaquent de front au problème agricole. On estime aujourd'hui que le revenu des paysans est en moyenne égal au tiers du revenu obtenu dans les autres secteurs. Pourquoi cette longue attente avant que ne s'amorce un changement jugé par tous indispensable ? Sans doute parce que, à la différence de ce qui s'est passé dans les usines et les banlieues ouvrières, l'expression politique et sociale des campagnes n'a pas traduit, au cours de ces quatorze mois, l'exigence *d'une transformation rapide* (3). Durant l'été 1974, l'agitation au sud du Tage visait surtout à assurer l'emploi et un salaire décent aux ouvriers agricoles des grands domaines. Au Nord, les quelques barrages de route qui sont venus gêner le tour cycliste du Portugal s'annonçaient par des slogans *(« Le lait, c'est aussi de la sueur et des larmes »)* que ne renierait pas la F.N.S.E.A. française. Les ligues de petits et moyens agriculteurs, enfin, ne se développaient pas plus vite que l'organisation unitaire dirigée par les gros exploitants, aujourd'hui silencieuse.

Encore aujourd'hui, les ligues ne sont pas parvenues à établir une coordination nationale, et les syndicats d'ouvriers agricoles ne sont pas implantés partout. Un an après la « révolution des œillets », on ne comptait encore qu'une cinquantaine de cas d'occupation de domaines ou de terres mal exploitées, intéressant au total environ 70 000 hectares, et dont la moitié était le fait de petits ou moyens paysans arrondissant leur exploitation.

La relative modération avec laquelle s'exprime la « *faim de terre* » des paysans portugais ne signifie pas que les différentes couches de travailleurs ruraux veuillent conserver le *statu quo*. Les discussions politiques sont ininterrompues dans les villages. Mais les intérêts et les aspirations en présence sont beaucoup plus complexes que ceux du prolétariat urbain. Le grand capitalisme commercial et bancaire de l'Occident a régné pendant cinq cents ans à Lisbonne, conduisant le Portugal des campagnes à devenir, comme nous le disait avec un humour attristé le jeune ministre de l'agriculture, *M. F. Oliveira Batista*, « *un véritable musée des structures agraires* ». C'est cette situation particulière qui rend toute intervention difficile.

Trois textes remontant au 15 avril *dernier* ont jeté les bases d'une politique agricole. Le premier établit un statut du fermage qui libère les exploitants de l'emprise des propriétaires non exploitants, en plafonnant les taux de fermage et en limitant strictement le droit de reprise du propriétaire (4). Le deuxième, réglementant l'évolution des prix des biens alimentaires, se propose de « *remédier à la difficile situation des petits et moyens agriculteurs qui ont peu bénéficié des changements survenus depuis le 25 avril (5)* ». Le prix du lait à la production est fixé à 27 % au-dessus du prix du début de l'année 1974, la viande de bœuf augmente immédiatement de près de 10 % et le prix du maïs de la prochaine récolte est fixé à 5 escudos le kilo, en hausse de 40 % par rapport à la campagne 1973-1974 (6). Enfin, les petits et moyens agriculteurs reçoivent un début de réponse au problème de la modernisation de leur exploitation dans le troisième texte, qui concerne la réforme agraire.

Celui-ci prévoit en effet la création d'un *système de crédit agricole* d'urgence qui doit faciliter l'acquisition d'engrais, de semences, d'aliments du bétail, de petits équipements, etc. Il annonce également que l'Etat interviendra dans les coopératives existantes (dont les directions seront épurées) et qu'il favorisera le développement des organismes de défense professionnelle et des associations dont les paysans ont besoin.

Cet ensemble réglementaire peut favoriser le développement d'une agriculture fondée sur des exploitations individuelles, encadrées par un système complet d'organisations agricoles. Une partie importante de l'agriculture portugaise se rapprocherait ainsi des agricultures de l'Ouest européen. Cette ligne d'évolution ne concerne toutefois que les exploitants directs. Or, plus de la moitié des travailleurs de l'agriculture sont des ouvriers agricoles ou des minifundiaires vendant leurs bras aux grands exploitants. Pour ces paysans sans terre, la politique agricole doit « *résoudre la grave question de la propriété et de l'exploitation de la terre (7)* ».

Le décret de réforme agraire fixe le cadre des projets actuels de redistribution de la propriété foncière. Il prévoit la nationalisation « *à courte échéance* » des fractions de propriété rurale supérieures à 50 hectares dans les périmètres irrigués et à 500 hectares dans les zones sèches, ainsi que la restitution des terres communales *(baldios)* à leurs « *utilisateurs légitimes* » (8). Le secrétariat à la restructuration agraire, créé pour mener à *bien ces opérations*, n'entend agir, dans un premier temps, que sur les 40 000 hectares de terres irriguées grâce à l'aide de l'Etat. Les solutions adoptées risquent d'être très variables d'un périmètre d'irrigation à l'autre, en fonction de la volonté des travailleurs concernés. Dans certains cas, ceux-ci voudront sans doute remettre en cause une organisation du travail conçue pour rentabiliser le capital d'exploitation ; dans d'autres, au contraire, les travailleurs et les techniciens qui les conseillent mettront au premier plan de leurs préoccupations la nécessité de protéger l'outil de travail dont ils héritent.

D'autre part, le secrétariat à la réforme agraire met en place, dans chaque district du Sud, un conseil régional qui réunit les représentants des syndicats d'ouvriers agricoles, des ligues paysannes, du M.F.A. et des ministères compétents. Chacun de ces conseils mènera à bien la réforme agraire dans la limite de ses capacités d'intervention et en tenant le plus grand compte des conditions locales : là non plus pas de modèle préétabli, pas de projet-type de coopérative ou de ferme d'Etat. Quant à l'agriculture du Nord, pas question de toucher à ses structures actuelles, « *même avec une fleur* », affirme-t-on au ministère.

L'ensemble des mesures prises à ce jour laisse ouvertes deux voies de développement possibles : l'une, fondée sur la consolidation d'exploitations individuelles ; l'autre, sur l'établissement d'exploitations collectives de grande taille. Cette hésitation s'exprime aussi dans les différentes instances du pouvoir. Au Centre de sociologie du M.F.A., les idées préconçues, fondées sur des lectures ou sur l'observation d'expériences étrangères, tendent à se modifier : la « *dynamisation culturelle* » n'est pas une opération à sens unique. Elle suscite, chez ceux qui la font, une réelle prise de conscience de la réalité agraire nationale et peut même s'accompagner d'un grand respect pour les aspirations des paysans. Ce langage est en contradiction totale avec celui des grands moyens d'information.

Le rôle de l'exploitation individuelle

LE premier numéro de *Vida Rural* (9), l'hebdomadaire agricole du groupe du *Diario de Noticias*, offre un bon résumé du travail idéologique entrepris par la presse nationale. Dans un premier article, le spécialiste agraire du M.D.P.-C.D.E. affirme : « *Dans les zones expropriées devront se constituer des coopératives de petits et moyens agriculteurs ou d'ouvriers agricoles.* » Deux autres articles traitent de la mise en place de coopératives de production. Un journaliste soviétique glorifie le mouvement de collectivisation en U.R.S.S. dans les années 1929-1930, et conclut : « *La collectivisation a garanti la création en U.R.S.S. d'une agriculture hautement développée, condition indispensable pour l'évolution rapide ultérieure du bien-être du peuple.* » Dans l'ensemble, même assorti de quelques précautions, le modèle soviétique est le modèle de référence.

Pour les tenants de ce modèle, seuls la collectivisation des producteurs agricoles et le passage à l'exploitation de grande dimension utilisant les techniques les plus avancées permettront de lutter à la fois contre la misère rurale et contre l'étroitesse de l'assise de la production alimentaire nationale. Pour eux, en effet, l'histoire ne connaît qu'un seul type de développement : à la société pré-capitaliste correspond l'existence d'exploitations familiales ; au capitalisme, la grande exploitation à salariés ; au socialisme enfin, les coopératives de production de grande taille et fortement mécanisées, ou les fermes d'Etat (10).

Théoriquement et pratiquement, cette analyse se vérifie difficilement. L'exploitation familiale, loin d'être pré-capitaliste, n'a pu se développer que dans la mesure où le capitalisme a su se l'assujettir (11). On a longtemps admis que le regroupement des travailleurs agricoles était nécessaire pour que les techniques les plus productives soient utilisées au meilleur coût social, et on a cru que ce regroupement serait le fait du capitalisme. Il n'en a rien été. On a cru, d'autre part, que l'emploi de techniques agricoles que le capitalisme mettait au point sans pouvoir les mettre en œuvre se révélerait aisé dès lors que l'on passerait à l'appropriation collective des moyens de production. Les pays de l'Est européen, qui ont cherché à bâtir une agro-industrie disposant des meilleures techniques possibles, n'ont pas atteint les résultats escomptés.

Pourquoi un régime socialiste devrait-il forcément passer à la grande exploitation où, tout compte fait, il n'est pas facile d'échapper au statut de salarié, alors que, dans l'exploitation individuelle, les moyens de production et la force de travail sont déjà réunis ? Chez les responsables civils comme chez les militaires, tout un courant de pensée ne peut s'empêcher de poser la question à Lisbonne, puisque cela leur a été suggéré par les débats à la base. La réponse habituelle évoque la nécessité d'un tel dépassement pour échapper aux aliénations que l'exploitation individuelle impose. Il ne fait pas de doute que le passage à la coopérative de type soviétique permet de libérer les paysans de bon nombre des contraintes qu'ils subissent dans les pays capitalistes. Mais l'acharnement avec lequel on oblitère la préférence exprimée par la majorité des paysans pour l'exploitation familiale ne peut s'expliquer que par une seule motivation : l'exploitant agricole, aliéné par sa condition, est un ennemi de classe, et c'est malgré lui qu'il faudra faire son bonheur.

Le mouvement ouvrier européen n'a jamais vraiment remis en cause ce stéréotype. Pourtant, si ce paysan se conduit en ennemi de classe, c'est peut-être aussi parce que le prolétariat ne s'est jamais trop préoccupé de savoir comment les paysans posaient leurs propres problèmes, que le prolétariat ignore et que les technocrates ne connaissent pas mieux. Il n'y a aucune raison de penser que les paysans, travailleurs productifs exploités, sont par définition incapables de collaborer à l'œuvre commune sur la base même de leur exploitation individuelle. Cela paraît au contraire d'autant plus aisé que ces exploitations ne peuvent exister en dehors du réseau serré de leurs fournisseurs et de leurs clients.

La socialisation du travail des paysans se fait aujourd'hui entièrement dans et par la vente des produits agricoles. Elle peut se faire demain dans et par le contrôle collectif des réseaux d'échanges, *même dans le* Tras-os-Montes. Cette politique aurait au moins le mérite de ne pas dresser les paysans contre le mouvement révolutionnaire ; elle pourrait même s'appuyer sur leurs propres aspirations. Il se peut que par leur propre démarche, à partir de la résolution concrète des problèmes qui se posent à eux jour après jour, les paysans soient amenés à se grouper par deux, trois ou quatre, jusqu'à passer à une organisation collective du travail analogue à celle qu'on cherche à leur imposer aujourd'hui. Il se peut aussi qu'ils développent des formes d'organisation sociale que les spécialistes de l'encadrement des masses n'ont pas prévues. En tout état de cause, on peut espérer qu'en privilégiant la pratique sociale plutôt qu'un discours idéologique préétabli, les paysans portugais, non seulement se libèrent de leurs aliénations anciennes, mais aussi gardent un potentiel de créativité politique et sociale qui ne se manifeste pas en Europe de l'Est.

La lutte entre la ligne d' « industrialisation coopérative », et celle visant à prendre en compte les aspirations des producteurs agricoles les plus nombreux, à leur confier le soin de développer l'organisation de la production et la dynamique sociale des campagnes, commande l'avenir de la « *révolution des œillets* ». Cette lutte ne fait d'ailleurs que reprendre, dans les termes propres à la campagne, celle qui, dans les usines, oppose les tenants d'un socialisme centralisé de type soviétique à tous ceux qui cherchent à bâtir les formes d'organisation socialiste spécifiques qu'une grande partie de la classe ouvrière portugaise réclame d'ores et déjà, et auxquelles les paysans pourraient se joindre (12).

* Michel Gervais est maître de recherche à l'Institut national de recherche agronomique ; Danièle Gervais est journaliste.

(1) René Dumont, *Révolution dans les campagnes chinoises*, Ed. du Seuil, Paris, 1957, pp. 367 et 379.

(2) R. Dumont et M. Mazoyer, *Développement et socialismes*, Ed. du Seuil, Paris, 1969, pp. 262 à 274.

(3) Voir à ce sujet A.-M. Caron, *la Grande Confusion des campagnes*, *le Monde diplomatique*, mai 1975, p. 8.

(4) Plus du tiers des exploitants agricoles louent une partie ou la totalité de leurs terres. Dans le Nord, des loyers, correspondant à la moitié ou aux deux tiers de la production à l'hectare, sont fréquents.

(5) *Diario do Governo*, n° 88, 15 avril 1975, p. 24.

(6) Depuis le début de 1974, le taux d'inflation est de l'ordre de 30 %.

(7) *Diario do Governo*, n° 88, 15 avril 1975, p. 24.

(8) *Id.*, p. 25.

(9) *Vida Rural*, n° 1, 10 mai 1975.

(10) Lors d'une « table ronde » sur la *réforme agraire réunie par le quotidien A Capital*, le Dr Antonio Bica, s'exprimant au nom du P.C.P., traduisait clairement cette façon de voir.

(11) Voir à ce sujet C. Servolin, M. Gervais, H. Nallet et P. Coulomb : *L'Agriculture dans le système social*, INRA, Paris, 1974.

(12) Cf. Virgilio Delemos : « *Militaires et partis au Portugal* », *le Monde diplomatique*, juin 1975.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

HONGRIE
(Elections législatives du 15 juin 1975)

Nombre d'électeurs inscrits : 7 760 484 ; suffrages valablement exprimés : 7 527 169, soit 97.6 %.

Le Front populaire patriotique, parti unique, a remporté, avec 99.6 % des voix, les 352 sièges au Parlement.

PORTUGAL
(Elections législatives du 25 avril 1975)

Nombre d'électeurs inscrits : 6 176 559 ; votants : 5 665 707, soit 91,73 % ; bulletins nuls : 393 164, soit 6,94 %.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis :

Parti socialiste portugais (P.S.P.) : 2 145 392 voix, soit 37,87 %, 116 sièges ; parti populaire démocratique (P.P.D.) : 1 494 575 voix, soit 26,38 %, 81 sièges ; parti communiste portugais (P.C.P.) : 709 639 voix, soit 12,53 %, 30 sièges ; centre démocratique et social (C.D.S.) : 433 153 voix, soit 7,65 %, 16 sièges ; mouvement démocratique portugais (M.D.P.) et commissions électorales démocratiques (C.D.E.) : 233 363 voix, soit 4,12 %, 5 sièges ; front socialiste populaire (F.S.P.) : 66 161 voix, soit 1,17 % ; mouvement de la gauche socialiste (M.E.S.) : 57 682 voix, soit 1,02 % ; union démocratique populaire (U.D.P.) : 44 546 voix, soit 0,79 %, 1 siège ; front électoral communiste (F.E.C.) : 32 508 voix, soit 0,57 % ; parti populaire monarchique (P.P.M.) : 31 809 voix, soit 0,56 % ; parti d'unité populaire (P.U.P.) : 12 984 voix, soit 0,23 % ; ligue communiste internationaliste (L.C.I.) : 10 732 voix, soit 0,19 % ; indépendants : 1 siège.

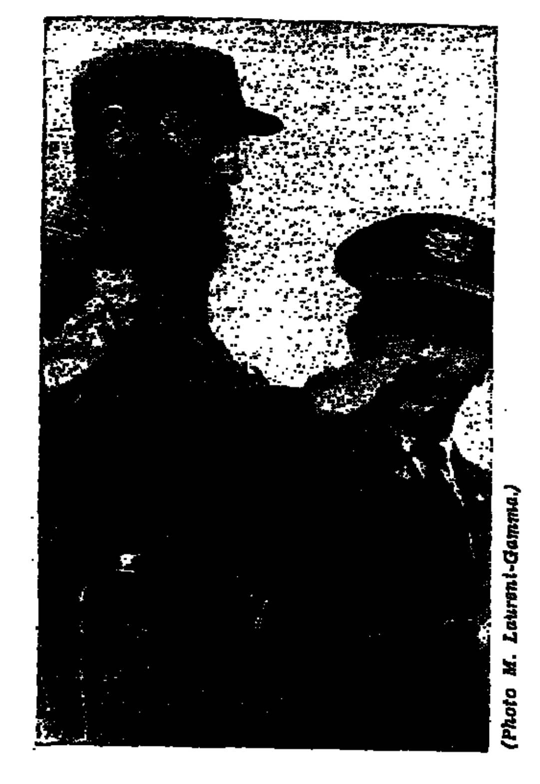
PORTUGAL
(Gouvernement formé le 26 mars 1975)

Premier ministre : *général Vasco Gonçalves* ; ministres sans portefeuille : *MM. Alvaro Cunhal, Magalhaes, Mota, F. Pereira de Moura, Mario Soares* ; affaires étrangères : *commandant E. Melo Antunes* ; plan et coordination économique : *Mario Murteira* ; finances : *M. J. Joaquim Fragoso* ; industrie et technologie : *M. J. Gomes Cravinho* ; agriculture et pêches : *M. F. Oliveira Batista* ; commerce extérieur, *M. J. Da Silva Lopes* ; travail : *commandant J. Costa Martins* ; affaires sociales : *M. J. Sa Borges* ; défense : *commandant de vaisseau Silvano Ribeiro* ; éducation et culture : *commandant J. Emilio da Silva* ; justice : *M. F. Salgado Zenha* ; communication sociale (information) : *commandant de vaisseau J. Correra Jesuino* ; équipement social et environnement : *colonel J. Augusto Fernandes* ; transports et communications : *A. Veiga de Oliveira* ; coordination interterritoriale : *A. de Almeida Santos.*

THAILANDE
(14 mars 1975)

Premier ministre : *M. R. Kukrit Pramoj* ; vice-premier ministre et ministre de la défense : *général de brigade Pramarn Adireksarn* ; ministre attaché au bureau du premier ministre : *M. Preeda Patanathabutr* ; finances : *M. Boonchu Rojanastien* ; affaires étrangères : *général de brigade Chatichai Choonhavan* ; agriculture et coopératives : *M. Tavich Klinpratoom* ; communications : *général de brigade Siri Siriyodhin* ; commerce : *M. Thongyod Chittavera* ; intérieur : *M. Boontheng Thongswasdi* ; justice : *M. Yai Switachata* ; éducation : *M. Nibondh Sasidhorn* ; santé : *M. Prachoom Ruttanapian* ; industrie : *M. Surin Thepkanjana* ; ministre d'Etat aux universités : *général de division Chen Ansuchote.*

PORTUG


(Photo M. Laurent-Gamma.)

LES MILITAIRES ET LE POUVOIR...

...en Amérique latine


(Photo Gerretsen-Gamma.)

Développement économique et sécurité intérieure

PLUS que jamais, les militaires sont les véritables maîtres de l'Amérique latine. Mais la dictature qu'ils exercent a changé de forme. A quelques exceptions près — Nicaragua, Paraguay, Haïti — le pouvoir n'appartient plus à un caudillo *appuyé sur des milices ou des gardes personnelles : même s'ils sont encore appelés à durer, les Somoza, Stroessner et Duvalier sont des anachronismes. Les dictatures « modernes », et elles n'en sont pas moins sanglantes, sont aujourd'hui exercées par l'armée en tant qu'institution.*

Cette situation correspond-elle à un certain stade du développement économico-social ? On pourrait être tenté de le penser en faisant un rapprochement avec ce qui se passe en Asie (voir « Les militaires et le pouvoir dans l'Asie des confrontations », le Monde diplomatique, *février 1975). Dans les deux cas, le pouvoir des militaires est fondé sur l'ébranlement de structures archaïques et sur le soutien des Etats-Unis. La volonté d'assurer un développement économique répondant aux impératifs des économies dominantes est alors intimement liée à la nécessité de maintenir la sécurité intérieure contre toutes les menaces de subversion.*

Le meilleur exemple est sans doute fourni par la dictature brésilienne, où le général Lyra Tavares déclarait dès 1969 : « Un lien indissoluble caractérise dans le cas du Brésil le double concept de sécurité et de développement... C'est d'ailleurs le problème de tout le continent sud-américain. »

Mais à la « voie brésilienne », suivie par le Chili, l'Uruguay, la Bolivie, s'oppose la « voie péruvienne », qui se voudrait plus progressiste et plus nationaliste, c'est-à-dire plus hostile à la domination des Etats-Unis. Jusque dans son vocabulaire, elle rejoint cependant les préoccupations des militaires brésiliens. C'est ainsi que le général Mercado Jarrin, premier ministre du Pérou, déclarait en 1972 : « La bataille contre la subversion a montré le lien étroit qui existe entre la politique de développement et la sécurité. Sans développement il n'y a pas de sécurité, et vice-versa. »

Une seule nuance, mais d'importance : il semble que la « voie brésilienne » mette l'accent sur la sécurité comme condition du développement, alors que la « voie péruvienne » (Panama, Equateur) insiste plutôt sur la nécessité d'assurer la sécurité par un harmonieux développement socio-économique. C'est là, sans doute, qu'il faut chercher la cause d'une différence d'attitudes à l'égard des Etats-Unis. Si les frictions sont fréquentes entre Washington et les régimes militaires « nationalistes », en revanche les pays qui ont choisi la « voie brésilienne » sont assurés du soutien américain, selon les recommandations du rapport Rockefeller (1969).

Mais ces forces militaires sont elles-mêmes traversées de courants divers, y compris lorsque l'armée n'est pas au pouvoir, comme au Mexique où elle joue un rôle de plus en plus important depuis 1968, ou comme en Argentine dont le régime civil risque d'être éphémère, et en République Dominicaine où le président Balaguer a nommé des généraux comme ministres de l'intérieur et des affaires étrangères. En contraste, une exception : Cuba.

CLAUDE-CATHERINE KIEJMAN.

Du caudillo à la dictature moderne et aux officiers progressistes

Les trois âges du militarisme

Par ELENA DE LA SOUCHERE

SI le militarisme est, plus que jamais, une constante de la vie publique latino-américaine, la diversité est sa loi. « Fasciste » à Brasilia et à Santiago-du-Chili, « progressiste » à Lima, le régime militaire se présente tantôt comme l'allié, tantôt comme l'adversaire du néo-colonialisme.

Au début du dix-neuvième siècle, l'effondrement de l'administration espagnole entraîna, avec l'émiettement du territoire, le retour à des types de sociétés « primitives » ou féodales, où pouvoir militaire et pouvoir politique se confondaient. Le *caudillo*, le chef, celui qui possède la force des armes, est alors seul en mesure d'exercer le pouvoir politique.

Cette première époque du militarisme présente toutefois deux types de *caudillos* très distincts. D'un côté le *terrateniente*, le grand propriétaire, « colonel » ou « général » par droit de propriété, qui mobilise ses esclaves noirs, ses *vaqueros* ou ses *gauchos* pour combattre l'administration coloniale, vider ses querelles avec les propriétaires voisins ou renverser le gouvernement établi à Buenos-Aires ou à Caracas. De l'autre, l'aventurier qui se taille à coups de sabre une place dans la société. D'une part Bolivar, de l'autre Flores (1), le barbier mulâtre de Puerto-Cabello (Venezuela), qui terminera sa carrière comme général-président de la République de l'Equateur, ou Paez (2), le *llanero* (3), le gardian vénézuélien, choisi comme chef par ses pairs, qui sera, lui aussi, général et chef d'Etat. Dans le premier cas, le militarisme est l'expression d'une oligarchie : il est issu d'une société hiérarchisée et tend à la perpétuer. Dans le second cas, l'armée est l'instrument d'ascension sociale qui permet aux humbles, aux hors-la-loi, aux marginaux, d'accéder aux plus hautes fonctions.

Les positions idéologiques de ces militaires ne coïncidaient d'ailleurs pas nécessairement avec leurs origines sociales. S'il est exact que le patricien Bolivar, après une période libérale, évolua vers la droite et fut, en fait, le fondateur du mouvement conservateur en Amérique latine, il est non moins vrai que les plébéiens Flores et Paez, devenus généraux-présidents à Quito et à Caracas, se muèrent en despotes férocement conservateurs. On vit également un jeune pâtre *zambo* (métis de Noir et d'Indienne), nommé Rafael Cabrera, diriger au Guatemala une horde de paysans soulevés à l'instigation de l'Eglise contre le gouvernement libéral et instaurer une dictature conservatrice qui se prolongea pendant un quart de siècle (1840-1865). A l'inverse, un général d'origine aristocratique, Tomas de Mosquera, imposera sa dictature à la Colombie, de 1860 à 1867, au nom du parti libéral.

Quelles que soient leurs origines, les dictateurs libéraux abondent à l'époque. Le fait n'est paradoxal qu'en apparence. Le parti libéral et le parti conservateur, qui se disputent le pouvoir au dix-neuvième siècle dans toutes les républiques latino-américaines, ne constituent en effet que deux clans minoritaires, différents seulement par l'origine sociale de leurs adhérents (propriétaires terriens du côté conservateur, et classe mercantile des villes du côté libéral) et par leurs positions religieuses. Les conservateurs sont catholiques et les libéraux anticléricaux. Pour le reste, les deux clans rivaux, dans le silence des masses non structurées, s'efforcent de mettre dans leur camp la force armée. Les politiciens de cette époque ne subissent pas le pronunciamiento : ils l'implorent. Les libéraux font plus souvent appel à l'armée régulière, les conservateurs comptent davantage sur les grands propriétaires, à la tête de leur cavalerie de vachers, ou sur les soulèvements de paysans indiens fanatisés par l'Eglise.

L'armée régulière, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, est rarement la plus forte. Elle se garde d'intervenir, en zone rurale, dans les querelles entre clans féodaux et ne peut même pas toujours défendre les grandes villes contre les *montoneras* (formations de partisans) de caractère aristocratique ou paysan.

Mais, au cours du demi-siècle suivant, l'appareil militaire se renforce peu à peu. Ainsi la dernière grande *montonera* de ce premier âge du militarisme latino-américain est celle des montagnards du Tachira (Venezuela) qui, sous la conduite de Castro et de Gomez, s'emparent de Caracas en 1899 et tendent leurs hamacs entre les arbres de la plaza Mayor (place Simon-Bolivar). Castro évincé, le « tyran Gomez », au cours de son interminable dictature (1908-1935), ouvrira les portes du pays aux compagnies pétrolières. La vieille terre d'élevage se transforme en nation industrielle. Au Venezuela comme ailleurs, l'ère des chevauchées de gardians est révolue, et le pouvoir établi est désormais à l'abri d'un coup de main.

Les mercenaires du capital étranger

UN ordre relatif règna dans les campagnes, mais l'instabilité politique subsiste. Protégé par les prétoriens, l'Etat végète sous la menace de leurs pronunciamientos.

La conviction que les insurgés civils sont dans l'incapacité d'affronter les forces régulières gagne du terrain dans les états-majors politiques. Ce postulat ne sera sérieusement battu en brèche que par la révolution mexicaine. Mais il faudra une levée en masse de la paysannerie pour abattre, en mai 1911, la dictature affaiblie et discréditée du vieux général Porfirio Diaz. Au Nicaragua, dix ans plus tard, les guérilleros s'efforcent de suivre l'exemple mexicain ; mais l'intervention des « marines » et l'assassinat du leader de la révolte, l'intrépide Sandino, entraînent l'échec du mouvement.

Depuis la mort de Sandino jusqu'à la révolution cubaine, soit pendant plus de trente ans, le pronunciamiento est le monopole absolu des militaires professionnels. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas moins divisés qu'à l'époque précédente, mais leurs alliances et leurs luttes s'organisent en fonction de la nouvelle réalité : la domination du capital américain. Dans la plupart des cas, le pronunciamiento, téléguidé de Washington, intervient pour mettre à la raison un gouvernement qui refuse une concession aux compagnies nord-américaines ou prétend leur imposer une redevance. Le cas le plus typique est celui des colonels vénézuéliens Delgado Chalbaud et Perez Jimenez, qui renversent en 1949 le gouvernement d'action démocratique qui venait de promulguer la loi « fifty-fifty » obligeant les trusts pétroliers à partager leurs bénéfices avec l'Etat. Les dictatures établies par le coup de force se prolongent ensuite indéfiniment par la répression et la torture, pour imposer aux pays des schémas de développement économique conformes aux intérêts des sociétés américaines et pour étouffer tout mouvement de protestation. Après la seconde guerre mondiale, à l'époque de la « guerre froide », une motivation politique s'ajoute à ces intérêts mercantiles : Washington soutient les dictatures militaires pour contenir la pression des forces de gauche, favorables à l'U.R.S.S., ou soupçonnées de l'être...

Parfois le dictateur protégé n'est pas seulement, pour les Etats-Unis, un compagnon de rencontre, mais un disciple, un élève des académies militaires américaines ou un officier qui fait carrière dans les unités spéciales formées par l'armée américaine. Tel est le cas du dictateur dominicain Rafael L. Trujillo, qui a conquis ses grades, au temps de l'occupation de l'île par les « marines », dans une milice auxiliaire recrutée pour donner la chasse aux résistants.

Mais le mouvement nationaliste opposé à la pénétration étrangère a aussi ses *caudillos* militaires. Le plus connu est le général Juan Domingo Peron, qui, n'ayant joué qu'un rôle secondaire dans le pronunciamiento de 1943 et dans le gouvernement militaire alors constitué à Buenos-Aires, doit prendre appui sur les *descamisados*, sur les masses ouvrières, sur les syndicats, d'abord pour parvenir au pouvoir, puis pour s'y maintenir, en dépit de l'hostilité de la fraction réactionnaire de l'armée. Egalement à l'époque de la seconde guerre mondiale, un officier bolivien, le major Guadalberto Villaroel, parvenu au pouvoir par un pronunciamiento, tente de prendre appui sur l'Allemagne nazie pour faire échec à la pénétration économique des *gringos*. Villaroel, au lendemain de la victoire des démocraties, est abattu par la collusion temporaire des conservateurs pro-américains et de la gauche pro-russe. L'alliance de son ministre des finances, Paz Estenssoro, protégé de Peron, avec les mineurs de l'étain et le groupe trotskiste, devait permettre d'instaurer, en 1952, en Bolivie, un gouvernement nationaliste révolutionnaire, dont le premier soin fut, d'ailleurs, de dissoudre les forces régulières.

Alliés ou adversaires de Washington, les dictateurs de ce deuxième âge du militarisme ont en commun un certain complexe de culpabilité. A peine arrivés au pouvoir, ils s'empressent de faire légaliser leur usurpation par des élections. Trujillo feint même de respecter la norme constitutionnelle dominicaine qui interdit la réélection du chef de l'Etat pour trois mandats consécutifs. Le plus sanglant des *caudillos* latino-américains fut ainsi amené, au cours de son interminable règne de trente et un ans, à gouverner quatre ans sur douze par *président fictif* interposé.

De tels subterfuges ne parviennent pas à tromper l'opinion. Discrédités par leur alliance avec Washington et par leurs excès, les *caudillos* militaires sont de plus en plus impopulaires. Et Peron lui-même, dans les années 50, n'échappe pas à la critique. Si l'Action démocratique du Venezuela est le seul parti qui ait inscrit le « civilisme » en tête de son programme, toutes les forces centristes et progressistes sont alors profondément hostiles au pouvoir militaire. Aussi la période 1956-1961 est-elle celle de l'effondrement des régimes militaires. Le vieux dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza est assassiné en 1956, année marquée par la chute de Peron. Le général Rojas Pinilla (Colombie) et le colonel Perez Jimenez (Venezuela) sont renversés en 1957 et 1958. A Cuba, le colonel Batista tombe l'année suivante. Enfin Trujillo, unique survivant du deuxième âge du militarisme, est assassiné près de Saint-Domingue en mai 1961. Nombreux sont alors ceux qui pensent que l'Amérique latine est entrée dans une ère de stabilité et de maturité où l'aventurisme militaire n'a plus aucun rôle à jouer.

Le rôle de l'exploitation individuelle

ON a des raisons de penser que les meurtriers de Trujillo, dictateur implanté et maintenu au pouvoir pendant trois décennies par Washington, bénéficièrent néanmoins de l'aide de certains services secrets américains. Nombre de dirigeants des Etats-Unis, surtout dans le parti démocrate, pensaient en effet, à l'époque, que le comportement des *caudillos* impopulaires rejaillissait sur Washington, et que mieux valait se rapprocher des démocrates nationalistes d'Amérique latine, avec lesquels il n'était peut-être pas impossible de trouver des accommodements. Ces incertitudes américaines, pressenties à La Havane, n'ont pas peu contribué à la chute de Batista. La révolution cubaine allait cependant être le point de départ d'une troisième ère du militarisme latino-américain.

(Lire la suite page 8.)

(1) Juan José Flores, 1800-1864, général, fondateur de la République de l'Equateur.

(2) José Antonio Paez, 1790-1873. Détacha le Venezuela de la Grande-Colombie.

(3) *Llaneros* : gardiens de troupeaux au Venezuela.

LIRE PAGES 8 A 15

(Suite de la page 7.)

Cette cause spécifique ne doit cependant pas faire oublier que les régimes militaires latino-américains ne sont que l'aspect local d'un phénomène universel, qui s'explique, d'une manière générale, par l'impuissance des structures politiques traditionnelles à maîtriser les réalités du monde moderne. Cette impuissance est particulièrement ressentie en Amérique latine, où l'accroissement démographique est plus rapide qu'en toute autre contrée et où des appareils administratifs encore débiles doivent faire face à la fois aux problèmes nés d'un développement accéléré et aux legs du sous-développement. L'appareil militaire se trouve ainsi amené à assurer une partie des tâches d'intérêt public qui sont normalement du ressort de l'administration civile : construction de routes, de voies ferrées et d'ouvrages d'art dans les régions marginales, acheminement du courrier (surtout par avion) dans les zones d'accès difficile, reboisement, lutte contre le trafic de drogues, aide aux sinistrés en cas de cataclysme naturel, *assistance aux navires en péril*, entretien des phares et balises, prévisions météorologiques... Dans les villages, les soldats font la classe aux écoliers, « alphabétisent » les adultes, construisent des écoles et des canaux d'adduction d'eau, vaccinent les enfants mais aussi les chevaux, le cheptel et les chiens... Les forces armées sont en train de constituer, dans tous les pays, avec les encouragements des gouvernements, un appareil administratif plus développé, mieux structuré et plus efficace que l'administration civile.

Les premiers programmes d'aide civique remontent au début des années 60. Ils ont été mis en œuvre dans les pays andins en proie à des guérillas d'inspiration castriste (Bolivie et Pérou en particulier). Ces programmes, sous leur double aspect d'aide matérielle et d'action psychologique, avaient principalement pour objet d'empêcher les populations rurales d'adhérer aux mouvements de guérilla. Confrontés à ces tâches nouvelles, les jeunes officiers ont acquis le goût et l'expérience de l'action socio-politique, en même temps qu'ils prenaient conscience de la gravité des problèmes de leurs pays respectifs. La révolution militaire péruvienne est issue de cette confrontation des cadres militaires, d'origine urbaine pour la plupart, avec les tragiques réalités de la vie rurale sur les hauts plateaux des Andes.

La révolution cubaine, qui est indirectement à l'origine de cette prise de conscience des officiers, crée également les conditions objectives du coup d'Etat. La victoire des « barbudos » cubains est en effet génératrice de guérillas dans la mesure où elle a détruit le mythe *de l'invincibilité de l'appareil militaire.* Les gouvernements menacés vont donc s'attacher à constituer, avec l'aide des Etats-Unis, un appareil militaire plus efficient. Les armées latino-américaines se dotent, grâce aux fournitures américaines et aux achats effectués en Europe, en France notamment, d'un matériel ultra-moderne. Le niveau des études dans les collèges militaires a été sensiblement relevé ; et nombre de jeunes officiers complètent leur formation par des stages d'entraînement aux Etats-Unis ou dans la zone du canal de Panama. Ainsi se sont formées de petites unités, faibles numériquement, mais bien structurées, disciplinées et *hautement spécialisées*, qui constituent des instruments admirablement adaptés à la lutte antisubversive en milieu rural comme en milieu urbain.

La plupart des gouvernements, ayant plus que jamais recours à la protection des *prétoriens*, n'ont pas *été*, depuis dix ans, en mesure de s'opposer à leurs exigences, à leurs empiétements. C'est ainsi que l'engrenage de la lutte contre les partisans a permis au général Carlos Arana Osorio, chef des unités spéciales antiguérilla, de « se faire élire » président du Guatemala en 1970, et aux forces uruguayennes chargées de réprimer la guérilla urbaine des « Tupamaros », d'imposer leur contrôle au gouvernement fantôme du président Bordaberry.

Dans tous les cas, le meilleur atout des militaires est l'appui de Washington. Aide militaire, sous forme d'armes et d'instructeurs, mais aussi soutien politique, qui trouve également son origine dans la révolution cubaine. Dès le début des années 60, devant les proliférations des mouvements révolutionnaires, Washington revient aux pratiques traditionnelles : appui aux dictatures militaires, intervention d i r e c t e (Saint-Domingue en 1965), encouragements directs aux pronunciamientos (notamment au Brésil en 1964 et au Chili en 1973).

L'ennemi intérieur et l'ennemi extérieur

SI la politique américaine est ce qui change le moins dans le Nouveau Monde, les nouveaux *caudillos* ibéro-américains diffèrent profondément de leurs prédécesseurs. D'abord par leurs origines sociales. Les fils des classes privilégiées, attirés par les hauts bénéfices de la banque, du commerce et de l'industrie, abandonnent le métier des armes aux classes moins favorisées. Déjà en 1966 une enquête réalisée en milieu militaire pour le compte de la revue *Cadernos Brasileiros* avait révélé que 69 % des officiers interrogés étaient issus de la classe moyenne et 10 % seulement de la caste des grands propriétaires fonciers. Les travaux plus récents des spécialistes des questions militaires d'Amérique latine — en particulier Johnson, Lieuwen, Kling, Cuéllar et Horowitz — soulignent la progression du pourcentage des officiers appartenant à la classe moyenne. Nombre d'entre eux sont fils de policiers ou de sous-officiers et ont fait leurs études secondaires dans des collèges militaires, établissements gratuits qui offrent d'exceptionnelles possibilités de promotion sociale aux enfants des classes pauvres. Ces nouveaux officiers ont apporté dans l'armée les frustrations et les préjugés de leur classe : un certain goût de *l'autorité, un respect des valeurs d'ordre*, une honnêteté rigide, une ambitieuse soif de revanche et d'honneurs, mais aussi une malveillance jalouse à l'égard des privilégiés, une expérience de la pauvreté et une certaine compréhension des problèmes des déshérités.

L'armée est désormais appelée à faire face non seulement aux menaces extérieures, mais aussi aux facteurs qui entravent le développement économique et aux propagandes subversives. Dès lors, il est logique que l'ensemble du système soit contrôlé par des militaires, que se trouve rétablie la confusion originelle entre pouvoir militaire et pouvoir politique. La dictature militaire n'a plus besoin de recourir au suffrage pour légaliser *a posteriori* le pronunciamiento : elle trouve en elle-même, dans les impératifs de la sécurité nationale, sa propre légitimité.

C'est ainsi qu'au Brésil (comme en Argentine avant le retour de Peron) les commandants en chef des trois armes gouvernent et légifèrent en tant que tels, tandis qu'au Pérou le gouvernement du général Velasco Alvarado se définit sans complexe comme *« le gouvernement des forces armées »*. Mais les maîtres à penser qui ont délivré les officiers ibéro-américains de leur complexe de légalité leur ont aussi enseigné que la sécurité nationale n'est pas assurée tant que la majorité des habitants n'a, en fait, nul intérêt à défendre la patrie et l'ordre établi. Ainsi le développement économique et la politique de bien-être constituent des éléments essentiels *d'une authentique politique de sécurité* nationale. Mais la recherche du développement et du bien-être devait logiquement amener certains gouvernements militaires — notamment celui du Pérou — à entrer en conflit avec les grandes sociétés américaines, et donc avec le gouvernement de Washington. Un impitoyable engrenage a ainsi conduit les *militaires, forgeurs de la notion d' « ennemi intérieur »*, à découvrir un autre ennemi extérieur.

L'attitude à l'égard de Washington constitue la véritable ligne de démarcation entre les diverses dictatures militaires, bien qu'elles présentent un caractère ambigu et comportent, toutes ou presque toutes, des aspects à la fois *conservateurs et progressistes, paternalistes* et répressifs.

Le dosage de ces éléments diffère d'un pays à l'autre, à tel point que l'on a pu envisager sérieusement l'hypothèse d'une guerre entre le Pérou de Velasco Alvarado et le Chili de Pinochet, entre le plus progressif des régimes militaires et l'une des plus répressives dictatures. Par contre tous les gouvernements militaires, sans exception — et même celui de Pinochet, — ont joint leurs voix à celles des autres pays ibéro-américains et des nations du tiers-monde et du camp socialiste pour faire adopter, au mois de décembre 1974, à l'Assemblée générale de l'ONU (par 120 voix contre 6, les Etats-Unis et leurs fidèles), le projet mexicain de charte des droits et des devoirs économiques des Etats qui proclame le droit des gouvernements à disposer de leurs ressources naturelles, à nationaliser les biens étrangers et à soumettre les sociétés transnationales aux impératifs du développement national.

Dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, où les facteurs idéologiques, déterminants dans les années 60, tendent à s'estomper devant les réalités économiques, et où la norme du *« pluralisme idéologique »* s'impose peu à peu, les régimes militaires ou civils de toutes tendances, pour opposés qu'ils soient sur la plupart des points, s'accordent néanmoins autour des impératifs essentiels du développement économique.

ELENA DE LA SOUCHERE.

VENEZUELA

Coopération avec le pouvoir civil

L'ARMEE vénézuélienne, héritière des prestigieux souvenirs de l'épopée bolivarienne mais aussi d'un lourd passé de pronunciamientos, fait actuellement l'expérience de la coopération avec un régime civil assez fortement implanté depuis 1959 pour comporter l'alternance au pouvoir de deux grandes formations politiques : l'Action démocratique tout d'abord (1959-1969), puis le parti COPEI démocrate chrétien (1969-1974) et à nouveau l'Action démocratique depuis l'élection, l'an dernier, du président Carlos Andres Pérez.

La guérilla implantée au Venezuela au cours des années 60 offrit cependant à l'armée des occasions de pronunciamientos qui n'ont pas été saisies, peut-être par loyalisme, plus vraisemblablement en raison de l'appui des masses populaires au régime établi. Strictement limitée à sa mission de défense et journellement confrontée, dans les montagnes arides de l'Ouest, à l'action des maquisards, l'armée vénézuélienne acquit une expérience très poussée de l'action anti-guérilla. Maintenant que cette phase est dépassée, il s'agit d'opérer la conversion de ces unités spécialisées en une grande armée nationale de type classique : tel est l'objet de la loi de défense nationale présentée au Congrès par le nouveau président, M. Carlos Andres Pérez. S'attachant à adapter l'armée, sa structure et son statut à la nouvelle conjoncture, à améliorer les conditions de vie des militaires — gradés, engagés et appelés, — et à perfectionner le niveau technico-professionnel des cadres, la nouvelle législation vise également à surmonter une sensible pénurie d'effectifs. Ainsi le président Carlos Andres Pérez a-t-il soumis au Congrès une loi qui étend le champ du service militaire (déjà obligatoire en principe de dix-neuf à vingt et un ans) en supprimant les très nombreuses exemptions accordées jusqu'ici. La prochaine introduction du service national féminin aura également pour effet d'accroître les effectifs.

L'ACTION sociale de l'armée se développe vigoureusement sous la double impulsion du pouvoir civil et du haut commandement. Les cadres vénézuéliens, très influencés par Golberry do Couto e Silva et José del Carmen Marin, ont tendance à interpréter dans le sens le plus positif les théories des deux maîtres à penser des militaires d'Amérique latine. C'est ainsi que le général Pardi Davila, alors ministre de la défense, déclarait le 31 janvier 1973 : « La tâche fondamentale, dans les années que nous vivons, est celle du développement. Le devoir des forces armées est d'y contribuer, en pensant que la sécurité n'implique pas seulement la défense du territoire, mais aussi la garantie d'un bien-être partagé. »

Le « Plan de contribution de l'Institution armée au développement », actuellement en voie d'achèvement (il couvrait la période 1973-1975) comprenait divers programmes et assignait aux militaires les tâches de construction, d'enseignement et d'assistance qui sont communes à toutes les armées latino-américaines. Des « détachements ruraux frontaliers de développement et de sécurité », qui ne sont pas sans rappeler les brigades mexicaines d'action sociale, ont été créés. En outre, le gouvernement s'efforce, par des dotations de terres et l'octroi de crédits, d'inciter les militaires, gradés, engagés et même conscrits rendus à la vie civile, à se fixer avec leurs familles dans les zones frontalières semi-désertiques, où des colonies mi-paysannes mi-militaires sont ainsi en voie de constitution. Le vertigineux accroissement des rentrées pétrolières s'est déjà traduit par l'octroi de nouveaux et importants crédits en vue de développer à une beaucoup plus large échelle cette action sociale de l'armée dans les zones marginales du pays.

BRÉSIL

Une idéologie de l'interdépendance et de la sécurité

AU pouvoir depuis 1964, les forces armées brésiliennes ont développé la « doctrine de l'interdépendance et de la sécurité nationale », ce qui représente une rupture radicale avec les traditions d'une armée auparavant préoccupée de la formation de la conscience nationale et de l'autonomie du pays (1).

Dans cette nouvelle orientation, l'envoi de la Force expéditionnaire brésilienne (FEB), en Italie pendant la deuxième guerre mondiale, a joué un rôle décisif. Cet événement a annoncé, à bien des égards, la réorganisation politico-économique des relations entre le Brésil et les Etats-Unis, qui se répercute profondément au sein de l'armée. Quelques études récentes tendent, en effet, à démontrer que les militaires brésiliens ont alors été fascinés par la puissance des Etats-Unis : « La valeur donnée à l'interdépendance de la politique extérieure, la crainte d'un nationalisme excessif, l'idée que le capitalisme pourrait créer une nation physiquement puissante, la croyance en la démocratie comme style « plus civilisé » ont été des attitudes créées ou renforcées par la participation de la Force expéditionnaire brésilienne dans la deuxième guerre mondiale » (2). **Cependant, l'influence nord-américaine n'est pas le fait d'un simple processus d'imitation. Les Américains ont entrepris des actions concrètes pour s'assurer la fidélité de cette fraction importante de l'armée brésilienne présente en Italie. C'est en Italie, en effet, que le général Castelo Branco s'est lié d'amitié avec le général Vernon Walters, officier de liaison entre les deux armées et qui fut nommé attaché militaire américain au Brésil de 1962 à 1967.**

Tous deux ont eu un rôle décisif dans le renversement du président Goulart en 1964. Après le coup d'Etat, M. Castelo Branco va devenir président du Brésil et M. Vernon Walters sous-directeur de la C.I.A. Le général Golbery — numéro 2 du gouvernement actuel — a affirmé : « Les membres de la FEB sont allés aux Etats-Unis et ils ont vu avant les autres un grand pouvoir industriel, c'était une ouverture d'horizons. J'y suis allé et j'eus un grand choc ; il était pour moi évident que le pays de la libre entreprise avait réussi, en créant un grand pouvoir industriel » (3). **Le général Golbery allait d'ailleurs devenir au Brésil le représentant de la puissante société Chimical Dow, qui produit notamment le napalm, comme beaucoup d'autres officiers que l'on retrouve à la tête d'entreprises américaines ; par exemple, le général Juracy Magalhaes, ancien ministre (Deltec et Sambra, du groupe Rockefeller), le maréchal Nelson de Melo (Deltec), le général Camilo de Almeida (Union Carbide), le maréchal d'aviation Henrique Fleiuss (Texaco), etc. Les rapports entre les militaires brésiliens et les Etats-Unis se renforcent aussi dans les cours de l'Army Armor School (Fort Knox), de l'Ecole de commandement et d'état-major (Fort Leavenworth) et dans les deux écoles spécialisées dans les tactiques contre-révolutionnaires, l'United States Special Warfare Center and School (Fort Bragg) et l'United States Army School of the Americas (zone du canal de Panama).**

Naissance d'une idéologie

APRES la guerre, le groupe des officiers de la FEB commence à créer les conditions de son hégémonie à la fois à l'intérieur et dans la stratégie anticommuniste en Amérique latine. Le général Cesar Obino et le général Cordeiro de Farias, deux des plus influents membres de la FEB, cherchent à créer les moyens de formuler les nouvelles théories de la sécurité et du développement. Ils proposent la création d'une école qui prendrait pour modèle les deux principales écoles militaires américaines, le National War College et l'Industrial College of the Armed Forces. Une mission de conseillers américains arrivée au Brésil en 1948 (elle quittera le pays seulement en 1960) aide à préparer les structures de l'école. Le 20 août 1949, un décret du président-maréchal Dutra crée l'Ecole supérieure de guerre (E.S.G.), appelée aussi la « Sorbonne ». A partir des années 60, l'E.S.G. prend la structure qui est encore la sienne aujourd'hui, avec des sections de politique, de psychologie sociale, d'économie, *d'organisation militaire, de renseignement et* contre-renseignement, de doctrine et de coordination.

Mission de l'école : « Préparer des militaires et des civils pour des fonctions exécutives et de conseil dans les organes responsables pour la formulation, le développement, la planification et l'exécution de la politique de sécurité nationale. » **Les cours permettent aux militaires de rencontrer des civils venus de la politique, de la direction des entreprises, des banques, de la presse et de l'Eglise. A la fin des années 60, on comptait parmi les diplômés : 599 militaires, 224 hommes d'affaires, 200 fonctionnaires de ministères, 97 employés dans les agences du gouvernement, 39 députés fédéraux, 23 magistrats, 107 membres de différentes professions. Le fait de posséder le diplôme de l'E.S.G. permet des contacts privilégiés avec les milieux américains ; à la fin de leur scolarité, les élèves sont invités par le gouvernement américain et reçus par le président des Etats-Unis. Ainsi, en même temps que l'E.S.G. devient le principal centre d'élaboration théorique à l'intérieur de l'armée, son organisation permet aux militaires d'agir comme une véritable force politique : 60 % des généraux qui ont participé directement au renversement du président Goulart sont passés par l'E.S.G.**

Pour les idéologues de l'E.S.G., le monde est un immense champ de bataille : « L'antagonisme entre l'Occident chrétien et l'Orient communiste *domine encore la conjoncture* mondiale », **écrit le principal d'entre eux, le général Golbery (4). Dans ce conflit, le Brésil, de formation chrétienne, doit se ranger aux côtés des Etats-Unis, métropole de l'Occident. Rien de plus naturel que le Brésil soit intégré au système de défense américain.** « Nous nous préparons à une guerre totale et l'instrument de l'action stratégique est l'intégration de toutes les forces. » **Evidemment, dans ce contexte, les notions d'Etat-nation ou de souveraineté nationale perdent toute efficacité.** « L'autodétermination et l'absolue souveraineté des peuples deviennent des principes logiques, moraux, mais non moins irréels » (5).

Et le général Golbery dira : « Le symbole de notre ère est bien celui de l'intégration. » **C'est à partir de ces notions que les idéologues du régime militaire essaient de faire la cohésion de l'armée, de lui donner le « ciment » de l'unité.**

Après la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis vont s'efforcer de consolider leurs positions en Amérique latine, grâce à une stratégie politique, économique et militaire qui vise à l'intégration des pays de l'Amérique latine au sein du système de défense nord-américain. « La défense militaire de l'Amérique latine était une tâche que les Etats-Unis ont assumée de façon unilatérale jusqu'à la deuxième guerre mondiale, **écrit M. Edwin Lieuwen.** Depuis, le développement de la coopération interaméricaine, en réponse aux menaces du totalitarisme, venues de l'Europe, a fait naître l'espoir en la construction d'un système multilatéral de défense » (6). **Ces « menaces du totalitarisme » viennent, dans un premier temps, d'Union soviétique, au cours de la période de « guerre froide » et de bipolarisation, ensuite de la Chine populaire et, finalement, de Cuba. La révolution cubaine et le développement de la guérilla en Amérique latine vont accélérer les pressions américaines en faveur de cette stratégie qui mène à la doctrine de l'interdépendance. Cela suppose cependant un champ de manœuvre assez large de la diplomatie américaine, qui rencontre, dans les années 50 et au début des années 60, de fortes oppositions, soit des gouvernements libéraux, soit des forces de gauche ou des militaires nationalistes. Le traité d'assistance réciproque signé à Rio-de-Janeiro le 2 septembre 1947 par les pays de l'Amérique latine consacre l'effort américain pour un élargissement de la doctrine de Monroe :** « Une attaque contre chacun de ces pays doit être considérée comme une attaque contre tous les autres, et des mesures collectives doivent être prises pour l'empêcher. » **C'était la victoire du principe dit** d'intervention, **contre une autre thèse, que défendirent le Mexique, le Brésil, le Chili, etc., celle de la** non-intervention.

En approuvant la charte de l'Organisation des Etats américains (O.E.A., 1948), la majorité des pays latino-américains acceptèrent de condamner le communisme « et toutes formes de totalitarisme », **mais rejetèrent le principe nord-américain de l'intervention :** « L'incompatibilité de la sécurité collective avec la doctrine de la non-intervention a réduit sérieusement l'efficacité de l'O.E.A. dans la lutte contre les menaces communistes en Amérique latine », **écrit M. Lieuwen. Or l'application d'une telle stratégie, l'acceptation de tels principes, supposent des gouvernements disposés à faire front commun avec les Etats-Unis, à accepter leur hégémonie. Le même M. Lieuwen constate, à propos de la proposition du président Johnson en vue de créer une force *permanente* de l'O.E.A., que les pays d'Amérique latine** « où l'opinion publique peut se faire entendre, où des gouvernements représentatifs sont en place, ont non seulement critiqué les actions des Etats-Unis comme à Saint-Domingue mais ont refusé de participer à une quelconque force interaméricaine ou force de paix » (7). **Pour les Etats-Unis, le Brésil est aujourd'hui le point-clef de l'application de cette stratégie en Amérique latine.** « Nous nous préparons en Amérique latine, **écrit le général Golbery,** pour aider l'un quelconque de nos voisins dans la défense de notre irremplaçable patrimoine commun contre n'importe quelle attaque étrangère » (8). **En 1965, le président Castelo Branco avait évo-**

(1) Celso Furtado, « De l'oligarchie à l'Etat militaire », *Les Temps modernes*, octobre 1967, no 257.

(2) Alfred Stepan, *The Military in Politics*, Princeton University Press, 1971, p. 239.

(3) *Idem.*

(4) Général Golbery do Couto e Silva, *Geopolitica do Brasil*, Livraria José Olympio Editora, Rio-de-Janeiro, 1967, p. 192.

(5) *Revista Brasileira de Estudos Politicos*, no 21, juillet 1966, p. 79.

(6) Edwin Lieuwen, *The United States and the Challenge to Security in Latin America, Mershon National Security Program*, The Ohio University, Pamphlet Serie no 4, avril 1966, p. 13.

(7) *Idem*, p. 80.

(8) Golbery, *op. cit.*, p. 200.

هكذا من الإهمال

Evolution des Etats et des coups d'Etat

De la balkanisation du continent à l'empire transnational

Par ALAIN JOXE *

LE coup d'Etat militaire chronique n'est pas un phénomène latino-américain, mais un trait du folklore politique universel. On doit donc rattacher l'institution du coup d'Etat, dans chaque zone et à chaque étape au mouvement décolonisation - néo-colonisation, à la balkanisation des empires les plus archaïques provoquée et contrôlée par l'action des empires les plus modernes.

L'Amérique espagnole arrive simplement en tête dans cette chronique des empires successifs, qui n'est apparemment que la suite de la chronique ouverte par saint Augustin dans la *Cité de Dieu*. Mais il faut noter que les Etats latino-américains naissent, si l'on peut dire, entre la fin de l'histoire traditionnelle cyclique et le début de l'histoire bourgeoise. Le statut de tous ces Etats, dès leur naissance, n'est donc pas facile à saisir par l'utilisation du concept d'Etat-nation, ni par les catégories marxistes classiques, et la définition des coups d'Etat non plus par conséquent.

L'Amérique latine devient avec l'indépendance un ensemble de néo-colonies britanniques nées avant l'étape impérialiste du développement capitaliste. On peut déjà parler de *néo-colonies* pour la raison suivante, que Bolivar percevait avec amertume — à sa manière — à la fin de ses échecs d'unification : la balkanisation de l'empire espagnol est le résultat des faiblesses de la bourgeoisie latino-américaine divisée et sans autonomie, et de la force des oligarchies agraires qui se partagent les terres et des fractions de bourgeoisie gérant l'exportation des produits primaires.

La constitution d'Etats distincts n'est nullement, comme en Europe, l'émanation de mouvements populaires exprimant l'alliance locale d'un groupe bourgeois et d'un prolétariat naissant, appuyée sur l'unité linguistique et visant à la constitution d'un marché interne. La guerre d'indépendance contre l'Espagne n'est donc pas une guerre de libération nationale bourgeoise, mais plutôt une fronde parlementaire liée à une fronde aristocratique, manipulant une révolte agraire archaïque, et à l'issue de laquelle le roi est battu. La fronde parlementaire a l'illusion de l'emporter pendant quelques années, alors que c'est la fronde aristocratique qui a la réalité du pouvoir économique et social.

Le facteur d'émergence, c'est l'existence du marché capitaliste mondial : il modèle directement les bourgeoisies exportatrices et les oligarchies traditionnelles en les obligeant à s'adapter à la demande par une gymnastique constante et le changement spéculatif de produit principal d'exportation, mais sans les obliger à introduire pour autant les rapports de production capitalistes, si les conditions techniques de production et l'état social local ne l'exigent pas. D'où la subsistance ou même la résurgence de relations de production précapitalistes dans des secteurs dynamiques travaillant pour l'exportation.

La pénétration capitaliste

IL y a une histoire de la théorie des coups d'Etat latino-américains qui a du mal à se dégager de l'idéologie civiliste des bourgeoisies européennes triomphantes, parce que cette idéologie est reprise entièrement en compte par les bourgeoisies rampantes du continent. En Amérique latine, les régimes militaires peuvent paraître avant tout comme « régressifs » par rapport aux normes civiles imposées naguère par la force dans les empires dissous. Ces régimes expriment seulement la prédominance locale de fait des rapports de production précapitalistes, surtout dans les pays où il n'existe même pas de « bourgeoisie compradore » développée, comme dans certains pays sans ports. A cent ans de distance, certains régimes « militaires » d'Amérique latine et d'Afrique sont donc comparables. L'Ouganda du général Idi Amin Dada n'est pas plus aberrant que la Bolivie du général Melgarejo. Ce « caudillo barbare », issu du rang, avait pris grand soin en 1870 de faire proclamer, par son conseil des ministres, la neutralité de son pays dans la guerre franco-prussienne, convaincu que la Bolivie était une des principales puissances mondiales.

Le caudillo paraguayen Francia (1817-1840), qui ne sortait que la nuit accompagné d'une fanfare qui vidait les rues car on ne pouvait voir sa figure sans être mis à mort, ferma le pays à toute influence étrangère et établit un régime économique équilibré sans aucun rapport avec le système capitaliste mondial. Ce cas limite nous donne la clé d'une sorte de loi qui permet d'ordonner les coups et les régimes militaires par rapport à leur contenu local de classe, et en même temps par rapport au système impérial dominant. Plus une formation sociale conserve d'importants secteurs non pénétrés par les rapports de production capitalistes, plus les élites locales à même de gérer l'ensemble politiquement et militairement sont autonomes.

Cela reste vrai, même quand le marché ou les investissements étrangers imposent en gros une dépendance extrême. C'est le maintien d'un secteur archaïque qui place les oligarchies locales dans un rôle d'expert politique irremplaçable. Les Anglais ne pouvaient souhaiter se substituer à ces groupes d'oligarques, d'intendants quasi féodaux qui conservaient depuis des siècles des « secrets de domination » datant de la conquête espagnole et avaient renouvelé leur capacité politique propre dans la guerre d'indépendance contre l'Espagne. Encore aujourd'hui, l'autonomie relative des Péruviens repose sur *leur* gestion irremplaçable du problème « indien ». Ce qu'on appelle aberration et, un degré au-dessous, « spécificité », c'est l'usage de la violence pour quelque chose d'autre que la pénétration des relations de production capitalistes par les voies qui ont caractérisé les révolutions bourgeoises européennes ; cette voie n'est reproduite « dans l'ordre » que dans les néo-colonies les mieux policées : éducation, commerce, infrastructure de communication, destruction de la paysannerie et création ou importation de main-d'œuvre libre, répression des mouvements populaires, création d'une armée professionnelle disciplinée. Dans ce sens, l'Amérique latine est en grande partie restée aberrante pendant le dix-neuvième siècle.

A partir de 1850 et surtout de 1880, alors que le capitalisme mercantiliste pouvait se contenter de relations commerciales et financières avec quelques enclaves minières ou plantations, l'exportation des capitaux devient le moteur principal de l'expansion et la sécurité de ces capitaux ne peut être assurée que par une réforme de l'Etat dépendant. Dès la deuxième moitié du siècle, une série de caudillos commencent à donner des signes inquiétants de nationalisme bourgeois pas tout à fait classique. L'Amérique latine, laissée « en friche », risque de passer du statut de réserve générale du capitalisme à celui de concurrent des industries métropolitaines, suivant des normes spécifiques. C'est aussi le cas du Japon, qui seul émergera dans le peloton de tête, quoique non européen. Les successeurs de Francia au Paraguay construisaient les bases intolérables d'une accumulation et d'une industrialisation autonome. L'oligarchie chilienne, même certains caudillos péruviens, avaient pris le ton d'une volonté de modernisation. Il fallait asservir ce mouvement à la nouvelle articulation du système capitaliste sous peine de crise grave : le moyen généralement adopté est celui de la professionnalisation des armées.

Il est difficile d'y voir une stratégie générale et concertée du capitalisme européen : divisées par leurs rivalités, les bourgeoisies européennes pensaient lutter chacune pour l'extension de sa zone d'influence. Les oligarchies latino-américaines elles-mêmes étaient demanderesses, et pensaient assurer leur propre autonomie par rapport aux Européens divisés, en panachant et alternant les missions militaires d'experts européens. Si on considère l'époque qui s'étend entre 1880 et 1920, tout se passe néanmoins comme si un plan de réforme de l'Etat latino-américain, concerté à travers la création d'armées professionnelles, était mis en œuvre partout pour cimenter le système impérialiste mondial. Dans un pays comme le Chili, où le caudillisme avait été liquidé dès 1835 par une alliance solide entre l'oligarchie terrienne et le secteur exportateur, c'est le régime présidentiel qu'il faut abattre. En 1891, Balmaceda se suicide, battu par une armée manipulée par l'Angleterre qui veut détruire son projet d'industrialisation.

A partir de cette étape, les coups d'Etat militaires prennent une autre signification. La professionnalisation c'est, sur le plan matériel, la dépendance totale des armées en ce qui concerne les acquisitions d'armements dans les pays impérialistes. La nouvelle discipline militaire, cette « profession des armes » où pénètre la classe moyenne naissante, est celle d'une *clientèle*, au sens strict : l'artillerie, la marine cuirassée à vapeur, exigent des études scientifiques. L'infanterie, qui renonce à l'ordre serré depuis l'invention du fusil à percussion centrale à répétition, devient le lieu d'une discipline sociale axée sur la conscription prussienne et d'une science plus complexe de la manœuvre et de l'entraînement. Corriger l'armée, régulariser son budget et son recrutement, augmenter notablement ses effectifs, entraîne latéralement la modernisation de l'appareil d'Etat.

(Lire la suite page 10.)

* Maître assistant à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

L'exception du Costa-Rica

CONSIDERE comme un îlot de paix et de stabilité, le Costa-Rica constitue à certains égards un cas exceptionnel dans l'hémisphère, a fortiori *en Amérique centrale. S'il doit cette réputation en partie à des considérations d'ordre historique et sociologique, elle est également l'œuvre d'un homme du vingtième siècle, José Figueres Ferrer, qui a modelé le visage de son pays dès la fin des années 40. Volontaire, obstiné, Catalan d'origine et fier de l'être, il avait pourtant fait une entrée assez fracassante sur la scène politique de San-José.*

En 1948, pour rétablir la démocratie menacée par les partisans de l'ex-président conservateur Rafael Calderon Guardia, qui refusaient de se démettre malgré leur défaite aux élections, José Figueres lança un appel à l'insurrection populaire et prit la tête de la Légion des Caraïbes. Sorti victorieux de cette brève guerre civile, il assuma temporairement le pouvoir comme président d'une junte provisoire. Il en profita pour promulguer toute une série de mesures spectaculaires, allant de la nationalisation des banques à la dissolution pure et simple de l'armée. Ensuite, il se désista au profit d'Otilio Ularte Blanco, qui avait légalement remporté les élections, pour retourner à ses plantations de café. A son tour, Figueres sera régulièrement élu à la présidence de la République en 1953, puis en 1970.

DEPUIS l'insertion en 1948 dans sa Constitution d'un article interdisant l'armée, le Costa-Rica est le seul pays du continent à ne pas avoir d'hommes sous les drapeaux. La plupart des casernes ont été transformées en écoles, et celle de l'état-major à San-José est devenue le Musée national des beaux-arts. Les crédits budgétaires ainsi dégagés sont utilisés pour l'instruction publique : dans une région du monde où l'analphabétisme sévit sur une grande échelle, le Costa-Rica compte aujourd'hui moins de 10 % d'illettrés. Depuis la suppression de l'armée, une garde civile comprenant quelques milliers d'hommes assure aussi bien la surveillance des frontières que la fluidité de la circulation dans les villes. J.-C. B.

---

qué la notion de « frontières idéologiques » pour envoyer des forces militaires brésiliennes combattre à Saint-Domingue aux côtés des Etats-Unis. A l'intérieur du pays, cette stratégie a néanmoins des adversaires : on les appelle les « nationalistes ».

Un nationalisme surestimé

L'EXISTENCE d'une armée nationaliste, depuis la révolution de 1930, a été une idée utilisée par la droite pour dénoncer la politisation de l'armée, alors que la gauche en faisait un élément décisif de sa stratégie. Toutes deux ont surestimé ce nationalisme. La droite a assimilé les militaires nationalistes aux communistes, et cela chaque fois que les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme étaient menacés par les revendications qui marquent ces année de national-populisme (1930 à 1964) et l'entrée des classes populaires sur la scène politique. Cette assimilation au communisme facilitait le combat contre les militaires nationalistes. Les premières manifestations de ce nationalisme venaient du Tenentismo (mouvement des lieutenants), qui est resté un symbole de lutte à l'intérieur de l'armée brésilienne ; mais, très vite, ces tenentes, qui ont participé aux mouvements de 1922, de 1924 et au renversement de la Republica Velha (la république ancienne) en 1930, ne deviendront que des personnalités, des individualités sans rapport avec le mouvement des tenentes et le programme, plus ou moins confus, du réformisme petit-bourgeois.

Du mouvement des tenentes sortiront, certes, des nationalistes (le général Estillac Leal, par exemple), des communistes (Luis Carlos Prestes deviendra secrétaire général du parti communiste brésilien), mais aussi de farouches défenseurs du capital américain comme le maréchal Juarez Tavora et le général Cordeiro de Farias. L'héritier le plus radical de ce mouvement est le Club du 3 octobre qui propose un programme de lutte contre le capitalisme anglo-saxon avec la nationalisation des chutes d'eau (mesure plus tard incorporée au code des mines) et du petit commerce, et contre les latifundia. Mais la fraction la plus combative des tenentes est déjà une petite minorité.

Lors du premier gouvernement Vargas (1934-1945), les militaires nationalistes sont assimilés par la droite à tous les libéraux et aux communistes, qui subissent une forte répression militaro-policière : l'Aliança Libertadora Nacional, à l'intérieur de laquelle le parti communiste occupait une position dominante, proposait un programme de lutte contre la dictature et le fascisme, mais aussi contre l'impérialisme et les latifundia. Mais il existait aussi dans l'armée ou dans les Milicias Intégralistas (9) des militaires décorés par Hitler, la partie la plus influente de l'armée hésitant encore entre les capitaux allemands et japonais d'un côté et américains de l'autre. C'est alors que le gouvernement décida d'envoyer la Force expéditionnaire brésilienne en Italie, la balance penchant du côté des Etats-Unis.

L'après-guerre va renforcer l'implantation au Brésil des capitaux américains, soit à travers les investissements directs, soit par association avec la bourgeoisie brésilienne, phénomène qui s'accentue particulièrement pendant le gouvernement de Kubitschek (1956-1960). On assiste aussi, à la même époque, à la consolidation de quelques monopoles d'Etat. Les slogans « O Petroleo é Nosso (Le pétrole nous appartient) ou « Petrobras é Intocavel » (On ne touche pas à la Petrobras) rejoignent les appels à la nationalisation des minerais radioactifs, au controle du capital étranger et aux réformes de structures (réforme agraire, etc.), et contre l'internationalisation de l'Amazonie ou la création d'une force d'intervention en Amérique latine. A cela s'ajoute la montée des classes populaires, qui exigent des augmentations de salaires, des avantages sociaux, etc. La surestimation du sentiment nationaliste dans l'armée s'explique par la participation de groupes militaires à ces luttes, surtout au sein du Club militaire, qui se transforme en un groupe de pression important.

Le Club engage des débats sur les sujets qui agitent le pays. Les élections en son sein révèlent les tendances de l'armée à un moment donné ; leurs résultats ont plusieurs fois joué un rôle dans l'orientation de la politique du gouvernement. Des militaires appartenant aux hauts échelons de l'armée ont pris position pour la défense des monopoles nationaux ; les concessions aux revendications des classes populaires se soldaient souvent par la nomination d'un militaire nationaliste à la tête d'entreprises d'Etat, d'une commission chargée d'étudier des projets de nationalisation, ou d'un ministère. Ces militaires nationalistes agissaient dans le cadre de l'armée et de la légalité constitutionnelle. Soutenus par les mouvements populaires, ils ont pu empêcher des coups d'Etat en 1955 (tentative contre l'investiture de Kubitschek) et en 1961 (tentative contre l'investiture de Goulart) mais, par manque de cohésion, ils n'ont pu éviter le renversement de Goulart en 1964.

« Nous ne craignons par la guerre civile ; l'expérience d'août 1961 (démission du président Quadros) a prouvé qu'une bonne partie de l'armée marche avec le peuple et que le peuple vaincra. C'est pour cette raison que la droite n'est pas décidée à tenter le coup d'Etat », **déclarait quelques jours avant le coup de force de 1964 le secrétaire du parti communiste brésilien, Luis Carlos Prestes, à la revue mexicaine** Siempre.

Il y avait des généraux et même des maréchaux nationalistes, mais les forces de gauche ont surestimé la tendance qu'ils représentaient. Il n'existait en effet pas d'idéologie nationaliste cohérente et propre à l'appareil militaire, mais seulement des notions esquissées dans le débat politique entre partisans et adversaires des investissements étrangers. Dans la mesure où la droite affirmait que le gouvernement Goulart avait favorisé la corruption, toléré l'indiscipline dans l'armée, lié le destin du pays au communisme, rien ne justifiait que l'armée suive la voie de la légalité constitutionnelle. Le 9 avril 1964, l'acte institutionnel n° 1 affirmait que « la révolution victorieuse en tant que pouvoir constituant se légitime elle-même ».

234.000 HOMMES

Les forces armées brésiliennes sont aujourd'hui composées de deux cent trente-quatre mille hommes (cent soixante-dix mille dans l'armée de terre, quarante mille dans la marine, vingt-neuf mille dans l'aviation) répartis dans onze régions militaires, six circonscriptions navales et six zones aériennes qui couvrent l'ensemble du territoire national.

Le budget de l'armée brésilienne est le plus important d'Amérique latine : 1 100 millions de dollars. De 1962 à 1974 ce budget a augmenté de 182 %.

La mission de l'U.S.A.I.D. (aide pour le développement) au Brésil est devenue la troisième du monde depuis le coup d'Etat de 1964, après celles du Vietnam du Sud (maintenant évacuée) et de l'Inde.

Sécurité, coercition, répression

LES militaires, liés au capital étranger, arrivent donc au pouvoir en 1964, appuyés par de larges secteurs des classes moyennes, par la bourgeoisie d'affaires et par les latifundistes. Ils éliminent ou réduisent au silence les officiers nationalistes et, après dix ans de dictature, le gouvernement parle de « normalisation ». **Cette** « normalisation » **est le corollaire de l'idéologie de l'interdépendance : d'un côté, le gouvernement doit montrer que les capitaux étrangers trouvent au Brésil un terrain accueillant ; de l'autre, que ces capitaux sont à l'abri d'éventuels sursauts nationalistes. L'un a signifié la surexploitation du travail des ouvriers et des paysans ; l'autre le silence des oppositions. Les deux sont le résultat de l'application d'une politique de sécurité nationale qui légitime l'hégémonie de l'appareil militaro-policier à l'intérieur de l'Etat.**

L'idéologie de l'interdépendance et de la sécurité légitime encore le fait que vingt et une personnes décident, au sein du Conseil national de sécurité, ce qui est bon pour cent millions de Brésiliens dans tous les domaines ou, comme l'écrit Celso Furtado, « depuis l'état d'esprit de la population jusqu'aux statistiques sur la production des haricots noirs en passant par les stocks d'armes de guerre » **(10). Une législation supra-constitutionnelle centralise les partis, la presse, les syndicats, qui perdent toute autonomie. L'instrument juridique privilégié de la centralisation et de la répression est l'acte institutionnel n° 5 (13 décembre 1968) ; le président de la République peut mettre en vacances le Congrès, suspendre les droits politiques de tout citoyen, mettre à la retraite le personnel des entreprises privées ou publiques, les militaires et les policiers, annuler les mandats des députés et des sénateurs élus. La garantie de l'**habeas corpus **est suspendue dans le cas de crimes contre la sécurité nationale, l'ordre économique, etc., et le pouvoir judiciaire n'a à connaître ni de ces actes ni de leurs conséquences (11). La réorganisation de l'Etat se complète par une centralisation de l'appareil policier placé sous le commandement de l'armée ; les puissantes polices militaires des Etats (celle de Sao-Paulo compte plus de quarante mille hommes) ont été mises sous le commandement d'une inspection générale des polices militaires. De la même façon, la police politique dépend directement du Conseil national de sécurité.**

Cette idéologie de l'interdépendance et de la sécurité donne à la dictature le caractère d'un bloc homogène ; en fait, sous cette façade sans contradictions, l'écart a augmenté entre les militaires qui occupent une haute fonction (administrative ou directement économique) et les catégories moyennes ou inférieures. Un général, directeur-président d'une entreprise de chemins de fer, gagne l'équivalent de quarante-sept salaires des travailleurs de l'entreprise ; en Europe, le salaire moyen d'un directeur de chemins de fer ne dépasse pas dix-huit salaires minima régionaux (12).

Le fossé est grand entre les militaires au pouvoir et la grande majorité du peuple brésilien.

A. B.

(9) Des milices inspirées des « chemises noires » de Mussolini.

(10) Celso Furtado, *op. cit.*, p. 592.

(11) L'acte institutionnel n° 5 dans sa traduction intégrale peut être trouvé à *La Documentation française*, « Problèmes de l'Amérique latine », n°s 3749-3750, 30 décembre 1970.

(12) *O Estado de Sao Paulo*, 9 novembre 1974.

(Suite de la page 9.)

Cette modernisation peut devenir le but des armées professionnelles si elles sont en avance, de ce point de vue, sur la société civile. Ainsi renaît un militarisme progressiste, agent de la pénétration du capitalisme moderne.

Mais le militarisme régressif ne meurt pas pour autant. Même professionnalisé, un militaire peut servir de préférence les oligarchies conservatrices. Cela est vrai surtout en cas de crise du système capitaliste mondial, car le maintien du système politique local dépend de sa capacité de se replier sur les modes de domination politique traditionnels et cela se pratique grâce aux lambeaux d'articulations précapitalistes qui subsistent. C'est ainsi que l'armée guatémaltèque, qui avait servi comme n'importe quelle armée coloniale classique à canaliser la main-d'œuvre des communautés indiennes de la Sierra vers les zones côtières où elle *devait* devenir salariée, sert pendant la crise des années 30 à retransporter cette main-d'œuvre salariée dans ses zones de départ pour la forcer à retrouver son mode de production originel.

L'armée professionnelle est divisée entre un secteur progressif et un secteur régressif, mais cette division peut très bien passer au travers d'un même individu. Tel caudillo militaire vénézuélien qui fonde l'Etat moderne au début du siècle ne néglige pas d'établir sa fortune personnelle sur des achats de terres, qui le transforment en oligarque à l'ancienne. Son côté moderne ressort dans le fait qu'il y fait travailler des soldats, c'est-à-dire une main-d'œuvre salariée par l'Etat. Trujillo possédait personnellement presque tout Saint-Domingue. Mais s'agit-il de capitalisme d'Etat ou plutôt de despotisme asiatique articulé sur le marché capitaliste ?

Tous ces paradoxes posent le problème d'une théorie générale de l'Etat dépendant, pertinente pour l'Amérique latine. En fait, la phase de professionnalisation européenne qui s'étend de 1890 à 1940 a été mal comprise et c'est sur la base des théories erronées de cette époque que se branchent encore la plupart des systèmes explicatifs concernant la troisième phase, celle où nous nous trouvons, celle de la domination de l'empire américain.

Une théorie manquante

LES explications empiristes concernant les coups d'Etat de la deuxième phase restent entièrement dépendantes d'une filiation, par l'héritage espagnol, du caudillisme du dix-neuvième comme résurgence féodale de l'esprit des conquistadores. Du côté marxiste, la IIIe Internationale, négligeant les différences importantes (perçues par Lénine), séparant le cas latino-américain des autres ensembles dépendants, définit l'Amérique latine comme un ensemble de semi-colonies où la révolution bourgeoise démocratique est à l'ordre du jour, en même temps contre la domination coloniale et contre les secteurs *« féodaux »*. Or la formation des Etats latino-américains est marquée par deux séquences spécifiques par rapport à la séquence type des pays d'Asie qui domine le modèle théorique de la IIIe Internationale : elle est d'abord, comme on l'a vu, une néo-colonie précapitaliste et, si elle devient une semi-colonie au stade impérialiste, c'est dans des formes militaires et politiques tout à fait bizarres. Ce n'est pas, comme en Asie, par une division en zones d'influences des impérialismes concurrents d'une formation impériale pré-capitaliste à la suite de quelques expéditions militaires imposant l'ouverture du marché et l'établissement de comptoirs. C'est la professionnalisation militaire qui tient lieu d'expédition coloniale, et la division géographique de l'ensemble est antérieure à la semi-colonisation et ne correspond pas à une division en zones d'influences.

L'Amérique latine est tout entière une semi-colonie collective des impérialismes, pré-divisée en compartiments politiques indépendants. Dès la fin du dix-neuvième siècle, la lutte des impérialismes concurrents ne se déroule pas dans l'espace géographique en termes de marchés, mais dans l'espace politique de chacun des Etats, en termes de contrats, y compris de contrats de vente d'armes. Les Etats ont été renforcés par les impérialismes concurrents d'un commun accord autour de l'appareil militaire pour des raisons de maintien de l'ordre et pour briser le progressisme nationaliste. Il n'était pas là question d'ouvrir un marché : les oligarchies pseudo-féodales avaient depuis longtemps une attitude de spéculateurs *agiles par rapport* au système capitaliste mondial. La fonction d'exportation et celle de production, longtemps séparées et caractéristiques de deux groupes qu'on appelait bourgeoisie et oligarchie, n'avaient jamais été longtemps antagoniques. A partir de la modernisation de l'Etat, la distinction des deux groupes va jusqu'à s'effacer complètement par des mariages ou des mélanges de rôles. Quand, à partir des années 20, la chute tendancielle des cours des matières premières agricoles met peu à peu les groupes purement agrariens au rang de parents pauvres, ils restent en fait partie prenante d'un bloc au pouvoir très soudé, parce que ce bloc permet la continuité du système politique interne en cas de crise externe.

Or l'hypothèse européo-centriste d'une séparation nette entre les bourgeoisies et les oligarchies agraires est malgré tout conservée dans la théorie marxiste et c'est à leur opposition qu'on rapporte les coups d'Etat des années 20, 30 et 40. En fait, l'industrialisation par « substitution des importations » qui se développe pendant les crises du système central correspond à un accroissement de l'importation des biens d'équipement qui joue un rôle favorable dans la résorption des crises centrales. *Le développement* industriel latino-américain n'est pas en contradiction avec les intérêts de l'impérialisme mondial à ce niveau-là.

Des bourgeoisies à éclipses

LES bourgeoisies nationales industrielles qui apparaissent et se consolident entre 1914 et 1945 sont des bourgeoisies « à éclipses » :

1) A peine les difficultés politiques augmentent-elles, l'hégémonie des couches traditionnelles peut reprendre le dessus, en s'appuyant éventuellement sur les secteurs militaires traditionnels ; mais ce genre de changements d'équipes ne reflète pas une lutte entre bourgeoisie et « féodaux » où les féodaux l'emportent, mais l'accentuation de la contradiction politique du bloc tout entier avec les couches populaires dans un cadre où le retour aux méthodes politiques des anciens « patrons » possède une vertu politique plus légitime et plus efficace pour surmonter la crise.

2) Quand une armée latino-américaine donne l'illusion d'intervenir dans une position « césarienne », en médiateur entre un groupe « conservateur » et un groupe « libéral progressiste » (Rojas en Colombie, 1957), il ne s'agit pas en vérité d'une phase d'équilibre entre les forces bourgeoises et les forces « féodales », mais d'un moment où la contradiction avec le prolétariat et la paysannerie risque de devenir explosive. L'armée se porte en première ligne, sans autonomie politique réelle.

3) Si l'alliance entre prolétariat et paysans et fractions de la bourgeoisie est en train de se former et pousse certains secteurs militaires vers le socialisme, le bloc un moment divisé par la croissance trop rapide du secteur moderne se reforme au plus vite pour éliminer le régime militaire ou le récupérer. La République socialiste chilienne proclamée par des militaires en 1932 est neutralisée par un secteur progressiste pro-américain de l'armée, puis éliminée par un mouvement civil qui remet en selle une alliance des secteurs les plus traditionnels (Alessandri). *La colonne des « tenentes »* de Prestes parcourt l'intérieur brésilien en poussant la réforme agraire, mais le *« tenentisme »* sert finalement à pousser au pouvoir avec Vargas, en 1933, un représentant plus moderne du même bloc au pouvoir, associant oligarchies traditionnelles et secteurs modernisants, liés au café sur une base nationale et non plus régionale.

4) Deux Etats voisins peuvent remplacer deux coups d'Etat par une guerre, en général sans contenu économique.

Ces quelques exemples montrent qu'il n'existe évidemment pas de théorie des coups d'Etat militaires en dehors d'une théorie de l'Etat et que les « coups d'Etat civils » qui chassent les militaires du pouvoir sans effusion de sang sont bien aussi fondamentaux à expliquer que les putschs. Le déchiffrement de crise ne peut pas se faire par référence aux luttes observées en Europe dans un système d'Etat très différent. Il faut tenir compte de la spécificité et de la continuité d'un bloc au pouvoir, très archaïque, qui évolue continuellement depuis cent ans, en association avec l'ensemble du système impérialiste et en reproduisant à chaque étape, au niveau des superstructures étatiques, les instruments nécessaires d'un jeu d'alliances très différent de celui de l'Europe capitaliste naissante.

On s'est trouvé, depuis le début de la IIIe Internationale, dans un cas où l'absence de théorie convenable de l'Etat latino-américain

---

NICARAGUA ET PARAGUAY

Le règne sans partage

SI les grands dictateurs latino-américains — Porfirio Diaz au Mexique, Getulio Vargas au Brésil, Perez Jimenez au Venezuela, Batista à Cuba, Trujillo en République Dominicaine ou Juan Domingo Peron en Argentine — appartiennent à l'histoire, certains de leurs épigones restent néanmoins en place. Leur manière de gouverner découle directement des habitudes de leurs prédécesseurs : elle repose essentiellement sur la répression de toute velléité d'opposition et l'étouffement des aspirations populaires. C'est notamment encore le cas au Nicaragua et au Paraguay.

En Amérique centrale, depuis bientôt quarante ans, le clan Somoza fait régner sa loi sur le Nicaragua. Le fondateur de la dynastie, Anastasio Somoza, était devenu chef de la garde nationale mise sur pied par les Etats-Unis vers les années 30 à la suite d'une intervention des « marines » dans les affaires du pays. C'est lui qui organisa en 1934 l'assassinat de Cesar Sandino, le chef révolutionnaire qui avait mené la lutte de guérilla contre les envahisseurs américains. En 1936, se jugeant assez fort, « Tacho » Somoza fomente un coup d'Etat, s'ouvrant ainsi la voie à un règne sans partage jusqu'à son assassinat vingt ans plus tard. Son fils Luis lui succède d'abord à la présidence. Depuis 1967, c'est un autre de ses fils, le général Anastasio Somoza Debayle, dit « Tachito », qui assure et la continuité du nom et celle du régime fort instauré par son père. D'ailleurs, chaque fois qu'il s'efface du devant de la scène pour tenter de donner le change et de sauvegarder les apparences de la « légalité », le général Somoza ne lâche pas le commandement de la garde nationale, seule force armée du pays, conservant de la sorte le pouvoir réel entre ses mains.

Au Nicaragua, l'omnipotence de la famille Somoza ne se traduit pas seulement sur le plan politique, elle se reflète également dans les domaines économique et, bien sûr, militaire. Tout événement est utilisé par les maîtres du pays pour renforcer encore davantage leur emprise : on l'a vu notamment lors du tremblement de terre qui dévasta Managua dans la nuit du 24 décembre 1972 et qui permit au chef de la garde nationale de reprendre en main la direction des affaires de l'Etat en se proclamant d'autorité président du comité d'urgence créé pour la circonstance. Après s'être taillé une nouvelle Constitution sur mesure, il s'est fait réélire le 1er septembre 1974 à la magistrature suprême pour un nouveau mandat de six ans (1). Epaulé par le parti libéral, le général Somoza tire cependant l'essentiel de son pouvoir du soutien sans réserve de la garde nationale dont il demeure le chef suprême. Equipée et entraînée par les Etats-Unis, cette force armée dispose de quelque sept mille hommes pour une population d'un peu plus de deux millions d'habitants. Choyée par le chef de l'Etat, la garde nationale s'est vu accorder au fil des ans maints privilèges la liant directement et de plus en plus étroitement à la famille dominante, dont elle reste le meilleur et le plus fidèle garant.

S'inspirant des mêmes principes que les Somoza au Nicaragua, le général Alfredo Stroessner gouverne d'une main de fer la République du Paraguay depuis 1954. Coincé au cœur de l'Amérique du Sud entre deux géants — le Brésil et l'Argentine, — coexistant tant bien que mal avec son troisième voisin — la Bolivie, — le Paraguay a connu une histoire jalonnée de guerres terriblement meurtrières pour faire respecter son intégrité. Le culte du militaire y est soigneusement entretenu et il n'est pas étonnant que son évolution depuis l'indépendance ait été marquée par la présence à sa tête d'hommes forts, sinon de dictateurs de célèbre mémoire comme José Gaspar de Francia et Francisco Solano Lopez au siècle dernier.

ARRIVE au pouvoir en août 1954 à la suite d'un coup d'Etat classique contre le président Federico Chaves, le général Stroessner a inauguré une nouvelle dictature et n'a jamais desserré son étreinte sur ce pays de deux millions et demi d'habitants. S'appuyant sur une armée d'environ vingt mille hommes, bien entraînés et relativement bien équipés, il gouverne avec le parti Colorado, changeant à sa convenance la Constitution pour se faire réélire sans problème tous les cinq ans. Lors de chaque campagne électorale, il entrouvre un peu les vannes, donne une apparence de liberté d'expression à l'opposition tolérée, laisse ses adversaires reprendre un semblant d'espoir et fait des promesses de libéralisation. Puis, sitôt réélu, il s'empresse de tout oublier et de reconduire l'état de siège, qui est pratiquement de règle dans le pays depuis qu'il est au pouvoir. Une police forte de près de dix mille hommes aide efficacement le général Stroessner à maintenir un « ordre » très particulier, fondé sur la fraude électorale, la corruption, le trafic d'influences et la contrebande — principale activité économique du pays (2).

Les vingt dernières années ont été marquées parfois par des tensions assez vives entre l'Etat et l'Eglise. A plusieurs reprises, l'épiscopat a dénoncé les abus, les exactions, les tortures et la répression dont sont victimes les adversaires du général Stroessner. Mais chaque fois, après des éclats ponctués d'excommunications et de suspensions de messes, les relations du dictateur et de l'Eglise finirent plus ou moins par s'améliorer. Dans ce pays maintenu dans un état de sous-développement chronique, le général Stroessner est sans doute l'un des derniers représentants du « caudillisme » traditionnel, où le règne sans partage d'un seul homme sert de loi à tout un peuple.

J.-C. B.

(1) Cf. *le Monde diplomatique*, décembre 1974.

(2) Cf. *le Monde diplomatique*, septembre 1974.

ARGENTINE

Puissance économique et parti politique

Par FRANÇOIS GEZE
et ALAIN LABROUSSE *

SUR les quinze chefs d'Etat qui se sont succédé en Argentine entre 1930 et 1973, onze furent des généraux : Uriburu, Justo, Rawson, Ramirez, Farell, Peron, Lonardi, Aramburu, Ongania, Levingston, Lanusse.

Cela ne signifie pas pour autant que l'armée argentine soit le type même de l'armée de pronunciamiento. Bien au contraire : c'est l'absence d'un grand parti de droite au service *de l'oligarchie qui l'a amenée à jouer un rôle* politique. Jusqu'en 1943, la puissance économique des grands propriétaires terriens est telle en effet qu'ils ne se sentent pas le besoin de structurer un parti pour la faire prévaloir. De 1946 à 1955, sous les deux premiers gouvernements de Peron, l'extraordinaire développement de l'appareil d'Etat limite encore la marge d'action des partis politiques. Entre 1955 et 1970, les deux grands « partis » de l'Argentine sont la C.G.T. et les forces armées.

C'est entre 1870 et 1880 que naît l'armée *professionnelle argentine. Jusque-là, les militaires* avaient été les instruments des luttes intestines qui, depuis l'indépendance, opposaient la province de Buenos-Aires à celles de l'intérieur. En 1879, le général Julio Argentino Roca, grâce à une armée formée à la prussienne, à l'utilisation de la carabine Remington et du télégraphe, massacra les Indiens du sud-est et de l'ouest de la Pampa et ouvrit les 80 000 km2 de la Patagonie à la colonisation. L'armée, à travers la personne de son chef rentrant en triomphateur à Buenos-Aires, devint alors l'incarnation du pouvoir centralisateur de l'Etat et de l'unité nationale.

Jusqu'en 1930, elle s'en tient à son rôle de rempart de l'Etat bourgeois : elle réprime dans le sang les manifestations ouvrières du 1er mai en 1905 et 1909, la grève des travailleurs de la métallurgie en 1919 (la « semaine sanglante »), la révolte des ouvriers agricoles de la Patagonie en 1921, au prix de milliers de morts.

Mais en 1930, le coup d'Etat d'Uriburu, qui mit fin au gouvernement des radicaux représentant les classes moyennes et rendit le pouvoir à l'oligarchie terrienne, marqua l'en*trée en scène politique de l'armée. Parallèlement*, cette dernière était amenée à jouer un rôle grandissant sur le plan économique.

Les Fabriques militaires

L'HISTOIRE des Fabriques militaires commence en 1923, lorsque les forces armées réclament, dans une perspective purement professionnelle, le développement de secteurs industriels de base leur permettant d'assumer techniquement les tâches de la défense nationale. Alors qu'il n'existait dans le pays qu'une aciérie de caractère semi-artisanal, la première fabrique militaire d'acier fut créée en 1935 ; puis, en 1936, la fabrique de munitions d'artillerie de Rio Tercero, etc.

Ces entreprises sont réunies en 1941 au sein de la Direction générale des fabrications militaires (D.G.F.M.). Peron encouragera leur développement. En 1947, le général Savio lance un « plan sidérurgique » qui dépasse de beaucoup les simples besoins techniques de l'armée : il vise à accroître le rôle des investissements de l'Etat dans les secteurs stratégiques du développement économique. Il propose en particulier la formation d'une société mixte, SOMISA, en vue de développer la production nationale d'acier. Mais la politique du gouvernement péroniste, qui sacrifie l'industrie lourde à l'industrie légère productrice de biens de consommation, ne coïncide pas avec les projets de l'armée. Il faudra attendre de longues années pour que le « plan sidérurgique » porte ses fruits. Cependant, SOMISA produit aujourd'hui près de la moitié de l'acier argentin (et le quart des besoins de l'industrie) et se place au quatrième rang des entreprises argentines pour les ventes (164 millions de dollars annuellement).

En 1975, les Fabriques militaires constituent un des groupes industriels les plus importants du pays. Outre SOMISA, la D.G.F.M. contrôle quatorze entreprises employant douze mille civils sous la direction d'une cinquantaine de militaires. Elles fabriquent plus de mille sept cents produits différents : acier, produits chimiques, matériel de télécommunications, armements, etc. Leur production, pour 90 %, est destinée à un usage civil.

La D.G.F.M. détient également une participation importante dans sept sociétés mixtes contrôlant des industries de base, en association avec des capitaux privés nationaux et étrangers.

Mais la puissance économique de l'armée ne repose pas seulement sur la D.G.F.M. Depuis 1955 — et cette tendance s'est accélérée à partir de 1966 — un nombre croissant de militaires (estimé à trente mille en 1970) occupent des postes dans l'administration des entreprises d'Etat les plus importantes du pays : Y.P.F. (pétrole), SEGBA (électricité), ENTEL (téléphones), etc. Enfin, les monopoles argentins et étrangers — soucieux d'avoir leurs entrées au niveau de l'appareil d'Etat — confient de plus en plus volontiers des postes de direction à des généraux ou amiraux qui abandonnent alors le service actif. On estimait en 1970 que quelque deux cent soixante-dix officiers supérieurs étaient ainsi devenus P.-D.G. de grandes entreprises, le plus souvent étrangères.

L'armée est donc, en Argentine, à la tête d'une véritable puissance industrielle. Mais loin d'utiliser cet atout pour jeter les bases d'un développement économique indépendant, elle participe de la politique de l'appareil d'Etat qui, depuis 1955, consiste à approvisionner les entreprises monopolistes en produits finis bon marché ou à leur céder le terrain : les Industries mécaniques de l'Etat (IME), qui fabriquaient des automobiles et des tracteurs, ont ainsi été démantelées en fonction des besoins de l'industrie automobile de capital étranger ; la compagnie nationale d'aviation Aerolineas Argentinas a perdu le monopole du transport aérien et a dû céder la majorité de ses vols à l'intérieur du pays à Austral, contrôlée par des capitaux américains. L'armée argentine reste donc idéologiquement liée aux centres de domination impérialiste.

Tutelle américaine et sources d'équipements

COMME toutes celles du continent, les forces armées argentines sont membres du SIS (Système intercontinental de sécurité) et ont souscrit au TIAR (Traité interaméricain d'assistance réciproque). Entre 1950 et 1969, plus de deux mille officiers ont suivi un entraînement anti-guérilla aux Etats-Unis ou à Panama. En 1970-1971, le total des dons et ventes d'armements de la part des Etats-Unis à l'Argentine se montait à plus de 50 millions de dollars. Là comme ailleurs, il existe une communauté d'intérêts entre les forces armées argentines et l'impérialisme américain.

Mais l'aide militaire accordée par les Etats-Unis à l'Argentine est relativement moins importante que celle qu'ils fournissent à des pays comme le Brésil ou le Chili. Cette situation particulière résulte d'une volonté d'indépendance de la part de l'armée argentine qui, d'une part, découle de son exceptionnelle capacité de production industrielle et, d'autre part, de la décision prise par les Etats-Unis de faire du Brésil un satellite privilégié, relais de leur pénétration sur le continent. Des réticences se sont manifestées en particulier à partir de 1964 : l'Argentine fut l'un des dernier pays d'Amérique du Sud à signer le pacte militaire avec les Etats-Unis relatif au Programme d'assistance militaire (PAM). Dès sa mise en application, celui-ci *se heurta à* l'hostilité de la majorité des officiers, qui en refusaient les conditions (contrôle exercé par la mission américaine à Buenos-Aires sur le matériel livré, restrictions à l'égard de son utilisation, dépendance technologique). En 1967, le refus des Américains de livrer cinquante chars « Bulldog » à l'Argentine — alors qu'une centaine de ces derniers sont

* Auteurs d' « Argentine, révolution et contre-révolutions », à paraître aux Editions du Seuil.

rendait illusoire l'analyse de classe traditionnelle, essentiellement *économiciste* et *interne* à un Etat, qui conduit aux catastrophes de type Chili. Jamais les intérêts de la bourgeoisie nationale chilienne ne pouvaient se refléter dans le corps des officiers chiliens puisqu'il n'existait plus de bourgeoisie nationale. La tentative de l'Unité populaire fut en fait de *recréer* une bourgeoisie nationale à partir de l'ouverture d'un marché populaire intérieur et d'obtenir en même temps que ses intérêts se reflètent dans l'armée. Mais les réserves de temps et d'argent n'étaient pas suffisantes pour mener à bien cette manœuvre volontariste de reconstitution d'un populisme des années 30, 40 ou même 50. L'abstention de l'armée chilienne en 1970, considérée comme un quasi-coup d'Etat de gauche par certains, n'était qu'une abstention. L'entrée des militaires au gouvernement en octobre 1972, considérée comme le ralliement de l'armée au projet réformiste de l'U.P., n'était pour l'écrasante majorité du corps des officiers qu'une prise de gage en attendant le moment opportun pour une intervention de droite. Le marxisme des P.C. a ainsi joué pour l'Amérique latine le rôle d'une théorie empiriste à moyen terme, aujourd'hui complètement remise en cause par l'intégration et la transnationalisation croissante du capital financier.

L'ère transnationale

APRES la fin du boom de la guerre de Corée, il y a, comme on dit, « *épuisement du modèle de développement industriel par substitution des importations* ». C'est aussi la fin, à plus ou moins long terme selon les pays, des bourgeoisies nationales à éclipses. La domination politique et militaire exclusive des Etats-Unis restreint le jeu politique et unifie les stratégies d'investissement. Le retour de l'Europe, dans le courant des années 60, ne change rien car il se fait au moment où l'intégration économique transatlantique est déjà avancée. L'illusion du nationalisme anti-impérialiste est un instrument politique de domination sur les couches populaires. Une série de coups d'Etat servent à régler leur compte aux régimes de front populaire, ou assimilés, dès le début de la « guerre froide ». Les dictateurs, issus de ces coups d'Etat, disparaissent ensuite avec la « détente ». Mais ces péripéties ne modifient pas la tendance générale vers un nouveau type d'articulation impérialiste.

Les fractions dirigeantes des Etats latino-américains se réorganisent donc comme elles l'ont toujours fait pour répondre, à leur manière, à la nouvelle demande du système. L'Alliance pour le Progrès représente le type même de la « doctrine » américaine de transition : un simple épisode *idéologique*. En s'appuyant sur les restes de la « bourgeoisie nationale » de l'époque antérieure, on propose un non-sens accepté notamment par le président chilien Frei : un développement transnational basé sur l'élargissement du marché interne, c'est-à-dire la mise en tutelle des « bourgeoisies nationales », sans renonciation à l'alliance populiste et aux réformes agraires. Projet mort-né, on voit se conjuguer l'idéalisme des libéraux rooseveltiens et l'illusionnisme khrouchtchevien pour maintenir en vie pendant cette période le mythe de la bourgeoisie nationale. La seule partie réalisée du programme concerne la modernisation des armées, partout reprofessionnalisées autour de l'entraînement anti-guérilla. Quand, en 1969, M. Nelson Rockefeller fait le bilan, on décide de compléter le dispositif par l'aide aux polices, pour déboucher sur le nouveau projet articulé au Brésil. Réduction massive du marché populaire et concentration de la production transnationale vers une *collection* de marchés étroits très intenses, associés dans l'ALALC (Association latino-américaine de libre commerce) et qui permettent l'absorption d'une technologie avancée et déjà amortie au centre du système impérialiste. Cette formule exige une répression continue et féroce des couches populaires et la poursuite de l'expansion au niveau mondial.

La critique de la position marxiste traditionnelle conduit une école « néo-marxiste » latino-américaine issue du développementisme et des théoriciens de la dépendance (Quijano, Cardoso) à mettre au contraire l'accent sur la prédominance du facteur impérialiste. La plupart des coups apparaissent dès lors comme « *made in Washington* », l'appui de la « cause externe » sur la « cause interne » étant de toute façon assuré par l'existence, à l'intérieur de chaque pays, d'une fraction de bourgeoisie dominante complètement assimilée à la bourgeoisie transnationale et ayant renoncé clairement à un projet de développement proprement national. Cette école, qui s'est développée surtout à partir d'une réflexion sur le coup d'Etat brésilien de 1964, conduit, au Brésil, à une réinterprétation globale de toute la séquence historique depuis les années 30. La seule révolution bourgeoise authentique est celle qui est menée au Brésil depuis 1964, et c'est une révolution bourgeoise non nationale, purement impériale, la seule qui soit pensable aujourd'hui. Ce mode de pensée sert de cadre également à la définition critique du régime militaire de Lima, du régime militaire de Panama, et du régime militaire de Quito. Selon cette thèse, les militaires plus ou moins progressistes de ces trois capitales ne feraient que refléter, de manière adaptée au faible niveau de développement des rapports de production capitalistes dans ces trois derniers pays, la stratégie de l'impérialisme basée partout sur le contrôle des champs de lutte de classes par les militaires autochtones. L'inconvénient de cette théorie est qu'elle ne laisse plus de place aux luttes locales des classes exploitées contre les fractions de la bourgeoisie dans la définition de la conjoncture.

Malgré les efforts des Américains et la « doctrine Nixon », les conditions optimum d'une généralisation du modèle brésilien n'ont pas été réalisées partout. La junte issue du coup de 1968 au Pérou en est restée au moment dépassé de l'Alliance pour le Progrès et pratique une réforme agraire que plus personne ne lui demande de faire. Allende éliminé, les bases d'un régime brésilien sont jetées par la terreur ; mais le petit Chili ne pourrait mener à bien ce projet qu'en association, or la crise est là et la zone andine meurt. Le retour de Peron en Argentine, pour désamorcer le mouvement révolutionnaire naissant, est bien aussi efficace que l'avènement de Pinochet et permet une répression policière qui laisse l'armée en réserve. C'est à ce stade de réarticulation inégalement abouti selon les Etats que survient la crise générale actuelle. Les armées qui ont presque partout un pouvoir visible ou direct sur l'Etat sont aujourd'hui toutes « progressistes » au sens américain, c'est-à-dire qu'elles ont été éduquées depuis vingt ans dans l'idéologie *de la croissance du P.N.B. grâce à l'intégration au système mondial*. Si cette croissance n'est plus possible dans ces conditions, sauf pour les pays pétroliers (Venezuela, Equateur), les putschistes de type « brésilien » vont vers des échecs économiques et sociaux graves qui risquent d'entraîner leur institution vers des tâches répressives de plus en plus féroces, à moins que l'option « tiers-mondiste », voire socialiste, retrouve de la vigueur comme pendant la crise des années trente.

ALAIN JOXE.

FORCES MILITAIRES ET PARAMILITAIRES EN AMÉRIQUE LATINE *

Pays	Population	Effectifs FM : Forces militaires PM : Forces paramilitaires	Dépenses consacrées à la défense (millions de dollars) (1974)	P.N.B. (estimation 1973 en milliards de dollars)
Argentine.	24 640 000	FM : 135 000 PM : 19 000 Gendarmerie : 11 000	1 286	71,8
Bolivie ..	5 460 000	FM : 24 000 PM : 5 000	35	1
Brésil ...	104 670 000	FM : 208 000 PM : 150 000	1 207	63,3
Chili	10 430 000	FM : 60 000 PM : 30 000	213	18,3
Colombie .	23 950 000	FM : 63 200	117	11
Cuba	9 110 000	FM : 116 500 PM : 10 000 hommes de la sécurité de l'Etat 3 000 gardes-côtes 200 000 miliciens	290	4,5
Républ. Dominicaine ..	4 550 000	FM : 15 800 PM : 10 000	36	2,3
Equateur .	6 960 000	FM : 22 300 PM : 5 800	52	2,6
Mexique .	56 380 000	FM : 82 000 armée régulière 250 000 conscrits	423	50
Paraguay .	2 760 000	FM : 14 900 PM : 8 500 (forces de sécurité)	19	1
Pérou	15 370 000	FM : 54 000 PM : Garde civile	226	8,2
Uruguay .	3 040 000	FM : 21 000 PM : 22 000	61,1	2,7
Venezuela.	11 730 000	FM : 39 500 PM : 10 000 (Garde nationale)	337	16,2
El Salvador	3 900 000	FM : 5 130 PM : 3 000		1,262
Guatemala	5 640 000	FM : 11 200 PM : 3 000		2,480
Guyana .	790 000	FM : 2 000 PM : 2 250		0,281
Haïti	5 290 000	FM : 6 550 PM : 14 900		0,602
Honduras.	2 870 000	FM : 9 600 PM : 2 600		0,856
Nicaragua.	2 110 000	FM : 7 100 PM : 4 000		1,073
Costa-Rica		PM : 5 000		
Panama ..		PM : 11 000		

* Sources : *The Military Balance 1974-1975*, International Institute for Strategic Studies, Londres.

HAITI

Dix-sept ans d'éclipse

LA lutte d'Haïti pour se libérer de l'Europe, qui fut à la fois la plus longue et la plus sanglante mais aussi la première en Amérique latine, donna naissance à une armée omnipuissante dans l'Etat. Pendant des décennies, Haïti fut, selon le sociologue Alfred Métraux, « un camp retranché perpétuellement en état d'alerte ». Des armées de mercenaires, les « cacos », erraient partout dans ce petit pays des Caraïbes et les coups d'Etat militaires, victorieux ou non, se succédaient presque chaque mois.

Depuis dix-sept ans, la famille Duvalier a réussi ce qu'aucun autre gouvernement n'avait pu faire, du moins pendant une période de temps aussi longue : tenir les forces armées en échec. Ce fut en partie grâce à l'habileté légendaire de feu Papa Doc, mais surtout grâce à la création d'une milice privée, les fameux Volontaires de la sécurité nationale (« tontons macoutes »). En théorie, forces militaires et para-militaires font partie d'un « binôme peuple-armée » — équilibre utopique selon lequel les macoutes (le peuple) empêcheront l'armée de s'emparer du pouvoir.

En réalité, les forces armées d'Haïti, créées par les « marines » américains pendant leur occupation du pays (1915-1934) et fortes de quelque six mille hommes ont subi des humiliations constantes pendant la « révolution duvaliériste » bien que ce soit l'armée qui ait porté François Duvalier au pouvoir en 1957. Privées d'armes et de munitions, elles ont dû s'effacer devant les V.S.N., estimés à quelque huit mille hommes et femmes armés qui imposent leur loi dans le pays au nom du dictateur qui faisait et défaisait à son gré généraux et colonels.

Cependant, depuis la mort du « Sublime maquisard » en 1970, les forces armées régulières ont progressivement recouvré leur pouvoir traditionnel. Quelques semaines après l'événement, les trois grands responsables régionaux des V.S.N. étaient limogés. Un peu plus tard, en décembre 1971, le régime mettait formellement les V.S.N. sous le contrôle de l'armée, tout en déclarant que cette milice fanatique (bien que mal équipée) restait le pilier du régime. Un jour de fête dédié aux V.S.N. a même été institué : lors de sa première célébration, le 29 juillet 1972, le jeune président Jean-Claude Duvalier affirmait devant une foule de « macoutes » rassemblés face au palais : « Vous êtes la base du système, vous avez fait du duvaliérisme une force invincible et invaincue. »

BIEN que les V.S.N. conservent leur rôle privilégié de soldats défenseurs du régime, surtout en province, ils ont été effectivement remplacés dans les grandes villes par un corps d'élite de l'armée — les Léopards — créé en mai 1971 à l'instigation de Washington pour lutter contre « la guérilla, les envahisseurs et la subversion communiste ». *Il s'agissait ainsi de faire oublier la fâcheuse réputation d'un régime haï, que les Etats-Unis avaient néanmoins soutenu en tant que rempart contre le « communisme » dans une zone géo-politique particulièrement sensible.*

Par le truchement des Léopards, les Américains ont repris leurs livraisons de matériel aux forces armées haïtiennes après une suspension de dix ans. D'anciens « marines », employés d'une société officieuse de Miami, Aerotrade, ont formé et équipé ce corps d'élite. A l'exception de quelques bourses d'études, l'influence de la France, qui cherche à rivaliser avec Washington à Haïti, reste pratiquement nulle dans le domaine militaire.

Officiellement le « binôme » reste valable. Mais de véritables batailles opposent parfois les V.S.N. aux Léopards, comme ce fut le cas à Pétionville, banlieue de Port-au-Prince, en mai 1974, où les affrontements firent plusieurs morts. Quant aux responsables de l'armée, ils restent les fantoches de la famille Duvalier qui a, en fait, « macoutisé » l'establishment *militaire.*

POURTANT, les forces armées d'Haïti, pays le plus pauvre de toute l'Amérique latine, demeurent le grand véhicule de la mobilité sociale. Leur influence ne cesse de croître et l'on s'interroge maintenant sur leur attitude à la mort de Mme Simone Duvalier, la puissante veuve du dictateur défunt, lorsque les querelles intestines entre les héritiers de Papa Doc éclateront au grand jour. Des milliers d'exilés haïtiens de gauche comme de droite voient aujourd'hui dans le coup d'Etat militaire le seul moyen de briser la dictature et d'ouvrir le pays à des changements profonds.

GREG CHAMBERLAIN.

promis aux *Brésiliens* — met le feu aux poudres. L'armée argentine se retire alors du PAM et lance le « Plan Europa », destiné à la libérer de la tutelle américaine en matière d'approvisionnement d'armes.

Un accord est ainsi passé avec la France pour la construction en Argentine de cent chars AMX-13 par les Fabriques militaires ; un autre avec l'Allemagne, pour le montage de deux sous-marins. Ces productions, ainsi que celles de véhicules blindés, de matériel de communications, d'équipement naval, se font en collaboration avec des entreprises contrôlées par des capitaux européens comme IKA-Renault, ASTARSA (groupe Schneider), Fiat-Concorde, Siemens, Philips, etc. Une mission militaire française, supervisant le montage des AMX-13 et l'entraînement des pilotes des Mirage III récemment acquis, s'installe de façon permanente.

Certains secteurs militaires ne verront pas d'un mauvais œil, à partir de 1973, le projet de « renégociation de la dépendance » de Peron et de son ministre de l'économie Bert Gelbard, projet qui tendait à privilégier les investissements de capitaux en provenance de la Communauté européenne et des pays socialistes afin de limiter la pénétration américaine. La mission militaire américaine sera d'ailleurs priée de quitter le pays.

Au service de la bourgeoisie

CETTE tolérance à l'égard du projet Peron-Gelbard se justifiait d'autant plus que les sept dernières années de gouvernement sans partage des militaires se soldaient par un échec total. Mais, en fait, cela faisait dix-huit années que les militaires, directement ou indirectement, assumaient la responsabilité de la politique argentine.

En 1955, l'aile la plus réactionnaire et fascisante de l'armée, derrière le général Aramburu et le contre-amiral Rojas, avait assuré « la remise en ordre du pays » pour préparer le terrain au gouvernement Frondizi (1958-1962) qui devait se faire l'instrument de la politique de la bourgeoisie monopoliste liée à l'impérialisme américain. Les velléités de certains secteurs de l'armée, entre 1955 et 1958, de revenir au schéma agro-exportateur d'avant 1930 avaient avorté, mais ces mêmes milieux continuèrent cependant d'exercer une influence, en imposant, en particulier, la présidence de Guido après le coup d'Etat de 1962. Mais ils seront progressivement supplantés par le secteur « moderniste » qui se renforce à l'ombre de la nouvelle fraction hégémonique des classes dominantes. Cette opposition trouve son aboutissement dans la « guerre des communiqués » qui met aux prises les « colorados » (secteurs favorables à l'oligarchie agraire) et les « azules » (favorables à la bourgeoisie industrielle monopoliste) en 1962 et 1963. Elle se traduit même par des affrontements armés qui consacrent la victoire définitive des « azules ».

Ces derniers, dont les leaders sont les généraux Ongania et Lanusse, renversent en 1966 le président Illia, après l'avoir tenu, pendant trois ans, sous une stricte surveillance. Jusqu'en 1969, le ministre civil Krieger Vasena sera l'artisan de la politique économique en faveur des monopoles américains et européens. Quant à Ongania, militaire borné et fascisant, il sera chargé de contenir, par une répression sans failles, la rébellion des secteurs populaires : ce sera l'époque de la censure imposée à toute l'activité intellectuelle, de l'usage généralisé de la torture, des escadrons de la mort, des enlèvements...

Mais la montée des luttes populaires et la nouvelle politique de l'impérialisme consistant à investir massivement au Brésil provoquent l'échec de la politique économique de Krieger Vasena. Le général Lanusse — membre d'une famille qui possède d'immenses intérêts dans tous les secteurs économiques — prend les choses en main. Il fait déposer Ongania en 1970, puis son successeur, Levingston, en 1971, qui se sont révélés incapables de définir une politique de rechange.

Sous Lanusse, l'armée ne continue à exercer la fonction du « maintien de l'ordre » que pour préparer une solution politique permettant, d'une part, de freiner le mouvement de masse et, d'autre part, de chercher un élargissement de la base sociale du gouvernement afin de renégocier avec les Etats-Unis les conditions de la dépendance. Dans cette perspective, le gouvernement Lanusse pratique une politique internationale apparemment contradictoire avec son idéologie et dont le but est de renforcer la position de l'Argentine face au Brésil et aux Etats-Unis : établissement de relations commerciales avec la Chine communiste, rapprochement avec Cuba, rencontre avec Salvador Allende, offensive de charme en direction du Pacte andin. Sur le plan intérieur, il prépare le retour à la démocratie qui aboutit à l'élection triomphale d'Héctor Campora, le 11 mars 1973. L'habileté de Peron, l'enthousiasme de la Jeunesse péroniste, les espoirs que placent les masses dans la politique du vieux leader font cependant que l'armée est débordée et perd une bataille. Mais elle ne tarde pas à obtenir, le 13 juillet 1973, que Peron se débarrasse de Campora et qu'il réprime avec plus de vigueur l'aile gauche de son propre mouvement. Lorsqu'il meurt, le 1er juillet 1974, la législation répressive qu'il a fait adopter ne le cède en rien à celle de la dictature militaire. Mais, pas plus que celle-ci, il n'a pu apporter de solution à la crise de structure de la société argentine, et la bataille menée contre l'encerclement brésilien semble bien avoir été perdue.

Les options de 1975

L'ECHEC du troisième gouvernement péroniste, la montée des luttes ouvrières, l'offensive des groupes de guérilla semblaient impliquer, dès le mois d'août 1974, un retour des militaires au pouvoir. Mais ces derniers savent que dix-huit années de dictature ont considérablement terni leur image de marque et que leur retour sur le devant de la scène pourrait refaire l'unité du mouvement péroniste et des forces de gauche.

Pour certains observateurs, cette attitude attentiste serait en fait le résultat d'un compromis à l'intérieur d'une armée passablement divisée et dont l'anticommunisme est le seul ciment. Quatre tendances existeraient parmi les militaires : 1) Les « nationalistes », partisans d'un projet populiste à la « péruvienne », dont le leader serait le général Carcagno, ex-commandant en chef de l'armée de terre, limogé par Peron en janvier 1974. La Jeunesse péroniste comme le parti communiste, après avoir misé sur ce secteur, en sont aujourd'hui à reconnaître qu'il est extrêmement minoritaire. 2) Un deuxième secteur représenté par l'ex-général en chef Leandro Anaya qui démissionna le 13 mai, pourrait être qualifié de « légaliste ». Conscient du discrédit du gouvernement péroniste, il chercherait à promouvoir une solution de rechange : par exemple, favoriser la victoire des radicaux au cours des élections générales de 1977. 3) Un troisième groupe appuie le projet néo-fasciste du gouvernement péroniste actuel. A sa tête, le commandant en chef de l'armée de l'air, le général Fautario, et surtout le nouveau général en chef, Alberto Numa Laplane. 4) Enfin un dernier secteur, dont le leader serait le général en retraite Lopez Aufranc, viscéralement antipéroniste, préconiserait un coup d'Etat « à la chilienne », afin d'écraser tout vestige d'opposition.

Mais il semble qu'il ne faille pas surestimer ces contradictions qui ont surtout trait aux moyens à employer, dans la perspective d'une même fin : comme au Chili ou en Uruguay, écraser toute manifestation de l'agitation ouvrière qui se durcit, on l'a vu récemment encore après l'annonce, début juin, d'une augmentation des prix qui dépasse 40 %.

Le projet majoritaire à l'intérieur des forces armées était initialement de laisser au gouvernement et à sa police, sous les ordres du ministre du « bien-être social », Lopez Rega, la responsabilité d'une répression qui, pour être efficace, doit utiliser des méthodes « sales » comme les escadrons de la mort (A.A.A.), la torture, etc. L'armée, se donnant une image « nationaliste », aurait pu ensuite apparaître comme un facteur d'ordre, d'unité et de paix aux yeux d'une population lassée de la violence.

Mais cette stratégie semble vouée à l'échec. En février dernier, l'armée a déjà été contrainte d'intervenir dans la région de Tucuman, non seulement contre les groupes de guérilleros de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple), mais surtout contre le prolétariat des plantations de sucre, afin d'écarter tout risque de grèves durant la récolte. Dans l'ensemble du pays, l'agitation ouvrière persiste et le problème de la guérilla n'a pas été réglé.

Dans ces conditions le degré d'intervention de l'armée va dépendre de la vigueur des oppositions : il est possible que si la classe ouvrière et la gauche n'apparaissent pas assez fortes et unies pour présenter une alternative révolutionnaire, elles représenteront cependant un danger suffisant pour justifier aux yeux de l'armée une répression sanglante. Les militaires pourront alors compter sur la bureaucratie syndicale de la C.G.T. péroniste, qui ne cesse de montrer son désir de partager le pouvoir avec l'armée.

FRANÇOIS GEZE et ALAIN LABROUSSE.

L'aide des Etats-Unis aux forces armées

Par MICHAEL T. KLARE *

La sécurité intérieure et l'influence économique et politique

DEPUIS l'arrivée au pouvoir de M. Fidel Castro en 1959, les investisseurs américains sont obsédés par ce que John Gerassi appelle *la Grande Peur* — c'est-à-dire la crainte de voir un mouvement révolutionnaire balayer l'Amérique latine et abolir ainsi le système séculaire qui permet aux firmes américaines de s'enrichir aux dépens du reste de l'hémisphère (1). Entre 1960 et 1970, le gouvernement américain a dépensé 1 milliard de dollars pour contrecarrer l'insurrection contre l'ordre établi, mais la « grande peur » demeure. Dans son rapport adressé au président Nixon en 1969, M. Nelson Rockefeller lançait un avertissement :

« *La montée dans l'hémisphère occidental de frustrations nées de la pauvreté et de l'instabilité politique pousse un nombre croissant de personnes à faire des Etats-Unis un bouc émissaire et à rechercher des solutions marxistes à leurs problèmes socio-économiques. Pour l'instant, il n'y a qu'un Castro dans les vingt-six nations de l'hémisphère ; il pourrait bien y en avoir d'autres dans le futur. Et un Castro sur le continent, soutenu militairement et économiquement par le monde communiste, représenterait une menace des plus graves pour la sécurité de l'hémisphère occidental, et poserait un problème extrêmement difficile à résoudre pour les Etats-Unis.* » (2).

A une époque où le conflit indochinois occupait la première page des journaux, l'avertissement de M. Rockefeller n'eut guère de retentissement dans l'opinion publique. Néanmoins, ses conclusions et ses avis furent reçus avec une attention considérable au Pentagone et au quartier général du commandement sud (Southcom), dans la zone du canal de Panama, spécialisé dans la lutte antisubversive.

En accord avec les modifications imposées à la stratégie politico-militaire américaine par la guerre du Vietnam (3), les plans stratégiques du Pentagone pour l'Amérique latine excluent une présence militaire américaine trop visible. L'accent est mis au contraire sur une aide et des programmes de formation discrets et de faible coût destinés à renforcer le pouvoir politique des élites militaires locales, et sur la capacité des forces indigènes à *vaincre les mouvements de guérilla*. Cette stratégie — coordonnée avec une politique de guerre économique et de renseignement politique — a été systématiquement appliquée par les autorités américaines au Chili, et sera certainement le support d'interventions futures dans d'autres nations du tiers-monde (4).

Développement et ordre

LA nouvelle stratégie américaine part du postulat selon lequel aucun progrès économique et social durable n'est possible dans un climat d'instabilité. Il existe donc ce que l'ancien assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines, M. Charles A. Meyer, appelle « *un rapport très étroit entre les perspectives de réussite des réformes sociales et économiques et de réalisation des objectifs du développement, et un nécessaire degré de sécurité et de stabilité intérieures* » (5). La politique américaine cherche à préserver cet équilibre délicat en encourageant des réformes limitées dans le domaine du commerce et des investissements, tout en finançant les forces de l'ordre.

La politique américaine présume de plus que, dans l'atmosphère instable de pays en voie de rapide modernisation, les gouvernements démocratiques ne sont pas toujours capables de maintenir le dosage prescrit de développement et de stabilité. Peu de nations latino-américaines, suggère M. Rockefeller, « *sont dotées de systèmes économiques et sociaux suffisamment évolués pour nourrir un système démocratique cohérent* ». Pour un grand nombre de ces sociétés, par conséquent, « *le problème est moins celui de la démocratie ou de son absence que, tout simplement, celui de la manière de fonctionner dans l'ordre* » (6). Dans certains pays, explique-t-il, les forces armées se sont trouvées dans la nécessité de prendre le pouvoir afin d'assurer le maintien de l'ordre public, et les Etats-Unis devraient faire abstraction des « *désaccords philosophiques qu'ils peuvent avoir avec certains régimes* » et soutenir les dictatures militaires qui contrôlent aujourd'hui les deux tiers des pays de la région. Si nous surmontions nos préjugés à l'égard des dictatures militaires, ajoutait-il, nous découvririons qu' « *un nouveau type de militaire apparaît sur le devant de la scène (...), prêt à adapter sa tradition autoritaire aux objectifs du progrès économique et social* » (7).

C'est une notion que les sociologues américains ont été les premiers à avancer au début des années 60 : la structure disciplinée des armées modernes est un atout dans les pays sous-développés où des institutions civiles capables et efficaces sont lentes à se développer. « *Cela est particulièrement vrai,* écrivait le professeur Lucien Pye, de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT), *dans des pays qui doivent faire face à une insurrection ou une subversion grave* », où « *il peut être vital que l'armée prenne en charge de nombreuses fonctions civiles et même agisse, dans certaines régions, en tant qu'organe principal de gouvernement* » (8).

La thèse de Pye est devenue partie intégrante de la politique de défense des Etats-Unis dans l'hémisphère, et c'est une des clés de voûte de la « doctrine » enseignée aux officiers latino-américains dans les écoles militaires des Etats-Unis et de la zone du canal.

Le principal organisme par l'intermédiaire duquel le Pentagone décide de l'armement, de l'organisation et de la doctrine stratégique de l'*establishment* militaire latino-américain est le Programme d'assistance militaire (MAP). Les origines de ce programme, selon le professeur *Edwin Lieuwen, de l'université* du Nouveau-Mexique, « *remontent à la seconde guerre mondiale, quand Washington commença à créer des missions militaires pour combattre la menace de subversion fasciste et nazie* » (9). En application du prêt-bail (1940), les armées latino-américaines reçurent des armes et de l'équipement en échange du libre accès pour les Etats-Unis aux matières premières stratégiques de la région et du droit d'utiliser certaines bases aériennes et navales.

Suspendue dans l'immédiat après-guerre, l'aide militaire à l'Amérique latine reprend de plus belle, avec l'intensification de la « guerre froide ». En application de la loi de sécurité mutuelle de 1951, des fonds furent débloqués pour la modernisation des armées latino-américaines dans l'intérêt de la « *défense de l'hémisphère* » contre toute attaque extérieure (c'est-à-dire soviétique). En 1959, par exemple, l'assistant au secrétaire à la défense, M. Charles H. Shuff, déclarait devant une sous-commission du Congrès que « *la menace la plus tangible à la sécurité de l'hémisphère est l'activité sous-marine dans la mer des Caraïbes et le long des côtes de l'Amérique latine* » (10).

Cependant, après la victoire de la guérilla à Cuba, la « révolution » devint la préoccupation principale des stratèges américains. Lorsque le président Kennedy entra en fonctions en 1961, la justification de l'assistance changea rapidement : « *La base de l'aide militaire à l'Amérique latine passa brutalement de la défense de l'hémisphère à la sécurité intérieure, de la protection des côtes et de la guerre anti-sous-marine à la lutte contre les guérillas communistes de type Castro* », écrit Lieuwen (11).

Des fonds destinés à l'entraînement et à l'équipement contre-insurrectionnels furent pour la première fois mis à la disposition des armées latino-américaines en 1963 et, en 1967, les trois quarts de tous les subsides accordés par le MAP étaient consacrés à des programmes de sécurité intérieure. Cette année-là, le secrétaire à la défense, M. Robert S. McNamara, déclara devant le Congrès que « *l'objectif numéro un du Pentagone en Amérique latine est d'aider, là où cela est nécessaire, au développement continu de forces militaires et paramilitaires locales capables d'assurer, en liaison avec la police et les autres forces de sécurité, la sécurité intérieure nécessaire* » (12). Depuis, ces priorités continuent de déterminer les programmes du MAP.

Ventes d'armes en progression

L'AIDE du MAP à l'Amérique latine atteint un sommet en 1966, avec 73 millions de dollars. Elle n'a cessé de décroître depuis, le Congrès ayant commencé à être sensible d'abord à la montée de l'opposition à la guerre du Vietnam, ensuite à l'inquiétude face aux problèmes économiques nationaux. Il en est résulté une baisse de l'influence du Pentagone auprès des chefs militaires de l'hémisphère, et les fabricants d'armes européens sont parvenus à vendre dans la région des chasseurs à réaction modernes ainsi que d'autres armes. Pour regagner une partie du terrain perdu, le Pentagone a mené une vigoureuse campagne en faveur de l'augmentation des ventes d'armes américaines en Amérique latine.

Les ventes d'armes, tout comme les crédits d'aide militaire, sont conçues comme un important instrument de pression sur les armées du tiers-monde ; au fur et à mesure qu'une nation acquiert un armement sophistiqué, elle accroît sa dépendance en ce qui concerne la formation des cadres, la fourniture de pièces de rechange, l'assistance technique que seul le vendeur est en mesure de fournir. Les ventes d'armes sont aussi un aspect important des efforts des Etats-Unis pour s'assurer la loyauté et le soutien des élites militaires d'Amérique latine — dont de nombreux membres cherchent à acquérir les chasseurs modernes et autres armes qui symbolisent à leurs yeux la richesse et la puissance nationales (13).

Dans ses efforts, l'administration de Washington a dû affronter un groupe de parlementaires qui, afin de décourager les dépenses militaires excessives des pays sous-développés, ont imposé des restrictions sévères aux ventes d'armes à l'Amérique latine. En application du paragraphe 4 de la loi sur les ventes militaires à l'étranger, le Pentagone se voit interdire de financer la vente de « *systèmes perfectionnés d'armement* » à la plupart des pays du tiers-monde, tandis que le paragraphe 33 limite le total des formes d'aide militaire à l'Amérique latine (à l'exception de la formation) à 100 millions de dollars par an (ces deux restrictions pouvant être levées si le président décide que la sécurité nationale des Etats-Unis est en jeu).

L'administration républicaine a mené une vigoureuse campagne pour faire annuler ces restrictions. Concédant que les sénateurs étaient avant tout motivés par le désir d'empêcher une coûteuse course aux armements dans le tiers-monde, l'assistant au secrétaire d'Etat Meyer soulignait la futilité de ce genre de restrictions en mettant en avant les achats massifs d'armes européennes par les pays d'Amérique latine : « *La conséquence à long terme de nos restrictions paternalistes, et même condescendantes, sera l'acquisition d'articles encore plus coûteux, entraînant des coûts d'entretien plus élevés, et détournant des ressources financières plus considérables des besoins civils.* » (14.)

En dépit de ces manœuvres, le Congrès s'est jusqu'à présent refusé à revenir sur sa politique en matière de ventes d'armes. En décembre 1974, aucune des restrictions essentielles mises aux ventes en direction de l'Amérique latine n'avait été levée, bien qu'on s'attende à une certaine libéralisation des conditions de crédit et du plafonnement des exportations. En attendant, le gouvernement a adopté des mesures provisoires qui permettent un accroissement des ventes d'armes dans l'hémisphère. Le 18 mai 1971, le président Nixon informait le Congrès qu'il jouerait — aux termes du paragraphe 33 c) de la

* Membre du North American Congress on Latin America (NACLA, Berkeley, Californie) et « associate fellow » de l'Institut Transnational (Amsterdam) ; auteur de *War Without End : American Planning for the Next Vietnams* (Knopf, 1972).

(1) Cf. John Gerassi. *The Great Fear in Latin America*. Macmillan. New-York, 1963.
(2) Nelson A. Rockefeller. « Quality of life in the Americas » *Department of State Bulletin*, 8 décembre 1969, p. 507.
(3) Cf. « La stratégie militaire après le Vietnam », *le Monde diplomatique*, mars 1974.
(4) Cf. *Latin America & Empire Report* du NACLA, janvier et octobre 1973, et juillet-août 1974.
(5) Charles A. Meyer, « U.S. Military Assistance Policy Toward Latin America », *Department of State Bulletin*, 4 août 1969, p. 101.
(6) Rockefeller, *op. cit.*, p. 515.
(7) *Ibid.*, pp. 502, 515.
(8) Lucian W. Pye : *Military Development in the New Countries*. Centre d'études internationales du MIT, polycopié, 1962, p. 31.
(9) Edward Lieuwen : « The Latin American Military », audience de la commission des affaires étrangères du Sénat sur l'*Examen de l'Alliance pour le Progrès*. Congrès des Etats-Unis, Government Printing Office, Washington, D.C., 1969, p. 113.
(10) Audience de la commission budgétaire de la Chambre des représentants sur les *Crédits pour la sécurité mutuelle pour 1960*, 86e Congrès des Etats-Unis, 1re session, 1959, p. 736.
(11) Lieuwen, *op. cit.*, p. 115.
(12) Audience de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants sur la *Loi sur l'aide étrangère de 1967*, 90e Congrès des Etats-Unis, 1re session, 1967, p. 117.
(13) Pour plus de détails, voir : *Le Commerce des armes avec le tiers-monde*, Institut International de Recherches pour la Paix de Stockholm (SIPRI, Stockholm, 1971), et Michael T. Klare : « The Pentagon Bleeds the Third World » dans *The Progressive*, juin 1974, pp. 21-25.
(14) Meyer, *op. cit.*, p. 102.

BOLIVIE

Les profondes divisions d'une armée de mercenaires

Par JAIME PAZ ZAMORA

« NOUS voulions une patrie grande pour tous... mais nous avons été trahis », s'écrie le jeune lieutenant au moment de donner l'ordre de se replier à la troupe qui, quelques heures auparavant, s'était emparée du palais présidentiel et des autres édifices publics situés sur la place Murillo, centre historique de La Paz. La scène se passe le matin du 5 juin 1974. Le militaire appartient au groupe des officiers qui, sous la direction de « l'état-major central des jeunes officiers » (Estado Mayor Central de la Oficialidad Joven), se sont soulevés contre le gouvernement Banzer. Son programme reflète les aspirations du secteur de gauche des forces armées : démission du président Banzer, démission du haut-commandement, démocratisation du pays par la voie électorale.

Si finalement le général Banzer sort victorieux de cet affrontement, c'est quand même la première fois depuis 1971, date de sa venue au pouvoir, qu'un secteur des forces armées met en question son régime, avec déploiement de troupes et de tanks. Démonstration claire de la profonde division qui existe à tous les niveaux de l'institution militaire.

Pour comprendre ce processus de désagrégation, il faut remonter aux événements du 9 avril 1952. A cette date, la vieille armée professionnelle est chassée du pouvoir par une insurrection populaire armée qui le donne au Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.). La Bolivie se transforme en un pays de miliciens. Trois ans plus tard, les milices ouvrières et paysannes comptent encore soixante-dix mille hommes en armes. Des anciens officiers, il ne reste que quelques groupes réduits qui, couverts par le parti au pouvoir, constituent sa « cellule militaire ». C'est à partir de cette cellule militaire, alliée à la direction du M.N.R., que se reconstituent presque subrepticement les actuelles forces armées boliviennes. De leur côté, les Etats-Unis font dépendre leur collaboration financière de la réorganisation prioritaire des forces armées. C'est pour eux le seul moyen efficace de freiner le développement menaçant du mouvement populaire et de restaurer un statu quo favorable à leurs intérêts.

En juillet 1953, le décret qui rétablit l'armée professionnelle et décide de la réouverture du collège militaire est promulgué. En tant que « représentant armé » des classes qui participent au processus révolutionnaire, il se compose de la manière suivante : 50 % d'éléments appartenant à la classe moyenne, 30 % à la classe ouvrière, 20 % au monde paysan...

Edifier un Etat néo-colonial

MAIS la véritable réorganisation n'a lieu qu'à partir de 1956 avec la présence de la « mission militaire nord-américaine ». *Les Etats-Unis ont pour objectif la construction* d'une force armée mercenaire capable de devenir la base, l'axe de pouvoir d'un Etat néo-colonial moderne. La nouvelle armée se conforme ainsi à la stratégie de la « défense continentale » à l'intérieur du schéma des « frontières idéologiques ». Les programmes de « guerre antisubversive » et d' « action civique » constituent la base de l'entraînement et conditionnent la fourniture du matériel militaire et la distribution géographique des unités. A partir de 1962, les élèves sortis du collège militaire sont entraînés dans la zone du canal de Panama. Les programmes d' « action civique » seront l'instrument adéquat pour la pénétration de l'armée et de ses conseillers dans les campagnes. Sur cette base et s'appuyant sur la « cellule militaire » du M.N.R., le général Barrientos est candidat à la vice-présidence de la République, aux côtés du président Paz Estenssoro. Les forces armées sont donc déjà prêtes pour jouer leur propre rôle politique, en tant que parti armé installé dans l'appareil de l'Etat. La campagne électorale est dirigée à partir de la Caserne centrale suivant les directives du colonel Fox, attaché militaire nord-américain. Les garnisons militaires deviennent des secrétariats électoraux. Devenu vice-président, le général Barrientos renversera le président Paz Estenssoro le 4 novembre 1964.

Sur les quatre gouvernements militaires qui vont se succéder, ceux de Barrientos et de Banzer se distinguent par la similitude de leurs objectifs et de leurs méthodes, à quelques détails près. Lors de la montée au pouvoir de Banzer en 1971, la lutte de classes est devenue particulièrement aiguë et le régime militaire brésilien est en mesure d'imposer concrètement une politique hégémonique à l'échelle du continent. Les deux régimes ont donc pour objectif de réprimer le mouvement populaire et de favoriser le développement d'une nouvelle bourgeoisie au service des intérêts de l'impérialisme. Ils veulent édifier un Etat néo-colonial soutenu par une armée de mercenaires. Leurs méthodes politiques : la répression sous toutes ses formes. Leurs conseillers et leurs *pourvoyeurs de fonds : les Etats-Unis d'Amérique*.

L'essence mercenaire du régime et la manière dont il exerce le pouvoir expliquent les contradictions à l'intérieur de l'armée bolivienne. Aux officiers qui acceptent pleinement cette situation s'opposent parfois des groupes presque toujours minoritaires qui, conscients de la nécessité d'un changement profond, tentent de récupérer l'institution armée pour le bénéfice de la nation tout entière. En outre, face à ceux qui contrôlent directement le pouvoir et disposent de ce fait de l'argent de l'Etat, des crédits, du trafic d'influences et des « *pourboires* » *des entreprises étrangères*, d'autres officiers aspirent également à profiter de ces « circuits d'abondance ». Ainsi, chaque secteur de la bourgeoisie dépendante en formation possède ses propres « hommes de confiance » à l'intérieur du « parti politique en uniforme ». Autres facteurs de discorde : l'écart de générations qui sépare les « vieux casques d'acier » de l'ancienne armée, aujourd'hui colonels et généraux, et les jeunes officiers formés depuis 1952. Il ne s'agit pas seulement de différences de mentalité ou de capacité professionnelle, mais aussi et surtout de salaires et de possibilités financières...

Les gouvernements des généraux Ovando (septembre 1969-octobre 1970) et Torres (octobre 1970-août 1971) représentent, en revanche, la convergence des secteurs patriotes des forces armées et du mouvement populaire qui défendent un programme nationaliste et démocratique. Le général Torres, qui se situe à la gauche d'Ovando, s'empare du pouvoir au moment où celui-ci est pratiquement renversé par une droite où Banzer exerce déjà son leadership.

Les jeunes officiers n'ont pas renoncé

LE mouvement des jeunes officiers apparaît au grand jour, lors du coup d'Etat manqué du 5 juillet 1974. Il s'agit d'officiers diplômés depuis 1952 dont les chefs sont lieutenants-colonels ou commandants. Parmi eux, Raoul Lopez Leitori et Gari Prado Salmon, qui jouissent d'une grande réputation dans l'armée. Lopez est lié à certains secteurs paysans par le biais des programmes mis au point par les forces armées dans les campagnes. Quant à lui, Prado est mondialement connu pour avoir *fait prisonnier « Che » Guevarra, et l'avoir* remis immédiatement aux instances supérieures de l'armée.

Bien que hétérogène, ce mouvement défend des positions qu'on peut qualifier généralement de progressistes, et orientées à gauche, à l'intérieur de l'institution militaire. Il s'élève contre le caractère *mercenaire de l'armée, la* corruption du haut commandement et de la présidence, et la menace qui pèse sur l'intégrité territoriale du pays. Il se déclare en faveur des libertés démocratiques, du développement industriel et de l'indépendance économique et politique de la Bolivie. S'il émane bien de la nouvelle génération, il n'est toutefois pas représentatif de tous les jeunes officiers. Cependant, à plus ou moins brève échéance, il cherchera sans doute à imposer ses critères.

Jusqu'à maintenant, le général Banzer n'a pas seulement réprimé brutalement le peuple, mais il a réussi à couper court de manière efficace à toute tentative de subversion au sein des forces armées. Les différents secteurs militaires qui lui sont opposés, en particulier celui du mouvement des jeunes officiers, sont désormais convaincus que les soulèvements dits d' « intimidation » ou de « pression » sont condamnés à l'échec et que seule une *opposition violente à l'intérieur des forces* armées viendra à bout du régime Banzer. Pour être victorieux, l'affrontement doit trouver un appui immédiat au sein du mouvement populaire : le souvenir du 9 avril 1952 hante à nouveau les casernes...

BIBLIOGRAPHIE

● Alfonso Camacho Pena : Les militaires dans la politique bolivienne, dans Fuerzas Armadas, Poder de Cambio (œuvre collective), Tiempo Nuevo, Caracas, 1971.

● Guillermo Bedregal : Los militares en Bolivia. Edit. Juventud, La Paz, juillet 1971.

● Paz Estenssoro Victor : Mensaje del Presidente de la Republica al H. Congresso Nacional. Edit. Burillo, La Paz, 1956.

● United States Army : Area Handbook for Bolivia. The American University Press, Washington D.C., 1963.

loi sur les ventes militaires à l'étranger — de son pouvoir de lever le plafond de 100 millions de dollars imposé aux transferts d'armes vers l'Amérique latine, en arguant que des ventes accrues étaient vitales pour la sécurité nationale. Deux mois plus tard, le 5 juin, le président annonça qu'il invoquerait à nouveau la sécurité nationale pour autoriser la vente de chasseurs supersoniques F-5E à l'Argentine, au Brésil, au Chili, à la Colombie et au Venezuela.

Grâce à l'assouplissement des conditions de crédit et à une grande campagne promotionnelle américaine, les gouvernements d'Amérique latine sont en train d'effectuer des achats records de matériel militaire américain. Le total des ventes d'armes à l'Amérique latine est passé de 114 millions de dollars pendant l'année fiscale 1970-1971 à 228 millions de dollars pendant l'année fiscale 1972-1973, et l'on s'attend à des ventes beaucoup plus considérables dans la décennie à venir, car plusieurs gouvernements ont entrepris de moderniser leurs forces aériennes. Les principales commandes en ce domaine sont, d'après des sources industrielles (15) :

— Celles du Brésil, qui achètera trente-six chasseurs *Northrop* F-5E « Tiger » et six avions d'entraînement F-5B, pour un total estimé à 100 millions de dollars ;

— Celles du Chili, qui a commandé dix-huit F-5E et seize avions d'attaque rapprochée (lutte antiguérilla) Cessna A-37, aux termes d'un contrat de 72 millions de dollars ;

— Celles du Pérou, qui a récemment commandé vingt-quatre A-37 et s'est montré intéressé par l'acquisition de vingt-quatre F-5E (le gouvernement américain doit encore approuver le contrat concernant les F-5E) ;

— L'Equateur et le Venezuela, qui disposent de revenus pétroliers, envisagent tous deux l'achat d'un nombre important de F-5E.

La formation des experts

LE principal instrument de la politique des Etats-Unis en Amérique latine, après la fourniture d'armes et de matériel, est le programme de formation militaire. Ces dernières années, les deux tiers sinon plus des dépenses du MAP ont été consacrés à ce domaine. La formation est aussi la principale activité au jour le jour des officiers américains versés dans les groupes de conseil et d'assistance militaire (MAAG) et dans les missions militaires.

Les Etats-Unis ont mis en train trois programmes de formation destinés au personnel militaire latino-américain : 1) la formation « sur place », assurée par les MAAG et des « équipes mobiles de formation » ; 2) la formation technique, à l'Ecole militaire des Amériques (USARSA) et dans d'autres écoles militaires situées dans la zone du canal de Panama ; 3) la formation supérieure dans des écoles militaires spécialisées aux Etats-Unis. De 1950 à 1972, le département de la défense a assuré la formation de soixante et un mille trente-deux officiers et soldats latino-américains, aux Etats-Unis et à Panama (parmi eux, sept mille cinq cent soixante-dix-huit Brésiliens, quatre mille neuf cent trente-deux Chiliens et cinq mille sept cent quatre-vingt-cinq Péruviens (16) qui « *sont les futurs dirigeants* », selon l'expression de l'ancien secrétaire à la défense, M. Robert McNamara (17).

Comme on peut s'y attendre, le contenu de ces programmes de formation insiste sur la double préoccupation américaine du développement et de la sécurité interne (cours en « développement intérieur et action civique », « contre-insurrection », « contre-insurrection urbaine », et « opérations de sécurité intérieure » (18). Une telle formation « *représente un investissement particulièrement productif* », d'après l'amiral Ray Peet, directeur du MAP, car elle « *renforce les relations amicales avec les militaires de pays alliés ou amis, et suscite le sentiment d'une finalité commune, ce qui donne aux Etats-Unis une position d'influence* » (19). Cet investissement est tenu pour particulièrement remarquable en Amérique latine, où on ne compte pas moins de cent soixante-dix diplômés de l'USARSA parmi les chefs de gouvernement, ministres, généraux en chef, chefs d'état-major ou directeurs des services d'espionnage.

L'influence des Etats-Unis s'exerce en outre par l'intermédiaire des MAAG et des missions militaires qui opèrent dans dix-sept nations d'Amérique latine. Ces groupes, qui comprennent de cinq à quatre-vingt-dix hommes, sont responsables du contrôle des programmes d'équipement et de formation du MAP, des négociations concernant les ventes d'armes, et de la propagation de la politique et de la doctrine militaire américaine. Compte tenu de la diminution des subsides du MAP, de nombreuses équipes MAAG ont été converties en représentants de commerce des fabricants d'armes américains qui cherchent à faire des affaires dans la région. Dans plusieurs pays, le personnel des MAAG travaille aussi en étroite collaboration avec des officiers supérieurs à la conception et à l'exécution d'opérations anti-insurrectionnelles ; et dans certains cas — comme au Chili récemment — ils aident les chefs militaires locaux à préparer le renversement de gouvernements de gauche.

Pendant plus de trente ans, les Etats-Unis ont été la puissance hégémonique en Amérique latine et la doctrine militaire américaine a dominé les plans stratégiques conçus par la plupart des armées de l'hémisphère. La situation mondiale ayant évolué, Washington a modifié ses objectifs et les moyens de les atteindre. En dépit de cette souplesse, les dirigeants militaires latino-américains sont de plus en plus conscients de l'aspiration de leurs concitoyens à une indépendance plus grande, tant dans le domaine économique que diplomatique ; et, dans divers pays, les forces armées sont devenues un des principaux porte-parole du nationalisme. C'est pourquoi les Etats-Unis auront de plus en plus de difficultés à dominer les « establishments » militaires de la région ; même dans certains des régimes les plus autoritaires et les plus anticommunistes, on voit apparaître une résistance grandissante à l'hégémonie américaine.

MICHAEL T. KLARE.

(15) Cecil Brownlow : « Latin American Market to Grow » dans *Aviation Week and Space Technology*, 25 novembre 1974, pp. 16-17.

(16) *Données sur l'aide militaire et les ventes militaires à l'étranger*. Département de la défense (Washington, D.C., 1973), p. 13.

(17) Audience de la commission budgétaire de la Chambre des représentants sur les *Crédits concernant les opérations à l'étranger pour 1963*, 87e Congrès des Etats-Unis, 2e session, 1962, première partie, p. 359.

(18) « USARSA Catalog » dans le *Latin America & Empire Report* du NACLA, mars 1974, pp. 26-27.

(19) Audience de la commission budgétaire du Sénat sur les *Crédits pour l'aide étrangère pour 1974*, 93e Congrès des Etats-Unis, 1re session, 1973, deuxième partie, pp. 1131-2.

Au Chili comme en Uruguay cinquante ans de coopération avec la bourgeoisie

Les mythes de l'"apolitisme" et du "progressisme"

Par ALAIN LABROUSSE

SUR un continent où le putsch militaire est la manière la plus courante de changer de régime, voire de gouvernement, le Chili et l'Uruguay constituaient, jusqu'en 1973, d'honorables exceptions : depuis 1890, des régimes constitutionnels s'y étaient succédé sans interruption. Seules entorses à cette tradition, les dictatures de Gabriel Terra (1933-1934) et d'Alfredo Baldomir (1941) en Uruguay, qui s'appuyèrent non sur l'armée mais sur la police, et même, dans le cas de la première, sur le corps des pompiers !

On en conclut un peu vite qu'au Chili comme en Uruguay les militaires étaient dans leur majorité « professionnels », « légalistes » et « apolitiques ». C'était lier la notion de politisation de l'armée à celle de coup d'Etat : une armée qui ne faisait pas de coup d'Etat n'était pas politisée. Plus fondamentalement, cela revenait à faire de l'armée une sorte d'institution « neutre », en dehors de la lutte des classes. Perspective qui reste, encore aujourd'hui, celle d'un observateur aussi averti que Joan Garcès, conseiller personnel du président Allende, lorsqu'il écrit *après* le coup d'Etat du 11 septembre 1973 : « *C'est l'existence de forces armées professionnelles par conviction et pratiquant la démocratie qui rendit possible le début d'une expérience révolutionnaire et sa poursuite durant deux ans et demi (1).* »

De telles affirmations semblent au premier abord vérifiées si l'on compare les armées chilienne ou uruguayenne à d'autres armées du continent qui sont divisées en différents secteurs dont chacun appuie une fraction de la bourgeoisie : par exemple la marine, l'oligarchie terrienne ; les blindés, la bourgeoisie industrielle, etc. Mais l'armée peut jouer, d'une autre manière, un rôle politique tout aussi fondamental : celui d'*arbitre* entre les différentes fractions de la classe dominante. On peut même affirmer, dans un cas comme celui du Chili, que l'armée est *d'autant plus politisée* qu'elle n'a pas besoin de recourir à la force pour imposer son arbitrage aux différents secteurs de la bourgeoisie qui se disputent le pouvoir.

L'apolitisme de l'armée chilienne a pris les dimensions d'un véritable mythe, faisant fi des enseignements apportés par cinquante ans d'histoire (2).

Au Chili, le secteur minier — nitrate, puis cuivre à partir du début du dix-neuvième siècle — était propriété exclusive de compagnies étrangères. Une grande partie du revenu des exportations de métal était transférée à l'extérieur, mais ce qu'il en restait revenait à l'Etat sous forme de droits de douane, d'impôts, etc. Des ressources étaient donc disponibles pour des investissements dans des travaux d'infrastructure, dans les services, et même dans le lancement d'entreprises industrielles. Mais encore fallait-il que le pouvoir politique soit contrôlé par une classe capitaliste « moderne », dynamique. Or, comme dans le reste de l'Amérique latine, le pouvoir politique était détenu depuis l'indépendance par l'oligarchie terrienne, classe conservatrice et rétrograde mais qui restait la plus puissante du point de vue économique.

Interventions "légales"

LA bourgeoisie industrielle naissante et les classes moyennes aspiraient à gérer le Chili de façon « progressiste », en fonction des intérêts bien compris de l'ensemble de la bourgeoisie : mais elles restaient impuissantes à s'emparer de l'appareil d'Etat. C'est alors que l'intervention de l'armée se révéla décisive.

L'un des candidats aux élections présidentielles de 1920, Arturo Alessandri, se réclamait d'un programme populiste visant à donner un rôle plus important aux secteurs dynamiques de l'économie et à résorber certaines tensions sociales. L'armée de terre, à l'intérieur de laquelle l'influence des classes moyennes n'avait cessé de grandir, garantit la régularité des élections et permit à Arturo Alessandri d'accéder à la présidence.

Ce dernier ne tarda pas à entrer en conflit avec l'oligarchie terrienne. Le Congrès, où les représentants de ce secteur restaient largement majoritaires, refusait de voter les lois sociales proposées par le nouveau président. Mais le 4 septembre 1924, la présence muette d'un groupe de jeunes officiers en uniforme dans les tribunes du Congrès suffit à inciter les parlementaires à voter en quelques heures dix-huit projets de loi en souffrance depuis plusieurs mois.

(Lire la suite page 14.)

(1) *El estado y los problemas tacticos en el gobierno de Allende*, Siglo XXI, page 23.

(2) Alain Joxe : *Las Fuerzas Armadas en el sistema politico de Chili*, Santiago, 1970.

COLOMBIE

Une "démocratie" fortement militarisée

Par CECILIA CADENA

« JE pense gouverner avec la Constitution en main et avec le bras des forces armées pour la faire respecter » **déclarait l'actuel président de la Colombie, M. Lopez Michelsen, au cours de sa campagne électorale. Dans un pays où l'état de siège a été presque permanent depuis 1948, où chaque gouvernement concède des pouvoirs extraconstitutionnels aux forces armées, l'application littérale de cet engagement mettrait en danger les assises du système. C'est d'ailleurs l'existence d'un Etat très militariste et répressif qui permet paradoxalement à la Colombie de rester cette exception en Amérique latine : une démocratie qui fonctionne formellement.**

Classée parfois aux côtés de l'armée chilienne comme « civiliste et apolitique » par la science politique américaine, l'armée colombienne est en fait « sortie des casernes ». Le corps des officiers, traditionnellement conservateur et profondément anticommuniste, s'est toujours opposé à toute tentative réformiste.

Les militaires occupent des postes de responsabilité dans l'administration. Ils sont toujours présents au gouvernement, au moins en la personne du ministre de la défense. Ils siègent dans les conseils d'administration des entreprises, des universités, etc. Depuis 1960, le découpage du pays en dix zones militaires donne aux brigadiers de chaque zone un pouvoir qui l'emporte sur celui des autorités civiles. En outre, l'appareil judiciaire est passé peu à peu aux mains des forces armées. Entre 1970 et 1973, la cour de justice militaire a condamné deux cent cinquante-six civils à mille cinq cent trois années de prison au cours de procès tout à fait irréguliers (rapports d' « Amnesty International »).

La militarisation de la police (quatrième arme des forces armées) et la participation de l'armée au maintien de l'ordre se sont accentuées conjointement. Depuis 1958, la répression et le contrôle des populations civiles sont devenus systématiques. Sous le Front national, selon le comité de solidarité aux prisonniers politiques animé par l'écrivain Garcia Marquez, il y a eu quatre mille neuf cent soixante-cinq assassinats parmi les étudiants, les ouvriers et les paysans. Le tribunal Russel, au cours d'une récente session à Bruxelles, a entendu des dépositions de paysans de l'ANUC (Association nationale paysanne) et de représentants du Conseil régional des indigènes, sur la situation dont ils sont les victimes.

Persistance de la guérilla

CE qui caractérise peut-être le plus les forces armées colombiennes, c'est qu'elles sont en opération depuis 1961. Aux prises avec trois mouvements armés, elles optent aujourd'hui pour une riposte massive et coordonnée au niveau de plusieurs régions militaires, sans réussir à remporter des victoires réelles. La lutte armée, qui trouve des racines très profondes dans la paysannerie colombienne, ne peut pas actuellement s'étendre au point d'ébranler à elle seule tout le système, mais elle démoralise et use les forces armées et influence les autres formes de lutte populaire. L'importance des déploiements de forces militaires contraste avec la faiblesse en effectifs et en matériel des groupes guérilleros. La première opération menée en 1964 pour l'extermination des zones d'autodéfense — dites « républiques indépendantes » — a coûté 42 millions de dollars ! neuf bataillons appuyés par de l'aviation ont encerclé et bombardé la région de Marquétalia où vivaient quelques communautés pionnières paysannes armées influencées par le parti communiste. Plus récemment, dans une tentative faite pour éliminer l'Armée de libération nationale (E.L.N.), dix-huit mille hommes ont été mobilisés pendant un mois dans une zone qui devait abriter au plus quelque soixante-dix guérilleros. L'opération aboutit à un échec. Mais la faiblesse des résultats n'est pas due à des raisons militaires : le général Herrera Calderon, ancien commandant de l'armée de terre, reconnaissait dans une conférence de presse le 10 octobre 1973 que la population civile « à aucun moment n'est venue dénoncer les éléments subversifs ».

Avec soixante-dix mille hommes recevant un entraînement et un équipement très perfectionnés, l'armée colombienne est aujourd'hui l'une des plus professionnelles du continent. Des missions militaires étrangères (brésilienne, israélienne, etc.) sont déjà venues s'informer de son expérience dans la lutte anti-insurrectionnelle.

La mission américaine interarmes, qui siège en permanence à Bogota, participe s'il le faut aux opérations militaires, décide de l'entraînement des officiers (aux Etats-Unis ou dans la zone du canal) et de l'achat des armes. Pendant des années, elle s'est opposée à l'acquisition d'armement sophistiqué et à l'approvisionnement hors des Etats-Unis. Ce n'est qu'en 1971 — bien après d'autres pays latino-américains — que la Colombie commande en France quatorze Mirage-V et quatre Mirage-III et en Allemagne deux sous-marins de 1.000 tonnes chacun.

Comme dans toute l'Amérique latine — et surtout depuis le rapport Rockefeller de 1969 — l'effort américain, par le biais de l'Agence pour le développement international (A.I.D.), vise avant tout au renforcement et à la modernisation de la politique militaire. L'entraînement des officiers de police et le dispositif opérationnel de plus de quarante mille hommes sur l'ensemble du territoire font l'objet depuis quelques années d'améliorations constantes. Ainsi que l'indiquait en 1970 M. Roy W. Driggers, chef de la mission américaine de sécurité publique, « la police colombienne est un bon exemple dans la manière d'accepter nos idées ».

Cette militarisation a des conséquences graves sur les finances. La dette publique atteint en 1974 le niveau le plus élevé dans l'histoire du pays : 62,4 milliards de pesos. Le budget de la défense durant le Front national a été de l'ordre de 9 % du budget total, sa ventilation échappant à tout contrôle du législatif. Mais ce chiffre à lui seul ne permet pas de mesurer l'importance des dépenses militaires. L'aide américaine — dont les crédits ont supplanté les dons de l'après-guerre — et notamment le montant des crédits pour l'achat d'armement n'apparaissent pas au budget de la défense : seul le service de ces emprunts est comptabilisé dans la masse du budget de la dette publique.

Enfin, les dépenses de la justice militaire et de la police sont classées sous une rubrique séparée.

Malaise idéologique et revendications matérielles

LE spectre d'un conflit armé avec le Venezuela permet à la bourgeoisie de justifier en partie ces dépenses. Le litige qui oppose les deux pays à propos de la limitation des eaux territoriales dans le golfe du Venezuela, où du pétrole a été découvert, risque de se prolonger très longtemps. L'institution militaire, pour préserver son unité et se refaire une image de « garante de l'intégrité du territoire » n'a nul intérêt à voir aboutir la négociation que les présidents Lopez Michelsen et C. Andres Perez ont amorcée au cours de leur rencontre de décembre dernier.

L'unité idéologique du haut commandement n'est pas non plus à toute épreuve. Sans qu'on puisse parler d'une quelconque « ligne péruvienne », certains militaires s'expriment dans un langage nationaliste et « tiers-mondiste ». Notamment le général Landazabal, qui parle de la nécessité de rechercher un censensus social et de diriger l'effort du peuple vers la conservation de la sécurité nationale. **L'article qu'il a signé récemment dans la « Revue des Forces armées » se termine sur un éloge de Sun Yat Sen. Cette orientation rencontre-t-elle un écho important au sein des forces armées et au dehors d'elles ? C'est la question que tout le monde se pose. Mais l'apparition d'une tendance nationaliste, s'ajoutant au mécontentement des sous-officiers et des soldats, risque de précipiter une solution militaire venant du secteur le plus dur de l'armée.**

Car c'est lui qui reste majoritaire. Il est représenté, par exemple, par le général Matallana, chef du département administratif de sécurité, qui a reçu en 1971 des pouvoirs judiciaires étendus lui permettant de mener ses propres enquêtes, de pratiquer la garde à vue indéfinie, de détenir les témoins, etc. Il accepte déjà très mal certaines tentatives de libéralisation du régime : le non-rétablissement de l'état de siège (levé comme d'habitude à la veille des élections d'avril 1974), l'offre présidentielle d'admistie aux guérilleros (qui a d'ailleurs été repoussée par l'E.L.N. et l'armée populaire de libération [E.L.P.]), le rétablissement des relations commerciales avec Cuba.

Dès son entrée en fonctions, le président avait proclamé l'état d'urgence économique. Il doit faire face à de véritables explosions de colère populaire contre les conditions de vie et en même temps aux revendications économiques des militaires.

Des manifestations ont eu lieu dans la plupart des régions pour protester notamment contre l'augmentation des prix des transports et du pain (100 %). Elles se sont soldées par plusieurs morts et des dizaines de blessés (six paysans ont été tués ainsi le 13 décembre à Puerto-Assis). Comme ses prédécesseurs, le président doit donc faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre, mais il y a, cette fois, le risque de voir s'établir une solidarité entre la population et la troupe, qui souffrent de la même hausse. On voit, en effet, des soldats, des sous-officiers et même des officiers subalternes revendiquer, et même faire des déclarations publiques, pour obtenir une amélioration des soldes.

Face aux divisions du haut-commandement militaire, le président conserve son pouvoir de révocation, comme l'ont montré les événements de mai dernier. Dans une ambiance de rumeurs de coup d'Etat, le président décidait la mise à la retraite d'office de deux chefs d'unités opérationnelles de la capitale, groupant plus de quinze mille hommes. Le commandant en chef de l'armée de terre, le général Valencia Tovar, s'étant étonné publiquement de cette décision, il était alors limogé à son tour. Par ces deux sanctions, le président Lopez frappait deux orientations assez différentes : le général Puyana, du premier groupe, était considéré comme ultra-réactionnaire et catholique intégriste ; le général Valencia Tovar comme un « intellectuel » moderniste.

Ce type de dénouement n'est pas nouveau en Colombie. Déjà, en 1965, le président Guillermo Leon Valencia se débarrassait de son propre ministre de la défense, le général Ruiz Novoa, qui prenait trop d'importance dans le gouvernement. Son successeur, Lleras Restrepo, exige, en 1969, la démission du commandant des forces armées. Les civils paraissent toujours sortir gagnants de ces conflits larvés. En fait, il s'agit toujours de tentatives de rééquilibrage de l'alliance entre civils et militaires dans les moments de crise sociale grave ou dans les phases de réactivation de la guérilla, tentatives qui se soldent, en général, par un retour au statu quo : les militaires respectent le caractère civil du gouvernement, pourvu que les civils respectent le caractère militaire du régime.

(Suite de la page 13.)

Cette intervention « légale » de l'armée en vue de consolider le pouvoir de la bourgeoisie industrielle et des classes moyennes sur l'appareil d'Etat sera une constante de l'histoire chilienne. En outre, de nombreuses tentatives de putsch, en général avortées, suffiraient à montrer que l'armée était loin d'être étrangère aux conflits politiques. A gauche, le soulèvement des quartiers-maîtres de la flotte en 1931 et l'éphémère « République socialiste » du général d'aviation Marmaduke Grove en 1932. A droite, outre la tentative de 1939, on peut citer le soulèvement des militaires du régiment de Tacna en 1969, et surtout le complot contre Allende en octobre 1970 qui aboutit à l'assassinat du général Schneider et qui fut dirigé notamment par le général Viaux.

L'histoire de l'Uruguay offre un certain nombre d'analogies avec celle du Chili. Les militaires y furent, entre 1876 et 1890, les artisans de l'unité nationale et imposèrent la prédominance du mode de production capitaliste. C'est encore l'armée, devenue un corps professionnel, qui, en 1904, écrasa la dernière révolte des propriétaires de l'intérieur, dirigée par Aparicio Saravia, et assura ainsi la suprématie politique de la bourgeoisie urbaine et des classes moyennes de Montevideo, représentées par un mouvement populiste, le batllisme. Celui-ci se maintiendra à la tête de l'Etat durant les cinquante années suivantes.

Tant que l'Uruguay resta « la Suisse de l'Amérique latine », l'armée n'avait aucune raison d'intervenir. En revanche, lorsque la crise profonde qui se manifeste à partir des années 1960 provoque une montée des luttes populaires, on modifie la Constitution afin de renforcer l'exécutif, et c'est un militaire, le général Oscar Gestido, qui est élu en 1966 président de la République. Il passe pour libéral ; il sera néanmoins le premier chef d'Etat uruguayen à envoyer des stagiaires à l'école de police de Washington.

Un bras armé de la bourgeoisie

LORSQUE la police et les carabiniers ne suffisent plus à contenir les manifestations de mécontentement populaire, la fonction des militaires est d'intervenir comme bras armé de la bourgeoisie.

Malgré l'absence de guérilla rurale, le Chili vient au second rang derrière le Brésil pour l'aide militaire reçue des Etats-Unis entre 1964 et 1968. D'après le nombre des militaires entraînés à Panama ou aux Etats-Unis, il figure encore au troisième rang derrière le Pérou et le Brésil. Les Etats-Unis, conscients du poids et de la combativité de la classe ouvrière, avaient donc placé depuis longtemps le Chili au centre de leurs préoccupations. En Uruguay, avant même l'apparition publique des Tupamaros en 1967, près de mille cinq cents officiers avaient suivi des cours anti-guérilla (3). Cependant, ce serait une erreur de croire que les militaires ainsi formés à l'idéologie impérialiste manifestent d'emblée leur hostilité aux réformes et qu'ils adoptent des positions putschistes. Bien au contraire, la stratégie impérialiste à partir des années 60 privilégie les gouvernements populistes civils — du type de la démocratie chrétienne chilienne — dans la mesure où ils permettent de sauvegarder aussi les intérêts de la bourgeoisie.

Il s'agit alors pour les militaires de participer aux tâches du développement et de la « mobilisation sociale ». Ce n'est que lorsque les gouvernements populistes échouent et *risquent d'être débordés* par les masses populaires que l'armée intervient par la violence. La division traditionnelle entre militaires « gorilles » et militaires « progressistes » n'est plus guère de mise, car ce sont les mêmes qui ont été préparés à faire face aux deux termes de l'alternative.

La « trahison » de Pinochet au Chili ne suffit pas à expliquer que l'unité populaire ait été prise de surprise par un putsch de caractère fasciste. On pourrait, en effet, citer des dizaines d'autres officiers qui passaient pour « légalistes » ou « progressistes » et qui y prirent une part active. Ainsi le bombardement du palais présidentiel fut dirigé par le général Magliochetti, homme de confiance du président Allende, qui l'avait nommé ministre des transports dans son dernier gouvernement. Il avait été l'aide de camp de Fidel Castro durant sa visite au Chili et déclarait au cours d'une émission de télévision, quelques jours encore avant le putsch, que le premier ministre cubain était un « *révolutionnaire sincère* ».

Les catégories telles que « démocrates », « *fascistes* », « traîtres », ne sont d'aucun secours pour expli*quer l'attitude de l'armée sous l'unité* populaire. Il convient davantage de situer son évolution à la fois dans le processus de lutte des classes durant ces trois ans, et dans le cadre de la stratégie impérialiste.

Les militaires habituellement qualifiés de « démocrates », comme les généraux Schneider et Prats, furent probablement à l'origine des anticommunistes qui pensaient que l'unité populaire — en dépit de ses proclamations révolutionnaires — ne représentait somme toute qu'un *approfondissement de la tentative* de la démocratie chrétienne pour résoudre la crise de structure de la société chilienne, à l'intérieur du système capitaliste. Après l'échec cuisant du parti d'Eduardo Frei, il fallait donner sa chance à une autre direction populiste qui présentait l'avantage de contrôler les secteurs populaires les mieux organisés et les plus combatifs. Ces militaires veillèrent cependant à ce que l'expérience ne dépasse pas certaines limites.

C'est ainsi *que Prats s'employa*, après la grève patronale d'octobre 1973, à faire restituer à leurs propriétaires les entreprises occupées par leurs ouvriers, comme l'exigeait la démocratie chrétienne. De même, le général Bachelet, nommé à la même époque directeur des services de distribution, enleva aux masses la direction des juntes de distribution et de contrôle des prix (JAP), pour les confier à des officiers de carabiniers.

Cependant, les civils et les militaires fascistes, en faisant assassiner le général Schneider ou en s'attaquant violemment au général Prats à la suite de son intervention contre les tanquistes rebelles du 29 juin 1973, rejetaient ces secteurs de l'armée dans le camp des modérés de l'unité populaire.

Les généraux Pinochet, Bonilla, Urbiña, et d'autres qui, comme Prats, furent longtemps des centristes proches de la démocratie chrétienne, appuyèrent le général en chef tant qu'ils estimèrent que son action était la meilleure garantie contre le « pouvoir populaire ». Lorsque la mobilisation des masses provoquée par l'offensive de la droite parut sur le point de déborder la direction de l'unité populaire et de rendre le processus de marche vers le socialisme irréversible, ils basculèrent dans le camp des putschistes. Il n'y a pas eu trahison de leur part, mais fidélité à une idéologie anticommuniste qui leur était apparue, jusqu'à une certaine limite, compatible avec une attitude « légaliste ».

Si, contrairement aux putschistes chiliens, c'est de manière progressive que les militaires uruguayens ont investi le pouvoir, les mêmes illusions à l'égard de secteurs « progressistes » ou « légalistes » dans leurs rangs, entretenues par des milieux importants de la gauche, ont favorisé leurs menées.

La montée du pouvoir militaire en Uruguay

CE n'est que le 9 septembre 1971 — trois jours après l'évasion de cent six Tupamaros, — que l'armée uruguayenne fut chargée d'assumer la direction de la lutte contre le mouvement de guérilla urbaine, confiée jusque-là aux forces de police. Les vingt mille soldats de l'armée uruguayenne, mal entraînés et mal équipés, n'étaient, jusqu'en 1971, qu'une force d'appoint ; elle reçut cette année-là des fournitures et une aide considérables de la part des Etats-Unis. Dès les premiers mois de 1972, l'armée commence à pratiquer la torture sur une large échelle dans les casernes de l'intérieur du pays et participe à l'organisation des « Escadrons de la mort » qui s'attaquent aux militants de l'ensemble de la gauche.

Le 14 avril 1972, les Tupamaros exécutent quatre membres de ces organisations paramilitaires d'extrême droite, parmi lesquels un officier de marine, Ernesto Motto. L'armée, *qui n'attendait que ce prétexte*, se lance dans une répression féroce : entre avril et septembre 1972, plus de dix mille personnes sont systématiquement torturées. Cette nouvelle « Bataille d'Alger » lui permet de démanteler le Mouvement de libération nationale (M.L.N.).

Mais à peine ce résultat est-il obtenu que les militaires se fixent un deuxième objectif : le contrôle du pouvoir politique. Le personnel politique des classes dominantes s'était en effet montré complètement incapable de contenir non seulement la guérilla, mais aussi le mouvement syndical luttant contre la détérioration du niveau de vie. Certains ont voulu voir dans cette politisation de l'armée le résultat de contacts avec les militants tupamaros emprisonnés dans les casernes, dont les idées nationalistes auraient « contaminé » les militaires. Thèse appuyée par la trêve conclue entre les forces armées et le M.L.N. entre le 30 juin et le 23 juillet 1972.

Sur le plan personnel, de tels *contacts ont effectivement pu jouer* un rôle, mais ils s'intégraient dans un plan plus ambitieux : les informations accumulées par les Tupamaros sur les malversations et les scandales auxquels avait été mêlée la classe politique, et qu'ils livrèrent volontairement à leurs geôliers, fournissaient aux militaires le moyen de la déconsidérer. En même temps, la volonté de lutter contre la corruption et de réaliser des réformes permettait de neutraliser les forces rassemblées dans le Front de la gauche.

C'est ainsi que, le 4 juillet 1972, cinq cent cinquante-neuf officiers décident de refuser le contrôle du pouvoir civil sur leurs tâches de répression et d'enquête contre les politiciens véreux. Le 27 octobre, Jorge Batlle, un des leaders du parti au pouvoir, est arrêté. C'est la droite et le centre qui, au Parlement, mènent l'offensive contre la montée du pouvoir militaire.

L'armée franchit un pas décisif lors du « coup blanc » du 9 février 1973 qui lui permettra de placer le président Bordaberry sous la tutelle d'un conseil militaire. Mais, parallèlement, dans deux communiqués qui portent les numéros 4 et 7, elle avance un plan de réformes : il s'agit de « moraliser » la vie publique, de s'attaquer à la corruption, de réduire les dépenses de l'Etat. Les articles les plus audacieux de ce plan prévoient : « *Une redistribution de la terre en vue de rechercher la production maximale par hectare... de manière à assurer sa propriété à ceux qui la travaillent* » et d' « *accroître la participation des ouvriers à la direction des entreprises* ». Bien que le communiqué numéro 4 se terminât par une vigoureuse profession de foi anticommuniste, il n'en fallut pas plus pour que tout un secteur de la gauche, partis communiste, socialiste et démocrate chrétien, déclare cette intervention militaire « *positive* » et même « *progressiste* ».

Durant la période suivante, la gauche favorisera objectivement le projet des militaires en concentrant ses attaques sur le président Bordaberry et en réclamant sa démission. L'armée peut alors passer à la dernière étape de son plan : dissolution du Parlement et de la grande centrale syndicale C.N.T. Le mouvement populaire et démocratique entame, le 27 juin 1973, une grève générale qui se prolongera durant quinze jours. Le parti communiste, pour sa part, tente vainement de jouer sur les divisions au sein de l'armée.

Malgré cet échec, ce parti n'a cessé depuis de subordonner sa stratégie et celle de ses alliés à l'action d'un secteur « progressiste » des forces armées. C'est ainsi que, lorsque le colonel Trabal fut exécuté fin 1974 à Paris, le parti communiste uruguayen publia un communiqué le qualifiant de « *prestigieux militaire démocrate qui était appelé à jouer un rôle important dans l'avenir du pays* ».

Le cas Trabal

A LA lumière des événements des trois dernières années, on distingue trois courants au sein de l'armée uruguayenne : un secteur ayant choisi de soutenir le pouvoir civil réactionnaire (la marine et certains officiers de l'armée de terre dont le leader était le commandant en chef Chiappe Pose, ami personnel de l'ex-président Pacheco Areco) ; des partisans d'une dictature « dure » à la brésilienne, qui contrôlaient trois des quatre régions militaires placées respectivement sous la direction du général Cristi et des frères Zubia (ce sont eux qui acculèrent Chiappe Pose à la démission en mai 1974) (4) ; enfin les militaires « péruviens », ou « progressistes », dont les plus connus sont les généraux Alvarez et Vadora, et les colonels Trabal et Bolentini. Quoiqu'ils aient eu un rôle important en 1973, les « progressistes » furent également mis en minorité : le colonel Trabal fut « exilé » à Paris, le colonel Bolentini écarté de son poste de ministre de l'intérieur, et le général Vadora envoyé aux Etats-Unis comme attaché militaire (il ne fut rappelé *comme commandant en chef que* lorsque Chiappe Pose fut limogé, mais sa marge de manœuvre fut alors des plus réduites).

On peut remarquer d'abord que les militaires qualifiés de « progressistes » sont en général ceux qui ont joué un rôle décisif dans la lutte contre les Tupamaros et la répression du mouvement populaire. Le général Gregorio Alvarez fut le chef des forces conjointes de la police et de l'armée qui menèrent la brutale répression de 1972. Le colonel Bolentini, ministre de l'intérieur en 1973, eut pour fonction de démanteler les syndicats et de créer un syndicalisme d'Etat. C'est le colonel Trabal, à la tête du service de renseignements de l'armée (SIM), qui planifia la répression contre le Mouvement de libération nationale en utilisant des méthodes sophistiquées mises au point par les Etats-Unis. Le M.L.N. vaincu, les services du colonel Trabal continuèrent, en 1973, à appliquer les mêmes méthodes contre les secteurs de la gauche légale.

Il est vrai que ce sont ces mêmes militaires qui prirent une part active au coup de février 1973 et inspirèrent les fameux communiqués 4 et 7. A diverses reprises, ils maintinrent des contacts avec les secteurs de la gauche. Comment expliquer alors cette contradiction apparente ? Leur fonction pourrait avoir été de désarmer la gauche en entretenant des illusions sur leur volonté de réforme. Cet objectif n'a certainement pas été absent de leur manœuvre en février, et surtout durant la grève de résistance de juin-juillet 1973, au cours de laquelle le ministre de l'intérieur Bolentini maintint des contacts étroits avec la direction de la C.N.T., tandis qu'Alvarez dirigeait la répression. Par la suite, ils publièrent un hebdomadaire, *9 février*, auquel collaborèrent des personnalités proches du parti *communiste*, et dont le

(3) Voir page 12 l'article de Michael T. Klare.

(4) Il semble qu'une fissure se soit d'ailleurs produite à l'intérieur de ce bloc. Elle s'est révélée à l'occasion d'une nouvelle crise entre les forces armées et le président Bordaberry en mai 1975. Les frères Zubia se seraient ralliés à la thèse des Etats-Unis, qui souhaitent des élections avec proscription des partis de gauche, sous contrôle strict de l'armée comme au Brésil. Mais l'échéance de 1976 est trop proche pour un tel projet. Le président Bordaberry, appuyé par le général Cristi, s'efforcerait au contraire de saboter cette solution. L'ambassade des Etats-Unis, voulant maintenir l'image d'un gouvernement « civil », se serait cependant opposée à la destitution du président.

CUBA

L'armée la plus nombreuse étroitement associée au pouvoir

Par JOSE GABRIEL BOST

L'ENTREE de Fidel Castro à La Havane en janvier 1959 marque définitivement la fin de l'armée traditionnelle cubaine (environ trente mille hommes), instrument de l'oligarchie et des intérêts étrangers. La nouvelle armée, issue de la sierra, a mené une guerre de guérilla en même temps qu'une lutte sociale et politique. Un nouveau type de relation est né entre les hommes et ceux qui les commandent. Les grades sont abolis. A quelques très rares exceptions près, les militaires professionnels en sont absents. L'armée manie la pioche et le marteau et s'intègre à l'économie du pays au lieu de le piller. En même temps, chaque Cubain, chaque Cubaine devient un soldat de la révolution avec la création des milices en mai 1959.

Pendant plusieurs années, l'appel aux masses sera constant. Au moment de Playa Giron en 1961 ; lors de la crise des fusées l'année suivante ; à chaque menace de crise, le peuple cubain participe à la défense de l'île. Cet état d'esprit « guérillero » dominera plusieurs années, même si peu à peu l'armée, à travers ses tâches techniques, sociales, politiques, prend une place dominante dans l'organisation de la vie cubaine (elle devient le premier bâtisseur du pays, impose ses méthodes dans l'agriculture) en l'absence de toute institution véritable.

Sur le plan international, plusieurs événements vont jouer aussi dans le sens d'une certaine « professionnalisation » de l'armée ; l'hostilité active des Etats-Unis, la crise des fusées et le désaccord soviéto-cubain qui s'ensuivra, la répétition des invasions, la nécessité de ne pas faire appel à chaque instant aux masses pour ne pas désorganiser l'économie, enfin l'échec des guérillas en Amérique latine, qui culmine en 1967 avec la mort de « Che » Guevara.

Priorité à la défense

« LA nécessité de posséder une puissante défense n'est pas un caprice de la révolution, c'est un besoin que nous impose l'ennemi impérialiste » (Raul Castro, novembre 1974) : cette orientation devient surtout manifeste à partir des années 1968-1969 (visite du maréchal Gretchko, ministre de la défense soviétique), époque à laquelle Cuba se rapproche plus que jamais de l'Union soviétique, qui la fournit d'ailleurs entièrement en matériel militaire de toutes sortes, et où nombre de cadres partent étudier dans les académies militaires.

En 1975, selon les données fournies par l'Institute for Strategic Studies de Londres (1), les forces armées cubaines occupent le quatrième rang en Amérique latine du point de vue de leur importance numérique, après le Brésil, l'Argentine et le Mexique. L'armée régulière proprement dite se compose d'environ cent vingt mille hommes, auxquels il faut ajouter les forces paramilitaires organisées, environ deux cent vingt mille hommes. De ce fait, Cuba possède en réalité l'armée la plus nombreuse du continent.

Ces chiffres, résultat de calculs scrupuleux de l'Institut londonien, restent cependant du domaine de l'hypothèse. La Havane est en effet d'une grande discrétion, considérant toute information sur les forces armées comme un secret d'Etat. Toutefois, curieusement, les très rares informations que l'on peut obtenir de source officielle cubaine concordent avec celles fournies par Londres (certains observateurs à La Havane se demandent si les chiffres anglais sont bien exacts ou si Cuba ne trouve pas intérêt à valoriser des informations erronées pour maintenir le secret).

Les sources occidentales dans la capitale cubaine font pour leur part une réserve : depuis 1970, Cuba a entrepris une profonde réorganisation de ses forces armées, ce qui dans la pratique se traduirait par une réduction substantielle de ses effectifs (fin 1974, Fidel Castro, dans un discours à l'issue des manœuvres militaires « Ayacucho 150 », indiquait lui-même une réduction de 40 % des forces armées — soit cent cinquante mille hommes — depuis 1970, ce qui ramènerait à cent mille les effectifs servant dans l'armée régulière). Parallèlement, l'armée aurait fortement développé et modernisé ses équipements et surtout sa technique, ce qui ferait de Cuba, d'un point de vue qualitatif, la première puissance militaire au sud du rio Grande.

Autre remarque importante, l'armée cubaine a un caractère strictement défensif. Selon la loi qui régit le service militaire général, la population masculine mobilisable (de dix-sept à cinquante ans) s'élève à deux millions six cent mille hommes. Ce chiffre est toutefois théorique, du fait qu'il faudrait en déduire la main-d'œuvre indispensable à la production. D'autre part, le nombre d'hommes en âge de faire leur service militaire actif (de trois ans entre dix-sept et vingt-huit ans) atteint près d'un million cent mille, ce qui reflète de manière plus exacte le potentiel mobilisable en cas de conflit armé : ils peuvent être appelés à n'importe quel moment et remplacés en même temps dans les tâches civiles par une force de travail égale provenant de la réserve. Une fois accompli son service militaire, chaque homme fait partie de la réserve en tant que simple soldat ou sous-officier possédant un certain degré de qualification (même s'il n'a pas accompli son service militaire, puisque la convocation annuelle permet la sélection et le sursis pour les étudiants et les travailleurs considérés comme indispensables dans le civil, il peut, en tant que réserviste, être appelé à tout moment pour accomplir de brèves périodes d'instruction militaire).

Si elles n'ont pas totalement disparu, les anciennes milices nationales révolutionnaires, qui groupaient tous ceux qui étaient prêts à se mettre en uniforme et à fournir un pistolet (en plus du vieux fusil mauser ou de la mitraillette tchécoslovaque un peu plus moderne de 9 millimètres qu'on leur remettait pendant les heures de service), ont été complètement transformées et sont maintenant appelées « unités de temps de guerre ». Ces unités sont composées de citoyens et de citoyennes occupées à des tâches civiles normales, qui suivent chaque année un entraînement militaire leur permettant en cas de conflit de former des détachements immédiatement utilisables.

A la réserve et aux « unités de temps de guerre » (on estime à cent soixante-dix mille hommes le nombre des réservistes, dont dix-sept mille officiers) s'ajoute l' « Ejercito Juvenil del Trabajo ». Cette formation, qui n'est pas exactement une organisation paramilitaire bien qu'elle possède son propre état-major et remplisse surtout des tâches dans le secteur agricole, dépend du ministère des forces armées. Comme dans les autres forces régulières, les jeunes recrues (entre vingt et trente-cinq mille) portent un uniforme, obéissent à la discipline commune et suivent un entraînement militaire parallèlement à leurs activités dans l'agriculture. Entre quarante mille et cinquante mille jeunes gens poursuivent des études universitaires auxquels il faut ajouter près de deux cent cinquante mille élèves de l'enseignement moyen en âge de servir sous les drapeaux. Etant donné l'intérêt porté par le gouvernement à la révolution « scientifico-technique » qui doit transformer Cuba en un pays de rapide développement, aucun de ces jeunes ne se voit obligé d'interrompre ses études. Toutefois, ces derniers temps, afin de ne pas les laisser en marge, des cours d'enseignement et d'entraînement militaires ont été programmés de manière expérimentale dans un certain nombre d'établissements académiques.

La puissance militaire cubaine est conçue de manière qu'elle soit le plus efficace possible. Par tranches : d'abord la force armée régulière, à laquelle s'ajouteraient successivement en cas de conflit la première, puis la seconde réserve, etc. La première réserve est mobilisable dans l'immédiat, la seconde en quarante-huit heures, et ainsi de suite. Selon les estimations les plus courantes, dans un délai de deux jours Cuba peut avoir à sa disposition en cas de guerre trois cent mille hommes bénéficiant d'un armement moderne, d'un entraînement régulier, d'une organisation efficace. Au bout d'une semaine et avec le concours des « unités de temps de guerre », de l' « Ejercito Juvenil del Trabajo », des différentes tranches de réservistes, Cuba compterait plus d'un demi-million d'hommes en armes. Mais le choc d'une agression serait d'abord supporté par les forces armées régulières, mises en alerte chaque fois qu'un événement de politique internationale l'exige.

Organisation traditionnelle

LES forces armées régulières sont organisées de manière traditionnelle : armée, marine, aviation, et cantonnées dans un grand nombre de bases militaires de taille réduite, pour améliorer la capacité défensive de Cuba. Pour leur part, les unités de gardes-frontières, considérées en état de guerre permanente, patrouillent sur terre et sur mer sur tout le pourtour de l'île. Elles se heurtent parfois à des groupes contre-révolutionnaires venant de Floride ou d'une des innombrables petites îles de la zone des Bahamas.

(1) *The Military Balance, 1974-1975.*

colonel Trabal était le correspondant en Europe.

Mais surtout, pour ces secteurs, un régime militaire ne pouvait se maintenir à long terme sans un minimum de consensus populaire. D'où la nécessité d'une organisation corporatiste syndicale, de réformes en faveur des petits propriétaires terriens et d'une vigoureuse campagne nationaliste de caractère démagogique. D'où, aussi, une opposition avec les secteurs partisans d'une dictature civile-militaire ou simplement militaire. Ces divergences se compliquèrent de luttes de personnes et pour le pouvoir. On peut donc dire que, si le général Cristi représente les éléments ultra-réactionnaires de l'armée, des personnalités comme Trabal, Alvarez ou Bolentini représentent, au sens strict du terme, les secteurs fascistes : les plus durs du point de vue de la répression, mais qui cherchent un minimum de soutien populaire.

Il n'est pas exclu que sur ce point des contradictions tactiques existent entre l'impérialisme américain et le Brésil, transformé par le premier en gendarme du cône sud de l'Amérique. Le Brésil, dont les ressortissants ont acquis ces dernières années d'immenses propriétés en Uruguay, appuie les solutions les plus brutalement répressives au service des grands propriétaires terriens. Les Etats-Unis, confrontés aux échecs et à l'isolement international des dictatures chilienne, bolivienne et uruguayenne, cherchent des solutions de rechange plus politiques qui faciliteraient les menées des entreprises monopolistes : Frei au Chili, Paz Estenssoro en Bolivie, etc. En Uruguay, deux solutions sont possibles : un régime civil de droite appuyé par l'armée, mais disposant d'un minimum de consensus populaire. On pourrait dans ce but convoquer à des élections d'où seraient exclus les partis de gauche et mettant aux prises des hommes comme l'ex-président Pacheco Areco et le leader du parti Blanc en exil, Ferreira Aldunate. Une autre solution serait un régime militaire qui apparaîtrait comme « nationaliste ». Il semble que l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Siracusa, milite activement en faveur de la première solution. Le groupe Trabal devait donc écarter d'abord, pour revenir au pouvoir, la solution civile. Il semble que le talentueux colonel avait à cet effet accumulé des informations sur les malversations de ses adversaires politiques et en particulier de l'ex-président Pacheco. D'autre part, ce secteur étant dans une relation de force défavorable face au groupe du général Cristi, il a pu être amené à conclure des alliances tactiques avec certains secteurs de la gauche, afin de revenir au pouvoir, quitte à se débarrasser par la suite d'alliés gênants.

Les partisans de l'ex-président Pacheco, comme ceux du général Cristi, avaient donc intérêt à éliminer l'encombrant colonel, sans que celui-ci puisse être considéré pour autant comme un nationaliste sincère ou un progressiste convaincu.

Invoquer le rôle des militaires péruviens à propos de l'Uruguay n'a d'ailleurs guère de sens. Car si au Pérou les militaires jouent, en s'appuyant sur l'appareil d'Etat, le rôle d'une bourgeoisie nationale quasi inexistante jusqu'en 1969, les tâches de cette dernière ont été réalisées en Uruguay par le batllisme à partir de 1905.

Les seuls militaires progressistes en Uruguay sont ceux qui ont déjà clairement choisi leur camp, comme le général Seregni. Les événements ont montré leur isolement tragique. De même, l'assassinat du général Prats en Argentine réduisit à néant les plans d'un secteur de la gauche chilienne qui reposaient sur l'action d'un secteur « démocratique » de l'armée. Car, comme le remarque un militant de la Gauche chrétienne du Chili : « *L'armée ne se divise que si le rapport de forces est en faveur de la gauche. Plus l'avant-garde révolutionnaire se renforce, plus les possibilités de division de l'armée augmentent* (5). »

ALAIN LABROUSSE.

(5) *Politique aujourd'hui*, janvier-février 1974.

LIRE PAGE 25

Cinéma politique :

L'ANTIMILITARISME A L'ÉCRAN

Le président de la Cour suprême du Chili renonce au poste d'ambassadeur en France

SOUS le titre « Servilité », le numéro de mai du Monde diplomatique consacrait son éditorial à une décision de la junte chilienne, qui avait choisi M. Enrique Urrutia Manzano comme ambassadeur à Paris. L'article rappelait notamment comment ce dernier, président de la Cour suprême, avait accepté de « couvrir assassinats et tortures du manteau de la loi ».

Quelques jours après, M. Enrique Urrutia Manzano a adressé au général Pinochet la lettre suivante :

« Après avoir été honoré par Votre Excellence de la distinction d'assurer la représentation de notre pays auprès du gouvernement de la France, je me suis trouvé devant une situation que je me dois de préciser.

» Dès que la demande d'agrément a été publiquement connue, certains milieux politiques et journalistiques ont lancé de l'étranger une campagne hostile qui ne favorise guère l'harmonie des rapports présents et futurs entre le Chili et la France, ni le prestige de la charge qui est actuellement la mienne.

» En vue d'éliminer même les occasions les plus minimes de porter atteinte à ces bons rapports ou au prestige du haut ministère que j'exerce depuis plus de quarante-huit ans dans notre pouvoir judiciaire, je prie Votre Excellence d'écarter définitivement mon nom en tant qu'ambassadeur du Chili en France. »

A la fin de sa lettre, le président de la Cour suprême exprime sa reconnaissance au chef de l'Etat et au gouvernement « pour l'insigne honneur que l'on a voulu me décerner et que j'avais d'emblée accepté, malgré les sacrifices personnels qui en résultaient pour moi, dans la seule intention de ne pas me soustraire à cette nouvelle charge publique à laquelle on m'appelait ».

Le général Pinochet a aussitôt adressé à M. Enrique Urrutia Manzano la réponse suivante :

« J'ai reçu votre lettre dans laquelle, invoquant votre noble souci de ne pas ternir l'harmonie des rapports entre notre gouvernement et celui de la France, et veillant également, comme vous l'avez toujours fait, au prestige élevé du pouvoir judiciaire chilien, vous déclinez la proposition que vous avait faite le Suprême Gouvernement d'être son représentant, en qualité d'ambassadeur, auprès de la nation française, à laquelle nous unissent des liens etroits de fraternité. Votre décision est un acte qui, une fois de plus, reflète votre patriotique générosité. La noblesse de votre esprit est pour le président de la République un sujet renouvelé d'admiration, en même temps qu'un modèle de désintéressement à une époque où nous étions habitués à voir le plus souvent les hommes et les désirs de notoriété passer avant les intérêts sacrés de la nation et le respect des personnes elles-mêmes. Je comprends et accepte vos raisons, et à la fois vous exprime mes plus sincères remerciements pour l'honneur que signifiait votre acceptation initiale du nouveau sacrifice personnel que l'on vous avait demandé. Lorsque l'on écrira la page d'histoire de ces jours, je suis certain que l'on y inscrira aussi bien votre brillante défense de l'Etat de Droit menacé par le marxisme que votre geste présent, avec le relief qu'ils méritent pour leur émouvant contenu patriotique. »

* * *

D'autre part, M. Jean Ziegler, député au Conseil national suisse, membre de la commission des affaires étrangères, professeur à l'université de Genève, nous écrit :

« En Suisse nous sommes confrontés à une situation plus désagréable encore que celle que vous dénoncez : M. Désidério Garcia Herrera, l'homme que la junte chilienne nous envoie comme son ambassadeur, est un policier au passé chargé. Général de police au Chili, sa conduite, particulièrement brutale, a attiré l'attention du président Frei déjà. Garcia Herrera dut quitter le corps des carabiniers. Il fut mis à la retraite — et s'engagea immédiatement et avec conviction dans l'organisation fasciste clandestine Patria y Libertad. Connu de longue date pour ses convictions nazies et son admiration pour le Troisième Reich allemand, Garcia Herrera fit surface, aux côtés de l'ex-nazi Rauch et d'autres policiers réfugiés au Chili, dès septembre 1973. Il mit en place avec ses collègues l'appareil de répression qui dès septembre devait instaurer la torture, l'exécution sommaire, comme moyens de gouvernement.

» En décembre de la même année Garcia Herrera fut envoyé comme ambassadeur en Suisse où sa fonction essentielle semble être la surveillance des réfugiés chiliens en Europe occidentale. Le 20 mars 1975, le député Villard demande par question écrite des éclaircissements sur le passé douteux et la conduite actuelle de Garcia Herrera. Le 14 mai, le gouvernement fédéral répond d'une façon équivoque, refusant à la fois d'infirmer ou de confirmer les informations contenues dans la question Villard. Le 16 mai, Garcia Herrera envoie une lettre d'insultes à Villard. C'est alors que le 18 juin le plénum du Conseil national, en présence du président de la Confédération, se saisit de l'affaire. La presse suisse et internationale commence enfin à s'intéresser aux agissements présents et au passé lourd de cet envoyé très spécial. Une demande de retrait de l'agrément a été formulée. »

Les forces armées terrestres, divisées en trois grandes armées (armée orientale, armée occidentale, armée centrale, plus quelques petites unités), combinent les tactiques classiques de l'art militaire et les techniques de la guérilla. Leur armement est à peu près le même que celui des troupes des pays membres du pacte de Varsovie (dont Cuba ne fait officiellement pas partie, se voulant un pays non aligné) avec une exception d'importance : l'absence d'armement stratégique et d'armes nucléaires tactiques. L'infanterie est totalement motorisée, l'équipement en tanks, canons auto-propulsés, obus, mortiers, lance-roquettes et canons est abondant. Le fantassin est équipé d'un fusil automatique. La puissance de feu par unité est sans doute supérieure à celle de n'importe quelle armée latino-américaine.

La défense côtière, qui comporte des roquettes terre-mer, est équipée principalement de vedettes rapides lance-torpilles et lance-roquettes avec quelques unités de plus fort tonnage. Rien, cependant, qui excède la corvette ou le contre-torpilleur. L'usage de l'expression « unités de surface » dans le langage officiel indique l'existence possible de sous-marins. Mais aucune preuve ne confirme cette supposition. Il faut cependant noter que l'île possède des installations capables d'abriter des sous-marins. Chaque année entre quatre et six bâtiments soviétiques de ce type font escale à Cuba.

En ce qui concerne l'aviation (la DAAFAR : défense anti-aérienne et force aérienne révolutionnaire), elle est équipée d'avions subsoniques et supersoniques pour la chasse et les bombardements à courte et moyenne distance (MIG 17 et 21 de fabrication soviétique). En dehors des missiles air-air et air-terre, l'aviation possède des bombes conventionnelles et du napalm. La défense anti-aérienne dispose de roquettes longue distance (pendant la crise de 1962, un U-2 américain fut abattu de cette manière), qui constituent l'essentiel du système de défense des villes. Apparemment, l'aviation militaire ne dispose pas de bombardiers.

Sélection et professionnalisation

SEIZE années après le triomphe de la révolution, les forces armées cubaines (dont le ministre, le commandant de division Raul Castro, n'est autre que le propre frère de Fidel Castro — qui reste le commandant en chef) se sont définitivement professionnalisées. Certains grades disparus existent à nouveau. Les uniformes et les casquettes à galons remplacent souvent pour les officiers le traditionnel costume vert olive porté longtemps sans distinction par tous. Les officiers sont sélectionnés de plus en plus rigoureusement selon des critères politiques, militaires, techniques, culturels et moraux. Une large place est faite aux avant-gardes choisies parmi les meilleurs soldats.

Du fait de leur entraînement, de leur spécialisation, de leur préparation, les forces armées ont pris une importance considérable à tous les niveaux de la vie quotidienne. En effet, elles n'assument pas seulement les fonctions traditionnelles de défense ou de sécurité mais, on l'a déjà souligné, elles participent très activement à la production et surtout elles jouent un rôle politique — la plupart des responsables sont des militaires — du fait du lien qui les unit au parti communiste cubain (85 % à 90 % des officiers appartiennent au parti ou à la Jeunesse communiste).

Cette orientation se reflète dans la plupart des articles publiés dans Verde Olivo, *organe des forces armées cubaines, et dans les discours de Raul Castro :* « Ces nouveaux cadres de commandement, ces techniciens et ces ingénieurs préparés solidement dans les différentes disciplines scientifiques exigées par la profession militaire n'ont pas été uniquement formés comme spécialistes militaires dans le sens traditionnel, mais aussi en tant que cadres révolutionnaires du point de vue moral, politique et idéologique, fidèles au socialisme, à la patrie, au peuple et à la classe ouvrière. » *C'est dans le même sens qu'il faut entendre l'adresse du ministre des forces armées aux jeunes communistes en avril 1974 :* « Faire de chaque jeune un étudiant, de chaque étudiant un communiste, et de chaque communiste un soldat de la patrie. »

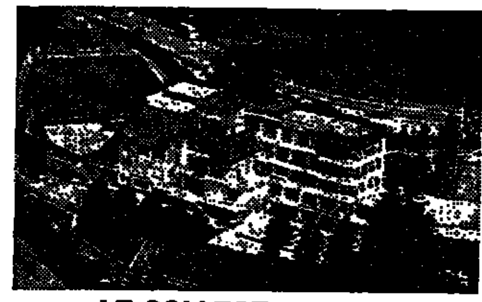
JOSE GABRIEL BOST.

BIBLIOGRAPHIE

- La Révolution cubaine, Claude Julien, Julliard 1961.
- La Guerre de guérilla, E. Che Guevara, Maspero 1962.
- Les Guérilleros au pouvoir, K.S. Karol, Laffont 1970.
- The Military Balance 1974-1975. Statistiques publiées par Institute for Strategic Studies, Londres.
- Verde Olivo, organe des Forces armées, 1974-1975.
- Granma. Cuba, 1974-1975.

POUR COMPLÉTER CE DOSSIER

Articles déjà publiés :





Une opération de force et ses versions contradictoires

LES MYSTÈRES DU "MAYAGUEZ"

Par JACQUES DECORNOY

L'AFFAIRE du *Mayaguez*, en mai dernier, peut se résumer ainsi : un cargo américain ayant été arraisonné par les Khmers, Washington s'est offert le luxe de perdre quarante et un soldats, d'en faire blesser une cinquantaine d'autres, d'attaquer le territoire cambodgien... alors que l'équipage du navire était déjà libéré et n'avait pas subi de mauvais traitements.

La méthode choisie par MM. Ford et Kissinger pour traiter cette affaire a, dans un premier temps, été approuvée par la quasi-totalité de la classe politique américaine ; elle a donné lieu à des commentaires cocardiers critiqués par quelques éditorialistes de la côte atlantique seulement. Il a fallu attendre la mi-juin pour qu'un groupe d'élus démocrates de tendance libérale pose des questions à l'exécutif, afin de déterminer les raisons qui ont amené Washington à préférer l'usage de la force aux tractations diplomatiques. Dans ses réponses, le département d'Etat s'est contenté de répéter ce qui avait été dit en mai. Plusieurs points restent pourtant obscurs.

Un équipage américain

1. POURQUOI LE « MAYAGUEZ » S'EST-IL APPROCHE AUSSI PRES DU TERRITOIRE KHMER, EN L'OCCURRENCE DE L'ILE DE TANG ? Si l'on en croit une carte distribuée par la Maison Blanche, le navire se trouvait, lorsqu'il a été arraisonné, à 8 milles de l'île. Or Phnom-Penh avait, en 1969, fixé à 12 milles la limite des eaux territoriales cambodgiennes — qui ont donc été violées.

Or, faire apparaître le drapeau américain dans ces parages le 12 mai pouvait présenter quelques risques. Le conflit, qui a toujours été considéré par le GRUNC comme une guerre américano-cambodgienne (et non comme une guerre civile), venait de se terminer. Les Khmers avaient, au cours de ces années de combat, fait preuve d'un nationalisme pointilleux dont il aurait été naïf de croire qu'il allait retomber rapidement aussitôt remportée la victoire.

L'arraisonnement du *Mayaguez* n'était d'ailleurs pas une « première » : début mai, plusieurs embarcations — en particulier un cargo panaméen et des bateaux de pêche thaïlandais — avaient été « visités » par des Khmers dans la même région. Il n'y avait pas eu d'incidents : les embarcations avaient, ensuite, pu reprendre leur route. Or, ces faits étaient connus à Washington. Que n'en a-t-on tiré des conclusions ? Pourquoi le gouvernement américain n'a-t-il pas averti les compagnies de navigation des risques encourus ?

Le commandant du *Mayaguez*, le capitaine Miller, devait ensuite déclarer, lors d'une conférence de presse à Manille, qu'il n'avait reçu aucun conseil de la part du gouvernement américain. Mais son officier mécanicien en second, M. Albert Minichiello, a intenté un procès à la compagnie propriétaire du navire, la Sea Land, qui n'aurait pas, selon lui, tenu compte des avertissements de Washington. Où se situe la vérité ? Rien, à vrai dire, n'est encore venu démontrer que l'administration avait mis en garde le commandant du *Mayaguez*.

2. QUE FAISAIT LE « MAYAGUEZ » DANS LE GOLFE DE THAILANDE ? En apparence, et peut-être en réalité, le *Mayaguez* est simplement un petit cargo (trente-neuf hommes d'équipage) bourlinguant habituellement dans les eaux du Sud-Est asiatique. L'opinion a été avancée par une source anglo-saxonne que la Sea Land, propriétaire du cargo, avait pu, à l'occasion, servir dans le passé de « couverture » à la C.I.A., ce qui n'est pas prouvé.

Pendant la guerre du Vietnam, le *Mayaguez* a souvent transporté du matériel destiné à l'armée américaine. On notera aussi que les trente-neuf membres de l'équipage étaient tous américains ; selon les spécialistes des questions de navigation, ce fait est troublant : les équipages des cargos américains, surtout dans ce secteur, sont la plupart du temps en majorité composés d'Asiatiques (des Philippins en particulier). Y avait-il des raisons pour que nul étranger ne soit à bord de ce bateau-là lors de ce voyage précis en direction de la base d'Utapao, en Thaïlande ?

Le commandant a déclaré que le *Mayaguez* ne transportait ni armes ni munitions, mais simplement du « matériel » qui serait livré à l'armée américaine. Il a nié que son bateau ait pu se livrer à une quelconque mission d'espionnage. Or, écrivait le 22 mai l'hebdomadaire ouest-allemand *Stern*, le *Mayaguez* transportait du matériel et des documents appartenant aux services secrets et qui avaient été chargés, le 21 avril, dans le port sud-vietnamien de Vung-Tau. Des hommes-grenouilles américains auraient placé des mines sous le bateau après l'arraisonnement ; si les Khmers avaient voulu s'emparer de la cargaison avant la récupération du *Mayaguez*, les explosions auraient permis de détruire les documents secrets. Si l'information est vraie, on comprend mal pourquoi Washington a pris le risque de laisser passer le bateau dans les eaux territoriales cambodgiennes.

Lorsque, plus de dix jours après l'incident, les conteneurs ont été ouverts en présence de la presse de Hongkong, les journalistes n'ont rien découvert d'autre que du banal matériel. Mais cela ne prouve rien : les Américains avaient eu le temps de retirer ce qu'il pouvait y avoir d'éventuellement compromettant à bord. Un fait troublant doit cependant être souligné, et il montre que les informations de *Stern* étaient, au moins en partie, puisées à bonne source : le *Mayaguez* avait bien, en avril, transporté entre Vung-Tau et Hongkong *« certains documents administratifs »* provenant de l'ambassade des Etats-Unis à Saigon, a reconnu le porte-parole de la Maison Blanche, qui avait, auparavant, consulté le directeur de la C.I.A. L'administration a donc demandé les services de la Sea Land. Quelle est la nature exacte des liens entre le gouvernement américain et la compagnie ?

3. POURQUOI LA MAISON BLANCHE A-T-ELLE DECIDE DE LANCER DES ATTAQUES ALORS QUE LES MOYENS DIPLOMATIQUES N'ETAIENT PAS EPUISES, S'ILS ETAIENT MEME ENGAGES ? La Maison Blanche a eu connaissance, le 12 mai, à 5 heures (heure de Washington), de l'arraisonnement du *Mayaguez*. Elle a annoncé, le même jour, à 14 heures, qu'elle avait engagé des tractations diplomatiques. Le chef du bureau de liaison américain à Pékin aurait été chargé d'intervenir auprès des Chinois, auxquels il était demandé de transmettre le « message » au GRUNC. Les Chinois auraient dit que l'affaire ne les concernait pas. Les Khmers présents à Pékin auraient, d'autre part, reçu directement des Américains un autre message (comment, et par qui fut-il remis ?), qu'ils auraient, selon le département d'Etat, renvoyé à l'expéditeur par le courrier régulier. Toujours est-il que — quelques heures après cette tentative de « contact » selon les Khmers, plus d'une journée après le début de la crise, selon Washington — l'aviation américaine coulait plusieurs bateaux cambodgiens.

Le 19 mai, M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, révélait qu'il avait été saisi de l'affaire deux heures après l'attaque des bateaux khmers ; dans ces conditions, toute intervention de sa part était impossible. Le même jour, *Newsweek*, citant une personnalité ayant participé à la réunion du Conseil national de sécurité, écrivait, sans être démenti, que, dès le début de la crise, M. Kissinger avait opté en faveur de l'usage de la force : le sort des marins du *Mayaguez* le préoccupait moins que la nécessité de redorer le blason des Etats-Unis immédiatement après la « perte » de l'Indochine. L'utilisation des B-52 contre le territoire khmer aurait été envisagée.

Le fait que Washington n'entendait pas résoudre l'incident de façon pacifique avait, en fait, été démontré le 14 mai. Radio-Phnom-Penh annonça que le *Mayaguez* allait être libéré ; Washington demanda aussitôt que l'équipage fût, lui aussi, rendu. Peu de temps après, les officiers du bateau de guerre américain *Wilson* firent savoir qu'ils avaient repéré, sur une embarcation khmère, les membres de l'équipage, qui furent montés à bord du navire. C'est ensuite seulement que l'aviation attaqua l'aéroport de Sihanoukville. Comme il en avait pris l'engagement lorsqu'il était aux mains des Cambodgiens, le commandant du *Mayaguez* entra en contact radio avec les autorités américaines, demandant la fin des raids aériens. Le président Ford savait alors que l'équipage était libéré, mais les bombardements d'installations proches de Sihanoukville ont continué.

Aucun marin n'avait été maltraité ; tous les membres de l'équipage avaient été remis en liberté. L'affaire pouvait être considérée comme classée. Mais MM. Ford et Kissinger avaient sans doute une revanche à prendre : pour eux, depuis le coup d'Etat de mars 1970 contre Sihanouk, les événements avaient mal tourné au Cambodge.

5. POURQUOI LE PENTAGONE A-T-IL, PENDANT LONGTEMPS, CACHE LE LOURD BILAN DE L'OPERATION ? Le 16 mai, les premiers bilans parlaient d'un, puis de deux tués, de quatorze disparus et d'un nombre indéterminé de blessés. Le 18, le Pentagone annonçait la mort de cinq « marines » et la disparition de seize autres soldats. Quelques jours plus tard, on apprit que les Américains avaient eu quarante et un tués et une cinquantaine de blessés.

Les moyens de communications de l'armée américaine étant perfectionnés, il est impossible de croire que Washington n'était pas au courant des pertes exactes tout de suite après le dénouement de l'affaire. Chacun savait, dans les états-majors, qu'un hélicoptère s'était écrasé en Thaïlande en participant indirectement à l'opération de récupération du *Mayaguez*. Et le nombre des tués sur l'îlot de Tang ne pouvait, lui non plus, être sujet à discussion. Le débarquement d'une unité à Tang est d'ailleurs la conséquence apparente d'une bévue, car les marins du *Mayaguez* ne se trouvaient pas sur le gros rocher.

Mais s'agissait-il d'une bévue ? Ou voulait-on, à Washington, « punir » une garnison khmère ? Quelques jours plus tard, le sergent Ronald Gross, blessé lors de l'opération, a fait de curieuses révélations. D'une part, dit-il, les services de renseignements n'avaient, en aucune façon, laissé prévoir aux « marines » qu'ils auraient à affronter un ennemi coriace et bien armé ; d'autre part, *« les « marines » ne purent comprendre pourquoi ils devaient s'emparer de quelque chose qui n'avait pas de valeur »*. En effet, quelques instants après que l'hélicoptère à bord duquel se trouvait Gross eut pris l'air, l'équipage du *Mayaguez* gagnait le *Wilson*. L'opération contre Tang était donc sans objet.

La C.I.A. et les bateaux thaïlandais

NOUS nous sommes, jusqu'à présent, contentés de poser des questions à partir des versions américaines de l'incident. Ces versions, les Khmers les ont contestées. Ils ont, en particulier, affirmé que le *Mayaguez* et d'autres bateaux — thaïlandais en particulier — se livraient à des activités d'espionnage et que les Américains introduisaient au Cambodge des agents et des saboteurs. Dans sa réponse du 19 juin aux élus démocrates, le département d'Etat a affirmé que les Américains n'espionnaient pas les Khmers, et se contentaient de faire survoler leur pays par des avions de reconnaissance.

La thèse du GRUNC est, dans les conditions actuelles, impossible à prouver. Elle mérite, cependant, d'être prise en considération. Dans un article du *Los Angeles Times*, repris par l'*International Herald Tribune* (14-15 juin), Oswald Johnston, citant les services secrets américains, a fait état de la lutte qui opposerait Khmers et Vietnamiens pour le contrôle de certains îlots du golfe de Thaïlande, en particulier les deux îles de Wai, proches de Tang. Il ajoute : *« Selon un récit qui, croit-on, fut fait par un pêcheur thaïlandais travaillant à l'évidence pour les services américains, au moins deux cents soldats réguliers nord-vietnamiens ont pris position sur l'île »* (de Wai). L'information du journal américain n'a pas été démentie pas Washington. Elle contredit la réponse du département d'Etat aux démocrates.

L'affaire du *Mayaguez*, quelles qu'en aient pu être les motivations du côté américain, a en tout cas agi comme un révélateur en Asie du Sud-Est. Les dirigeants de Bangkok ont, un instant, vu compromis leurs efforts de prendre langue avec les révolutionnaires indochinois en raison de l'utilisation — sans préavis, sans autorisation — de leur territoire par l'armée américaine (débarquement de mille « marines », décollage d'avions, etc.) aux fins d'attaquer le Cambodge. C'est aussi en mai que se sont réunis à Kuala-Lumpur les ministres des affaires étrangères thaïlandais, singapourien, malaisien, indonésien et philippin pour examiner la situation créée par la victoire des révolutionnaires. Les seules capitales asiatiques où l'action américaine fut approuvée sans réserves furent Taipeh et Séoul. M. Habib, adjoint de M. Kissinger, fit donc une tournée dans la région, répétant à chacune de ses étapes que son pays avait toujours des intérêts à défendre en Asie du Sud-Est.

Pendant l'été de 1964, l'affaire du golfe du Tonkin avait été présentée à Washington comme une intolérable attaque nord-vietnamienne ; on sut plus tard qu'il s'agissait d'une provocation américaine destinée à attirer la R.D.V. dans un guêpier et à justifier les premiers bombardements du Nord. Cet « incident » marquait le début d'une nouvelle phase de la guerre. L'affaire du *Mayaguez* marque, apparemment, la fin d'une autre guerre — ou d'une autre facette d'un même conflit. Elle mérite cependant d'être tirée au clair ; ceux des élus américains qui ne se satisfont pas des réponses du département d'Etat ont déclaré que la seule manière pour eux d'en savoir plus consisterait à interroger les personnalités ayant, en mai, participé aux réunions du Conseil national de sécurité. Cette enquête, si elle a lieu, pourrait en apprendre long sur ce que Washington a retenu et n'a pas appris de la débâcle indochinoise. S'il est un jour prouvé par une commission indépendante que les quarante et un soldats américains sont morts pour rien — tout comme, bien sûr, les Khmers tués lors des bombardements et des combats — l'étrange histoire du petit cargo pourrait provoquer des remous politiques aux Etats-Unis.

Correspondance

Les multiples aspects du racisme

M. André Le Hénaff, du Havre, nous adresse les remarques suivantes à propos de l'ensemble d'articles que nous avons consacrés au racisme (le Monde diplomatique, *juin 1975)* :

« On peut trouver au sein de l'article de Maurice T. Maschino un entrefilet intitulé « Principales organisations antiracistes ». On y cite trois organisations dont deux (la LICA et le M.R.A.P.) sont d'essence raciste puisqu'elles distinguent le « racisme tout-venant » de l'antisémitisme, c'est-à-dire du racisme appliqué à une race particulière (les Sémites). Y aurait-il plusieurs sortes de racisme ? Ce n'est pas ce que pense M. T. Maschino qui écrit : « Il n'est pas plus sérieux d'établir une quelconque hiérarchie entre les racisés », et je m'étonne qu'il n'ait pas noté un paradoxe si énorme. »

[Il est certain que la distinction entre « racisme » et « antisémitisme » se justifie mal. La raison, répondent les organisations antiracistes, est d'ordre historique. La LICA fut fondée en 1929, dans une Europe où prédominait le racisme antijuif ; d'où son appellation, qu'elle compléta quand d'autres formes de racisme se manifestèrent activement. Devenue « Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme », la LICA prend aujourd'hui la défense de toutes les victimes de la ségrégation raciale, qu'il s'agisse de Juifs, d'Arabes ou d'Africains ; il suffit de parcourir sa publication mensuelle, « le Droit de vivre », pour constater la diversité de ses démarches. Il en est de même du M.R.A.P. « Ce qui traumatisait l'Europe dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, explique Albert Lévy, c'était le martyre des juifs. Mais des autres victimes du racisme, personne ne parlait ; si bien qu'en intitulant notre organisation « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix » nous entendions mettre les points sur les i, et signifier notre volonté de combattre — sans distinction — toutes les formes de racisme. » N'est-ce pas, au-delà des sigles, l'essentiel ? — M. T. M.]

D'autre part, M. Marceau Leleu, de Jeumont, nous écrit sur le même sujet :

« Les quelques articles rédigés consacrés au racisme ne sont pas exempts de contradictions. Le but recherché par les auteurs est de démontrer l'injustice des racismes, mais cela nous le savions, et on n'avait pas besoin de nous le démontrer. Le seul article objectif, réaliste, est signé François Denantes. En effet, il ne faut pas beaucoup de courage aux intellectuels pour se faire les avocats des victimes du racisme. Si les gouvernements français ont favorisé l'immigration, ce n'est pas par altruisme, mais pour avoir une main-d'œuvre bon marché, pesant sur le marché du travail.

» C'est une absurdité d'écrire que les immigrés ne font que des travaux insalubres que les Français ne veulent pas faire. Mais il y a des dizaines de milliers de jeunes Français chômeurs qui seraient heureux d'être embauchés comme O.S. Ne pas dire toute la vérité, c'est donner des arguments au fascisme, toujours à l'affût de la moindre erreur. »

De son côté, M. Paul Florian Valet, de Paris, conteste le caractère « scientifique » de l'article de M. Arthur R. Jensen :

« Je me suis demandé si l'article de M. Arthur R. Jensen était l'effet d'une mauvaise traduction ou bien d'une bêtise irrémédiable. En effet, pour un article intitulé « Les fondements scientifiques des inégalités ethniques », il n'a rien de scientifique, ou alors c'est que la science en question se passe d'objectivité et de logique, ce qui serait assez nouveau en matière scientifique.

» Ainsi, quand on parle de « l'héritabilité manifeste de l'intelligence » et qu'on s'attache à démontrer cette « héritabilité », on doit perdre son temps puisqu'elle est « manifeste » !

» Quand on précise : « je ne connais pas un généticien qui récuse cette évidence », on donne à penser qu'on peut être généticien et ne pas récuser des évidences — merci pour les généticiens !

» Quand on ajoute que « les facteurs génétiques ont deux fois plus d'importance que les facteurs extérieurs sur les différences de Q.I. entre individus » — sans plus de détail, — on se dit que l'absolu quantitatif de cette science doit faire pâlir d'envie la Mathématique elle-même !

» Et puis l'auteur continue dans l'à-peu-près et le subjectif : « Il est donc vraisemblable, sinon prouvé (...) », « Je considère ainsi avoir suffisamment prouvé que (...) ». »

Enfin, M. Albert Lévy, secrétaire général du M.R.A.P., nous apporte les précisions suivantes :

« L'excellent dossier consacré au racisme apporte à la fois une documentation des plus utiles sur les manifestations actuelles — trop souvent ignorées — de ce fléau en France, et des éléments de réflexion, de discussion, permettant d'en approfondir l'analyse.

» En complément de l'article consacré à la loi du 1er juillet 1972, je me permets de vous signaler quelques décisions de justice survenues dans la dernière période.

» En ce qui concerne les provocations au racisme et les injures racistes, la cour d'appel a reconnu la culpabilité de l'organe d'Ordre nouveau, tout d'abord relaxé, comme l'indique l'article, par la 17e chambre correctionnelle. L'affaire est maintenant devant la Cour de cassation. D'autre part, le Méridional et Minute ont été condamnés à des amendes (aggravées en appel pour le second journal) pour des articles publiés lors des événements d'août-septembre 1973 à Marseille. Le M.R.A.P. a obtenu chaque fois le franc de dommages-intérêts qu'il réclamait.

» Plusieurs poursuites engagées à notre initiative dans des cas de discriminations envers des Africains noirs ou des Maghrébins ont abouti à des condamnations (amendes, dommages et intérêts, publication du jugement). Diverses peines ont ainsi été infligées, pour refus de servir, à des propriétaires de cafés à Rouen, Strasbourg et Nancy ; et, pour refus de loger, à deux propriétaires d'hôtels à Dunkerque, un propriétaire d'immeuble à Boulogne-sur-Seine, une agence immobilière à Cholet.

» Certes, ces résultats ne mettent nullement en cause les appréciations contenues dans votre dossier, particulièrement dans l'étude de M. Maschino : il reste encore beaucoup à faire pour que la loi de 1972 soit systématiquement appliquée ; de plus, maints actes racistes restent impunis, en dehors de son champ d'application, notamment les agressions et attentats, dont les auteurs ne sont généralement pas arrêtés.

» Toutefois, cette récente jurisprudence prouve que, dans certaines conditions, les victimes de discriminations et de provocations racistes peuvent être efficacement défendues. On ne saurait trop les inciter à « ne rien laisser passer ». Outre qu'ils aboutissent quelquefois au juste châtiment des coupables, de tels procès ont un effet de dissuasion qu'on ne saurait négliger. »

Littérature de la contestation en Afrique

L'écrivain africain Mongo Beti s'adresse à notre collaborateur Jacques Chevrier, auteur d'une page « Politique et littérature » consacrée à l'Itinéraire de la contestation en Afrique *(numéro de mai 1974)* :

Comment avez-vous eu l'audace de prétendre traiter de « la contestation en Afrique noire » (dite francophone, je suppose) et surtout de me mentionner (...) sans citer mon livre sans doute le plus significatif, Main basse sur le Cameroun... ? N'est-ce pas pour éviter de préciser que cet ouvrage a été interdit en France et saisi sur ordre du gouvernement français ? A la demande, sans doute, d'Ahidjo, ou plus probablement du vrai président du Cameroun, Foccart ? Et si l'écrivain est aussi coupé de l'Afrique que vous dites, et s'il entretient avec son public un dialogue de sourds, pourquoi a-t-on tellement peur de laisser circuler ses livres, surtout quand ils traitent directement de politique ?

[Mongo Beti a été l'un des premiers à poser le problème de la littérature africaine en termes politiques, et l'ostracisme dont il fait actuellement l'objet lui confère, en sa qualité d'écrivain camerounais en exil, une valeur en quelque sorte exemplaire. Traitant de la littérature africaine, je me suis volontairement limité aux œuvres poétiques et aux romans, mais je pense qu'un lecteur un peu averti n'a aucune peine à retrouver dans Remember Ruben ou dans Perpétue, qui n'en sont au fond que des doublets romanesques, la trame incisive de son pamphlet Main basse sur le Cameroun. — J.C.]

L'analphabétisme en Arabie Saoudite

Le Dr Dureid Mufti, de Beyrouth, conteste le taux d'analphabétisme en Arabie Saoudite cité par Frédéric Langer dans son article sur L'intégration des Bédouins au secteur moderne de l'économie *paru en mai dernier :*

Vous avancez le pourcentage de 85 % d'analphabètes au total, mais cette statistique ne tient pas compte de l'évolution rapide que connaît l'Arabie Saoudite dans tous les domaines, et surtout dans celui de l'enseignement. Au nombre de 5 millions d'habitants, la population envoie chaque année un million cinquante mille élèves dans les divers établissements pédagogiques du pays et de l'étranger. Si on y ajoute les cent cinquante mille fonctionnaires d'Etat, qui sont tous instruits, et toute la génération de ceux qui, n'ayant pas eu la chance de recevoir une instruction moderne, ont bel et bien celle de recevoir une instruction religieuse (coranique) dans les écoles religieuses qui enseignent le Coran, le nombre des instruits se révèle beaucoup plus important. Car il ne faut pas oublier que l'islam est une connaissance : chaque musulman pratiquant a une certaine culture et peut par conséquent être considéré comme demi-instruit. Or il est très rare de trouver un Saoudite qui n'a pas son Coran et qui ne le lit pas chaque jour.

[Le taux d'analphabétisme cité dans notre article est extrait du dernier rapport de l'Overseas Development Council des Etats-Unis. Il concerne l'année 1971. Naturellement, il s'agit d'une estimation, d'autant plus fragile que, selon l'annuaire de l'UNESCO publié en 1972, l'instruction n'était pas obligatoire en Arabie Saoudite en 1971. Peut-on affirmer qu'aucun Saoudien n'est analphabète puisque tous sont musulmans ? En tout état de cause, le Middle East and North Africa Yearbook, dans son édition 1975, chiffre la population scolaire de l'Arabie Saoudite pour l'année 1972-1973 à sept cent dix mille élèves environ (toutes écoles confondues). — F. L.]

CONFLIT IDÉOLOGIQUE ET CONFRONTATION SINO-INDIENNE EN ASIE

Par MOHAN RAM *

L'INTEGRATION du Sikkim à l'Union indienne en avril dernier a fait reculer l'espoir d'une prochaine détente entre l'Inde et la Chine. Le 1er mai 1975, pour la première fois depuis des années, New-Delhi a accusé Pékin de vouloir *« perturber la stabilité et la paix dans la région et d'encourager, pour ce faire, le désaccord et la suspicion entre les pays de la région »*. L'Inde répondait ainsi aux attaques réitérées de la Chine qui dénonçait l' *« annexion illégale du Sikkim »* et assurait de son soutien indéfectible *« le peuple du Sikkim dans sa juste lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationales contre les expansionnistes indiens »*.

La faillite de la politique chinoise de New-Delhi remonte à la révolte des lamas du Tibet en 1959 qui, exacerbant le conflit frontalier entre les deux voisins les plus peuplés d'Asie, devait se traduire par la guerre d'octobre 1962 dans l'Himalaya. Toutefois, le différend frontalier est devenu très secondaire aujourd'hui dans les relations sino-indiennes. C'est le conflit idéologique divisant le mouvement communiste mondial depuis plus de dix ans qui a entretenu la confrontation entre la Chine et l'Inde, et cette dernière y joue un rôle central.

Le bref affrontement de 1962 imposa sur le terrain une ligne frontalière sans doute très acceptable pour la Chine. Celle-ci, selon New-Delhi, occupait déjà avant le conflit 12 000 miles carrés d'une zone revendiquée par l'Inde dans le plateau d'Aksai-Chin du Ladakh ; la guerre lui permit d'étendre son occupation à 2 500 autres miles carrés. Hormis ce plateau, il n'existe pas de zone sous occupation chinoise qui soit revendiquée par les Indiens. Pas un pouce de terrain n'a changé de main depuis la guerre ; le *statu quo* s'est poursuivi jusqu'à maintenant. Il n'y a eu que deux incidents mineurs en treize ans.

La région d'Aksai-Chin, que traverse la route stratégique reliant Tibet et Sinkiang, présente incontestablement un intérêt vital pour les Chinois. Peut-être est-ce pour renforcer sa marge de manœuvre dans l'Aksai-Chin, dans le secteur occidental de la frontière sino-indienne, que Pékin a fait valoir ses prétentions sur la frontière nord-est, où New-Delhi a toujours maintenu que la ligne MacMahon était la seule ligne de partage valable. Jusqu'en juillet 1961 — date à laquelle le conflit frontalier parut avoir atteint le point de non-retour — Pékin restait prêt à renoncer à ces prétentions si l'Inde reconnaissait la souveraineté de la Chine sur l'Aksai-Chin. Toutefois, le premier ministre Nehru, soumis à de fortes pressions intérieures, fit du retrait chinois de l'Aksai-Chin le préalable formel à toute négociation concernant le litige frontalier. La Chine fit savoir qu'elle n'y était pas disposée tant que l'Inde ne se serait pas retirée des territoires disputés qu'elle occupait... Le différend n'est toujours pas réglé. Des deux côtés, on accélérait les préparatifs militaires. Après avoir infligé à l'Inde une cuisante défaite, la Chine mit un terme à l'affrontement par une offre unilatérale de cessez-le-feu. Ce qui n'était au départ qu'un conflit frontalier allait prendre une tournure idéologique.

Non-alignement et anti-impérialisme

LORS de son accession à l'indépendance en 1947, l'Inde était formellement non alignée. Elle fut le second pays d'Asie (après la Birmanie) à reconnaître la République populaire de Chine. A mesure qu'elle entreprit d'affirmer son indépendance par rapport au camp occidental, les relations sino-indiennes se réchauffèrent. On était en pleine « guerre froide ». Les Etats-Unis se battaient en Corée, décidaient de protéger Taiwan et suscitaient contre la Chine l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE). La déclaration conjointe Nehru-Chou En-lai de 1954 sur les cinq principes de la coexistence pacifique allait prendre valeur de défi lancé par l'Asie à l'impérialisme lors de la conférence afro-asiatique de Bandoung l'année suivante. Les cinq principes définissaient une nouvelle forme de non-alignement pour les pays du tiers-monde. La Chine, remettant en question sa dépendance vis-à-vis de l'Union soviétique, commençait à s'identifier au tiers-monde. Elle quittait le bloc soviétique pour apparaître comme une puissance non alignée. Entre 1955 et 1958, elle battit le rappel, contre l'impérialisme, des nations nouvellement indépendantes et non alignées.

Alarmée par cette initiative chinoise, l'U.R.S.S. s'efforça d'acquérir quelque influence au sein du bloc des non-alignés. Moscou, qui cherchait la détente avec Washington, assigna un nouveau rôle aux bourgeoisies nationales dans la zone « pacifique ». Inventant la thèse de la coexistence pacifique entre système socialiste et système capitaliste, elle développa en corollaire la théorie de la transition pacifique au socialisme dans les pays nouvellement indépendants : ceux-ci devaient parvenir au socialisme par une phase de transition appelée « démocratie nationale », sous l'hégémonie de la bourgeoisie nationale.

Or, dès 1959 — à la suite de la révolte des lamas au Tibet, où l'attitude de l'Inde fut pour le moins belliqueuse, — la Chine était convaincue que la bourgeoisie nationale des pays nouvellement indépendants n'était pas capable de jouer un rôle efficacement anti-impérialiste. Elle estimait qu'étant donnée la faiblesse du capitalisme dans ces pays la bourgeoisie nationale pactisait avec l'impérialisme dans l'espoir d'obtenir une aide des deux camps.

Ces divergences idéologiques entre Moscou et Pékin conditionnèrent l'attitude de chacun vis-à-vis de l'Inde. Les dirigeants soviétiques voyaient en cette dernière le modèle même du pays de la zone de paix capable d'une transition pacifique au socialisme. L'Inde commença à obtenir de l'U.R.S.S. une aide économique importante en 1955, tandis que l'aide soviétique à la Chine se raréfiait.

Compte tenu des efforts de Khrouchtchev en faveur de la détente, les intérêts soviétiques et américains à propos de l'Inde commencèrent à coïncider à la fin des années 50. Consciente des divergences sino-soviétiques (qui n'avaient pas encore atteint le stade du conflit ouvert) et de la volonté des Etats-Unis de la soutenir, l'Inde put se permettre de durcir son attitude dans le conflit frontalier. L'appui qu'elle obtint de Moscou dans ce domaine compliqua à son tour le différend idéologique entre Moscou et Pékin.

Lorsque l'Inde, après sa défaite de 1962, accepta l'aide militaire des Américains et des Soviétiques, son non-alignement devint de fait un double alignement. Aucun des deux camps n'avait d'objection sérieuse à ce que l'autre apportât sa contribution militaire. La détente entre les superpuissances aiguisa le conflit sino-soviétique. Celui-ci devint très vif en 1963, à propos notamment de la question des mouvements de libération nationale : pour les Soviétiques, la seule contradiction globale était entre camp socialiste et camp impérialiste, tandis que pour les Chinois elle résidait dans l'opposition entre nations opprimées et impérialisme.

La ligne de la « guerre du peuple » prônée par Lin Piao, d'abord sujette à controverse en 1965, fut acceptée par le parti communiste chinois en 1967. Elle fut appliquée en juin-juillet 1967 quand la Chine en appela au renversement par les armes des gouvernements de l'Inde, de la Birmanie et de l'Indonésie et accrut son soutien aux mouvements révolutionnaires du tiers-monde. En transférant la lutte contre l'impérialisme au tiers-monde, les Chinois défiaient une nouvelle fois, à un niveau supérieur, les positions idéologiques soviétiques, axées sur la coexistence pacifique, la concurrence pacifique et la transition pacifique au socialisme.

La phase de la révolution culturelle (1966-1968) correspondit à un ralentissement de l'activité diplomatique chinoise. Les événements de Tchécoslovaquie en 1968 portèrent au vif le conflit sino-soviétique, la Chine qualifiant l'U.R.S.S. de puissance *« social-impérialiste »*. Vint alors la confrontation aux frontières, qui culmina avec les affrontements sur l'Oussouri au début de 1969. Après la révolution culturelle, deux facteurs intervinrent dans la redéfinition de la politique étrangère chinoise : le danger potentiel que représentait le « social-impérialisme » et les signes de la volonté de plusieurs pays occidentaux de normaliser leurs relations avec la Chine. Celle-ci lança une offensive pacifique sur la base des cinq principes afin de forger un nouveau front des pays du tiers-monde contre les deux « superpuissances ». Les résultats, on le sait, furent spectaculaires, à commencer par l'entrée de la Chine à l'ONU grâce à un vote massif des pays du tiers-monde.

A l'époque, le Pakistan était menacé de désintégration, du fait du mouvement sécessionniste dans sa partie orientale. Ce pays, qui avait reçu des Etats-Unis une aide en armement dans le cadre du plan de refoulement du communisme en Asie, avait manœuvré depuis 1962 pour obtenir aussi des armes de la Chine. En 1965, l'Inde et le Pakistan s'affrontèrent à propos du Cachemire ; les Etats-Unis interdirent les ventes d'armes aux deux pays. Le Pakistan fit alors appel à la Chine : les Soviétiques en profitèrent pour lui offrir leurs services, ostensiblement dans le but de le détacher de Pékin. La décision soviétique, à la mi-1968, de fournir des armes au Pakistan (alors que l'embargo américain se poursuivait) en ignorant les protestations indiennes souligna l'incapacité de l'Inde à se faire entendre des Super-Grands à l'heure de la détente. A la mi-1968, le premier ministre indien, Mme Indira Gandhi, laissa entendre qu'elle allait assouplir sa politique étrangère. Elle fit savoir en janvier 1969 qu'elle était prête à dialoguer avec la Chine.

Les relations entre l'Inde et l'Union soviétique s'étaient aigries à la suite des fournitures d'armes au Pakistan et de retards inexpliqués dans la livraison de l'équipement soviétique destiné aux projets industriels indiens. La frontière sino-soviétique commençait à s'échauffer et l'U.R.S.S. avait plus besoin de l'Inde que jamais. Aussi, dès le début de 1969, intervinrent une série de gestes soviétiques visant à s'assurer de l'appui de l'Inde. Moscou promit un accroissement des fournitures militaires et une plus prompte livraison du matériel destiné aux projets industriels. En même temps, il proposait la signature d'un traité d'amitié — avant même que M. Leonid Brejnev ne formulât, en été 1969, son projet de sécurité collective en Asie. L'effort fut payant. Quand les troupes soviétiques et chinoises s'affrontèrent sur l'Oussouri, l'Inde soutint les prétentions frontalières soviétiques sans même en examiner les fondements. Les fournitures d'armes soviétiques à l'Inde et au Pakistan se poursuivirent. Ainsi fut relancée la course aux armements.

Mme Gandhi dut retarder sa décision concernant le traité proposé par les Soviétiques à cause de la scission intervenue au sein du parti du Congrès, scission qui la priva de sa majorité parlementaire, qu'elle ne retrouva qu'après les élections de mars 1971. A ce moment-là, un nouveau conflit avec le Pakistan était imminent, New-Delhi soutenant le mouvement sécessionniste de l'aile orientale du Pakistan.

Dès que le gouvernement pakistanais se mit à réprimer les sécessionnistes du Bangladesh en mars 1971, Washington réimposa l'embargo (levé en 1968) sur les fournitures d'armes au Pakistan. Mais le matériel militaire américain continuait d'arriver clandestinement au Pakistan, en dépit des protestations de l'Inde. En juillet 1971, M. Henry Kissinger se rendait à New-Delhi, ostensiblement pour prendre note des doléances indiennes. De là, il allait au Pakistan, puis à Pékin, où il prépara la visite de M. Nixon, qui eut lieu en février 1972.

La mission de M. Kissinger à Pékin signifiait que la Chine et les Etats-Unis étaient enclins à normaliser leurs relations, ce qui ouvrait à l'Inde de nouvelles possibilités. D'abord celle de retrouver sa marge de manœuvre vis-à-vis des deux « superpuissances » en prenant l'initiative de la normalisation de ses relations avec la Chine. Au contraire, la mission de M. Kissinger irrita New-Delhi, qui, tout en faisant officiellement bon accueil au rapprochement sino-américain, y vit surtout une menace pour ses propres intérêts. La perspective d'une guerre imminente avec le Pakistan et la crainte d'une éventuelle intervention chinoise poussèrent l'Inde à signer avec l'U.R.S.S. un traité de vingt ans. Bien qu'on nie des deux côtés qu'il s'agisse d'un pacte de défense, cet accord prévoit des consultations mutuelles en cas de menace contre l'un ou l'autre pays et des mesures pour y faire face.

La Chine vit dans ce traité l'esquisse d'une alliance antichinoise en Asie sous l'égide de l'Union soviétique. L'accord associait en effet un pays du tiers-monde à une superpuissance qui avait affronté la Chine militairement. Cela, joint à la crise du Bangladesh, contribua à repousser tout espoir d'une normalisation des relations sino-indiennes. Dénonçant les tentatives indiennes et soviétiques d'ingérence dans les affaires du Pakistan, la Chine voyait dans cette crise autant d'indices d'un dessein soviétique d'hégémonie dans le sous-continent et dans la zone de l'océan Indien.

Quand M. Nixon se rendit à Pékin en 1972, deux mois après la guerre indo-pakistanaise, la position chinoise dans la question du Bangladesh était la suivante : *a*) l'unité territoriale d'un Etat doit être inviolable de l'extérieur ; *b*) l'Inde a donc commis une agression contre le Pakistan en envoyant ses troupes dans l'aile orientale du pays ; *c*) le Pakistan et le Bangladesh devraient résoudre leurs problèmes de façon bilatérale ; *d*) les forces indiennes doivent se retirer du Bangladesh ; *e*) l'Inde doit renoncer à son « agression » au Pakistan, et l'ancienne ligne de cessez-le-feu doit être rétablie. La Chine continuait d'autre part de soutenir le droit du peuple cachemiri à l'autodétermination.

Depuis 1972, la situation dans le sous-continent tend à se normaliser. L'obstacle que représentaient les quatre-vingt-dix mille prisonniers de guerre pakistanais capturés au Bangladesh a été surmonté. Le Pakistan a reconnu le Bangladesh. La Chine, qui avait d'abord mis son veto à l'accession de ce pays aux Nations unies, ne s'y est pas opposée en 1974, et il est vraisemblable qu'elle reconnaîtra le Bangladesh en temps voulu. On pouvait donc s'attendre à une amélioration des relations sino-indiennes.

L'Inde maintient une mission diplomatique à Pékin et la Chine à New-Delhi. Toutefois, les ambassadeurs, rappelés en 1961 à l'initiative de l'Inde, n'ont pas été remplacés. Depuis cette date, les liens diplomatiques demeurent purement formels.

Nouvel obstacle à la normalisation

L'INDE ne fait plus de la solution du litige frontalier un préalable absolu à un dialogue ou à la normalisation des relations bilatérales. Pourtant, l'évolution de la situation au Sikkim l'an dernier devait couper court encore une fois à tout espoir d'une reprise de ce dialogue.

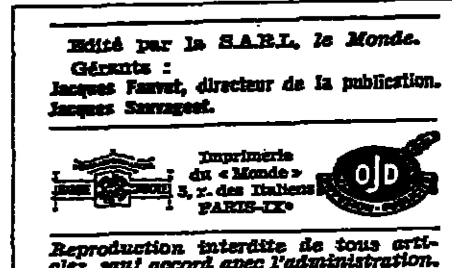
A la suite d'un soulèvement populaire, le souverain de ce petit royaume himalayen, le *chogyal*, ou dieu-roi, chercha l'appui militaire de l'Inde. L'administration du pays fut confiée à un fonctionnaire indien résidant sur place. Un responsable indien mit au point un projet de Constitution pour le Sikkim. Les élections se déroulèrent conformément à cette Constitution, et trente et un des trente-deux sièges de l'Assemblée allèrent au parti du Congrès du Sikkim, pro-indien. Cette Assemblée ayant demandé à l'Inde de prendre des mesures en faveur de *« la participation* (du Sikkim) *aux institutions politiques et économiques de l'Inde »*, le Parlement indien vota une loi autorisant le Sikkim à être représenté en son sein. La Chine accusa alors l'Inde d' *« expansionnisme »*. Le 11 septembre 1974, elle déclarait qu' *« elle ne reconnaît absolument pas l'annexion illégale du Sikkim par l'Inde et soutient fermement le peuple du Sikkim dans sa juste lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationales contre les expansionnistes indiens »*.

En avril 1975, l'Assemblée du Sikkim se prononçait en faveur de l'intégration complète à l'Inde.

En même temps qu'elle condamnait l'Inde, la Chine laissait la porte ouverte à une éventuelle négociation en mettant son comportement au compte de l'influence néfaste des Soviétiques. Le principal responsable de la nouvelle instabilité en Asie du Sud, selon les Chinois, serait le « social-impérialisme » — et non l' « expansionnisme » indien.

L'émergence du Bangladesh, la conclusion du traité indo-soviétique, l'essai nucléaire indien de mai 1974 et les récents événements au Sikkim montrent qu'au moins depuis 1971 c'est à l'Inde qu'il est revenu de prendre des initiatives suscitant une réaction de la Chine — et non l'inverse. La Chine est gênée par toute une série de facteurs : ses conflits frontaliers avec l'Union soviétique et avec l'Inde, ses relations avec le Pakistan, inacceptables pour l'Inde, son opposition au rôle soviétique dans le sous-continent, etc. Objectivement, il semblerait donc logique que ce soit New-Delhi qui fasse les premiers pas pour débloquer la situation actuelle. Cela ne sera possible que si l'Inde affirme son indépendance vis-à-vis des super-puissances, surtout envers l'Union soviétique, avec laquelle elle a une relation particulière sanctionnée par un traité.

* Journaliste indien.


Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°



(Photo : Henri Bureau-Gamma.)

La machine à penser s'est-elle détraquée ?

La liberté de l'esprit a-t-elle été stérilisée par la volonté de puissance et l'esprit de chapelle ?

Enquête de MAURICE T. MASCHINO

« Papa, la lune, elle est là pour faire quelle sorte de réclame ? » **Cette réflexion d'enfant, que rapporte le philosophe allemand Max Horkheimer, n'éclaire-t-elle pas de façon tragique l'orientation qu'a prise la pensée occidentale depuis trois siècles au moins ? Il semble que la raison, dont Descartes disait avec un trop bel optimisme qu'elle est** « la chose du monde la mieux partagée », **soit devenue** « une machine à calculer » **: peu à peu, la nature, les produits de l'activité humaine, les hommes eux-mêmes ont été mis en coupe réglée, en comptes réglés. Mais la machine s'est emballée : elle tourne à perte ; affolé, le marchand fait ses comptes, et ses mécomptes : c'est la crise. Mais si, par-delà les péripéties de l'économique, une autre se profilait, plus grave ? Celle d'une pensée qui paraît incapable non seulement de maîtriser les éléments d'une situation qu'elle a contribué à créer mais d'imaginer une autre situation, déterminée qu'elle est à se soumettre aux exigences de la production à tout prix, à satisfaire son irrépressible volonté de puissance sur la nature et sur les hommes ? « Fille de la cité », la pensée rationnelle n'est-elle pas atteinte, à son tour, par la crise générale qui semble corroder toutes les institutions de la société occidentale ?**

UNE crise de la pensée ? **« Ce n'est pas mon problème, je ne sais pas ce qu'on entend par là »**, s'excuse Claude Lévi-Strauss. **« Ça ne me dit rien, ça ne veut rien dire »**, déclare Michel Foucault, qui nous joue, avec son brio habituel, une crise d'apparente méchante humeur, tandis que Jean-François Lyotard est pris, lui, d'une crise de fou rire. **« Je serais assez de l'avis de Michel Foucault »**, enchaîne, perplexe, Maxime Rodinson.

Question de mots, plus que de choses : il est certain qu'à trop parler de crise — crise du pétrole, de l'emploi, crise des valeurs, sur le marché des changes et des morales démonétisées, crise du téléphone et du bigophone, de l'Eglise ou de la culture — on ne dit plus rien. La crise peut désigner, par exemple, une remise en cause des idées reçues, en science notamment — et c'est alors un progrès : la pensée scientifique se constitue à travers une série de conflits (fixisme/transformisme, théories corpusculaire / ondulatoire / *mécanique-ondulatoire de la lumière, finalisme* / déterminisme). **« Il y a sans cesse, dans cette théorie d'allée et venue entre le réel et les cadres conceptuels qui constituent l'expérience sur le plan de la réalité, des moments où ça ne colle pas ; et c'est quand ça ne colle pas que ça avance. »** (Jean-Pierre Vernant.) *Mais il arrive*, à l'inverse, que **ça recule** : au lieu de traduire un affinement des notions ou un renouvellement de l'appareil conceptuel, la crise peut exprimer leur inaptitude à comprendre la réalité ; signe d'un décalage entre la théorie et la pratique, qui la déborde de toutes parts, elle devient alors un constat d'impuissance. Progrès du savoir ou blocage (provisoire) de la pensée, la crise est, assurément, l'un de ces concepts fourre-tout qui n'explique plus grand-chose. Et peut-être brouille tout (que l'on songe aux débats économiques actuels) dans l'intérêt, d'abord, de ceux qui, à longueur de déclarations, dramatisent et emphatisent.

Mais, s'il convient de se méfier de la crise et de lui retirer **« son manichéisme, le fait qu'elle nous rejette dans un univers où il faut opter entre le passé et le présent »** (R. Barthes), n'est-il pas excessif de lui dénier toute réalité et de crier haro sur l'intellectuel, coupable de se donner une mythologie de la crise (une crise mythique) pour exister comme intellectuel ? **« Les intellectuels se sont toujours crus en crise,** estime Michel Foucault. **A partir du moment où est apparu en Occident un homme de réflexion, un homme de pensée, un homme qui disait quelle devait être la meilleure forme de gouvernement, si Dieu existait, ce qu'il fallait faire dans la vie, ce qu'était le bonheur ou la transcendance, à partir du moment où des penseurs de ce genre-là sont apparus et qu'ils ont cessé d'appartenir à cette institution de pouvoir qu'était l'Eglise, ils ont été amenés à forger, pour se donner statut et comme une espèce de légitimation dans l'actualité du discours éternel qu'ils entendaient tenir, la notion de crise. On ne peut pas dissocier la notion de crise de l'existence et du statut historique de l'intellectuel, du philosophe et du penseur. »**

Une production sociale



Il est certain qu'à dramatiser l'actualité, le dramaturge tire profit. Mais est-ce lui qui crée le drame ou, à la façon, par exemple, de la marchandise (du surproduit social) qui, historiquement, a créé le marchand, *n'est-ce pas* le drame objectif — la crise — qui fabrique le dramaturge ? Ne voir dans la crise qu'une illusion d'intellectuel, *n'est-ce* pas dissocier son activité du contexte social dans lequel elle se déploie ? N'est-ce pas considérer que, quelles que soient les vicissitudes de l'histoire et la singularité des situations, la pensée opère toujours de la même façon, qu'elle jouit, par conséquent, d'une indépendance radicale à l'égard du temps ?

Or il ne semble pas qu'il en soit ainsi : les intellectuels *arabes, hindous, chinois, l'intellectuel* français lui-*même, ne se sont pas toujours crus* en crise ; à l'apogée d'une civilisation, à l'aube d'une société nouvelle (féodale ou capitaliste, par exemple), la pensée se veut, ou se croit, conquérante, elle ne doute pas d'elle-même, même si c'est par une série de doutes et de mises en question, comme chez Descartes, qu'elle parvient à des « évidences », provisoirement indubitables. De quelle crise, de quel mal secret se jugeaient atteints les idéologues, souvent triomphalistes, du dix-huitième siècle — un Voltaire (**« Oh ! l'heureux siècle que ce siècle de fer ! »**) ou un Diderot ?

C'est que la *pensée* suit le dessein, et le destin, de l'histoire : elle en connaît les enthousiasmes, *elle en subit les dépressions. L'oublier, c'est faire* bon compte de la spécificité des conditions matérielles de vie dans lesquelles on « pense » — dans lesquelles les hommes produisent des connaissances — et qui déterminent, précisément, la qualité de cette production. Car, à moins de considérer la pensée comme une sorte d'activité intemporelle, on ne voit pas par quel miracle elle échapperait aux contradictions de la pratique.

Constituée en un temps où l'Europe, dans l'euphorie des commencements de la société bourgeoise, se proposait de **« se rendre maître et possesseur de la nature »** (Descartes), où toutes choses — les usines, les ouvriers dans les usines, *les femmes dans les foyers et les maternités, les* fous à l'asile et les colonisés dans leur dépendance — s'ordonnaient selon une harmonie si parfaite que d'aucuns l'estimaient préétablie par la divinité, comment la pensée, au moment où cet ordre-là se désagrège, ne serait-elle pas en crise, prisonnière de schèmes révolus et contrainte d'en inventer d'autres ? Beaucoup l'admettent, tels le philosophe Henri Lefebvre, pour qui **« il y a une crise générale qui attaque et corrode toutes les œuvres de l'Occident »**, l'économiste Jacques Attali, d'après qui **« on est dans une période de remise en cause profonde, d'instabilité des concepts et d'inaptitude des théories existantes à comprendre les phénomènes »**, ou l'historien Georges Haupt : **« Si « crise » signifie impossibilité de répondre à des problèmes aigus contemporains, ou incapacité d'envisager d'aller au-delà d'une certaine description, je pense qu'on peut parler de crise. »**

Ce qui frappe, en effet, c'est tout d'abord l'impuissance de la pensée à se donner une image globale et cohérente de notre temps. L'époque des grands systèmes est morte : dernier en date d'une série de totalisations toujours imparfaites, sans cesse reprises, l'existentialisme a rejoint le bergsonisme ou l'hégélianisme dans l'oubli embaumé où dorment les grands morts ; seuls quelques fidèles lui rendent encore hommage ; mais qui cherche dans **l'Etre et le Néant** une *réponse aux problèmes de ce temps ? Excepté* les thésards ou les agrégatifs, et autres damnés de l'Eglise universitaire, qui se nourrit de Kant ou de Hegel ?

De simples réclames

SANS doute aucun de ces systèmes n'a-t-il jamais reflété, dans toute sa plénitude et sa richesse, la complexité de la réalité historique, et l'on sait désormais que le réel n'est pas le rationnel. Du moins, et par une approximation toujours plus fine, ont-ils permis de l'appréhender partiellement : par elle-même, la pratique (ce **concret** dont on nous rebat les oreilles) est muette — elle ne dit rien, n'apprend rien, — seul le travail théorique des médiateurs (des philosophes) est susceptible de l'élucider.

N'est-ce pas, entre autres, chez Descartes et Spinoza que le concept de liberté tel que nous le comprenons aujourd'hui s'est peu à peu élaboré et enrichi ? N'est-ce pas chez Hegel que Marx a trouvé, quitte à le transformer en le remettant à l'endroit, le concept d'aliénation ? Par leurs apports comme par leurs insuffisances (qui faisaient problème pour d'autres penseurs et les provoquaient ainsi à la réflexion), les grands systèmes du passé ont contribué à former la pensée *moderne* : ***théorie, expérience, classe, liberté, justice, démocratie,*** nous leur devons la plupart des concepts que nous utilisons tous les jours.

Mais, justement, nous les utilisons en les extrayant du contexte qui les a rendus signifiants, dans l'ignorance de la méthode qui les a produits et dont ils ne représentent qu'un moment, si bien qu'ils sont beaucoup moins opératoires que jadis. Parfois ils disent le contraire de ce qu'ils exprimaient (ainsi, la **démocratie** peut-elle connoter la dictature ; ou la **dictature du prolétariat,** la dictature **sur** le prolétariat), parfois ils transitent d'une région à l'autre du savoir, se sophistiquent, au passage, d'un peu de freudisme ou de marxisme (*l'économie libidinale*) et s'explicitent au minimum : qu'est-ce que la démocratie **avancée** ? de que. **socialisme** parle-t-on ? qu'est-ce que le **désir,** dont Roland Barthes nous dit que **« les gens ne savent pas où il est »** ?

A la limite, les concepts signifient n'importe quoi ; envolée l'idée, reste le mot, qu'on colle, sans s'inquiéter si **ça colle,** sur tout et rien. Comme l'écrivait en son temps Max Horkheimer

(c'était quelques années avant la montée du nazisme), les idées sont devenues des « réclames », qui s'agitent au vent de la dernière mode ; ce n'est plus l'esprit qui souffle, mais la publicité. Aucune vision d'ensemble ne les relie, aucune cohérence interne ne les ordonne, et l'on attend toujours, faute de mieux, cette synthèse qu'on nous promet régulièrement entre le marxisme et l'existentialisme, le marxisme et le freudo-reichisme.

Mais celle-là ou une autre, qui la tentera ? Car, si tout le monde pense, qui, aujourd'hui, a une pensée ? Les idées foisonnent, sans doute, elles courent les chapelles, les séminaires et les colloques, mais une pensée, une hypothèse d'ensemble qui réunisse (provisoirement) les multiples composantes de la réalité présente et nous permette non pas de réagir au jour le jour, mais de comprendre au minimum notre temps, cette pensée-là, la voit-on s'ébaucher ? Son absence n'est-elle pas signe de crise ? Lucien Sève n'en doute pas : **« L'incapacité à une pensée globale est en soi une maladie très profonde. Le grand système de pensée — avec ses limites, bien sûr : son côté dogmatique, sa liaison profonde, bien qu'indirecte, avec une domination de classe — représentait une capacité de la classe au pouvoir d'appréhender la diversité mouvante des aspects de la connaissance et de l'histoire. Cette capacité a profondément disparu du côté du grand capital ; les miettes d'idéologie qu'on a ne peuvent exciper de leur qualité de miettes pour dire : justement, nous reflétons de façon polyscopique un monde qui se complexifie. Non, ce n'est pas vrai. »**

Privée de ces structures d'ensemble qui, à la fois, la limitaient et lui conféraient une certaine rigueur en même temps qu'une valeur prospective, la pensée actuelle n'est pas dépourvue, pour autant, de toute « philosophie ». Mais, alors que la pensée philosophique transcende la réalité sociale qui lui sert d'assise et lui donne ses fondements (ainsi le cartésianisme n'est-il pas simplement le reflet idéologique de la bourgeoisie montante), la pensée désintégrée d'aujourd'hui ne transcende plus rien : elle subit, dans une inconscience quasi générale, les coups et les contrecoups de l'histoire, elle la reflète sans la réfléchir et, tels ces boxeurs vaincus qui ne réagissent plus aux bourrades de l'adversaire, elle incorpore, sans réaction critique, les ingrédients du siècle. Plus nettement que jamais, elle apparaît comme le produit d'une certaine histoire — un produit qui se désagrège avec la désagrégation même de la formation économico-sociale qui le supporte ; et, à la considérer dans ses diverses caractéristiques, on s'aperçoit qu'il en est d'elle comme de la nature : le capitalisme l'a radicalement polluée.

Comment peut-on être Persan ?

Formée dans le contexte d'une société divisée en classes (elles-mêmes subdivisées en fractions de classes, castes et multiples sous-groupes), strictement hiérarchisée et catégorisée, à une époque, de surcroît, où les nations européennes se partageaient (se divisaient, justement) les trois quarts de la planète, la pensée actuelle semble incapable de comprendre, d'accepter, et au besoin de valoriser, les différences.

L'Europe s'est repliée sur ses terres, la France sur l'hexagone, mais la pensée garde ses dimensions et son arrogance impériales ; les colonies sont mortes, mais la pensée colonise toujours : qu'elle le méprise ou l'ignore, elle nie l'autre. Au niveau du sens commun, bien sûr, mais aussi chez les intellectuels de profession ; ainsi, de cette sorte de Somme en trois volumes, **Faire l'histoire,** récemment parue aux éditions Gallimard, les peuples qui recommencent, précisément, à faire l'histoire sont absents : **« Il n'y a que deux études consacrées au tiers-monde,** remarque Pierre Vidal-Naquet. **De l'Inde, de la Chine, des deux tiers de l'humanité, on ne dit mot. »** C'est qu'on ne les voit pas, habitués que nous sommes à **« juger toute chose selon notre histoire, nos catégories, notre définition de l'homme. Cette façon de tout rapporter à soi, à un certain univers intellectuel, à un certain système d'interprétation du monde, est proprement occidentale »** (Georges Balandier).

Les circonstances aidant, pareil ethnocentrisme — aussi décentré à l'égard des réalités du monde contemporain que le géocentrisme de Ptolémée à l'égard de l'univers — conduit aisément au racisme. De Dunkerque à Marseille, la pratique en donne des exemples quotidiens : **« Il y a un profond racisme de la pensée française,** constate Claude Bourdet ; **totalement inconscient, il est d'autant plus dangereux qu'il se colore des aspects de la bonne conscience. Les Français sont universalistes, dans la mesure où le monde entier serait français. Si on torture des Français, c'est très grave, si on torture d'autres nationalités, ça commence à être moins grave, si des Français torturent des Algériens, ce n'est plus du tout la même chose. »**

Développés/sous-développés, sauvages/civilisés, patrons/ouvriers : reflet d'une pratique sociale qui, depuis quatre siècles, a brisé toutes les vieilles solidarités et, dans cette course folle aux privilèges et au profit, a dressé les uns contre les autres jusqu'aux membres d'une même famille, la pensée, telle une machine à couper des rondelles, fragmente, divise — et hiérarchise : **« Cette façon de vouloir ordonner les différences concerne non seulement ce qui nous est étranger, mais aussi ce qui nous est propre ; on ne pense pas la femme comme différente sans la penser d'une certaine manière comme marginale ou inférieure, on ne pense pas une génération jeune sans la penser comme différente et sans, du même coup, la placer aussi en position inférieure »** (Georges Balandier). Et alors que la pensée antique unissait les puissances du ciel et de la terre — les héros et les demi-dieux n'étaient-ils pas les médiateurs et les témoins de l'alliance ? — alors que la pensée médiévale saisissait des ordres, des groupes, des corporations, la pensée actuelle, née de la dislocation des ensembles sociaux, crée à son tour une réalité disloquée : **« C'est une pensée de la séparation et de la division,** note Serge Moscovici, **le moi/l'autre, le Français/l'immigré, l'homme/la femme, l'adulte/l'enfant, la nature/la société. Nous vivons dans des sociétés en ou : ou vous ou moi, ou le même ou l'autre... C'est un phénomène d'expulsion continue : travailleur, on vous expulse de votre métier ; Parisien, on vous expulse vers la banlieue ; vieux, la retraite vous expulse de la collectivité. »**

A l'intérieur même de ce champ ségrégé où elle se produit, et qu'elle contribue à reproduire, la pensée obéit aux lois de l'économie marchande ; et l'on retrouve, dans le domaine de la production intellectuelle, les mêmes caractéristiques que dans les autres secteurs de la production : concentration des entreprises, recherche d'une rentabilité maximum, division accrue du travail, surproduction, gaspillage.

Des recherches qui ne servent à rien

C'EST le cas, par exemple, de la pensée scientifique. Le temps n'est plus où quelque vieux savant, entouré de deux ou trois disciples, se livrait, dans un grenier transformé en laboratoire d'occasion, à des expériences parfois dangereuses : l'amour du savoir, la joie de comprendre, valaient bien tous les inconforts. Fabriquée désormais de façon industrielle — il existe de véritables usines à science, telle l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, à Genève, où travaillent trois à quatre cents physiciens proprement dits, quatre à cinq cents ingénieurs et techniciens, plus d'un millier de secrétaires et d'ouvriers qualifiés, — la pensée scientifique, dans le processus même de sa formation, échappe à ceux qui la produisent, exactement comme le sens de son travail échappe à l'ouvrier. Le scientifique moyen d'aujourd'hui est à celui d'hier ce que l'ouvrier spécialisé est à l'artisan : il pense sur un boulon (sur cette rondelle d'organe qu'il pèse pour la millième fois, sur cette cellule, toujours la même, qu'il colore du matin au soir) ; mais la pensée d'un boulon est-elle encore une pensée ?

La plupart des chercheurs ne savent pas ce qu'ils cherchent, leur activité ignore ses tenants et ses aboutissants, leur pensée n'est qu'un fragment ou une miette de pensée, et — dans la mesure où penser, c'est relier — une absence de pensée. Comme le travail de l'ouvrier spécialisé est, d'une certaine façon, la négation du travail : **« La production des connaissances, comme celle des biens matériels, est parcellisée,** constate Jean-Marc Lévy-Leblond. **Le scientifique moyen ne contrôle même plus la signification de son travail. Souvent obscur tâcheron du calcul théorique ou de l'expérimentation, il n'a qu'une vue très limitée du procès global où s'inscrit son travail. Il s'agit là d'une sorte de prolétarisation intellectuelle. »**

A s'ordonner, comme les autres, sur la recherche exclusive du profit, l'activité scientifique, elle aussi, est en crise : si elle produit de plus en plus, elle écoule de moins en moins ; devenue **« une connaissance de plus en plus approfondie d'objets de plus en plus lointains »** (Lévy-Leblond), condamnée, comme toute marchandise, à se renouveler, elle parvient de plus en plus difficilement à s'insérer dans le circuit marchand : **« La science s'enfonce dans l'ésotérisme. La recherche fondamentale tourne de plus en plus sur elle-même, elle ne s'alimente qu'à elle-même — à la connaissance produite — et, proportionnellement, les applications technologiques sont de moins en moins nombreuses. La majorité des recherches ne servent à rien »** (Lévy-Leblond).

La production scientifique n'est pas la seule à se soumettre au critère de la rentabilité et du profit. La production la plus gratuite qui soit, en apparence, celle qui ne semble soumise qu'au principe de plaisir (ou d'agrément), obéit elle aussi aux mêmes exigences.

Une culture de ruissellement

L'ACTIVITE littéraire, pourtant, paraît extrêmement diversifiée, et l'on n'a jamais publié autant de livres. Mais pas n'importe lesquels, et là encore, en y regardant de plus près, on découvre la même corrosion qu'ailleurs. On ne publie en effet — et, par conséquent, on n'écrit — que ce qui se vend, ou est susceptible de se vendre : **« Bientôt, bon nombre de livres ne pourront plus s'éditer du tout,** estime Bertrand Poirot-Delpech. **Ma conviction est qu'aujourd'hui** la Nausée, l'Imaginaire, **ou que Valéry dans son entier n'auraient de chance de voir le jour qu'à compte d'auteur. Il faut que l'écrivain ait un violon d'Ingres très voyant, ou une vie publique un peu fracassante, qu'il ait parlé trois minutes avec de Gaulle ou Mao, il lui faut un argument de vente extra-littéraire, sans quoi on ne fait plus attention à son manuscrit. Ce qui caractérise la vie de l'édition, c'est la loterie et la chienlit du mercantilisme. »**

A la limite, si l'on pouvait économiser le temps d'écrire, pour vendre plus vite... Mais l'on y vient : les éditeurs prospectent, comme les industriels, et, trouve-t-on le phénomène qui a vécu « quelque chose », on l'interviewe ; trois jours de magnétophone et l'affaire est dans le sac : **« Je ne vois pas pourquoi on ne recopie pas le Bottin en le signant Zitrone,** se demande B. Poirot-Delpech ; **ça se vendrait automatiquement. »**

Comment pareil mercantilisme n'influerait-il pas sur l'activité de l'écrivain ? Si l'on ne publie que ce qui rapporte, on est conduit, tôt ou tard, à n'écrire — à ne concevoir, sentir, imaginer, élucider — que ce qui rapporte : c'est dans l'acte même de la création littéraire que l'économique intervient et que, à la façon d'un contremaître qui examine la qualité des pièces usinées, il opère une sélection impitoyable entre le dicible et l'indicible — l'in-vendable, qui devient donc l'impensable. Les règles de l'édition définissent celles de l'écriture, les impératifs de la commercialisation, ceux de la production.

Conditionnée à la facilité par **« cette culture de ruissellement »** (Max-Pol Fouchet) que distribuent les media — lesquels **« prennent de plus en plus les Français, y compris les intellectuels, pour des benêts »** (Poirot-Delpech), l'opinion attend de l'anecdotique et de l'accessoire : on va donc produire, et sans que cela réponde nécessairement à un choix conscient, de l'anecdotique et de l'accessoire : **« La vie de l'esprit est un mélange complet au nom du n'importe quoi »** (Poirot-Delpech). Quant à cette partie de la clientèle qui apprécie le sérieux et le savant, l'écrivant est incité à lui servir aujourd'hui — puisque c'est la mode — de l'antilittérature ou, plus exactement, une littérature qui se prend elle-même comme objet de son propre discours.

Et l'on retrouve ici, dans cette sorte de gratuité d'un langage qui tourne sur lui-même, l'un des effets du système socio-économique sur les centres de l'élaboration conceptuelle. La production en série des marchandises et la transformation même de l'homme en marchandise ont provoqué l'uniformisation des modes de vie et la standardisation des vivants. De plus en plus totalitaire (malgré les apparences), le système ne laisse guère de place à l'initiative individuelle, à l'originalité et à la spontanéité du vécu : **« Hier — il y a quarante ans — la littérature s'appuyait fortement sur l'individualisme ; ce n'est plus le cas aujourd'hui ; on ne voit plus ces grands individus exacerbés que pouvaient être Barrès, Gide et d'autres »,** remarque M.-P. Fouchet (pour qui on ne trouve pas non plus **« de grands collectivistes enthousiastes »**).

Vivant tous, ou ayant l'impression de vivre la même expérience, ceux qui écrivent ne considèrent donc plus l'écriture comme un moyen de communication : qu'y a-t-il à communiquer qui ne soit déjà connu ? Sans contenu — sans message, — la littérature en est réduite à s'interroger sur elle-même : **« Parmi les jeunes, il y a une obsession exclusive du langage pour le langage, de la mécanique et de la production du langage et du texte, une interrogation sur l'origine du flux verbal et du flux textuel. Ils recrachent leur Barthes, leur Cixous, leur Kristeva ; c'est frappant comme ça se ressemble d'un bouquin à l'autre »** (B. Poirot-Delpech).

Sous l'œil des marchands et des "patrons"

Seuls les naïfs, ou les idéologues du système, les premiers aliénés à leur discours idéologique, peuvent se croire libres de penser. Mais la pensée n'est pas libre, non seulement parce que ceux qui pensent sont conditionnés par la culture de leur milieu — il est possible, jusqu'à un certain point, de se défaire de son emprise, — mais parce que la pensée n'a d'existence qu'à partir du moment où, par la parole et l'écrit, elle se formule et, en se formulant, se constitue comme pensée.

Elle ne préexiste pas à cette expression, sinon comme vague aspiration ou rêverie informe — et les moyens de cette expression sont propriété privée ou d'Etat. C'est des autres — de l'éditeur qui accepte ou renvoie le manuscrit, du directeur de journal, à qui sourit ou déplaît un projet de reportage, du « patron » qui agrée ou refuse un sujet de thèse, du ministère, qui bloque ou débloque les crédits — que l'intellectuel reçoit la possibilité de dire et, par là même, de penser.

Pareilles contraintes constituent autant de censures, externes et internes à la fois ; elles interviennent dans tous les secteurs de la production intellectuelle. En littérature, par exemple, où, d'après B. Poirot-Delpech, **« la liberté d'expression est d'ores et déjà complètement bafouée, l'exigence de rentabilité représente une censure aussi grave que toutes les censures bureaucratiques qui existent à l'Est » ;** certaines maisons d'édition ne font-elles pas attendre des auteurs consacrés, mais à la valeur marchande actuellement incertaine ? Il en est de même en science où faute de crédits certaines disciplines végètent (l'acoustique, la thermodynamique), tandis que les laboratoires, ou les organismes d'Etat, condamnent au chômage un certain nombre de chercheurs.

Mais les pressions économiques ne sont pas les seules à limiter la liberté de la pensée ; d'autres s'y surajoutent, plus sociologiques que financières, qui tiennent au mode d'insertion de l'intellectuel français dans le contexte social.

Les penseurs-universitaires fonctionnent d'abord de façon verticale, en ce sens qu'ils dépendent tous de l'Etat et, à des degrés divers, les uns des autres : l'assistant du maître-assistant, le maître-assistant du maître de conférence, le directeur de l'U.E.R. du président de l'université ; intériorisée, cette hiérarchie détermine déjà les modalités de la réflexion, ses dimensions (théorique, ou à ras d'expérience), sa qualité (une pensée d'assistant peut-elle être davantage qu'une pensée assistée ?), son envergure — pensée prudente, audacieuse, hypothétique ou catégorique, pensée de maître, comme on disait d'une villa, aux « colonies ».

Mais les universitaires fonctionnent encore selon un ordre horizontal, dans la mesure où leur discipline peut être en position de rivalité ou (plus rarement) de complémentarité avec d'autres, où elle-même s'enseigne également dans d'autres universités (d'où un certain nombre, et un certain type de relations à établir), dans la mesure enfin où il peut être utile de lui adjoindre d'autres supports qu'universitaires — journalistiques, par exemple, ou d'édition.

Ainsi se crée un réseau serré de liens multiples, d'obligations et d'allégeances, de services échangés ou de coups fourrés à rendre, de places fortes à conserver ou de bastions à conquérir, de rivalités à justifier théoriquement, ou d'oppositions idéologiques à tempérer. On entrevoit quelles conséquences peuvent résulter, pour l'activité intellectuelle elle-même, de ce que certains n'hésitent pas à appeler du « maffiatage ».

C'est ainsi que le penseur-patron, qui a besoin de crédits, de postes, ou simplement d'honorabilité statutaire, ne peut accepter que sa discipline soit controversée, que sa centralité (réelle ou imaginaire) soit contestée — sans remettre en cause, du même coup, son substrat économique et social ; il refuse donc — il ne conçoit même pas — qu'on la conteste, et sa pensée ne fonctionne qu'à seule fin de la justifier : soit par les articles qu'il donne à des revues spécialisées (en physique, estime J.-M. Lévy-Leblond, cette production-là, à 90 %, n'est jamais citée ni utilisée, parce que théoriquement insignifiante), soit par les œuvres qu'il publie régulièrement, et dont la plupart ne seront lues que par ses étudiants qui, plus tard, à leur tour..., soit, enfin, par la campagne qu'il organise, dès qu'un ministre projette quelques retouches — il proteste, motionne, pétitionne, crie à la barbarie — c'est à la vie de l'esprit qu'on ose attenter.

Ainsi a-t-on vu récemment les philosophes, toutes polémiques suspendues, se dresser comme un seul homme contre la réforme Haby ; les mandarins les mieux installés dans le système se découvraient, brusquement, une âme de contestataires. Mais, du haut de leurs barricades idéologiques, quels arguments lançaient-ils à l'adversaire ? Leur raisonnement péchait dans son principe même, les conclusions figuraient déjà dans les prémisses — et les prémisses, comme dit Pierre Viansson-Ponté, **« c'était la défense de la boutique. La plupart des lettres que** le Monde **a reçues sont d'un niveau très bas : " Monsieur, peut-on vivre sans philosophie ? ", " Et Platon, qu'est-ce que vous en faites ? ". Il n'y avait aucun débat d'idées ».**

Une pollution psychanalytique

STERILISES par la position même qu'ils doivent défendre, les penseurs-patrons stérilisent aussi les apprentis-patrons. Obtenir un poste, gagner des échelons, se concilier un directeur de thèse — autant de limitations au déploiement d'une pensée libre. Quel jeune chercheur n'a été obligé de réfléchir sur une question pour lui sans intérêt, mais importante pour le patron — lequel prépare justement un ouvrage sur cette question et a besoin de l'apport de ses étudiants, qu'il utilise parfois sans vergogne ? Quel intellectuel du bas de l'échelle n'a retrouvé, un jour, dans une étude « magistrale », des pages entières de sa thèse de troisième cycle ou de son diplôme d'études supérieures ? La pratique est plus courante qu'on ne le croit. **« Les jeunes chercheurs au statut instable, à l'emploi et au salaire incertains sont contraints à la docilité pour avoir des chances de progresser »** (J.-M. Lévy-Leblond).

« Il y a dans ce pays des forteresses incroyables, constate Jean-François Revel. **Quand vous pensez que certains grands professeurs, à la Sorbonne ou au Collège de France, ont la haute main sur à peu près toutes les études qui se font dans leur discipline sur toute l'étendue du territoire, que pas un seul sujet de thèse ne peut être déposé sans leur approbation, qu'ils contrôlent la répartition des crédits du C.N.R.S., c'est-à-dire des moyens qui permettent à leurs disciples de faire ou non une carrière, qu'ils participent aux attributions de postes, et qu'ils bénéficient d'influences considérables dans de grandes maisons d'édition et de grands journaux — cela fait quand même beaucoup de pouvoir... »** Docilité des jeunes, toute-puissance des anciens : la gérontocratie universitaire, par les limites qu'elle impose à la réflexion, contribue à son appauvrissement ; c'est ailleurs, aujourd'hui — aux Etats-Unis, en particulier, — que l'activité intellectuelle s'accomplit le plus librement. En France — pouvoir de l'argent, pouvoir des titres et des fonctions — elle connaît de multiples entraves.

Devenue, à la lettre, une marchandise, elle se trouve en concurrence avec les autres, et les diverses fabriques (sciences, écoles de pensée) ont entre elles les mêmes rapports que les entreprises industrielles.

Elles tendent toutes, par exemple, au monopole. Il n'est pas de pensée qui, à un moment ou à un autre, n'ait essayé de s'imposer, réduisant les autres modèles d'interprétation à de simples corollaires, quand elle ne les déclarait pas complètement dépassés ; en dernière instance, comme l'on dit depuis Engels (mais pourquoi y aurait-il une dernière instance ?), c'est l'économie, le langage, l'inconscient ou la biologie qui expliquerait le tout du phénomène humain.

C'est ainsi que, vers les années 50, l'intelligentsia française découvrit, avec quelque retard, l'œuvre de Freud ; mais, depuis, quel défoulement ! La psychanalyse a envahi peu à peu tous les domaines, jusqu'au marxisme qui ne la boude plus, et les complexes se portent désormais comme la Légion d'honneur...

Ecrivent-ils, les intellectuels donnent dans le même dévergondage : **« J'ai là, sur mon bureau, un exemple absolument stupéfiant,** nous confie un professeur. **Il s'agit d'un article destiné à une revue de haut niveau. On y trouve, d'abord, un immense appareillage mathématique et conceptuel (c'est à la mode : pour « démontrer » des évidences, bien des scientifiques utilisent, sans la moindre nécessité, la plus lourde instrumentalité mathématique) — et, à partir de notions freudiennes et lacaniennes, l'auteur explique calmement qu'intelligence veut dire : qui a un phallus ; à titre de preuve, il indique en note : voir Lacan, page... On a là un intellectuel qui, méthodologiquement, a l'air d'être d'une précision extrême, mais qui, en même temps, raisonne comme un astrologue ! »**

Freudienne, freudo-marxienne, lacanienne ou althussérienne — à l'image même de la société qui la produit, la lance, l'impose un temps et la déprécie, la pensée contemporaine n'échappe pas à la tentation totalitariste : **« Les tentatives de réduction se succèdent comme une canonnade,** dit H. Lefebvre. **Les sciences ont toutes été impérialistes les unes après les autres. »**

L'opération est payante sur plus d'un plan : elle **rapporte,** d'abord ; elle permet également à certains de se refaire une apparente jeunesse professionnelle, et de reconquérir un pouvoir pédagogique contesté ; elle sert, enfin, l'idéologie dominante, dans la mesure où elle détourne l'attention des vrais problèmes. (Lire la suite page 20.)

(Suite de la page 19)

C'est à cet aspect-là de l'opération qu'est sensible Lucien Sève : si l'on veut tirer de certaines sciences plus qu'elles ne peuvent donner, si on les falsifie — comme on fausse une pièce —, dit-il en substance, c'est parce que l'idéologie bourgeoise, incapable de se donner les instruments conceptuels adéquats qui permettraient une synthèse théorique de notre temps, a besoin de substituts — la psychanalyse, la biologie — qui tiennent lieu d'explication globale et masquent, en même temps, la réalité des rapports sociaux : **« Là aussi, il y a un phénomène du type de la pollution ; cette classe en perdition est incapable de faire face aux problèmes de notre époque ; elle ne voit guère d'autre moyen que de détruire de manière accélérée un certain nombre de choses, pour les jeter dans le brasier de la crise de son idéologie. Les sciences humaines ont avancé : « Tout fait ventre », dit l'homme, on peut s'en emparer et concocter avec elles une pseudo-explication qui permettra d'éviter ce qui doit être évité. »**

Quel que soit le bénéfice, économique ou idéologique, que les penseurs et l'Etat tirent de cette situation, l'activité intellectuelle ne peut, elle, qu'en pâtir ; car si la concurrence, dans le domaine économique, incite les entreprises à améliorer la qualité de leurs services ou de leur production, elle provoque, dans l'ordre de la pensée, des effets rigoureusement inverses : la surenchère, ici, conduit au sectarisme et au dogmatisme.

Main basse sur le sacré

Ainsi en est-il aujourd'hui : **« Ce qui caractérise notre époque,** estime J.-P. Vernant, **ce sont les divisions en sectes, des discussions sur des points de vocabulaire, des excommunications — les intellectuels donnant l'impression que ce qui importe, ce n'est pas de regarder le réel et d'essayer de le comprendre, mais de constituer des groupes parlant le même langage, se reconnaissant et se confortant de cette certitude commune — certitude qui a besoin, pour être reconnue, de se définir par opposition aux ignorants et à ceux qui sont les plus proches. »**

Les sectes pullulent, en effet, chacune a son langage qui, **« pour les initiés, a une sorte de profondeur révélatrice »**, ses formules, **« qui vous ouvrent le paradis »**, ses dogmes, ses hérétiques et ses schismatiques. Une sorte de **« sacré sauvage »** ou **« diffus »** pénètre tous les secteurs de l'activité sociale : **« Chacun s'en est approprié un morceau,** constate G. Balandier, **et valide, en son nom, ses préférences, ses choix, ses essais. On fait main basse sur le sacré : on sacralise son choix en matière de sexualité, on sacralise son expérience politique, en faisant du groupe une communauté chaude, qui va immédiatement produire sa liturgie, son rituel, ses codes, son langage, établir les lignes de frontières qui marquent ce qui est convenable et ce qui ne l'est pas, donner les règles du manichéisme qui permettent de répartir les hommes commodément. On procède à la manière d'une Eglise combattante. Chaque école de pensée a tendance à se penser comme la seule et, du même coup, à se placer contre toutes les autres. »**

Les prenant pour cibles, et comme principal objet d'observation, la pensée perd de vue la réalité ; et ce que H. Lefebvre appelle **« sa fixation sur des positions arrêtées »** l'empêche de suivre les transformations du monde ou d'entendre les problèmes des hommes.

Des pingouins et des hommes

MAIS y a-t-il des hommes encore ? A la suite de Nietzsche, qui proclama la mort de Dieu, que d'intellectuels célèbrent, aujourd'hui, celle de l'homme ! Non pas qu'au nom de certaines valeurs primordiales ils dénoncent, à la façon de Marx, cette sorte de mort lente que l'exploitation économico-politique impose à des millions d'individus ; mais reprenant à leur compte les méthodes qui, en faisant du travailleur une marchandise, lui dénie toute humanité, ils portent sur l'homme un regard qui le dissout et l'égare parmi les choses ; pour beaucoup, l'essence de l'homme ne consiste plus dans les rapports sociaux qui la constituent, et les phénomènes humains requièrent un autre type d'explication, puisqu'ils se réduisent, assure-t-on, a du non-humain.

Ainsi voit-on se développer ce que l'historien Robert Bonnaud appelle la **« mode naturaliste »**. Elle prend des formes très diverses ; aux Etats-Unis, par exemple, prédominent actuellement les théories biologisantes de l'homme — qui conduisent, entre autres, au racisme : si l'on n'invoque plus la forme du crâne ou le poids du cerveau, comme au dix-neuvième siècle, on parle **montages chromosomiques, code génétique,** et l'on explique, le plus sérieusement du monde, que les Noirs et les Blancs ont, par nature, une intelligence différente (Chocley).

Du somatique, on passe aisément à l'animal — autre variante du naturalisme contemporain, qu'illustrent les travaux de K. Lorenz ou de Hardrey. **« On retrouve tout chez l'animal : la guerre, le territoire, la propriété (bien sûr !), pour finalement les déclarer éternels. On voit tel historien célèbre faire un article sur les pingouins en terre Adélie, où il prétend démontrer que les lois de la démographie animale et humaine sont identiques »** (R. Bonnaud).

Mais pourquoi s'arrêter à l'animal et ne pas chercher, par exemple, du côté du climat ? **« J'ai réuni tout un dossier sur les explications climatiques en histoire,** continue R. Bonnaud. **Telle dépression économique du Moyen Age aurait été causée par un refroidissement. C'est l'idée du rythme primordial. On va à l'astrologie : le gouvernement par les astres ! En lisant certains travaux dits scientifiques, on découvre que c'est l'état du ciel qui préside aux destinées humaines. On se retrouve un peu devant ces chroniques médiévales où l'on notait les signes du ciel, les pluies, les plaies de sang. »**

Diluer l'humain dans le non-humain : n'est-ce pas, d'une certaine façon, la position de C. Lévi-Strauss, qui croit nécessaire de chercher ailleurs que dans l'homme la raison dernière de son histoire ? **« Les grandes causalités auxquelles Marx faisait appel étaient encore des causalités historiques et humaines,** nous dit-il ; **c'étaient des rapports de production, des modes de production, c'est-à-dire tout un niveau de phénomènes où l'homme se trouve profondément engagé avec son histoire, son idéologie. J'ai le sentiment maintenant que le genre de marxisme auxquel nous devrions ou pourrions faire appel serait, si j'ose dire, un marxisme beaucoup plus dur, c'est-à-dire que, par-delà ou en deçà des déterminismes encore très imprégnés d'humanisme auxquels Marx se référait, nous sommes maintenant en prise directe, en quelque sorte, sur des contraintes beaucoup plus impérieuses et beaucoup plus extérieures à l'homme : l'explosion démographique, la destruction de l'éco-système. »**

L'âme d'un monde sans âme

HOMMES-MACHINES, hommes-pingouins, hommes-molécules : est-ce la froide désespérance de ce regard — et la détresse objective qu'il traduit — qui provoque, par réaction, le renouveau du sentiment religieux ? Car c'est un fait : qu'il s'agisse de l'aspiration à un au-delà ou à un plus tard meilleur, ou des formes dégradées de la croyance, l'esprit religieux renaît. A l'étranger, l'Islam n'a jamais été aussi vivant ; en Pologne, en U.R.S.S., la foi couve (et brûle) sous les cendres (parfois, elle rejaillit, provocante : Soljenitsyne, Siniavski) ; en France, où l'on rencontre, fait nouveau, tant de prêtres dans les mouvements d'extrême gauche, quel Guyot oserait écrire **l'Irréligion de l'avenir ?**

Contrairement à ce qu'espéraient les libertins du dix-septième siècle et les scientistes du dix-neuvième, les évidences de la raison n'ont pas détruit les exigences de la foi ; simplement, la foi (l'espérance ?) a changé de lieu et de formes : délaissant les institutions (les Eglises, les partis structurés comme des Eglises), elle se glisse dans ces utopies qu'on redécouvre ou qu'on invente — tels ces grands rêves qui nous invitent, dans un monde sans écoles, sans médecins, sans prisons, sans Etats, à une nouvelle **« convivialité »** —, elle transparaît dans cette recherche passionnée du juste qui, spontanément, mobilise jeunes et moins jeunes contre l'expulsion de squatters ou l'assassinat d'un immigré, elle inspire le volontarisme, qui anime tant de mouvements gauchistes ; il n'est pas jusqu'aux grands mythes eschatologiques — l'an 001, l'homme réconcilié, la Révolution — qui ne ressuscitent ; et, dans la lignée des prophètes d'autrefois, dont elles retrouvent, sinon le souffle, du moins l'inspiration, que de voix nous appellent à changer la vie !

Car il faut vivre. Et choisir. Et répondre, enfin, à tous ces problèmes existentiels — la qualité et le contenu du travail, les divers modes d'occupation du temps (qu'il ne s'agit pas seulement de **perdre** ou de **passer**), les rapports de pouvoirs, les relations avec autrui — qu'aucune théorie, jusqu'à présent, qu'aucun système n'a abordés de front et encore moins résolus. Mais en a-t-on les moyens ? Les réflexions actuelles sont-elles à la dimension de nos rêves ? Modelés par quatre siècles d'économie marchande, et dans le cadre étroit des patries en formation puis en expansion, la pensée suit-elle, ou subit-elle dans le désarroi, les transformations en cours ? A-t-elle encore assez d'envergure pour embrasser les problèmes de notre temps, assez d'imagination pour proposer des solutions, assez de générosité, somme toute, pour concevoir un monde humain ? Les politiques en sont convaincus ; mais leur **discours** a-t-il la qualité qu'ils lui prêtent ?

A l'heure de son clocher

On le dit, on le répète à juste titre : en 1975, c'est à l'échelle de la planète que les problèmes se posent. Qu'il s'agisse de la protection de la nature — illusoire aussi longtemps que le pays voisin continue de polluer ses eaux et son atmosphère, — de la croissance industrielle — à la merci des producteurs d'énergie, — de l'emploi et des salaires — qu'on ne peut assurer et protéger, dans une économie dominée par les sociétés multinationales, que par une action et une concertation syndicales de niveau international, — de la démocratie — probablement condamnée à rester « bourgeoise » aussi longtemps que les régimes qui se targuent de l'avoir « popularisée » constitueront, pour la majorité des Occidentaux, un épouvantail, ou un antimodèle, — du socialisme, dont on commence à comprendre qu'il ne peut s'établir dans un seul pays — il n'est plus de problème qui puisse trouver de solution à l'échelle de la nation.

Mais toutes les nations n'ont pas le choix de leur échelle ; et de la même façon qu'un paysan du Massif Central ou des Asturies peut éprouver quelque difficulté à embrasser, dans toute leur étendue et leur complexité, les problèmes de l'Hexagone ou de la Péninsule, un Européen — qui, du monde, est moins le citoyen que le villageois — ne parvient pas sans peine à « dépasser » ses conditions réelles — historiques — d'existence, à se décentrer, en quelque sorte, pour mieux accommoder et considérer d'un angle différent les questions de son temps. Il y faut plus que de la bonne volonté ou de l'intelligence ; c'est la situation qui décide et infléchit le sens de la réflexion, lui ouvre de larges horizons, ou l'enclôt dans d'étroites limites ; comme le rappelle David Rousset, **« Tout est lié : on réfléchit en fonction des problèmes auxquels on est confronté ; quand on est confronté avec les vrais problèmes mondiaux, on est porté à déployer une réflexion qui se situe à la dimension de ces problèmes. »**

C'était, il y a un siècle, le cas de l'Europe ; depuis, l'effondrement de sa position mondiale l'a provincialisée : **« A partir du moment où l'on n'est plus une unité réelle, active dans la politique mondiale, et précisément à un moment où la politique mondiale détermine tout, alors on est dans un état objectif de provincialisme »** (D. Rousset). Et cet état conditionne, à son tour, l'état de la pensée : quand on en est réduit à bricoler l'histoire, on acquiert une pensée de bricoleur ; et s'il est vrai que les hommes ne se posent jamais que les problèmes qu'ils peuvent résoudre, les Européens, qui subissent les décisions, et les contrecoups des décisions prises par d'autres, ne conceptualisent qu'à grand-peine des questions qu'ils ne posent pas eux-mêmes, et dont les termes dans lesquels elles se posent, le moment et le lieu où elles surgissent, leur échappent.

D'où le caractère extrêmement provincial de la pensée politique européenne, toutes nuances confondues. La crise de l'énergie en est un exemple probant : l'Europe pense à la petite semaine, et d'abord, prise de court, elle ne pense pas ; elle attend, hésite — **« Est-ce sérieux ? »**, — se rassure : **« Ça passera »**, calcule quelques économies de bouts de chandelle, découvre, enfin, que la crise est là ; dès lors, elle n'imagine, au mieux, que des remèdes à court terme (accords privilégiés bilatéraux) ; elle rafistole, biaise, ergote sur le détail, elle ne tente pas de poser le problème dans sa totalité — elle ne s'interroge pas sur les modalités et les finalités de la croissance dans les pays industriels.

Peureuse, illogique, la réflexion des dirigeants européens ne devance pas l'événement, elle le subit, et réagit au coup pour coup. Si penser, comme gouverner, c'est prévoir, cette pensée-là ne pense pas.

On constate la même carence dans les centres éloignés du pouvoir, notamment à gauche. Ainsi, qui pose de manière cohérente, et au niveau planétaire, le problème de la révolution mondiale ? de sa possibilité éventuelle, de sa stratégie ? On parle d'un socialisme à la française : est-il réalisable dans un Occident capitaliste ? **« Où en est la prise de conscience ?** demande D. Rousset. **C'est à ce niveau-là qu'il faut juger le Programme commun. Comment peut-on imaginer un seul instant pouvoir faire une opération qui ne soit pas la gestion du capitalisme, mais l'amorce d'une transformation radicale, sans poser le problème dans ses termes mondiaux ? C'est une plaisanterie ! »**

Des programmes au ras des urnes

C'EN est une autre de faire de la politique comme on fait de la cuisine. Même si c'est de la « cuisine politique ». Or dans la plupart des pays d'Europe, et en tout cas en France, la pensée politique, celle qui s'élabore, en particulier, dans les partis, vole au ras des urnes. Electoraliste avant toute chose, elle ne conçoit ses programmes, elle n'organise son action qu'à cette fin. C'est évident à droite, où l'on détient le pouvoir, et où la préoccupation majeure est de le conforter ; il s'agit de penser utile, plutôt que de penser vrai. Mais ce n'est pas mieux à gauche, et le Programme commun obéit, lui aussi, aux règles du jeu électoral. Les problèmes de fond ne sont même pas formulés : c'est qu'il faut faire le plein des voix. S'efforçant de rassurer les cadres, de séduire les moyennes et petites entreprises, de plaire aux gaullistes et de ne pas choquer les chrétiens, on donne dans l'à peu près et le clair-obscur.

Mais allons plus loin : il n'est pas sûr qu'au-delà des programmes il y ait une différence radicale, dans la pensée politique, entre la gauche et la droite. **« Il est très difficile, en France, de savoir qui parle,** constate G. Haupt. **Très souvent, ce qui est** anti, **on l'inscrit dans le discours de gauche ; à ce compte, Péguy devient un homme de gauche » ;** à l'inverse, ce qui est **pour** n'est pas forcément de droite : à ce compte, les partisans de la dénonciation du Goulag seraient tous des hommes de droite.

En réalité, pensée de gauche et pensée de droite ont un air de famille et, tels ces vieux époux qui finissent par se ressembler, elles présentent un certain nombre de traits communs : le nationalisme, par exemple — qui explique en partie la mollesse et les compromissions de la **« gauche respectueuse »**, comme dit Sartre, dans le combat anticolonialiste ; le respect de la légalité, le sens de l'Etat, le primat de la croissance économique, la distinction de l'économique et du politique, une certaine méfiance à l'égard de ce qui est « politique », l'affirmation de la nécessité de l'armée et de la neutralité de l'école, autant d'orientations **communes** aux pensées de gauche et de droite.

Récupération ? On le dit à gauche, mais un peu vite, car la récupération est une constante de l'histoire sociale et de l'histoire des idées : **« La société est de sa nature récupératrice,** constate G. Balandier, **elle développe ses logiques de telle manière qu'elle cherche toujours à reprendre les acteurs sociaux, individuels ou collectifs, selon ses propres normes. »** Ce qui est vrai de la société l'est aussi des groupes qui la composent ; seule une approche idéologique les distingue absolument, ou les conçoit comme radicalement antithétiques et s'excluant les uns les autres ; ils s'impliquent, au contraire, se présupposent, se modèlent réciproquement — et la gauche, tout autant que la droite, est **« dans le système »**. Les classes (et les pensées de chaque classe) ne sont pas dans un rapport d'exclusion, tels des blocs de pierre jetés sur un champ, elles constituent un système d'équilibre, où les échanges, comme dans tout organisme, sont innombrables.

Si la droite récupère, la gauche récupère donc aussi (et souvent à son insu) ; tout au plus, la droite récupère-t-elle pour **« désamorcer »**, la gauche, comme dit R. Barthes, pour **« subvertir »** — tel l'écrivain Manchette, qui donne un contenu subversif à ses romans policiers (amorce d'une guérilla urbaine, rôle de la C.I.A. en Europe, polices patronales dans les usines). Mais, de toute façon, on « récupère » et, comme disait M. Foucault, **ça va, ça vient, ça circule.** La droite, par exemple, a « emprunté » à la gauche une certaine approche — économique — des réalités historiques : **« Depuis vingt ans,** note Maurice Duverger, **on parle de pays développés et de pays sous-développés, c'est une approche marxiste par la structure socio-économique. A la veille de la deuxième guerre mondiale, on posait autrement les problèmes, on s'en tenait au politique seul, on négligeait les conditions socio-économiques de la démocratie. »**

A son tour, la gauche accorde plus d'importance aux institutions politiques, dans lesquelles elle ne voit plus qu'une simple superstructure ; elle conçoit mieux que les seules transformations matérielles ne résolvent pas, comme magiquement, tous les problèmes sociaux et, par exemple, que la collectivisation des moyens de production ne supprime pas d'elle-même l'aliénation de la femme. Il n'est pas jusqu'à la forme du discours qui n'ait profondément changé : l'adversaire n'est plus un ennemi — un **rat visqueux**, une **vipère lubrique** ou un **valet de l'impérialisme,** on ne le rejette plus dans les ténèbres de la réaction, on discute, et les **poubelles de l'histoire** se remplissent moins vite qu'autrefois : à gauche comme à droite, la « récupération » va bon train.

Une droite sans rides

MAIS récupérer, c'est aussi assimiler (faire sien) et transformer : d'être réciproquement contagieuses ne conduit pas les pensées de gauche et de droite à devenir identiques. S'il est dans la logique d'un système social, quel qu'il soit, d'ajuster les uns aux autres les groupes qui le composent, le même système ne survit et ne se développe que s'il maintient, en même temps, des différences ; il les provoque et les contrôle à la fois. Assignant à chaque groupe son lieu et sa fonction, il crée les bases objectives d'une pensée différenciée ; incluses dans le système, la gauche et la droite n'y tiennent pas la même place, elles ne jouent pas le même rôle : elles produisent donc, chacune, leur pensée propre.

En principe, serait-on tenté d'ajouter aussitôt. Car, en ce qui concerne la droite, on a beau regarder, on ne voit rien venir. **« Il n'y a pas de pensée politique de droite,** constate M. Duverger ; **le dernier penseur, c'est Ch. Maurras. Le gaullisme n'a forgé aucune pensée. Prenez, par exemple, le cas de Raymond Aron ; c'est probablement l'un des hommes de droite les plus intelligents ; il analyse, critique — souvent avec une remarquable lucidité, mais il n'y a pas de pensée chez R. Aron, on ne peut pas définir une philosophie de R. Aron. »** Est-ce, comme le dit H. Lefebvre, parce que **« la droite est incapable de trouver une seule idée »** ? Faute de réfléchir, elle polémiquait autrefois, elle avait ses pamphlétaires ; elle n'a plus qu'un Jean Cau.

Il n'y a pas lieu de s'en réjouir ; la carence intellectuelle de la droite n'est que le négatif de la faiblesse de la gauche. **« La pensée de droite est avant tout un système de défense,** explique C. Bourdet ; **en temps normal, elle ne se manifeste pas ; il n'y en a pratiquement pas quand la droite se sent tranquille ; elle n'apparaît qu'aux époques où l'on constate une montée des forces sociales adverses. A la fin du dix-neuvième siècle, au début du vingtième, on a vu se former une pensée politique de droite, avec Veuillot, La Tour du Pin, Maurras, cela correspondait à un moment où les forces et les idées démocratiques gagnaient du terrain, et menaçaient. »**

ONT PARTICIPÉ A CETTE ENQUÊTE :

Jacques Attali, économiste, maître de conférence à l'Ecole polytechnique.

Georges Balandier, anthropologue et sociologue, professeur à la Sorbonne.

Roland Barthes, écrivain, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

Robert Bonnaud, historien, assistant à l'université de Paris VII.

Claude Bourdet, journaliste et essayiste.

Pierre Bourdieu, sociologue, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, socialiste.

Maurice Duverger, professeur à la Sorbonne.

Michel Foucault, philosophe, professeur au Collège de France.

Max-Pol Fouchet, écrivain et journaliste.

Georges Haupt, historien, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études

Louis Joinet, ancien président du Syndicat de la magistrature.

Henri Lefebvre, philosophe, professeur à l'université de Paris X.

Claude Lévi-Strauss, ethnologue, professeur au Collège de France.

Jean-Marc Levy-Leblond, physicien, professeur à l'université de Paris VII.

Jean-François Lyotard, philosophe, professeur à l'université de Paris VIII.

Serge Moscovici, anthropologue, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

Bertrand Poirot-Delpech, écrivain, critique littéraire.

Jean-François Revel, essayiste et journaliste.

Maxime Rodinson, orientaliste, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

David Rousset, essayiste et journaliste.

Ambroise Roux, P.D.G. de la Compagnie générale d'électricité.

Lucien Sève, philosophe, directeur des Editions sociales.

Jean-Pierre Vernant, historien, professeur au Collège de France.

Pierre Viansson-Ponté, journaliste et essayiste.

Pierre Vidal-Naquet, historien, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

هكذا من الإمل

Sans perspective théorique (le programme de Provins n'était-il pas un démarquage improvisé du programme commun ?), sans idées (est-ce avoir des idées que d'opposer au parti communiste prétendu « fascisant » les arguments les plus éculés de la « guerre froide » ?), sceptique — elle ne croit plus à ses valeurs : **« Même les bourgeois, quand ils entendent parler de liberté ou de dignité de l'homme, éclatent de rire »** (J.-F. Lyotard) —, la droite n'a même plus de pensée économique.

Certains de ses représentants ne le cachent pas, tel Ambroise Roux, président-directeur général de la Compagnie générale d'électricité, qui constate : **« Les économistes ne sont pas capables d'expliquer comment le système fonctionne. Quand la crise de l'énergie est survenue, nous avons pu constater l'extrême indigence de la pensée économique mondiale. »** On ne s'étonnera pas qu'à gauche on fasse le même constat : **« Quand on en est réduit à gouverner à la petite quinzaine, il y a crise,** dit J. Attali. **Les dirigeants sont incapables de comprendre pourquoi il y a à la fois inflation et chômage, ils raisonnent encore sur des extrapolations du passé, ils gèrent à très court terme ; et quand on rétrécit le terme de sa vision, c'est qu'il y a crise dans cette vision d'avenir. »**

Mais peut-il en être autrement ? L'irrationalité n'est-elle pas inhérente au capitalisme ? **« C'est évident »,** admet A. Roux, qui s'en félicite : **« Le capitalisme a un énorme avantage, il n'a pas de doctrine et, contrairement à la gauche, il n'a aucune affirmation à défendre. Je comparerais volontiers le capitalisme à la vie, c'est souple, ça se plie à tout ; si on veut le faire vivre dans un contexte imprévu, il souffre un peu, puis il s'adapte et fait ce qu'il faut pour affronter la nouvelle situation. »**

Ce n'est pas sûr, car la pensée économique, même si elle ne s'appuie sur aucun principe *a priori*, même si, comme c'est le cas à droite, elle ne cherche qu'à rentabiliser au maximum l'exploitation du travail humain, ne se contente pas d'« intuitions » ni d'approximations empiriques. Comme l'explique J. Attali, **« elle fonctionne par cycles : il y a théorie, doctrine, modélisation ; la théorie est critique, la doctrine, qui s'appuie sur la critique de la société existante, explique comment gérer cette société quelque peu transformée par rapport aux crises que la théorie a traduites ; ce qui vient après n'est qu'une pseudo-théorie : on se propose simplement d'affiner des modèles de régulation. Donc, à l'intérieur d'un même système de pouvoir, la théorie est non seulement devenue doctrine, mais technique de régulation d'une société. Nous en sommes là aujourd'hui : la régulation est de moins en moins capable de gérer les problèmes qui émergent ».**

Force et faiblesse du marxisme

De par la position qu'elle occupe dans l'ensemble social, les groupes qu'elle représente, le projet qui l'anime, la gauche est mieux à même de réfléchir : si l'on veut transformer une société, il faut d'abord la comprendre. Il ne semble pas, actuellement, que cet effort soit très soutenu.

Il y a une trentaine d'années, il l'était davantage ; et P. Viansson-Ponté, à qui sa longue expérience des hommes et des penseurs politiques fournit maints éléments de comparaison, dit son désappointement : **« J'ai été journaliste politique dans l'immédiat après-guerre, je lisais beaucoup d'ouvrages extrêmement solides ; à la même époque, je « couvrais » tous les débats des partis. Rétrospectivement, je suis très frappé de l'appauvrissement que je constate aujourd'hui. Appauvrissement, d'abord, dans le domaine du livre politique de fond : s'il n'y a plus du tout de penseur de droite, j'ai beaucoup de mal à trouver une pensée de gauche ; je vois bien des opérations tactiques, d'ingénieuses mises en forme de réflexions, de programmes, de projections vers l'avenir, mais je ne vois pas d'études vraiment sérieuses.**

« Il y a également un énorme appauvrissement dans la production intellectuelle des partis. Tout récemment, j'ai lu cinq cents pages de documents préparés au fil de la campagne présidentielle par chacun des deux candidats : leur indigence est stupéfiante. Telle analyse d'un bon rapporteur du M.R.P., en 1950, réfléchissant sur un problème d'actualité politique mais allant très au-delà (je pense, par exemple, à une étude de P.-H. Teitgen sur l'évolution des rapports sociaux dans le monde du travail), c'était très sérieux. Des travaux de ce genre, on en avait sept, huit ou dix par an. Aujourd'hui, c'est le vide. »

Peut-être même faut-il remonter au premier tiers de ce siècle pour trouver une pensée de gauche vivante ; car cette pensée-là a besoin d'une relative santé du mouvement ouvrier — et ce mouvement se remet à peine du traumatisme le plus grand qu'il ait jamais subi : le stalinisme. En substituant une sophistique d'Etat à une réflexion théorique sérieuse, en métamorphosant une pensée critique en idéologie dominante, en détruisant les hommes et les livres, le stalinisme a sclérosé la pensée révolutionnaire. Sans doute assiste-t-on à un certain dégel ; mais la renaissance actuelle de la pensée marxiste en souligne, du même coup, les limites.

L'exemple d'Althusser, estime G. Haupt, le montre bien : **« Althusser est l'un des premiers qui aient osé dire que le marxisme comme théorie, en France, n'existait pas ; il a montré que ce marxisme-là était mort ; il s'est proposé une tâche théorique : comprendre cette dégénérescence, en sortir. Mais il n'est pas parvenu à rétablir la continuité de la pensée marxiste, ni surtout à la relier avec la praxis ; s'autocritiquant, il rejette maintenant l'essentiel de son entreprise : le début d'une nouvelle pensée théorique. »**

Une gauche névrotique

MAIS les difficultés d'Althusser ne sont-elles pas inévitables, dans la mesure où son projet — renouveler le marxisme comme théorie — renvoie à une pratique sociale que le marxisme, comme totalité constituée/constituante, n'informe plus ? N'est-ce pas la pratique qui, en se transformant, est la condition première du renouvellement de la théorie ? Or l'on ne voit pas que la pratique politique, dans les pays de l'Est ou les partis communistes, ait radicalement changé ; si le marxisme n'a donc plus qu'une existence théorique, s'il ne suscite plus que des approches théoriques, ne peut-on émettre l'hypothèse qu'il s'est désintégré — qu'il n'existe plus comme synthèse dialectique de la théorie et de la pratique ? **« Le marxisme,** estime J.-F. Revel, **en est arrivé à ce stade qu'atteignent tôt ou tard les philosophies : devenir objet, non instrument de réflexion, connaître la pâle survie en couveuse, où personne ne se demande plus ce qu'une doctrine explique, mais où l'on se borne à chercher en quoi elle consiste. Avant d'atteindre ce stade, une philosophie force les esprits, désormais ce sont les esprits qui la forcent, l'envahissent, tout le monde y vient faire son déjeuner sur l'herbe. »**

Ses concepts eux-mêmes, tels que Marx les a définis en son temps, sont souvent inadéquats et ne saisissent qu'imparfaitement la réalité sociale. Ainsi, dans quelle mesure le concept global de classe ouvrière est-il opératoire ? Cette classe recouvre toutes sortes de stratifications que le concept n'explicite pas ; pas davantage il ne donne une image exacte de la variété des groupes socio-professionnels, de leur poids spécifique, comme il n'explique pas mai 1968 (ce n'est pas le prolétariat en tant que tel qui a dressé les barricades), comme il ne signale pas la quasi-disparition de la frontière idéologique qui séparait, autrefois, la petite bourgeoisie de la classe ouvrière. Utilisées telles quelles, les catégories marxistes ne sont trop souvent que des instruments idéologiques commodes, ou des professions de foi qui masquent, plus qu'elles n'éclairent, la réalité qu'elles se proposent de dévoiler.

Il n'en résulte pas, comme on le dit un peu vite à droite, que le marxisme soit « dépassé », et hors d'usage sa méthode. Ce qui appartient déjà au passé, c'est la **philosophie** marxiste, **remarque M. Foucault ;** mais **« comme analyse, forme d'organisation, point de cristallisation de forces sociales réelles, le marxisme est devenu une réalité historique — vraisemblablement contournable, mais au bout de combien de siècles ? Actuellement, le marxisme est non pas indépassable, mais incontournable, — incontournable non pas en tant que philosophie, mais d'une façon beaucoup plus sérieuse, en tant qu'il a organisé historiquement un nouveau jeu de forces, et de nouvelles formes de lutte dans l'histoire. »**

Réajuster ces formes aux exigences de notre temps, prolonger l'analyse historique et « réviser » bien des concepts paraît aujourd'hui nécessaire. La gauche s'y emploie-t-elle ? Jean-Pierre Chevènement le pense : **« Le marxisme est un peu comme un glacier qui, vu de l'extérieur, semble un peu gris, un peu sale, parce qu'il y a longtemps qu'il est là ; quand on tend l'oreille, on entend des craquements, des ruissellements, des sources ; il y a un travail qui se fait. »**

En attendant qu'il avance, la gauche improvise beaucoup, cherche volontiers son inspiration chez les grands ancêtres — aujourd'hui Gramsci, Rosa Luxemburg, qu'on découvre avec la même ferveur et la même intransigeance que naguère Lénine ou Staline — et affronte très timidement les problèmes de notre temps. Elle a trop souvent une attitude névrotique, si l'on entend par névrose la reprise inconsciente, dans un comportement actuel, d'une attitude passée. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer les textes qui ont été écrits entre 1948 et 1953, lorsque D. Rousset dénonça **l'Univers concentrationnaire**, et les débats actuels sur le Goulag : ce sont les mêmes arguments, parfois les mêmes mots, toujours la même attitude ; comme autrefois, les communistes dénoncent l'**« anticommunisme obsessionnel »** de l'adversaire et, au débat sur le fond, préfèrent l'attaque *ad hominem* : si Soljenitsyne n'est pas, comme Kravchenko, un **« agent de la C.I.A. »**, c'est un **« mystique slavisant et réactionnaire »** (peut-être, mais est-ce la question ?) ; gênée, la gauche non communiste ne peut pas plus approuver (ce qui la rendrait **« objectivement complice de la réaction »**) que désapprouver (puisque les camps existent bel et bien) ; elle s'en tient donc à quelques déclarations humanistes et, s'imaginant qu'il suffit de se taire pour effacer le passé, tourne la page. **« C'est là qu'en France nous sommes très primitifs,** dit J.-F. Revel ; **nous sommes prisonniers de ces forces et attrapes qui consistent à ne pas admettre une vérité sous prétexte que c'est un réactionnaire qui l'a révélée. »**

N'est-ce pas reconnaître, d'une autre façon, que la gauche est piégée par la droite (et toutes les deux, figées dans une situation et des rapports qui n'ont pas tellement changé depuis des décennies) ? Que sa pensée manque d'audace ? Elle aussi donne dans le pragmatisme et détermine son jugement moins en fonction de sa justesse que de son efficacité ; elle cite Gramsci — **« la vérité est révolutionnaire »** — mais s'aligne sur W. James : **« le vrai, c'est l'utile ».**

"Le vrai, c'est l'utile"



Mais le propre d'une pensée authentiquement de gauche n'est-il pas de se moquer, au besoin, de l'utile, pour affirmer le vrai et défendre l'absolu de certaines valeurs ?

La question choquera sans doute, car il est de bon ton, à gauche, d'ironiser sur la morale ; les « humanistes » font sourire : à défendre la veuve et l'orphelin, à pourfendre l'injustice et proclamer la dignité de l'homme, qu'ont-ils obtenu, ou empêché ? Pis : en gardant les mains propres, ces rêveurs idéalistes (et petits-bourgeois, bien sûr) n'ont-ils pas « objectivement » cautionné les entreprises de la droite ? Les sommets d'où ils jugent n'ont-ils pas perdu de vue les exigences de l'action ? A s'interdire certaines pratiques, ne retarde-t-on pas la marche de l'histoire ? Peut-être ; mais si, à les utiliser, on se met à marcher dans le même sens que les autres, à quoi bon marcher à gauche ? Il est vain de vouloir construire un **« monde meilleur »**, si l'on se sert des mêmes matériaux, des mêmes techniques que les autres.

La gauche a tendance à l'oublier : **« Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays,** estime C. Bourdet, **la gauche française est infectée par le réalisme. On ne dit pas : c'est ignoble, ça ne se fait pas parce que c'est mal, on dit : c'est maladroit, ce n'est pas opportun. »** Pareille dévaluation de la morale au profit du prévisionnisme s'inspire, là encore, d'un marxisme mal compris, c'est-à-dire porté à l'absolu, et dégagé du contexte où il s'est élaboré — une société où la morale, en effet, n'était principalement qu'un instrument du maintien de l'ordre, comme la police et l'armée ; la critique de cette morale-là (en partie inspirée, d'ailleurs, par le matérialisme scientiste qui prédominait à l'époque) s'est peu à peu transformée en rejet de toute morale. Ce faisant, on rejoignait ceux qu'on condamnait, puisqu'en décrétant caduques ou relatives les normes morales on s'interdisait toute dénonciation sérieuse des comportements qui les bafouent : s'il n'y a pas de mal absolu, la torture (ou l'arrestation arbitraire, ou l'internement dans un camp) n'est pas toujours un mal, elle peut donc, dans certains cas, se justifier.

« On doit donc réhabiliter les invariants, continue C. Bourdet, **qu'on leur donne une valeur d'origine révélée, ou purement pragmatique, en disant que l'humanité ne peut progresser que s'il y a un bien et un mal. A partir du moment où vous supprimez les invariants, vous supprimez la possibilité pour l'individu d'avoir sa propre appréciation ; s'il y a des valeurs reconnues, chacun peut se déterminer en fonction de ces valeurs ; c'est impossible avec des prévisions : on ne peut pas laisser chacun prévoir ce qui, dans une dizaine d'années, va donner de bons résultats pour la classe ouvrière ; il faut donc que ces prévisions soient faites par un bureau centralisateur qui lui seul dispose des instruments statistiques ; et, comme ces prévisions peuvent avoir un aspect incongru, vous ne pouvez pas laisser à chacun le soin de les appliquer ; vous êtes donc obligé de l'imposer, et tout le stalinisme est en germe dans cette dévaluation des valeurs permanentes. »**

Il n'est pas sûr qu'à l'extrême gauche on soit en mesure de les réévaluer : on le voit bien dans les rivalités qui opposent les divers mouvements d'extrême gauche pour « récupérer » l'agitation lycéenne. **« Les jeunes, qui n'ont pas connu l'époque stalinienne, refont les mêmes pas que nous dans la déformation de la réalité et des valeurs pour lesquelles nous nous étions engagés,** dit Maxime Rodinson. **Nous étions (et ils sont) aussi délirants que ceux qui croient à la transsubstantiation ou à la métamorphose de Vichnou. Si l'on s'abandonne aux vagues boueuses de l'idéologie, on n'a plus d'armes contre le délire. »**

Un texte indéchiffrable

SANS repères, la pensée a-t-elle donc perdu le nord ? Ballottée au gré des vents, reçoit-elle les vagues de l'histoire à la façon d'un bateau ivre ? Est-elle condamnée à subir les bourrasques et, peut-être, à sombrer ?

Il est certain que l'optimisme des derniers siècles a fait naufrage, qu'on ne croit plus qu'**« il suffit de bien juger pour bien faire »** (Descartes), et qu'on n'accorde plus à la raison ce pouvoir souverain de comprendre le monde pour le transformer, que les anciens lui reconnaissaient. On sait aujourd'hui que c'est le monde — la pratique — qui transforme la pensée, en détermine les modalités, en favorise l'essor ou, au contraire, le limite. Mais doit-on en déduire, comme C. Lévi-Strauss, que la pensée est incapable de penser le monde, celui, entre autres, que nous vivons ? **« Il me semble que l'un des problèmes présents, l'une des difficultés auxquelles nous nous heurtons, c'est que la société, ou plus exactement nos grandes sociétés très complexes de l'Occident ne sont plus des objets de pensée. Elles ne sont plus pensables. Probablement parce que le nombre de variables impliquées devient énorme, parce que toute la pensée, toute la philosophie sociale et politique sur laquelle nous vivons et qui constitue notre fond s'est élaborée à partir de sociétés qui étaient beaucoup plus petites et qui changeaient beaucoup moins vite que nos sociétés actuelles. Et cela, me semble-t-il, était vrai non seulement au dix-huitième siècle, mais même encore du temps de Marx. La société sur laquelle pensait Marx est incommensurable aux sociétés présentes et, de ce point de vue, une sorte de divorce, ou d'aliénation, dans un autre sens que le sens habituel, s'est produit entre la réalité historique, la réalité sociale d'une part, et la pensée rationnelle de l'autre. »**

Ce pessimisme n'est-il pas excessif, et lui-même, comme le croit H. Lefèbvre, un **« signe de crise »** ? L'impression que le monde nous échappe ne vient-elle pas de ce qu'on a **« de grandes ambitions totalitaristes »** ? se demande Pierre Bourdieu, pour qui cette société est pensable. **« Pas d'un coup, pas par un seul homme, pas en un seul jour, bien sûr, mais on peut la penser assez bien. On commence à savoir ce qu'est une pratique, quels rapports s'instituent entre une idéologie et une pratique, ce qu'est une conduite rituelle, une opinion, une croyance, pourquoi un intellectuel produit ce qu'il produit. »**

Capable de déchiffrer (partiellement) l'histoire, la pensée pourrait donc également la modifier ; **« On peut très certainement parvenir au but qu'on s'est fixé,** dit Maxime Rodinson, **mais il existe une tendance idéologique à maximiser toujours l'objectif recherché, à le pourvoir d'un certain nombre de vertus qui n'y sont pas au départ ; à l'arrivée, on risque donc d'être déçu, mais l'on a tort, parce qu'on a quand même prise sur la réalité. »**

Que cette réalité, en retour, ait une prise certaine sur la pensée, qu'elle la contraigne, par ses imprévus, à réviser ses schémas d'interprétation ne contredit pas l'optimisme relatif d'un Bourdieu ou d'un Rodinson, elle le justifie, au contraire ; car c'est dans la mesure où la réalité change qu'elle prépare les conditions d'une réflexion nouvelle.

N'est-ce pas cette période-là que nous vivons ? Les contradictions du système capitaliste s'aggravent, ses acquis — progrès économique, élévation du niveau de vie — révèlent leur fragilité et, à l'intérieur de classes qui, jusqu'à présent, étaient assez homogènes, des cassures s'opèrent, des craquements ; parfois, de l'une à l'autre, des recoupements s'ébauchent, ou des conjonctions provisoires : **« La lutte de classes existe toujours,** constate Serge Moscovici, **mais l'on assiste également à la lutte commune de fragments de classes qui se réunissent autour d'un objectif ponctuel. C'est très encourageant — et Victor Hugo l'avait compris : il y a révolution quand on se bat à l'intérieur d'une même famille. »**

On découvre de plus en plus, comme dit J.-F. Lyotard, qu'il n'y a pas de **« corps social »**, que **« cette espèce d'énorme truc, plein de gens, plein de choses qui s'échangent sans cesse »** (et que la gauche comme la droite voudraient nous faire prendre pour un corps — malade, sain ou en mutation) n'existe pas. **« On fait aujourd'hui l'apprentissage d'une espèce d'absence de corps. On assiste à une merveilleuse dissolution. »** Dissolution ? Eclatement, en tout cas, d'une société qui ne paraît plus capable de fonctionner comme autrefois, et qui, dans les secteurs les plus variés, connaît des ratés, des à-coups, des blocages. La crise économique n'est que la manifestation la plus visible d'une crise généralisée ; les rouages les plus solides de l'Etat grippent, ses **« appareils répressifs »** (L. Althusser) se détraquent, ses **« appareils idéologiques »** tournent à vide : soldats, policiers, enseignants éprouvent « malaise sur malaise », tandis que les objets traditionnels du décor social — femmes, fous, détenus — se découvrent une âme et commencent à fonctionner comme sujets. Autant de signes d'une désarticulation de l'ensemble social, qui dessinent la possibilité objective d'une pensée nouvelle ; les mouvements sociaux qui secouent les grands corps constitués préparent l'émergence, dans les interstices des systèmes idéologiques établis (et qui sont des systèmes d'ordre), de nouvelles interrogations, de nouvelles réponses.

On le constate déjà, par exemple, dans le domaine de la justice. Groupés autour du Syndicat de la magistrature, un certain nombre de juges discutent, doutent, réfléchissent ; ils appliquent la loi, mais quelle est la nature de cette loi ? Quels intérêts défend-elle ? N'est-il pas légitime, parfois, d'enfreindre la légalité ? Juges, ils se remettent en question, et découvrent bientôt les limites de l'autocontestation : **« On s'est rendu compte que la critique d'une institution par ceux qui la composent produit des effets remarquables dans un premier temps — cela ébranle la société bourgeoise, dont nous sommes, avec l'Eglise et l'armée, l'un des piliers — mais que, fondamentalement, on prend la place de ceux qui précisément ont à lutter pour conquérir un certain nombre de pouvoirs,** explique Louis Joinet, membre du Syndicat de la magistrature. **Le problème devient sérieux quand ce sont les victimes de l'institution qui la remettent en cause. C'est la phase que nous vivons actuellement. Nous travaillons beaucoup avec le CAP (Comité d'action des prisons). »**

On trouverait ailleurs — dans l'enseignement, les syndicats, les Eglises, les partis — d'autres exemples du même genre : **« Partout une sorte d'initiative prend forme,** note S. Moscovici ; **les gens osent faire, ils osent parler ; une certaine créativité se manifeste. »**

Sans doute n'apparaît-elle encore qu'en pointillé ; d'autres ébranlements sont nécessaires pour qu'elle s'affirme ; mais il n'est pas invraisemblable de supposer qu'ils se produiront, et que les contradictions actuelles du système iront en s'accentuant. Déjà, lorsqu'on doit payer plus cher l'énergie, plus cher le travail dans le tiers-monde, plus cher le travail des immigrés et des autochtones, on ne peut pas produire autant, on doit commencer à produire différemment. **« Imaginez,** dit J. Attali, **que les immigrés demandent un salaire quatre fois supérieur, ce qui est tout à fait possible, puisqu'ils accomplissent un travail que personne ne veut faire. On sera bien obligé d'inventer une société qui ne trouve pas son bien-être dans la valeur d'échange ; si elle le trouve dans la valeur d'usage, c'est qu'elle n'est plus une société dont le profit est la règle. »**

C'est dans ce contexte-là qu'une nouvelle manière de voir, de sentir, de réagir pourra s'ébaucher.

Peut-être n'est-ce là qu'une utopie, mais qu'elle soit en gestation à l'intérieur même de notre temps est déjà positif : l'utopie n'est-elle pas l'exigence, parfois l'annonce, d'un autre type de société ? Car ce n'est pas dans les modèles de régulation et de gestion, les prévisions et les contre-prévisions, dans les pourcentages et les statistiques qui polarisent actuellement, telle une névrose obsessionnelle, la réflexion de la majorité et de l'opposition que les grands rêves qui secouent les peuples peuvent prendre forme : un projet de société ne s'alimente que dans des valeurs, il ne se fortifie que dans une pensée de l'utopie, **« qui n'est pas une pensée de la simple contestation, qui est vraiment une pensée du désir »** (R. Barthes).

A la pensée d'aujourd'hui, pensée de la séparation et de la division, il se peut que, demain, succède une **« pensée de l'articulation »** (S. Moscovici). Une pensée qui réarticule l'homme et la nature, l'homme et la femme, le Français et l'immigré, l'intellectuel et le manuel — une pensée, finalement, qui réconcilie le **moi** et le **toi**, et tous les deux avec la vie.

(Dessins de PLANTU.)

BIBLIOGRAPHIE

— J. Attali, la Parole et l'Outil. P.U.F., Paris.
— G. Balandier, Anthropologiques. P.U.F., Paris.
— G. Haupt, les Marxistes et la Question nationale. Maspero, Paris. — La IIe Internationale, id.
— M. Horkheimer, l'Eclipse de la raison. Payot, Paris.
— J.M. Lévy-Leblond (Auto-) Critique de la Science. Le Seuil, Paris. — L'Idéologie de/dans la physique contemporaine. les Temps modernes, août-septembre 1974.
— S. Moscovici, la Société contre nature. 10/18, Paris. — Hommes sauvages, Hommes domestiques, id.
— L. Mumford, le Mythe de la machine. Fayard, Paris.
— J.F. Revel, Pourquoi des philosophes et la Cabale des dévôts, nouvelle édition complétée, Julliard, Paris.
— D. Rousset, la Société éclatée. Grasset, Paris.
— M. Rubel, Marx critique du marxisme. Payot, Paris.
— Syndicat de la magistrature, Au nom du peuple français. Stock/2, Paris.

On suivra également avec intérêt deux nouvelles revues « critiques » : Impascience (1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris), animée, entre autres, par J.-M. Lévy-Leblond, et Actes (54, boul. Raspail, Paris), dirigée par P. Bourdieu.

POUSSÉE DE LA GAUCHE, TENTATIONS DE DROITE

LE PIÈGE ITALIEN

(Suite de la première page.)

Cependant, le parti catholique avait, dès le début, conçu cette alliance comme un moyen de diviser la gauche et d'évincer les communistes. Le centre-gauche, qui avait duré dix ans, a échoué lamentablement — du fait, notamment, des socialistes, qui ont souvent négligé le besoin de renouveau éprouvé par le pays en se bornant à disputer à la démocratie-chrétienne quelques miettes de pouvoir qu'ils géraient ensuite avec les mêmes méthodes de « clientèle ». Les socialistes, bien entendu, vivaient eux aussi les transformations profondes qui remuaient la société, et leurs rapports avec les démocrates-chrétiens ont toujours été difficiles et contradictoires.

Les démocrates-chrétiens, en réalité, n'ont pas compris grand-chose à ces transformations, et M. Fanfani le tout premier, revenu au bout de quinze ans, après de difficiles tractations, à la tête du parti pour le mener d'abord à la défaite du référendum sur le divorce, puis à celle du 15 juin. La campagne de M. Fanfani lors du référendum, fondée sur une image de l'Italie vieille de vingt ans, avait été extraordinairement primitive au plan culturel ; mais la défaite qu'il a essuyée ne l'a fait changer ni de méthodes ni de stratégie politique.

Cette stratégie était celle d'une droite placée sous l'hégémonie de la démocratie-chrétienne et décidée à défendre coûte que coûte les intérêts du bloc parasitaire de la décentralisation, qu'inquiétaient les progrès de la gauche ; ces méthodes étaient celles d'un anticommunisme datant de la « guerre froide », faisant appel au parti de l'ordre pour s'opposer à la violence politique et criminelle dont il est désormais patent qu'elle a été en partie utilisée, sans que l'on ait rien fait pour la freiner, précisément en vue de servir ce dessein.

Les élections ont condamné sans appel cette stratégie. Ce qui s'est passé va, en fait, au-delà de la baisse — somme toute marginale — du nombre des voix obtenues par la démocratie-chrétienne. L'essentiel est que ces élections éliminent, arithmétiquement et politiquement, toute solution de rechange de centre-droite, qui ne pourrait qu'aboutir à l'aventure fasciste.

Il resterait encore à analyser de près dans quelle mesure la démocratie-chrétienne elle-même s'est trouvée transformée par le vote. Bouleversé par le résultat des élections, un haut responsable de l'aile gauche du parti catholique a affirmé que la démocratie-chrétienne avait perdu 30 % de son électorat populaire et qu'il fallait attribuer son maintien à un reflux des voix fascistes ainsi qu'à la disparition du centre. S'il en était ainsi (comme le donnerait à penser l'ampleur du succès communiste), la démocratie-chrétienne se verrait transformée toujours plus nettement en parti de droite et perdrait une bonne part de l'image de regroupement « interclasses » que lui conférait le fait de se réclamer de l'idéologie catholique. Les seules régions dans lesquelles le parti de M. Fanfani ait conservé ses positions sont d'ailleurs les plus arriérées économiquement et socialement parlant, à savoir la Sicile, la Molise et la Vénétie. Il risque de se transformer en un parti agraire et méridional à la Salazar.

Les revers d'une victoire

ON peut déduire de cette analyse que, paradoxalement, les élections qui ont ébranlé une Italie apparemment condamnée à l'immobilisme électoral risquent d'acculer le pays à l'impasse politique la plus délicate de son histoire récente.

La démocratie-chrétienne, en réalité, cherche à relancer la balle aux socialistes en les invitant à reconstituer un gouvernement de centre-gauche, afin de rejeter sur eux la responsabilité d'un éventuel refus. C'est une façon de jouer la politique de l'autruche et d'essayer de gagner du temps. Les socialistes, quant à eux, réclament un nouveau style de gouvernement. Mais que peut offrir de neuf une démocratie-chrétienne que les élections ont transformée encore davantage en parti conservateur ? Accepter de reconstituer le centre gauche sur les bases précédentes reviendrait, pour les socialistes dont le score électoral a été modeste, à se faire écraser à la prochaine occasion par les attaques des démocrates-chrétiens et par celles du P.C.I.

Les communistes, toutefois, se trouvent également dans l'impasse, ainsi qu'en témoignent le fait qu'eux-mêmes minimisent leur victoire et la prudence dont ils font preuve pour l'exploiter. Ils ne considèrent pas en réalité le « compromis historique » comme une perspective immédiate. De surcroît, les interprétations qui sont données de cette politique au sein même du P.C.I. varient considérablement. Pour la gauche syndicale et celle d'Ingrao, par exemple, il s'agit d'un phénomène qui concerne les masses elles-mêmes et vide la démocratie-chrétienne de son contenu populaire. Pour l'état-major de M. Berlinguer, qui l'a proposée, il s'agit en revanche d'une perspective d'accord avec la démocratie-chrétienne qui présuppose la conquête d'une partie des classes moyennes productives et de certains secteurs de l'industrie, mais aussi une transformation profonde de la situation internationale.

La participation au pouvoir d'un parti communiste puissant comme le P.C.I. constituerait effectivement, pour ce qui est de la situation géo-politique particulière de l'Italie, un facteur de première importance dans la construction d'une Europe nouvelle, indépendante à la fois de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis — Europe dont les deux superpuissances ne veulent ni l'une ni l'autre, mais qui semble commencer à se dessiner concrètement dans la partie méridionale du continent. La « trop éclatante » victoire remportée par le P.C.I. laisse au demeurant ce dernier face à face avec une démocratie-chrétienne en crise, abandonnée par les couches populaires et que seule la crainte de perdre le pouvoir empêche de s'effondrer ; et cela au moment même où les Etats-Unis entendent reprendre en main avec fermeté le leadership de l'Europe et n'admettent que fort mal certains glissements vers la gauche. On s'en rend parfaitement compte en se reportant aux commentaires de M. Kissinger après les résultats des élections italiennes : il ne faut s'attendre de la part des Américains à aucune bienveillance à l'égard du « compromis historique ». Les communistes le savent, de même qu'ils savent que leur succès revêt surtout la signification d'une protestation à l'encontre du régime démocrate-chrétien. Ces élections traduisent en définitive une orientation vers la gauche beaucoup plus qu'un désir de compromis. Cette orientation, rendue possible grâce à l'attitude modérée du P.C.I., qui a renoncé à de très nombreuses options fondamentales (dictature du prolétariat, retrait de l'OTAN), pousse paradoxalement le parti communiste vers l'affrontement. Le P.C.I. fera certainement tout pour éviter un tel affrontement et n'utilisera qu'avec le maximum de précautions l'arme de sa victoire dans ses exigences politiques.

Il est néanmoins très probable qu'à la suite de la victoire de la gauche on assistera en Italie à une imposante reprise du mouvement revendicatif des masses et que le P.C.I. sera contraint de diriger ce mouvement dans le sens de la lutte.

La démocratie-chrétienne, de son côté, se trouve, en raison de sa défaite, placée au pied du mur. Elle devra choisir : ou bien rénover radicalement ses hommes et ses méthodes, ou bien courir à la catastrophe. C'est cette rénovation que réclame son aile gauche, consciente de ce qu'elle serait la première à faire les frais d'une « salazarisation » du parti.

Il s'agit de tenter de mettre en œuvre une gestion nouvelle de type technocratique et libéral, que souhaitent d'ailleurs une partie du capitalisme italien — représentée par Agnelli — et aussi, semble-t-il, une partie de l'Eglise. On a vu toutefois combien il était difficile de toucher aux réseaux d'intérêts et de privilèges des politiciens locaux sur lesquels se fonde le pouvoir démocrate-chrétien. Et puis, il y a la crise économique, avec toutes ses implications internationales, qui est loin d'être résolue.

La démocratie-chrétienne (comme du reste tous les gouvernants européens) doit, pour pouvoir tirer son épingle du jeu lors des prochaines élections politiques, relancer l'économie. Mais cette exigence va à l'encontre de celles, à la fois identiques et contraires, des dirigeants américains, qui doivent, eux aussi, faire face à des échéances électorales et entendent faire payer à l'Europe, comme ils le font déjà, une partie de leur propre relance et de l'inflation qui en découle moyennant la dévaluation continue du dollar.

La grande ressource de la classe dirigeante italienne, qui consiste à ne rien entreprendre pour vaincre les difficultés, ne semble pas pouvoir être utilisée bien longtemps maintenant. La démocratie-chrétienne — et surtout toute une série d'intérêts qui se sentent menacés, comme en témoignent la chute de la Bourse après les élections et la reprise de la fuite des capitaux — pourrait donc être tentée de jouer la carte de la droite.

Le thème de ce choix a, nous semble-t-il, été esquissé par l'ancien président de la République, le social-démocrate Saragat, qui, ainsi que son parti, s'est toujours senti très proche des Etats-Unis : *« Nous serons tous libres avec l'Amérique,* a déclaré M. Saragat, *ou tous esclaves avec l'Union soviétique : les Italiens devront choisir. »*

La solution pourrait consister à se servir de la crise économique pour parvenir, en plein chaos politique et social, à des élections présentées comme une alternative de régime : communisme ou démocratie.

C'est là une stratégie susceptible d'amener l'Italie à devenir l'Espagne des années 70. Elle pourrait toutefois se révéler dangereuse, et en premier lieu pour ses auteurs ; il y a déjà des années que la violence de type fasciste est utilisée comme « stratégie de la tension » en vue de semer la panique en Italie et de pousser le pays vers la droite.

Les Italiens ont prouvé qu'ils n'étaient pas tombés dans le piège. Ils ont compris d'où viennent les périls qui menacent la liberté et la démocratie.

FERDINANDO SCIANNA.

Dans les revues...

■ LA REVUE NOUVELLE, éditée en Belgique, consacre un numéro spécial à l'U.R.S.S. et à la société soviétique actuelle. Les auteurs, venus d'horizons différents, s'interrogent sur l'économie (Ernest Mandel), la « société des managers » (Jean-Marie Chauvier), les nationalités ou encore sur les institutions et la liberté. (Juillet-août 1975, mensuel, 25 F.F. - 305, av. Van-Volxem, 1190 Bruxelles.)

■ POLITIQUE AUJOURD'HUI revient, dans son n° 5-6, sur la « crise » : l'analyse des responsabilités de l'Amérique figure en bonne place sous la signature d'André Granou (« Contre-offensive américaine et maturation de la crise ») et d'André Fabri et Pierre Jérôme (« La politique étrangère (des Etats-Unis) et la crise ». (Mai-juin 1975, 17 F. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris.)

■ Le problème érythréen et la « révolution » éthiopienne fournissent le thème essentiel du numéro de juillet d'ALTRAFRICA, revue italienne de recherche et de documentation sur l'Afrique de l'Est. Au sommaire, on relève en particulier l'étude de Loretta Caponi sur la question agraire et le problème national en Erythrée, en Ethiopie et en Somalie, et un article de Bekele Aniasa sur la lutte de classes en Ethiopie. (Juillet 1975, trois numéros par an, 1.200 lires (en italien). - Via Ferruccio 44, Rome.)

■ Un dialogue entre partisans de la non-violence et représentants du courant autogestionnaire peut-il déboucher sur une action politique ? ALTERNATIVES NON VIOLENTES (n° 12) livre le résultat d'une table ronde organisée autour de cette idée avec la participation de Louis Besson, Jacques de Bollardière, Roger Garaudy, etc., et des militants du Mouvement pour une alternative non violente (M.A.N.). (Bimestriel, 6 F. - 3, rue Lemot, Lyon.)

■ Le fonctionnement du système de délégation de pouvoir dans les organisations et communautés autogestionnaires en Yougoslavie fait l'objet d'une description détaillée dans YUGOSLAV SURVEY (vol. XVI, n° 1) en deux études publiées sous la signature de responsables politiques en collaboration avec des chercheurs spécialistes des sciences sociales. (Février 1975, trimestriel, 3,50 dollars. - Jugoslovenski Pregled Publishing House, P.O. Box 677, Belgrade.)

■ Dans ETHNO-PSYCHOLOGIE (n° 4, 1974), Cl. Rivière donne une étude très révélatrice sur le maintien des interdits dans les nouveaux Etats africains et sur leur utilisation, spontanée ou systématique par le pouvoir politique. (Trimestriel, 20 F. - Centre de psychologie des peuples, 56, rue A.-France, Le Havre.)

■ Le BULLETIN DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE (vol. 5, n° 4) publie un gros cahier consacré à l'Asie du Sud-Est et à l'Insulinde : littérature et ethnographie. (Trimestriel, 15 F. - Publication de l'Ecole des hautes études, ASEMI, 4, rue de Chevreuse, Paris.)

■ Un important numéro d'AFRIQUE CONTEMPORAINE (qui change sa présentation) consacré au Portugal et à l'Afrique (n° 77). Des études de R. Benezra et G. Fargues font le point, territoire par territoire, sur l'accession à l'indépendance et sur la situation vue de Lisbonne. (Bimestriel, 6,50 F. - 29, quai Voltaire, Paris.)

■ La REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE (vol. XXV, n° 3) contient une étude très développée de Pierre Favre sur le modèle léniniste d'articulation parti-syndicats-masses, sa persistance dans les divers partis communistes, et l'application qu'en fait le parti communiste italien dans sa doctrine de l'unité syndicale. (Juin 1975, bimestriel, 20 F. - P.U.F., Paris.)

■ Dans LA NOUVELLE REVUE DES DEUX MONDES (n° 6), Jules Moch donne une suite à un premier article paru dans le numéro de mars. Le titre est à la fois allusif et explicite : « Les liaisons dangereuses ou les politiques étrangères de l'U.R.S.S. » C'est l'analyse d'un « double jeu » prêté au Valmont soviétique. Le but est toujours, bien entendu — séduction ou rupture, — de conquérir. Le même numéro publie l'intervention de M. Amir Abbas Hoveyda au colloque du « Nouveau contrat social » tenu à Poitiers sous la présidence d'Edgar Faure, où le premier ministre d'Iran expose ce qu'est, selon lui, le propre « nouveau contrat social » conclu dans son pays. (Juin 1975, mensuel, le n° : 10 F. - 15, rue de l'Université, Paris.)

■ Le BULLETIN DE L'INSTITUT INTERNATIONAL D'ADMINISTRATION PUBLIQUE présente son numéro 34 sous la forme d'un volume de plus de 500 pages, où sont décrites dans leur statut, leurs organes et leur fonctionnement, les nouvelles institutions régionales. (Avril-juin 1975, trimestriel, abonnement : 52 F. - 2, av. de l'Observatoire, Paris.)

■ Une revue nouvelle : AUTREMENT, dont chaque cahier ouvrira un « dossier » mutations, changements, contestation. Dans le premier : « Jeunes en rupture » ; dans le second : « L'Eglise, l'épreuve du vide ». (Nos 1 et 2, trimestriel, abonnement : 80 F. - 120, Bd Saint-Germain, Paris.)

■ Le BULLETIN DU CENTRE EUROPÉEN DE LA CULTURE publie des fragments très récents du Journal d'un Européen de Denis de Rougemont. (Numéros 2/3, XIVe année. Trimestriel, abonnement : 45 F. - 122, rue de Lausanne, Genève.)

■ FRANCE-FORUM consacre un numéro double (138-139), illustré, à Machiavel et à son actualité. B. Guillemain l'examine sous l'angle de la violence ; et Etienne Borne, tout en faisant justice du « machiavélisme » prêté à Machiavel, prévient les tentations de « fabriquer », sur nouvelle lecture, une « énigme » imaginaire qu'on prétendrait trouver chez l'auteur du Prince. (Mai-juin 1975, huit numéros par an, 6 F. - 6, rue P.-L.-Courier, Paris.)

Calendrier des fêtes nationales

16-31 JUILLET	
18 ESPAGNE	Fête nationale
20 COLOMBIE	Fête de l'indépendance
21 BELGIQUE	Fête nationale
22 POLOGNE	Fête nationale de la libération
23 R.A.E.	Fête nationale
26 LIBERIA	Fête de l'indépendance
28 PEROU	Fête de l'indépendance
1er-15 AOUT	
1 DAHOMEY	Fête nationale
1 JAMAIQUE	Fête de l'indépendance
1 SUISSE	Anniversaire de la fondation de la Confédération
6 BOLIVIE	Fête de l'indépendance
7 COTE-D'IVOIRE	Fête de l'indépendance
7 ILES MALDIVES	Fête de l'indépendance
9 SINGAPOUR	Anniversaire de l'indépendance
10 EQUATEUR	Fête de l'indépendance
15 REPUBLIQUE DU CONGO	Fête nationale
15 REPUBLIQUE DE COREE	Fête de l'indépendance

TCHÉCOSLOVAQUIE — Les subtilités de la politique de normalisation

Jeu d'équilibre à la direction du pays

Par BERNARD FERON

L'ÉLECTION le 28 mai de M. Husak à la présidence de la République tchécoslovaque est apparemment un acte sans importance. Dans les pays socialistes, le chef de l'Etat a essentiellement des tâches protocolaires. Certes, en Tchécoslovaquie, Masaryk, Bénès puis Gottwald ont conféré à ce poste un prestige certain, mais M. Husak n'est pas plus puissant maintenant qu'il a ajouté à son titre de secrétaire général du parti communiste celui de président de la République. Le fait qu'il ait été impossible de trouver un autre candidat à la succession du général Svoboda montre même la fragilité de l'actuel numéro un du régime.

Il y a quelques années, en effet, M. Husak avait mené une campagne vigoureuse contre le cumul des responsabilités. Il est vrai qu'en ce temps-là il avait un compte à régler avec Novotny, l'un des hommes qui l'avaient fait jeter en prison, puis avaient refusé de lui accorder la réhabilitation totale à laquelle il avait droit. A la différence des autres dirigeants du « printemps de Prague », il ne voulait pas critiquer trop sévèrement la politique suivie jusqu'en 1968 et dont il avait été la victime, mais qui avait eu le soutien de l'Union soviétique. Il mit l'accent sur les pouvoirs exorbitants de Novotny, à la fois secrétaire général du parti et président de la République.

M. Husak a d'ailleurs l'art de trouver des moyens pour éliminer les hommes dont il veut se débarrasser. Ainsi, en 1969, les Soviétiques avaient décidé de chasser du pouvoir Joseph Smrkovsky, alors président du Parlement. M. Husak, qui n'était pas encore le maître du parti, se chargea d'exaucer leur désir. Il se garda d'insister sur les raisons véritables — l'hostilité du Kremlin — mais il exigea que Tchèques et Slovaques fussent à égalité dans les principaux postes du parti et de l'Etat. M. Smrkovsky, tchèque, devait donc céder sa place à un Slovaque.

Les doctrines dictées par les circonstances ont l'inconvénient de lier ceux qui les ont formulées même lorsque les circonstances changent. C'est ainsi que, pendant des mois, la magistrature suprême est restée vacante. Gravement malade, le président Svoboda aurait dû normalement se retirer à l'expiration de son premier mandat en 1973. Mais le choix de son successeur risquait de mettre en péril l'équilibre précaire réalisé à la faveur de la « normalisation ».

ON peut distinguer à la direction de la Tchécoslovaquie deux courants principaux. L'un est constitué par les hommes qui, au fond, n'avaient jamais rien accepté du « printemps de Prague ». Ils représentent les fonctionnaires qui ont eu peur en 1968 et qui, après avoir pris leur revanche, se garantissent contre tout retour à la « démocratisation ». Ils ont imposé des mesures draconiennes, telle la loi du 1er juillet 1974 qui renforce les pouvoirs de la police. Aux termes de cette loi, « *justifiée par l'expérience des années de crise 1968-1969, le corps de la sécurité nationale et ses membres peuvent porter atteinte aux droits et aux libertés des citoyens si la protection de l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens l'exigent* ». Le texte précise que, pour renforcer « *la sécurité des Etats de la communauté socialiste mondiale* », la police « *coopère avec les services de sécurité de ces Etats* ».

M. Husak lui-même est plutôt représentatif de l'autre tendance, celle qui, dès le début, a admis la « normalisation » comme une nécessité mais qui rechigna à désavouer totalement la période du « printemps de Prague ». L'actuel secrétaire général ne fut-il pas, il y a sept ans, un avocat modéré, mais un avocat tout de même, de la « démocratisation » ? N'accéda-t-il pas, en avril 1969, à la responsabilité suprême en promettant de sauvegarder de cette période ce qui pouvait et devait l'être ? Sur quelles forces comptait-il s'appuyer pour réaliser le programme qu'il annonçait ?

Pendant quelques mois, le nouveau secrétaire général du parti donna l'impression de vouloir mener une politique dite de « kadarisation ». Comme son collègue hongrois, après avoir remis de l'ordre, il aurait fait appel au concours de tous ceux qui acceptaient son pouvoir ou qui s'y résignaient. Il tenta même de reprendre à son compte le fameux mot d'ordre de M. Kadar : « *Celui qui n'est pas contre nous est avec nous.* » Encore fallait-il pour cela obtenir la confiance des « libéraux modérés » et empêcher les nostalgiques des périodes stalinienne et néostalinienne de faire un retour tonitruant.

M. Husak ne put, ou ne sut, créer les conditions du succès d'une telle politique. Il laissa ses nouveaux collaborateurs mener une épuration impitoyable, organiser ce « *Biafra de l'esprit* » qui allait radicaliser l'opposition. D'ailleurs, l'appareil du parti a poussé son secrétaire général au-delà du point où il souhaitait aller. Jusqu'en 1970, M. Husak s'en prenait à ses compatriotes qui refusaient la « normalisation ». Il se gardait — et pour cause — de rejeter ceux qui avaient regretté ou même condamné l'occupation. Or, en juin 1970, le comité central imposa une nouvelle version : les vrais communistes étaient ceux qui, en 1968, avaient réclamé l' « aide fraternelle » des pays du pacte de Varsovie. Obligé de cautionner de son autorité une ligne qui lui avait été imposée, il passait définitivement pour un « traître » aux yeux de ceux qui étaient prêts à l'accepter comme un moindre mal.

Alors l' « opposition communiste » de l'intérieur, relayée par les militants qui ont émigré, releva la tête. Non contents de refuser l'autocritique attendue d'eux, J. Smrkovsky et M. Dubcek mirent leurs successeurs en accusation dans des documents diffusés clandestinement. Ainsi, dans une longue lettre adressée le 28 octobre 1974 à l'Assemblée fédérale, M. Dubcek dénonçait la surveillance dont il était l'objet : « *La démocratie socialiste et la légalité sont foulées aux pieds* », écrit-il. La direction du parti demande « *à juste titre la liberté pour les patriotes chiliens* », mais est-elle bien placée pour le faire alors que s'est créé dans ce pays « *un climat terroriste* » ? L'homme que l'on croyait à jamais condamné au silence, dont on avait apprécié la sincérité plus que la force, jette un défi au pouvoir. Il se fait le porte-parole de tous ceux qui exigent le respect des droits de l'homme dans une société socialiste (1).

Quelle menace représente-t-il alors pour les dirigeants qui partagent actuellement le pouvoir ? Les démocraties populaires ne pratiquent pas l'alternance à la manière de certaines démocraties occidentales. Il fallut des circonstances tragiques et exceptionnelles pour que M. Gomulka ou, à un moindre degré, MM. Kadar et Husak, prennent ou reprennent la barre après avoir été ignominieusement traités. Encore avaient-ils été jadis épurés sans qu'il fût besoin pour les écarter de faire intervenir les troupes soviétiques. La rentrée en scène de M. Dubcek constituerait pour l'U.R.S.S. un tel camouflet qu'il est inconcevable dans la situation présente.

Mais l'ancien dirigeant pose un problème en ce sens que sa tranquille fermeté cristallise une sorte de résistance. Comment lui répondre ? M. Husak l'a invité à quitter le pays s'il n'était pas content de son sort. D'autres, notamment ceux qui ont inspiré les articles de *Rude Pravo*, ont réclamé un châtiment plus sévère et en sont venus à se plaindre de la clémence dont ferait preuve l'autorité suprême.

UNE fois encore, M. Husak devra-t-il s'incliner devant ses « ultras » ? Compte tenu du climat à l'intérieur du parti, il paraît lui-même parfois menacé. Logiquement, le pouvoir devrait revenir aux cadres décidés à appliquer de façon implacable la normalisation. Mais l'Union soviétique ne peut de gaieté de cœur susciter ou accepter de nouvelles crises à propos de la Tchécoslovaquie.

La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe doit se conclure au plus haut niveau, et les communistes de ce continent comptent tenir une réunion cette année. Or plusieurs partis, notamment le P.C. italien, n'ont toujours pas accepté ce qui s'est passé à Prague après août 1968. Ils citent les témoignages de personnalités évincées après l'occupation et font parfois écho à leurs protestations. Lors de la conférence mondiale du mouvement, en 1969, M. Husak avait réussi à détourner l'orage ; il avait prié les communistes étrangers de ne pas se mêler de ses affaires. L'Union soviétique a tout intérêt à ce que la question techécoslovaque tombe dans l'oubli.

Ainsi s'explique que, sans avoir à l'intérieur des appuis très solides, M. Husak soit devenu président de la République. Le choix d'une autre personnalité risquait de déséquilibrer à son détriment les forces au « sommet ». Une solution encore plus fâcheuse pour lui semblait parfois envisagée : il serait porté à la magistrature suprême, mais, pour s'en tenir aux principes qu'il avait défendus, il renoncerait à la direction quotidienne du parti. Les « ultras » auraient ainsi remporté une victoire décisive.

Il est vraisemblable que le débat a été tranché le 3 mars dernier lorsque M. Husak est allé s'entretenir à Moscou avec M. Brejnev. Les deux hommes d'Etat ont échangé, selon l'agence Tass, « *des informations sur la marche de la construction socialiste et communiste* ». Le Kremlin souhaite visiblement que le secrétaire général du P.C. tchécoslovaque reste à la barre. Mais pour quoi faire ? Depuis dix ans, le numéro un a mis son habileté à éviter les récifs sur sa route, et non à réaliser le programme relativement modéré qui, à tort ou à raison, lui était prêté.

(1) *Le Monde* du 17 avril 1975 a publié de larges extraits de ce document.

LES ÉCHANGES ENTRE L'U.R.S.S. ET LA FRANCE

(Suite de la première page)

La conclusion, en 1957, du premier accord commercial à long terme, s'étendant il est vrai sur une période de trois ans, ouvrit la phase suivante. Il fut suivi de deux accords triennaux semblables.

La conclusion, à la fin de 1964, d'un accord commercial, cette fois d'une validité de cinq ans, constitua un pas extrêmement important. Durant la période couverte par cet accord, le courant d'échanges fut multiplié par 2,5 et atteignit, en cinq ans, la somme déjà considérable de 9,6 millions de francs.

Une nouvelle phase fut ouverte en 1969 par la conclusion d'un second accord quinquennal. Il convient de s'y arrêter, car il comportait de nombreux éléments fondamentaux nouveaux : premièrement, ce ne fut pas simplement un accord portant sur des échanges commerciaux, mais sur une coopération économique ; deuxièmement, l'ancienne pratique consistant à établir des listes de marchandises devant faire l'objet d'échanges mutuels fut supprimée. Enfin, l'engagement pris par la partie française d'abroger, au cours de cette période, les contingentements discriminatoires à l'importation de marchandises soviétiques était également tout à fait nouveau.

Depuis cinq ans, le volume du commerce mutuel s'est considérablement accru. Le doublement du courant d'échanges a été atteint, puisque les échanges se sont élevés à 18 milliards de francs dont 5,5 milliards en 1974. Ainsi, les liens économiques ont progressé selon une courbe ascendante. En vingt ans, notre commerce mutuel a augmenté de près de trente fois !

L'adoption, le 10 juillet 1973, du programme d'approfondissement de la coopération dans le domaine de l'économie et de l'industrie pour une période décennale a été d'une importance exceptionnelle pour le développement des relations commerciales et économiques soviéto-françaises. Il a été signé du côté français par M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances.

Le programme décennal prévoit cinq orientations fondamentales :

— 1) *Coopération à la construction de complexes industriels en U.R.S.S. et en France.* Les opérations entrant dans ce cadre doivent généralement faire l'objet de crédits bancaires à long terme. L'usine de camions de la Kama, le complexe sidérurgique de Fos-sur-Mer, font partie de ces objectifs ;

— 2) *Coopération dans le domaine de la construction en U.R.S.S. d'entreprises dont les équipements et les licences de fabrication seront payés par des produits de ces entreprises.* Font notamment partie de cette forme de coopération la construction du complexe de l'industrie du bois d'Oust-Ilim qui sera payée par des livraisons de cellulose ; la fourniture à la France de gaz naturel soviétique servira à payer les livraisons françaises de tubes, d'équipements et de matériaux pour l'industrie du gaz et d'autres objectifs ;

— 3) *Production commune et développement de la coopération industrielle* entre organisations soviétiques et sociétés françaises ;

— 4) *La réalisation du programme de coopération économique ouvre des perspectives pour assurer le développement des échanges équilibrés.* Le développement des exportations de machines et d'équipements soviétiques en France demeure un problème sérieux. Jusqu'à présent, le poids spécifique de cette catégorie dans les exportations soviétiques en France demeure peu important. Alors qu'au cours des cinq dernières années l'U.R.S.S. a acheté en France pour environ 5,5 milliards de francs de machines-outils et d'équipements, les achats français en produits de cette catégorie ne représentent que 400 millions de francs. Et ce n'est pas parce que nous n'avons rien à échanger ou que nous n'avons pas de machines susceptibles d'intéresser les entreprises françaises. De nombreux types d'équipements soviétiques, que nous avons eu de la difficulté à vendre en France, par exemple, pour la construction de Fos-sur-Mer, ont fait la démonstration de leurs qualités. D'autres types de machines et d'équipements soviétiques ont également fait l'objet d'appréciations élogieuses. Notre pays produit une gamme très étendue de machines répondant aux normes internationales les plus élevées. Pourtant, leur percée sur le marché français se heurte à des difficultés. La cause en est, parfois, le manque de dynamisme de certaines sociétés françaises. Il peut y avoir aussi d'autres causes. Nous avons l'intention de faire en sorte que, tout en augmentant les exportations de marchandises soviétiques, les initiatives visant à accroître les livraisons de machines, d'équipements et d'autres articles industriels français soient encouragées. A cette fin, la conclusion de contrats à long terme est prévue ;

— 5) *La coopération doit permettre d'augmenter les importations en U.R.S.S. de biens d'équipements français.* Nous prévoyons d'acheter en France, sur la base de crédits bancaires à long terme, des équipements et de la documentation technique pour la chimie et la pétrochimie, l'industrie légère, les constructions mécaniques, la sidérurgie, l'électrotechnique et les constructions navales. Nous envisageons également d'augmenter les achats en France de produits sidérurgiques et de biens de consommation.

Des projets de grande envergure

LA rencontre de Rambouillet entre MM. L.I. Brejnev, secrétaire général du comité central du P.C.U.S., et V. Giscard d'Estaing, président de la République française, s'est achevée par la signature de l'Accord de coopération économique pour la période de 1971-1979.

La France nous a consenti un nouveau crédit qui contribuera à élargir les exportations françaises en biens d'équipement et de certains matériaux. Ce nouveau crédit se monte à 12,5 milliards de francs. Tenant compte des 20 % de paiement en espèces, la France pourra exporter pendant cinq ans des biens d'équipement et certains matériaux pour une somme de près de 16 milliards de francs.

A Rambouillet, le programme décennal a été complété par une série de nouveaux projets importants et notamment de caractère compensatoire, dont le montant est d'environ 15 milliards de francs.

Au cours de la visite officielle en U.R.S.S. du premier ministre français, M. Jacques Chirac, on a accordé une très grande attention aux problèmes économiques. La presse française a noté à ce sujet qu'il est envisagé de conclure, avant la fin de l'année, des contrats d'un montant de 13 milliards de francs rien que pour les grands projets, et, en y incluant les projets moindres, de 20 milliards de francs. Cela, sans compter les contrats déjà conclus.

On prévoit de réaliser d'importants projets à long terme de grande envergure, comme la construction de grands complexes industriels, en particulier pour la production d'alumine et d'aluminium, d'entreprises de l'industrie chimique, de centrales nucléaires, de la troisième tranche du complexe de l'industrie du gaz d'Orenbourg, ainsi que d'un certain nombre d'entreprises de l'industrie légère et alimentaire. Dans ce cadre, des entretiens ont lieu en vue d'impulser la coopération à long terme dans le domaine de l'information, notamment pour la fabrication de composants électroniques, d'équipements pour la fabrication d'appareils pour les centraux téléphoniques, de certains types d'équipements de commande automatique. Des entretiens sont également entamés sur la coopération dans la prospection et l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz sur le plateau continental, avec l'utilisation de la technologie française.

Si des relations commerciales et économiques avec la France et les autres pays occidentaux se sont établies pratiquement dès les premières années de l'existence de l'U.R.S.S., les liens scientifiques et techniques n'ont commencé à se développer qu'au cours des dix ou quinze dernières années. A l'heure actuelle, la coopération dans ces domaines existe d'une façon permanente avec seize pays (France, Italie, Finlande, Autriche, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada, Japon, Belgique, Hollande, Suède, Danemark, Norvège, Australie, R.F.A. et Suisse), c'est-à-dire pratiquement avec l'écrasante majorité des pays capitalistes hautement développés. Notons que la France est la première des grandes puissances occidentales avec laquelle l'Union soviétique ait établi de telles relations.

L'extension des domaines de cette coopération a rendu nécessaire la conclusion d'accords sectoriels. Parmi ces accords figurent, par exemple, la conclusion en mars, pendant la visite du premier ministre français, d'accords sur la protection de l'environnement et l'agriculture.

Pour mettre cette coopération en pratique, une structure a été créée et fonctionne avec succès : la « petite » et la « grande » commission mixte pour la coopération scientifique, technique et économique. En outre, seize groupes sectoriels mixtes, dont la tâche est de rechercher les conditions les plus favorables à l'examen des problèmes choisis en commun, ont été constitués. La prochaine session de la « grande commission » aura lieu fin juillet à Moscou.

De nombreuses études scientifiques et techniques soviétiques servent de base à de nouveaux travaux de recherche et à des études et des projets communs et sont également utilisées dans la production industrielle à l'étranger. Par exemple, à la suite des travaux communs du ministère de la géologie de l'U.R.S.S. et de la société française Sercelle, un système d'enregistrement sismique multicanaux a été créé. Ce faisant, un certain nombre d'ensembles soviétiques ont été utilisés, en particulier, un système de régulation automatique d'amplification à action instantanée. Ce nouveau système est actuellement fabriqué par l'industrie française et largement utilisé en Union soviétique et en France dans les études géophysiques et exporté dans des pays tiers.

Les industriels français manifestent également de l'intérêt pour l'utilisation d'un certain nombre de travaux soviétiques dans les constructions électriques, la métallurgie et les constructions mécaniques lourdes. Alsthom, notamment, a mis au point, conjointement avec l'usine Metallitcheski de Leningrad, des turbines hydrauliques qui sont exportées vers des pays tiers. Interforge a commandé en U.R.S.S. une presse hydraulique d'une puissance de 65 000 tonnes, dont la livraison et le montage commenceront prochainement. On pourrait citer d'autres exemples.

La coopération franco-soviétique scientifique et technique se concentre sur les problèmes majeurs de l'heure, sur les études décisives pour la solution pratique des tâches immédiates, mais aussi d'avenir.

La coopération entre savants français et soviétiques a pris une grande ampleur dans les sciences fondamentales et appliquées, y compris dans la prospection des ressources des océans, la protection de l'environnement, l'application des méthodes mathématiques et de l'informatique à la planification et à la gestion, les recherches sur la protection de la santé et la médecine, l'urbanisme, la science agricole, etc. Les formes de coopération sont diverses. Souvent elles aboutissent à des publications communes. En voici un exemple : en juin-août 1974, un symposium Alpes-Caucase *in situ* a été organisé. Sur la base des matériaux recueillis et des discussions auxquelles ils ont donné lieu, un ouvrage commun consacré aux questions de l'utilisation des ressources naturelles pour le développement de l'énergétique, de la production agricole, de l'organisation du repos et des activités sportives et touristiques, ainsi qu'à la protection du milieu naturel des régions de haute montagne est en préparation.

Parmi les expériences communes, on peut citer le dépôt sur le sol lunaire des Lunokhods mobiles soviétiques 1 et 2 équipés de réflecteurs laser français, l'étude des propriétés de l'atmosphère, de l'ionosphère et de la magnétosphère terrestres, l'établissement, grâce au satellite soviétique Molnya-1, d'une communication radiophonique et téléphonique fiable entre Moscou et Paris. Une coopération étroite est également prévue pour l'application pratique des résultats des recherches de télédétection spatiale des ressources naturelles terrestres.

Depuis plusieurs années, Soviétiques et Français réalisent des expériences communes en physique des hautes énergies sur le gigantesque accélérateur soviétique de 70 GeV construit à Serpoukhov et doté de la chambre à bulles à hydrogène liquide française Mirabelle.

Toutefois, on ne peut dissimuler qu'une certaine lenteur se manifeste dans la réalisation pratique des décisions et des accords. La responsabilité en revient non seulement à certains services et à certaines sociétés françaises, mais aussi à des organismes soviétiques qui, parfois, ont mis du temps à examiner les propositions françaises. Les deux parties font preuve de lenteur lors de la signature de contrats, surtout de contrats importants, et, à notre siècle où la technologie se développe à des rythmes extrêmement rapides, cela risque d'entraîner un vieillissement moral de certains objectifs.

Il importe d'attirer l'attention sur le fait que, bien que ces dernières années les liens économiques entre nos pays aient considérablement progressé, l'importance de la France dans le commerce extérieur de l'U.R.S.S. et celle de l'U.R.S.S. dans le commerce extérieur de la France ne constituent jusqu'à présent respectivement que 2,4 % et 1,2 %. Pourtant, les possibilités de coopération sont infinies, sans limites. En effet, un élément important milite en faveur de cette information : le développement de l'économie soviétique est caractérisé par des rythmes élevés et stables. Par exemple, depuis dix ans les fonds de production de base ont augmenté de 2,3 fois. Cela signifie que l'on a à nouveau créé un potentiel de production, dépassant de beaucoup celui qui avait été accumulé durant toute l'histoire antérieure de la société soviétique.

En 1974, l'U.R.S.S. a atteint la croissance industrielle la plus élevée de tout le quinquennat (8 % contre 6,8 % prévus). En dépit de conditions climatiques difficiles, on a obtenu la deuxième récolte de céréales la plus importante de toute l'histoire du pays (195,6 millions de tonnes), une récolte de coton (8,41 millions de tonnes) ; le plan d'achats de produits de l'élevage est dépassé.

Concernant plusieurs indices économiques importants, notre pays a déjà dépassé les Etats-Unis d'Amérique.

Au début de l'année prochaine, le XXVe Congrès du P.C.U.S. examinera le dixième plan quinquennal, qui permettra de faire un nouveau pas en avant dans la création de la base matérielle et technique du communisme grâce à une combinaison toujours plus organique des réalisations de la révolution scientifique et technique avec les avantages du socialisme.

Nous sommes convaincus que l'Union soviétique et la France, qui se sont prononcées pour une politique de détente, d'entente et de coopération, et qui ont beaucoup fait pour qu'elle devienne un processus irréversible, seront au premier rang de ceux qui déploieront de nouveaux efforts vers la réorganisation des relations internationales, y compris économiques et techniques, sur la base d'une coopération mutuellement avantageuse, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de la création d'une atmosphère de bonne volonté et d'amitié entre les peuples, dans l'intérêt national et dans l'intérêt de l'Europe pacifique et du monde entier.

STEPAN TCHERVONENKO.

POUR ATTÉNUER LES EFFETS DE LA CRISE DU MONDE INDUSTRIALISÉ

L'Amérique latine renforce sa solidarité économique

Par PHILIPPE LABREVEUX

L'ACCELERATION de la croissance économique de l'Amérique latine et l'augmentation considérable de ses échanges commerciaux en 1973 et en 1974 ne suffisent pas à satisfaire la CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine), qui a tenu sa quinzième session en mai à Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago). D'abord parce que les pays de la région se sont développés à des rythmes inégaux, mais surtout parce que l'élévation du taux de croissance du produit intérieur brut n'a pas contribué à améliorer les conditions de vie de la grande majorité des habitants. La conjoncture internationale a pourtant été transitoirement favorable et la Commission regrette que la plupart des gouvernements n'aient pas su en profiter.

Une nouvelle occasion perdue ? On est tenté de le croire en lisant le texte approuvé à Port-of-Spain par les représentants des pays membres, un bilan qui n'est pas plus optimiste que le précédent dressé il y a deux ans à Quito : « *S'il est vrai que l'économie de l'Amérique latine dans son ensemble s'est développée à un rythme relativement rapide — 7 % et 4 % par tête, — cette croissance tient à certaines tendances précaires de l'économie internationale, en particulier à l'évolution des prix des matières premières (...) Les problèmes sociaux les plus graves subsistent : création insuffisante d'emplois dans le secteur moderne ; existence de secteurs considérables de la population vivant dans un état de pauvreté critique ; inégalité de la distribution des revenus (...); renforcement, au bénéfice de minorités urbaines, d'habitudes de consommation qui sont en contradiction avec les objectifs d'investissements et d'amélioration du bien-être des masses majoritaires.* »

Certes, des réformes institutionnelles ont été entreprises tendant à moderniser l'Etat et à nationaliser les ressources naturelles, mais les gouvernements, dans leur grande majorité, se refusent à prendre les mesures qui s'imposent pour modifier la répartition des fruits de la production. La CEPAL reconnaît que des progrès ont eu lieu dans le domaine de l'éducation et de la santé, mais signale qu'il n'y a pas d'amélioration sensible en ce qui concerne l'alimentation et le logement. L'inégalité de la répartition des revenus tend à s'accentuer et, si l'on constate dans certains pays un gonflement des classes moyennes, la participation relative des secteurs les plus défavorisés tend à diminuer. Pour la Commission, qui, sur ce point, semble avoir changé d'avis au fil des ans, le problème du chômage n'est pas aussi grave que celui de la faiblesse des rémunérations d'une grande partie de la population. « *On a trop longtemps ignoré le phénomène de la plus-value,* a déclaré M. Raul Prebisch, secrétaire général adjoint des Nations unies et conseiller de la CEPAL ; *ceux qui possèdent les moyens de production possèdent aussi le pouvoir de s'approprier les bénéfices de l'amélioration de la productivité. Seuls les syndicats sont en mesure de limiter la capacité d'absorption de la plus-value par les secteurs supérieurs.* »

Les représentants des gouvernements latino-américains ont vivement applaudi le vieil économiste ; ils ont approuvé les thèses des experts de la Commission et les ont encouragés à poursuivre leurs travaux. En tiendront-ils compte dans la formulation de leurs politiques ? Les responsables de la CEPAL ne se font guère d'illusions à ce sujet. Plus que dans la force de leurs idées, ils fondent leurs espoirs sur celle des faits : la saturation du marché des produits manufacturés et surtout des biens de consommation durables, qui contraindra les gouvernements à redistribuer les revenus pour relancer la demande ; la crise dans les pays industrialisés et la réduction consécutive des échanges commerciaux et des flux de capitaux, qui contribuera à revitaliser les projets d'intégration régionale.

LA CEPAL a insisté sur la crise des pays industrialisés et sur la gravité de ses répercussions. Car si l'accélération de la croissance en 1973 et en 1974 comme la rétraction constatée à partir de la fin de l'année passée mettent en relief le même phénomène de dépendance à l'égard des économies « centrales », c'est la crise de ces dernières et ses conséquences sur les économies de la « périphérie » qui entraîne des réactions de défense pouvant être salutaires à long terme.

La Banque interaméricaine de développement (BID), qui vient de tenir ses assises annuelles à la Jamaïque, formule un diagnostic moins pessimiste. Mais la CEPAL et la BID ont lieu de craindre que la récession dans les pays industrialisés ait des répercussions défavorables sur le commerce de l'Amérique latine. Si les exportations de la région ont progressé à un rythme rapide (passant de 15 milliards de dollars en 1970 à plus de 44 milliards en 1974), c'est dans une très large mesure en raison de la hausse des cours des produits de base et des matières premières. Or, depuis l'année dernière, la tendance pour l'ensemble des produits intéressant la région est à la baisse. La crise des pays développés a aussi entraîné un renchérissement des prix des produits manufacturés, une réduction de l'assistance financière et des investissements privés. Venant s'ajouter aux problèmes permanents que posent le service d'une lourde dette et les transferts de bénéfices des compagnies étrangères, la situation nouvelle risque de causer de sérieux déséquilibres de balance de paiements.

En fait, les pays non exportateurs de pétrole ont d'ores et déjà été affectés par la crise. Le déficit de leur balance des paiements, qui était de 640 millions de dollars en 1973, est passé à 8,7 milliards en 1974 et atteindrait cette année 13 milliards. Trois pays (Brésil, Chili, Uruguay) ont particulièrement souffert. Quelle que soit l'évolution des prix des matières premières et des produits de base, la position de ces trois pays n'est pas près de s'améliorer. C'est pourquoi la CEPAL a lancé l'idée d'une opération permanente de sauvetage qui a reçu l'approbation unanime des gouvernements : il s'agirait de créer un fonds de sécurité de 4 milliards de dollars (le tiers environ du déficit moyen des pays non exportateurs de pétrole en 1974, 1975 et 1976) pour relayer ou compléter l'aide des organismes internationaux. Principal producteur de la zone et troisième exportateur mondial de pétrole, le Venezuela a donné son accord de principe pour une contribution substantielle.

APRES avoir longtemps prôné un modèle de développement « *tourné vers l'extérieur* », la CEPAL ne peut que se féliciter du bon comportement du commerce extérieur latino-américain. Sans doute n'a-t-il été que le reflet d'une tendance mondiale. Sans doute aussi la participation de l'Amérique latine dans le commerce mondial a-t-elle diminué en termes relatifs. Mais le développement des échanges commerciaux de la région, « *miraculeux* » au gré de M. Enrique Iglesias, secrétaire général de la CEPAL, a été au-delà des espoirs des experts de la Commission.

La CEPAL a trouvé dans la crise des pays industrialisés un nouveau motif pour encourager les pays membres à renforcer leurs liens sur le plan commercial et économique. Les efforts d'intégration entrepris au début des années 60 sont loin d'avoir produit des fruits spectaculaires. Le Groupe andin, plus ambitieux, n'en est qu'à ses débuts. Le seul sujet réel de satisfaction reste l'accroissement des exportations de produits manufacturés dont la part dans le total des échanges régionaux est passée de 9,5 % en 1965 à 18 % en 1974. L'Amérique latine est dans ce domaine devenu son premier fournisseur, avant même les Etats-Unis.

L'essentiel des importations latino-américaines concerne des biens de capitaux et des produits intermédiaires, que la région ne produit pas. Le développement de ces industries a pris du retard par rapport à d'autres secteurs, car elles ont des économies d'échelle qui exigent des efforts techniques et financiers hors de portée des pays de la zone, même les plus grands. C'est pourquoi la CEPAL, qui appuie les tentatives de programmation industrielle du Groupe andin, défend également l'idée de concerter à l'échelon régional des politiques de développement dans les secteurs qu'individuellement les pays ne peuvent aborder et de mettre sur pied des entreprises multinationales latino-américaines. Parrainé par le Mexique et le Venezuela, le SELA aurait pour objectif principal de promouvoir de telles entreprises.

En attendant qu'elles voient le jour et que la région subvienne à ses besoins ou du moins réduise sa dépendance à l'égard des pays développés, l'Amérique latine devra continuer de s'accommoder de cette réalité que la CEPAL préfère appeler interdépendance. C'est une façon de souligner que, si le comportement économique de la région dépend de celui des pays développés, ceux-ci ont de leur côté tout intérêt à prendre l'Amérique latine en considération.

La région a, en effet, acquis depuis la fin de la deuxième guerre mondiale une dimension nouvelle : son produit intérieur brut est égal à celui de l'Europe en 1950 et, au rythme actuel de croissance, devrait atteindre en 1985 celui de l'Europe d'aujourd'hui. L'Amérique latine, qui importe pour 30 milliards de dollars par an, représente pour les Etats-Unis un marché presque égal à celui de la C.E.E. et, pour la Communauté, un marché égal aux trois quarts de celui des Etats-Unis. Cela donne du poids à la région qui, dans la mesure où elle est capable de formuler des revendications conjointes, dispose d'un pouvoir de négociation accru face à ses partenaires industrialisés.

Le Commonwealth, la Grande-Bretagne et le tiers-monde

Par MARIE-CLAUDE CELESTE

« *QU'EST-CE que trois pays comme le Canada, la Sierra-Leone et le Pakistan peuvent bien avoir en commun ?* » A un sceptique qui s'interrogeait ainsi un jour sur la raison d'être et l'utilité du Commonwealth, M. Arnold Smith, ancien secrétaire général du « club », avait répondu que les hommes ont besoin « *d'apprendre à partager cette planète* », et qu' « *être membre du Commonwealth peut aider à y parvenir* ».

C'est ce qu'ont tenté de prouver les représentants des trente-trois pays membres réunis du 29 avril au 6 mai dernier à Kingston. Pour la première fois, en effet, ce n'était pas des questions particulières aux Etats membres ou à l'ensemble du « club » qui constituaient le point essentiel de leur ordre du jour.

La priorité fut accordée, au cours de ce vingtième « sommet », aux moyens de restructurer l'ordre économique international, et le Commonwealth envisage maintenant de soumettre à la communauté internationale un projet de solution sur lequel un comité d'experts a été chargé de préparer un rapport.

Sans doute les chefs de gouvernement du Commonwealth avaient-ils espéré que ce plan verrait le jour à Kingston. D'autant qu'une récente étude du secrétariat de l'association semblait constituer, selon les propres termes du premier ministre britannique, M. Harold Wilson, une base « encourageante » de discussion.

Le prix des matières premières

MAIS le compromis entre le projet britannique et le plan des pays de la zone caraïbe présenté par le chef du gouvernement de la Guyana, M. Forbes Burnham, s'est révélé impossible à Kingston. Dans un mémorandum soumis à la conférence, la délégation britannique a expliqué les raisons de ses réticences envers l'indexation du prix des matières premières sur celui des produits manufacturés, qui constitue, même au sein du Commonwealth, la revendication essentielle du tiers-monde. « *Un tel système,* y lit-on notamment, *serait inflexible et ne saurait constituer à lui seul une garantie d'accroissement des recettes des pays producteurs. Il nécessiterait en outre des accords très élaborés entre les plus importants d'entre eux et les principaux pays consommateurs. S'il était tout à fait efficace, un tel système renforcerait les pressions inflationnistes en cas de forte demande et accroîtrait les difficultés des pays en voie de développement* », par gonflement du montant de leurs importations.

Le premier ministre guyanais a estimé pour sa part que le plan Wilson, « *limité à des accords commerciaux* » et qui propose des « *replâtrages quand nous avons besoin d'une restructuration des courants d'échanges actuels* », ne saurait satisfaire les besoins des pays en voie de développement. Rejetant l'idée d'associations communes de producteurs et de consommateurs, M. Burnham devait préciser : « *Les groupements de producteurs devraient rester ce qu'ils sont. Si les pays consommateurs veulent constituer leurs propres associations, ils sont libres d'en prendre l'initiative.* »

A Kingston, c'est donc moins le clivage habituel entre pays riches et pays pauvres qui a prévalu que celui entre producteurs et consommateurs de matières premières. L'Australie, par exemple, qui est membre de l'Association des pays exportateurs de bauxite aux côtés de la Jamaïque et de la Guyana, et le Canada, producteur de matières premières, n'étaient pas opposés au plan Burnham.

Le comité d'experts constitué le 6 mai à Kingston s'attache depuis lors à rapprocher les points de vue, dans le but de soumettre à l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre prochain, un plan du Commonwealth pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Ainsi se confirme l'orientation définie dans la « déclaration de principes » du club, élaborée à la conférence de Singapour en 1971, et définitivement adoptée lors du « sommet » d'Ottawa en 1973. Après s'être interrogé sur sa raison d'être durant toutes les années 60, le Commonwealth s'était fixé pour but de contribuer à réduire l'écart entre pays riches et pauvres dans le monde. Conscient toutefois des limites inhérentes à une « association volontaire », sans pouvoir contraignant, il s'est donné pour rôle de promouvoir les aspirations de ce quart de l'humanité qu'il représente, au sein d'autres instances internationales.

Ainsi s'explique le changement fondamental d'attitude des pays du Commonwealth — confirmé à Kingston — à propos de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne. Depuis les négociations entre la C.E.E. et les quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) signataires de la convention de Lomé en février dernier (1), le Commonwealth estime en effet que la Communauté peut avoir une vue moins restrictive des problèmes du monde, grâce à la présence de la Grande-Bretagne, qui y plaide certaines des causes du « club ».

Ainsi, après avoir exprimé les plus vives inquiétudes sur les conséquences pour eux de l'adhésion britannique à la C.E.E., les autres membres du Commonwealth ont estimé, dans une note publiée à la fin du vingtième « sommet », que leurs intérêts n'avaient nullement été affectés par cet événement.

Si important que soit, pour les pays réunis à Kingston, leur effort nouveau pour contribuer au règlement des grands problèmes économiques du monde, il n'a pas supplanté leur préoccupation plus ancienne de lutter contre la domination coloniale et l'oppression raciale. A propos de la situation en Afrique australe, qui intéresse plus ou moins directement plusieurs membres du Commonwealth, on discerne aussi une certaine évolution du Commonwealth. Après s'être vainement efforcés, au cours des précédentes réunions « au sommet », d'obliger la Grande-Bretagne à une intervention directe en Rhodésie, les membres du Commonwealth ont, cette fois, opté pour la solution plus réaliste, dans le cadre du « club », d'un renforcement des sanctions économiques contre le régime de M. Ian Smith. La décision prise à Kingston d'aider le Mozambique, qui allait accéder à l'indépendance, à surmonter les difficultés qu'entraînerait pour son économie la fermeture de ses principaux ports au commerce extérieur rhodésien sera sans doute appuyée par d'autres membres de l'ONU.

Convaincus que les seuls moyens pacifiques ne suffiraient pas à assurer l'arrivée au pouvoir de la majorité noire en Rhodésie, certains membres du Commonwealth ont essayé d'amener la Grande-Bretagne à apporter son soutien aux combattants de la liberté en cas d'échec d'une éventuelle conférence constitutionnelle, ou si les sanctions économiques devaient se révéler inefficaces. Le gouvernement de Londres a vraisemblablement émis des réserves sur ce point, puisque le communiqué final de Kingston se borne à reconnaître « *l'inéluctabilité d'une intensification de la lutte armée si le régime illégal et raciste de Salisbury bloquait toute possibilité de règlement pacifique* » du problème rhodésien.

Du moins les pays membres ont-ils montré que leur « club » avait surmonté sa crise d'identité et de croissance. Comme l'a souligné le nouveau secrétaire général de l'association, le Guyanais M. S. Ramphal, avec un sens très britannique de la mesure, la conscience des possibilités du Commonwealth doit être « *tempérée* » par la connaissance de ses « *limites* », et on ne doit pas fonder sur lui d' « *espoirs excessifs* ». Le temps n'est plus où, comme le préconisaient certains pays membres il y a quelques années, l'on songeait à exclure la Grande-Bretagne en raison de certains aspects jugés « anti-africains » de sa politique au sud du continent.

En s'accommodant des faiblesses de l'association, ses membres confirment la thèse selon laquelle le Commonwealth est entré dans son « troisième âge ». Après avoir été un « *club de gentlemen blancs* », puis un champ de confrontation entre la Grande-Bretagne et ses anciennes possessions, le Commonwealth ne veut désormais avoir d'autre raison d'être que « *la consultation et la coopération dans le but de promouvoir la coopération internationale* ».

Comme l'a un jour remarqué un spécialiste britannique des problèmes de cette association, l'émergence du « *troisième Commonwealth* » date du jour où — c'était à Singapour en 1971 — M. Edward Heath, premier ministre britannique de l'époque, avait indiqué que son pays « *se refusait désormais à payer le prix de son leadership en subordonnant ses propres intérêts à ceux du groupe* ».

Mais ces problèmes sont aujourd'hui dépassés. Le Commonwealth a prouvé que le leadership de la Grande-Bretagne n'était pas pour lui une condition de survie.

(1) Cf. *le Monde diplomatique* d'avril 1975.

Le carnet des ambassades

● **M. Cesare Gnoli**, consul général d'Italie, a donné une réception le 1er juin à l'occasion de la fête nationale, et en présence de l'ambassadeur d'Italie **M. Franco Malfatti**.

● **M. Saleh Mehdi Amash**, ambassadeur d'Irak, a offert une réception le 2 juin en l'honneur de M. Pierre Carles, ancien ambassadeur de France à Bagdad, nommé directeur du département Afrique-levant au ministère des affaires étrangères.

● A l'occasion de la pose de la première pierre du monument à la mémoire des Polonais qui ont combattu pour la libération de la France, et de la visite en France de M. Mieczyslaw Grudzien, ministre polonais des anciens combattants, **M. Emil Wojtaszek**, ambassadeur de la République populaire de Pologne, a donné une réception le 10 juin.

● Le premier conseiller près l'ambassade de Chypre et **Mme Georges Lycourgos** ont offert une réception le 11 juin.

● L'ambassadeur de Grande-Bretagne et **Lady Tomkins** ont donné le 12 juin une garden-party à l'occasion de l'anniversaire de la reine Elisabeth.

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur des Philippines et **Mme Luis Moreno-Salcedo** ont offert une réception le 12 juin.

● **M. André Guillabert**, ambassadeur du Sénégal, a donné une réception le 17 juin dans les salons de l'ambassade.

● A l'occasion de la célébration du *dixième anniversaire du redressement* historique (19 juin 1965-19 juin 1975), l'amicale des Algériens en Europe a donné le 19 juin une projection du film de Lakhdar Hamina « Chronique des années de braise » qui a obtenu l'Oscar de la Palme d'or au festival de Cannes 1975.

● A l'occasion de son départ, **M. Pham Van Ba**, ambassadeur de la mission permanente du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Vietnam du Sud en France, a offert un cocktail le 19 juin.

● L'ambassadeur de Cuba et **Mme Gregorio Ortega Suarez** ont donné une réception le 23 juin en l'honneur de M. Alejo Carpentier, ministre conseiller pour les affaires culturelles près l'ambassade, lauréat du prix Cino del Duca.

● **M. Mirko Zaric**, conseiller de presse près l'ambassade de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, a offert un cocktail le 23 juin.

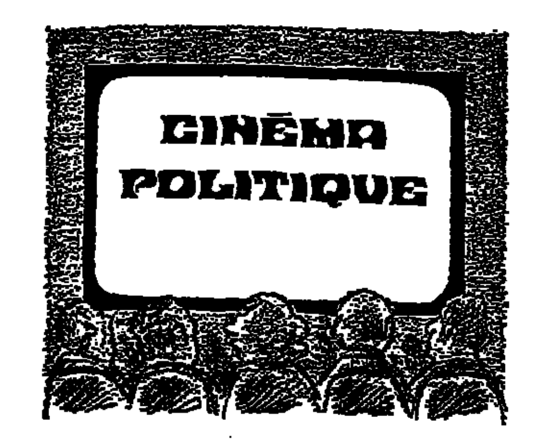
● **M. Rodrigo Botero**, ministre des finances de Colombie, a donné une réception le 24 juin à l'ambassade de Colombie en l'honneur des membres du groupe consultatif pour la Colombie.

● **Le groupe d'amitié France-Japon** du Sénat, présidé par M. Louis Gros, vice-président du Sénat, a donné une réception le 27 juin dans les salons de l'hôtel de la présidence du Sénat en l'honneur de **M. Hidéo Kitahara**, nouvel ambassadeur du Japon en France.

● **M. S.K. Kathpalia**, conseiller près l'ambassade de l'Inde, a offert une réception le 30 juin.

NECROLOGIE

● **M. Alioune Sissoko**, ambassadeur du Mali en Belgique, est décédé le 18 juin 1975 à Bruxelles.



L'antimilitarisme à l'écran

ARMÉE, DÉMOCRATIE, RÉVOLUTION

Le discours antimilitariste au cinéma se fonde sur le projet politique de dénoncer la différence radicale qui existe entre la société militaire et la société civile. Cette différence est un scandale pour la raison démocratique qui établit, comme garantie de la convivialité sociale, deux valeurs essentielles, acquises au cours des luttes du XIXe siècle : la liberté et l'égalité. Au sein de l'armée, ce n'est pas l'égalité qui est la règle mais la hiérarchie ; ce n'est point la liberté qui est le principe mais la soumission, l'obéissance ; c'est en termes d'agression, de destruction (valeurs négatives) qu'elle exprime son progrès, sa modernité. Envers de la société libérale, nostalgique de conservatisme, elle manifeste un attachement crispé pour les valeurs de naguère.

Les cinéastes progressistes américains ont été les premiers et les plus attentifs à dénoncer les prérogatives antidémocratiques et les contre-valeurs dont se soutient cette société militaire qui possède, en marge de la société civile, ses propres écoles (Demain ce seront des hommes**, de J. Garfein, 1957), ses propres hôpitaux (**MASH**, de R. Altman, 1970), son propre droit pénal (**Condamné au silence**, de Preminger, 1955), ses tribunaux répressifs (**les Sentiers de la gloire**, de S. Kubrick, 1958, ou **Pour l'exemple**, de Losey, 1965), ses propres bagnes (**la Colline des hommes perdus**, de S. Lumet, 1965), toutes institutions tendues vers la défense d'un but suprême, la grandeur nationale, et qui font de l'ordre et de la discipline, de l'héroïsme et du patriotisme, les moyens uniques de parvenir à cette grandeur. L'armée se bâtit ainsi un univers clos, sacramentel, où fleurissent les déviations sexuelles et les maladies mentales : c'est John Huston qui a le mieux décrit ce pourrissement affectif dans **Reflets dans un œil d'or** (1967), où homosexualité, voyeurisme, adultère, fétichisme, machisme et folie dessinent un horizon névrotique.**

En France, les millions de morts de la première guerre, gérés avec susceptibilité par une armée à la conscience peu tranquille, ont longtemps empêché qu'un cinéma véritablement antimilitariste dénonce les aberrations structurelles de la société militaire. Au mieux, quelques films pacifistes (les Croix de bois**, de R. Bernard, 1932, ou **la Fin du monde**, d'Abel Gance, 1931) ont réclamé pieusement la suppression des guerres et prôné une fraternisation utopique basée sur la « compréhension mutuelle ». C'est avec la guerre d'Algérie et dans le sillage des meilleurs films américains qu'un certain antimilitarisme français apparaîtra dans **l'Horizon**, de J. Rouffio (1967), qui évoque les insurrections militaires de 1917, ou **R.A.S.**, d'Yves Boisset (1973), qui traite de la tentation de la désertion durant la guerre d'Algérie.**

Français ou américains, ces films critiquent le militarisme d'un point de vue démocratique et, ce faisant, ils expriment la crainte, fort aléatoire, de voir l'armée militariser une société industrielle. C'est sur un terrain politiquement périmé qu'ils situent ainsi le débat. Le danger, aujourd'hui, ne se trouve pas dans le domaine des superstructures, dans la militarisation de la vie, mais bien au plan des infrastructures. L'influence du très grand nombre d'officiers supérieurs reclassés dans les conseils d'administration de grandes sociétés et l'importance du complexe militaire-industriel modifient les données de la vie économique. C'est donc l'emprise des militaires sur les infrastructures et sa répercussion dans l'idéologie qu'il conviendrait d'étudier dans un film qui se voudrait, dans une société industrielle, ambitieusement antimilitariste.

En Amérique latine, le problème est tout autre : l'armée se présente encore comme un élément de cohésion nationale, mais est fréquemment au service des bourgeoisies locales. En conséquence, l'objectif des cinéastes est double ; situés d'emblée au-delà du simple antimilitarisme, ils dénoncent la répression brutale à laquelle se livre l'armée, mais ils expriment l'espoir que des officiers nationalistes soutiendront les protestations populaires et se joindront aux groupes armés qui combattent pour rendre le pouvoir au peuple commun.

IGNACIO RAMONET.

Timidités françaises

DANS les circonstances actuelles, nous voyons mal un film français appréhender la réalité historique sous l'angle des fusillés pour l'exemple de Verdun et autres lieux ou sous celui de la ganache galonnée faisant tirer sur ses propres troupes...

En outre, avant 1945 tout s'est passé comme si les réalisateurs français n'avaient pas ressenti la nécessité de s'intégrer dans l'évolution historique derrière laquelle ils se traînaient avec de bonnes vieilles histoires de légionnaires, de mauvais garçons, ou avec des drames d'atmosphère aussi sombres que le ciel crépusculaire des années à venir. Certes, il y eut des exceptions comme *N'oubliez jamais*, de L. Perret, ou *la Grande Illusion*, de J. Renoir. Mais le défaut de ces films réside en leur pacifisme plus ou moins romantique. On déplore que la guerre ait eu lieu, qu'elle ait été aussi cruelle et, en même temps, on affirme sa confiance béate en l'avenir, en la renaissance de la vie sur les amas de ruines et autres tartes à la crème qui soulèvent le cœur de qui se veut tant soit peu réaliste. Ce n'est la faute de personne et les choses s'arrangeront bien toutes seules ; alors qu'à la même époque, un Lewis Milestone écrivait déjà : « *Un film de guerre n'a d'intérêt que s'il aide à dégoûter les gens de la guerre et de toute la fausse littérature qui l'accompagne...* »

Le cinéma français contemporain nous offre de substantielles compensations, même si les réalisateurs paraissent souvent être obligés à biaiser, à traiter incidemment d'un thème brûlant (la guerre d'Algérie, par exemple) parmi d'autres sujets, à jeter un regard accusateur sur la guerre au détour de telle ou telle intrigue, ou encore à la flétrir par sujet interposé : *Hôtel des Invalides*, de Georges Franju, commandité par le ministère des armées, réussit le tour de force d'être le seul pamphlet antimilitariste du cinéma français !

Eternel franc-tireur, Claude Autant-Lara établit quant à lui une sorte de jonction entre les « anciens » et les « modernes ». Parfois chaussé de ses gros sabots, il n'en eut pas moins le mérite de passer du pacifisme bêlant au pacifisme agressif avec deux films remarquables : *la Traversée de Paris* et *le Diable au corps*. Même si ses autres tentatives furent moins heureuses (*Tu ne tueras point*), tout au moins le sentons-nous profondément concerné autant par la « morale militaire » que par la manière dont se comporte l'homme ordinaire durant la guerre...

Le traumatisme de la guerre d'Algérie

QUANT à la guerre d'Algérie, elle a été rarement évoquée, si ce n'est dans des films condamnés au « circuit parallèle » tels ceux de René Vauthier, ou en filigrane dans *la Belle Vie*, de Robert Enrico, qui met l'accent sur les difficultés de la réadaptation de son personnage, *le Combat dans l'île*, d'Alain Cavalier, et surtout *Adieu Philippine*, de Jacques Rozier, avec ses jeunes personnages pour qui le service militaire signifie la perte définitive du temps heureux de l'adolescence.

Muriel demeure finalement plus explicite avec un courage et un talent rares de la part de son réalisateur (A. Resnais), mettant en scène un jeune homme tellement traumatisé par ce qu'il a vu et a été obligé de faire en Algérie qu'il en arrivera à commettre un meurtre par lucidité, par dégoût et, en quelque sorte, pour se racheter d'avoir participé à la torture de cette Muriel morte bien avant que ne débute le film. Ce personnage, « *sinistré de corps et d'âme* » selon Jean Cayrol, est une victime exemplaire en même temps qu'un coupable honteux.

Parmi les œuvres franchement antimilitaristes nous pouvons rappeler encore le très honnête *Biribi*, de Daniel Moosman, dont l'action se situe malheureusement en 1883, le nihiliste et féroce *les Carabiniers*, de Jean-Luc Godard, *les Honneurs de la guerre*, d'un Jean Dewever lucide et sans illusions, de même que *Roi de Cœur*, de Philippe de Broca, qui fait des pensionnaires d'un asile d'aliénés des êtres charmants, sensibles et profondément sains par rapport aux militaires en action.

Nous n'avons pu tout citer, mais cet échantillonnage prouve à tout le moins la présence d'un antimilitarisme constant dans la coulée historique du cinéma français, qui n'atteint pas toutefois à la virulence manifestée par plusieurs films étrangers.

JACQUES BELMANS

(auteur de le Cinéma et l'homme en état de guerre, *Edit. André Derache, Bruxelles, 1975).*

MAUVAIS SOLDAT OU MAUVAISE ARMÉE ?

LE film de guerre, dans le cinéma américain en particulier, s'est très tôt constitué en genre. Très tôt également, des films de guerre ont adopté une position critique ou contestatrice. Soit par le biais de la comédie destructrice (de *Charlot soldat*, tourné avant la fin de la première guerre mondiale avec un réalisme qui nous stupéfie aujourd'hui, à *M.A.S.H.* ou *Catch 22*), soit en mettant en évidence les contradictions superficielles de l'institution.

Ce cinéma vite étiqueté « antimilitariste » portait en fait les qualités et les limites du libéralisme américain. Certes on pouvait dire qu'il y avait dans l'armée américaine (ou dans l'armée française vue par les Américains) des généraux carriéristes, des officiers supérieurs pleutres ou sadiques ou simplement stupides. Certes c'était beaucoup, à l'époque de nos guerres coloniales, quand la censure française exigeait de Claude Bernard-Aubert que sa *Patrouille sans espoir* devienne une *Patrouille de choc*... Mais ce cinéma bardé de bons sentiments portait en lui son propre démenti : l'institution (l'armée) n'était jamais envisagée comme telle, mais atomisée en un ensemble d'individus singuliers : les soldats-victimes, le colonel, les généraux, s'affrontaient dans un spectacle (brillant) qui laissait intacte la société militaire.

Le courant libéral s'estompe après 1960, sous la pression d'une réalité qui alarme quelques journalistes, quelques intellectuels. Depuis 1961, Robert McNamara, ancien président de Ford, est secrétaire à la défense, nommé par Kennedy, maintenu par Johnson. C'est le temps où les Etats-Unis découvrent à la fois la formidable puissance de leur arsenal, la collusion entre l'armée et l'industrie, et la menace atomique permanente. Peur panique ou crainte raisonnée, cautionnées par John Kennedy lui-même : « *Tout homme, toute femme, tout enfant, vit sous une épée de Damoclès de type nucléaire qui est maintenue par les fils les plus ténus et qui peuvent casser à tout moment par accident, maladresse ou folie* »...

Le cinéma prend à son compte cette inquiétude. *Docteur Folamour*, de Kubrick, et *Aux postes de combat*, de J.B. Harris, sont construits sur l'hypothèse de la folie : un chef responsable « perd les pédales » et précipite le mécanisme irréversible de la guerre atomique. Dans l'un et l'autre cas, la folie n'est point innocente : c'est une exaspération délirante de l'anticommunisme.

Dans *Point Limite*, de S. Lumet, c'est l'accident qui déclenche la catastrophe. Des B-52 en manœuvre foncent sur l'U.R.S.S., quelque chose se brise, il n'est plus possible de les rappeler. Le président des Etats-Unis prévient son homologue soviétique, tente l'impossible pour détruire ses propres avions, et finalement fait atomiser New-York en même temps que Moscou pour prouver sa bonne foi à l'adversaire. Logique absurde...

Dans *Sept jours en mai*, de Frankenheimer, enfin, c'est une volonté politique cohérente qui pousse un quarteron de généraux techniciens à fomenter un complot qui vise simplement à renverser le pouvoir civil. La machine s'enraye par le fait du hasard et du civisme inébranlable d'un colonel pur et dur (incarné par le même Kirk Douglas qui était déjà l'officier positif des *Sentiers de la gloire*).

Ces quatre films, nés de l'ère kennedienne, fonctionnent, par le biais de la politique-fiction, comme des sonnettes d'alarme. L'armée y est perçue et montrée comme un corps dangereux par son excès de puissance technologique et économique.

L'extension, sous Johnson et Nixon, de la guerre au Vietnam justifie ensuite d'autres soucis. La guerre tue, démoralise, détruit des hommes. Des hommes s'opposent à la guerre. Le cinéma prend à son compte une ligne d'opposition de plus en plus délibérée, de plus en plus politique. Des films militants soutiennent la lutte de ceux qui refusent : *le Plus beau jour de notre vie* ou *Winter soldiers* (tous deux en 1972), illustrent ce courant.

Deux ans plus tard, *le Cœur et l'Esprit*, de Peter Davis, dépasse la prise de position ponctuelle. Partant d'une description des ravages que la guerre fait dans la chair des hommes, le film élève le propos et pose la question de l'insertion de l'armée dans le corps social américain. Par un montage d'interviews de responsables civils (Johnson surtout) et militaires (Westmoreland, Patton III), et de séquences de reportage, Davis éclaire le lien profond qui unit la société et son armée. Le Vietnam n'a pas été un accident, ni une folie ; la violence guerrière, c'est dans les parades de rue ou dans les vestiaires des stades que l'Amérique la prépare et l'entretient (déjà *M.A.S.H.* nous disait le lien qui unit le football et la folie sanglante, mais nous n'avions pas su, alors, lire le propos d'Altman sous la bouffonnerie...).

Le Cœur et l'Esprit est sans doute le premier film qui, avec la rigueur d'un essai, démontre à quel point l'armée américaine est le produit de la civilisation américaine. Ce serait un film désespérant si son existence même ne prouvait que la même civilisation est capable de sécréter les anticorps.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.

PEUPLE ET « GORILLES »

FORCES à se déshabiller avant d'être fusillés, des ouvriers déposent, silencieux et comme ébahis, leurs vêtements mouillés de sueur en de petits tas soigneux puis vont s'aligner, nus, embarrassés, contre un vieux mur face au peloton de soldats boliviens séditieux.

Cette séquence d'exécution réelle a coûté la vie à l'opérateur qui l'avait filmée clandestinement. Elle clôture un court-métrage militant, **le Temps du général** (1973), produit par un collectif bolivien pour analyser les circonstances qui permirent, en août 1971, le coup d'Etat du général Banzer. Elle présente, en outre, un caractère exemplaire puisqu'elle condense, en une forme paroxystique, les difficultés de la résistance populaire face à une armée dont les fonctions répressives voudraient également empêcher la constitution d'une archive des luttes du peuple. Déjà, le réalisateur bolivien Jorge Sanjines, dans **le Courage du peuple** (1971), expliquait comment, après le premier massacre de Catavi, qui fit quatre cents morts en décembre 1942, l'armée dispersa les orphelins aux quatre coins du pays, enterra les corps dans des cimetières éloignés et interdit que figurât sur la croix la date de la mort, afin de brouiller la reconstitution du crime.

Dans un tel contexte, un film qui se bornerait à illustrer simplement la thèse de l'antimilitarisme limiterait et réduirait la complexité de la situation politique. En fait, il existe un seul film qui corresponde aux règles de ce genre, **le Salpêtre sanglant** (Soto, 1969) produit au Chili. Il illustre un épisode de la guerre (1879) entre le Chili d'une part, le Pérou et la Bolivie d'autre part, pour la possession des mines de salpêtre d'Atacama, dont les actionnaires étaient tous Européens : l'auteur met en accusation le corps des officiers chiliens qui exigèrent de leurs hommes des sacrifices absurdes.

En général, les cinéastes d'Amérique latine ne s'en prennent pas à l' « essence perverse » de l'institution militaire, mais à sa **fonction répressive** et antipopulaire au service des oligarchies. C'est dans le contexte culturel du « cinema novo » que Rui Guerra, dans l'admirable **Os Fuzis** (1965), posait pour la première fois, de manière violente, le problème de l'armée de classe ; il présentait des militaires dans le Nordeste brésilien affamé, qui finissaient par tirer sur le peuple en quête de nourriture ; mais cette dénonciation du rôle de chien de garde de l'armée était accompagnée d'une sorte de fascination pour son efficacité et sa puissance (le personnage principal, Gaucho, est le seul à s'opposer au départ des vivres dont les paysans ont tant besoin, il le fait en se servant d'un fusil qu'il sait utiliser parce que c'est un ancien soldat). Il y a chez Rui Guerra l'espoir de voir d'autres militaires imiter cet ex-soldat qui meurt pour la cause du peuple ; il y a aussi une allusion à des hommes comme Carlos Marighela, ancien officier de l'armée brésilienne, devenu le théoricien de la guérilla urbaine.

D'autres films révèlent comment les oligarchies, incapables de proposer une perspective de développement économique et de progrès social, utilisent l'armée qui pratique une terreur aveugle pour isoler les guérilleros des populations locales. Dans **le Courage du peuple**, Sanjines montre le massacre des ouvriers de l'étain par une armée inquiète du développement de la guérilla du « Che » et voulant empêcher que s'effectue une jonction entre les mineurs et les guérilleros. Sanjines distingue toutefois le comportement des officiers de celui des simples soldats ; ceux-ci sont amenés de l'autre bout du pays, par train de nuit, pour éviter les scrupules des recrues à tirer sur leur propre ethnie.

Au service des nantis et protégeant les biens des grands propriétaires fonciers, mais également au service de l'impérialisme américain, c'est ainsi qu'apparaît l'armée gorille dans le dernier film de Sanjines, **l'Ennemi principal**, qui montre la nécessité pour le peuple de prendre le fusil et de s'organiser au sein d'une armée de libération.



« OS FUZIS » (1965), FILM BRESILIEN DE RUI GUERRA.
L'armée latino-américaine dénoncée dans sa fonction répressive et antipopulaire.

L'armée qui massacre encore est celle que l'on voit, dans **la Terre promise**, de Miguel Littin (1974), annihiler une expérience collectiviste au sud du Chili ; c'est aussi celle qui, dans **Opération Massacre**, de Jorge Cedron, exécute sommairement un groupe d'ouvriers péronistes ; ou encore celle qui extermine les populations indiennes de Colombie et dont quelques survivants racontent la sauvagerie dans **Planas, témoignage sur un génocide**, de J. Silva et M. Rodriguez (1974).

Les cinéastes latino-américains, tout en reconnaissant l'existence d'officiers patriotes à l'intérieur de l'armée et en souhaitant voir celle-ci défendre les intérêts populaires, dénoncent avec rage et violence l'emploi des armées nationales par les oligarchies et l'impérialisme pour défendre et étendre leurs privilèges.

C'est la brutalité de la répression militaire que les cinéastes révèlent publiquement, avec l'objectif culturel de constituer une archive où le peuple pourra puiser pour rétablir sa mémoire estompée par les « gorilles » qui veillent de plus en plus à ne pas laisser de traces de leurs exactions ; ils n'hésitent plus à exécuter les caméramen trop obstinés comme, encore, cet opérateur argentin qui filma les soldats chiliens qui tiraient sur lui et le tuaient lors du soulèvement contre Salvador Allende, le 29 juin 1973, et dont les images viennent fermer **la Bataille du Chili** (1975), de Patricio Guzman, dernier en date des réquisitoires contre les armées « gorilles » latino-américaines.

I. R.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

ONU

Triple veto à l'issue du débat sur la Namibie

A L'ISSUE du débat sur l'avenir de la Namibie qui s'était ouvert le 30 mai, trois membres permanents du Conseil de sécurité ont voté le 6 juin contre un projet de résolution qui demandait un embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. Ce projet, présenté au nom des non-alignés par la Guyane, l'Irak, la Mauritanie, le Cameroun et la Tanzanie, a recueilli dix voix pour. Deux pays se sont abstenus : le Japon et l'Italie, tandis que la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni faisaient usage de leur droit de veto. Le texte demandait en outre que des élections libres sous le contrôle des Nations unies soient organisées le 1er juillet 1976 au plus tard en Namibie.

Prolongation du mandat de la Force à Chypre

Le 13 juin, le Conseil de sécurité a décidé une nouvelle fois de prolonger pour six mois (jusqu'au 15 décembre) le mandat de la force des Nations unies à Chypre (UNFICYP). Quatorze pays ont voté en faveur de cette mesure, la Chine ne participant pas au scrutin. En même temps, le Conseil invite le secrétaire général à poursuivre sa mission de bons offices et à lui faire un rapport intérimaire le 15 septembre, puis un rapport définitif, au plus tard le 15 décembre, sur les progrès accomplis.

La prochaine série d'entretiens intercommunautaires sur Chypre sous l'égide du secrétaire général doit avoir lieu à Vienne du 24 au 27 juillet.

SAHARA OCCIDENTAL. — *Le secrétaire général de l'ONU a reçu le 23 mai une communication de l'ambassadeur d'Espagne l'informant que son gouvernement avait fait savoir officiellement qu'il a l'intention de se retirer du Sahara occidental. Dans une déclaration publiée le 28 mai, le Maroc a pour sa part accusé l'Espagne de créer une situation équivoque et un climat de confusion dans cette affaire. Le mois dernier, M. Kurt Waldheim s'est rendu en visite officielle en Espagne, en Mauritanie, au Maroc et en Algérie, où il s'est entretenu avec les responsables de ces pays de la question du Sahara occidental.*

De son côté, la Cour internationale de justice a ouvert le 25 juin les audiences publiques consacrées à l'audition des exposés oraux des Etats sur les questions qui lui ont été soumises pour avis consultatif par l'Assemblée générale des Nations unies à propos du Sahara occidental.

U.N.R.W.A. — *Le 10 juin, M. Waldheim a lancé un appel urgent aux Etats membres pour qu'ils apportent leurs contributions au budget de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (U.N.R.W.A.). Un déficit de 30 millions de dollars compromet en effet la réalisation des programmes dans la seconde moitié de 1975.*

CONSEIL DE TUTELLE. — *Le Conseil de tutelle a ajourné le 9 juin, pour un mois ou deux, les travaux de sa quarante-deuxième session, qui avait commencé le 27 mai. Il s'est préoccupé de la situation en Papouasie-Nouvelle-Guinée (administrée par l'Australie, et qui doit accéder à l'indépendance à la fin de l'année) et dans les îles du Pacifique administrées par les Etats-Unis. A ce propos, le Conseil a exprimé le désir que l'unité de la Micronésie soit préservée.*

DECOLONISATION. — *Le comité de la décolonisation a tenu pour la première fois une session en Europe, du 12 au 18 juin. A propos de la décolonisation des territoires sous administration portugaise, le comité a exprimé sa satisfaction et sa solidarité avec les mouvements de libération. Dans une résolution sur la Namibie, il demande au Conseil de sécurité de rendre obligatoire l'embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud « sans réserve aucune ». Enfin, il a demandé un élargissement des sanctions contre la Rhodésie.*

PROCHAINE SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE. — *Le comité préparatoire de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies (qui aura lieu du 1er au 12 décembre 1975) a tenu sa deuxième session à New-York du 16 au 27 juin. Il a examiné un rapport faisant le point de la situation économique mondiale au milieu de la Décennie et indiquant les obstacles politiques d'ordre général à l'application du programme d'action et de la Stratégie internationale du développement. Le comité préparatoire a aussi pris connaissance des propositions d'un groupe d'experts en vue d'apporter certains changements dans la structure des Nations unies pour lui permettre de fonctionner avec plus de vigueur dans les problèmes de coopération économique.*

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — *A la veille de l'ouverture, le 11 juin à New-York, de la vingtième session du conseil d'administration du Programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.), le secrétariat de cet organisme a publié le rapport annuel faisant le point des activités au cours de l'année écoulée. L'inflation, la récession, la pénurie des produits alimentaires, des carburants et des engrais ont porté de rudes coups aux plans de développement des pays les plus pauvres : telle est la conclusion essentielle du rapport.*

OCEAN INDIEN. — *Le comité sur l'océan Indien a consacré une session, le mois dernier, à l'examen de la mise en œuvre de la déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix, adoptée en 1971 par l'Assemblée générale.*

CONFERENCE MONDIALE DE LA FEMME. — *La conférence de l'Année internationale de la femme a siégé pendant deux semaines le mois dernier à Mexico. On trouvera, dans le prochain numéro du* Monde diplomatique, *un bref résumé de ses travaux.*

Réfugiés

Le rapatriement des Indochinois réfugiés à l'étranger

A LA demande des autorités sud-vietnamiennes, le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés a entrepris dès la fin mai d'organiser le retour de tous les Vietnamiens qui souhaitent revenir dans leur pays. Un appel a été lancé à cet effet à la communauté internationale.

Selon les estimations du haut commissariat, plus de 140 000 personnes se trouveraient en dehors du Vietnam du Sud : quelque 130 000 aux Etats-Unis, sur le continent américain et dans les îles du Pacifique ; quelque 12 000 dispersées dans divers pays asiatiques. Environ 8 000 Cambodgiens seraient en Thaïlande et quelque 2 000 aux Etats-Unis.

Dans les pays où les personnes originaires du Vietnam et du Cambodge ont reçu un asile temporaire, le haut commissariat a pris les dispositions nécessaires pour qu'elles reçoivent une aide et des soins en attendant leur rapatriement ou leur réinstallation dans un pays tiers. Il enregistre les personnes qui désirent être rapatriées et est en contact à ce sujet avec les autorités concernées. Celles qui désirent être réinstallées dans d'autres pays d'accueil sont également enregistrées. Une assistance pour leur transport leur sera accordée.

Le haut commissariat a annoncé d'autre part le 13 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Hanoï pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

ACTIVITES EN AFRIQUE. — *Le haut commissariat pour les réfugiés a entrepris des opérations de rapatriement et de réinstallation en faveur des réfugiés de la Guinée-Bissau et du Mozambique. Dans ce dernier pays, il s'agit d'aider les autorités à réinstaller sur place des dizaines de milliers de personnes qui avaient fui les zones de combat : la réalisation du programme représente 7 150 000 dollars de dépenses pour le haut commissariat. En Guinée-Bissau, un programme similaire se monte à 4 millions de dollars. Des appels ont été lancés à la communauté internationale.*

Fonds des Nations unies pour l'enfance

Session du conseil d'administration

AU cours de sa session annuelle tenue à New-York du 14 au 30 mai dernier, le conseil d'administration du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE) a approuvé un programme de dépenses d'un montant de 112,2 millions de dollars, dont 98,7 millions de dollars pour ses activités d'assistance.

La répartition par régions s'effectue de la façon suivante : Afrique : 14 millions de dollars ; Asie de l'Est et Pakistan : 32 millions de dollars ; Asie centrale et Asie du Sud : 8,5 millions de dollars ; Méditerranée orientale : 7 millions de dollars ; Amériques : 9 millions de dollars ; Europe : 3 millions de dollars.

D'autre part, le conseil a approuvé divers projets d'assistance spéciale se montant à 90 millions de dollars, à l'exclusion des dons en aliments aux enfants et en soulignant qu'il était encore impossible d'évaluer exactement les besoins de la péninsule indochinoise. Un appel a été lancé à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU pour attirer l'attention sur les besoins des enfants et les services dont ils dépendent (alimentation, pureté des eaux, soins médicaux, planification des naissances, services de soutien aux mères, etc.), problèmes qui ont d'ailleurs fait l'objet d'une étude présentée au conseil d'administration et dans laquelle on propose des moyens nouveaux pour répondre aux besoins sanitaires des enfants et des mères vivant dans les villages ou les bidonvilles des pays en voie de développement.

Enfin le conseil a demandé que soient intensifiés les efforts consentis par les pays industrialisés et qu'une action parallèle soit menée dans les pays en voie de développement pour améliorer les prestations en faveur de l'enfance.

Santé

Les travaux de la vingt-huitième assemblée mondiale

LA vingt-huitième Assemblée mondiale de la santé, réunie à Genève depuis le 13 mai, a terminé ses travaux le 30 mai après avoir porté le nombre des membres du conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) de vingt-quatre à trente et adopté le budget de l'organisation pour 1976 (137,1 millions de dollars). L'assemblée a décidé de renforcer la lutte contre la schistosomiase (bilharziose) et la lèpre, et a dressé le bilan de la lutte contre certaines autres maladies (variole et maladies mortelles de l'enfance) ; elle a également décidé d'apporter une aide sanitaire aux réfugiés du Proche-Orient et de fournir une assistance pour remédier aux séquelles de la guerre dans les anciennes colonies portugaises d'Afrique, au Cambodge, en République démocratique du Vietnam et en République du Sud-Vietnam. L'assemblée a aussi examiné un rapport sur le trafic du sang humain par des entreprises commerciales (elle a recommandé à ce propos la mise en place de services nationaux de transfusion sanguine à partir de dons de sang gratuits et bénévoles) et approuvé un système de certification de la qualité des produits pharmaceutiques pour le commerce international.

FONDS BENEVOLE POUR LA SANTE. — *Selon un rapport rendu public par le comité exécutif de l'O.M.S., réuni les 2 et 3 juin à Genève, les contributions versées au Fonds bénévole pour la santé (créé en 1960 pour des activités spéciales que l'Organisation n'est pas en mesure de financer sur son budget ordinaire) s'élevaient au 31 décembre 1974 à 78 millions de dollars, soit une augmentation de 29 % par rapport aux contributions versées au cours de l'année précédente.*

F.A.O.

Une première session peu encourageante du conseil mondial de l'alimentation

LE conseil mondial de l'alimentation, nouvel organisme des Nations unies créé lors de la conférence mondiale de l'alimentation à Rome en novembre dernier, a tenu sa première session à Rome du 23 au 27 juin. Ministres et ambassadeurs des trente-six pays qui y sont représentés se sont efforcés d'examiner à nouveau les mesures à prendre pour améliorer la situation alimentaire mondiale, toujours préoccupante, et les programmes d'aide internationale. Ils ont aussi fait le point des offres de contribution au futur fonds international pour le développement agricole, appelé à favoriser l'accroissement de la production alimentaire.

Le conseil a d'abord adopté le rapport qui lui était soumis sur la situation alimentaire dans le monde, et sur les efforts entrepris depuis la conférence de Rome. Efforts décevants à certains égards puisque l'objectif de 10 millions de tonnes qui avait été fixé au volume global de l'aide cette année ne sera pas atteint. Les engagements ne dépasseraient pas 8,6 millions de tonnes. D'autre part un seul pays aurait accepté, selon le rapport, le principe de la planification de l'aide alimentaire inscrit dans le système de sécurité alimentaire mondial mis en place à Rome. En bref, peu de progrès auraient été accomplis de la part des pays donateurs depuis la conférence mondiale de l'alimentation.

D'où la déception des pays en voie de développement, encore avivée par leurs difficultés avec le secrétariat du conseil mondial de l'alimentation. Finalement le conseil s'est séparé sans qu'aucune résolution de nature à faire avancer la solution du problème alimentaire ait été adoptée. Mais, auparavant, le groupe africain avait pris l'initiative de demander la démission immédiate de M. John Hannah (Etats-Unis), directeur exécutif du conseil mondial de l'alimentation.

La soixante-sixième session du conseil

Cette première session du nouveau conseil mondial de l'alimentation avait été précédée d'une réunion du conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), qui a tenu sa soixante-sixième session à Rome du 9 au 20 juin. Le conseil — qui est l'organe directeur de la F.A.O. dans l'intervalle des sessions de la conférence — a lui aussi estimé que, malgré une certaine amélioration récente de la situation alimentaire due à de bonnes récoltes, les perspectives à moyen terme restent critiques. Il a jugé que trois questions prioritaires exigeaient l'attention immédiate des gouvernements en 1975-1976 :

1) Des mesures de sauvegarde en faveur des pays les plus éprouvés par la crise économique mondiale pour les mettre en mesure de couvrir leurs principaux besoins d'importation de céréales, d'engrais et de pesticides ; 2) la reconstitution des stocks mondiaux de céréales de façon coordonnée, conformément à l'engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale ; 3) l'accroissement de la production alimentaire, aussi bien dans les pays développés qu'en voie de développement.

REUNION DU COMITE DES PECHES. — *Le comité F.A.O. des pêches s'est réuni à Rome du 3 au 10 juin, avec la participation de quatre-vingt-dix fonctionnaires et experts des pêches de cinquante-six pays. Il s'est préoccupé cette année d'accroître le rendement des pêches des pays en développement grâce à l'amélioration des statistiques et à la formation des techniciens. Le comité a estimé que la responsabilité des progrès dans ce domaine incombe en premier lieu aux différents gouvernements, qui ont été invités à s'engager à recueillir, à classer et à diffuser des statistiques suffisantes, surtout sur les pêcheries exploitées par plus d'un pays à la fois.*

ENGRAIS. — *Des mesures destinées à résoudre les problèmes à court terme que pose la pénurie d'engrais dans les pays en développement et, à plus long terme, à stabiliser le marché mondial des engrais ont été établies par la commission des engrais de la F.A.O. (créée en novembre 1973, lorsque de graves pénuries d'engrais et l'élévation anormale de leurs cours aggravaient la crise alimentaire mondiale), qui a tenu sa seconde session à Rome début juin. Des représentants de l'industrie des engrais ont participé aux travaux qui ont permis d'étudier la suite à donner aux recommandations de la conférence mondiale de l'alimentation.*

Un appel a été adressé à tous les pays pour qu'ils mettent de nouvelles ressources en espèces, nature et services à la disposition des pays les plus affectés, soit par le truchement de l'aide bilatérale, soit par le Programme international d'approvisionnements en engrais, afin que ces pays puissent importer tous les fertilisants dont ils ont besoin.

PAS D'ACCORD SUR LE PRIX DU JUTE. — *Le groupe intergouvernemental F.A.O. sur le jute, le kenaf et les fibres apparentées, qui s'est réuni à Rome du 21 au 23 mai, n'a pu se mettre d'accord cette année sur une fourchette de prix indicatifs. Cet échec est dû principalement à la concurrence acharnée des produits synthétiques dans les pays consommateurs et, dans les pays producteurs, à une tendance croissante à se convertir à la culture des céréales. Le groupe a souligné toutefois que les accords officieux restent en vigueur malgré le fait qu'aucun accord ne puisse être réalisé à l'heure actuelle.*

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — *A la suite d'une situation difficile qui s'est créée dans les îles Maldives — les pêcheurs de thon, qui constituent les trois quarts de la population de cet archipel de l'océan Indien, prennent de moins en moins de poisson, — le Programme alimentaire mondial (PAM) a décidé d'envoyer une aide alimentaire de 496 000 dollars en complément des rations fournies par le gouvernement local.*

NOUVELLES CONTRIBUTIONS POUR LE SAHEL. — *Un programme de protection des récoltes, destiné à empêcher le retour des disettes catastrophiques qui ont sévi récemment dans la zone sahélique d'Afrique, a reçu d'importantes contributions de la part du Canada, des Pays-Bas et des Etats-Unis, a annoncé le mois dernier le bureau des opérations de secours dans la zone sahélienne (OSRO). On craint en effet qu'un hiver doux ne provoque des formations massives d'insectes sur les nouvelles récoltes tant attendues dans cette immense région qui tente de surmonter les effets de six années de sécheresse. Les pays les plus durement touchés sont la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, le Mali, la Haute-Volta, le Niger et le Tchad.*

• TRAVAIL. — *La soixantième conférence internationale du travail s'est tenue à Genève du 4 au 25 juin. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du* Monde diplomatique.

— *Le conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT) a invité le gouvernement du Chili à lui présenter avant le 1er octobre un rapport sur les suites données aux recommandations formulées par une commission du BIT chargée d'enquêter sur la situation syndicale dans ce pays (voir le numéro d'avril 1975 du* Monde diplomatique*).*

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — *L'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) a annoncé, au mois de juin, la nomination du M. Ivan Jeloudev (U.R.S.S.) au poste de directeur général adjoint et de MM. John P. Abbadessa (Etats-Unis) et Adolf von Baeckmann (Allemagne fédérale) comme directeurs.*

— *L'A.I.E.A. a créé un groupe consultatif intergouvernemental sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques, auquel tous les Etats membres de l'Agence pourront être représentés.*

— *Des représentants de l'Inde, de l'Indonésie, des Philippines, de la Thaïlande et de l'A.I.E.A., réunis à Djakarta du 26 au 30 mai, ont créé, en se constituant en comité directeur, un projet régional asiatique de radioconservation du poisson et des produits de la pêche, en application de l'accord régional de coopération sur le développement, la recherche et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires, conclu sous les auspices de l'Agence.*

• ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE. — *Le comité exécutif de l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) s'est réuni à Genève du 26 au 30 mai pour mettre en œuvre les décisions prises par le septième congrès météorologique dont les travaux s'étaient terminés le 23 mai (voir* le Monde diplomatique *du mois de juin 1975). Le comité a défini les activités de l'O.M.M. pour 1976 dans les domaines suivants : assistance météorologique à la production alimentaire, modification artificielle du temps, augmentation des précipitations, surveillance de la pollution des mers et de l'atmosphère, effets des changements climatiques sur l'environnement naturel de l'homme et la production alimentaire mondiale. Le budget de l'O.M.M. a été fixé à 9,4 millions de dollars.*

— *M. Raymond Jean Scheider (Suisse) a été nommé au poste de secrétaire général adjoint de l'O.M.M., en remplacement de M. Kaare Langlo (Norvège). Cette nomination prendra effet le 1er novembre.*

• TELECOMMUNICATIONS. — *L'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) a organisé, le 6 juin, à Paris, un colloque « Espace et radiocommunications » qui avait pour thème :* les satellites dans l'aéronautique.

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Fonds monétaire international

Deux réunions à Paris sur la réforme du système monétaire et l'aide au tiers-monde

DEUX organismes créés l'automne dernier à l'issue de la vingt-neuvième Assemblée générale des conseils des gouverneurs du Fonds monétaire international (F.M.I.) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) ont tenu chacun leur troisième session à Paris le mois dernier.

Le premier, dit « comité intérimaire du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international » a siégé les 10 et 11 juin pour tenter de faire progresser la solution des problèmes actuels du système monétaire international. Les discussions ont porté essentiellement sur le rôle de l'or et le régime des changes, mais aussi sur la réforme des statuts du F.M.I. et sur une nouvelle répartition des quotas entre les pays membres.

En l'absence d'un accord d'ensemble sur ces divers points, il a été convenu que le comité intérimaire tiendrait une nouvelle réunion à Washington le 31 août, avant la trentième assemblée annuelle commune du F.M.I. et de la BIRD.

Le communiqué final publié à l'issue de la réunion de Paris pose les principes généraux sur lesquels devrait reposer un accord sur le futur rôle de l'or. Notamment : 1) renforcement du rôle des droits de tirage spéciaux (D.T.S.) ; 2) abolition du prix officiel de l'or ; 3) abrogation de l'obligation d'utiliser l'or pour les paiements entre le F.M.I. et les pays membres. Une partie de l'or du F.M.I. devrait être vendue approximativement au prix du marché au bénéfice des pays en voie de développement ; 4) une formule raisonnable devrait être trouvée au sujet des transactions en or effectuées entre les autorités monétaires et sur le marché pour éviter le rétablissement du prix officiel de l'or.

L'accord sur la création d'un « troisième guichet » pour l'aide au tiers-monde.

Saisi d'un rapport de la Banque mondiale sur les besoins en capitaux des pays en voie de développement jusqu'à la fin de l'actuelle décennie, le « comité ministériel conjoint des conseils des gouverneurs de la Banque et du Fonds sur le transfert de ressources réelles aux pays en voie de développement » (dit comité du développement) s'est réuni quant à lui les 12 et 13 juin. Il a décidé, pour amorcer une action concrète, d'accorder son soutien unanime à la création, pour un an, d'un nouveau mécanisme de financement à la Banque mondiale (appelé « troisième guichet »), grâce auquel des prêts seraient accordés à des conditions intermédiaires entre celles de la Banque (intérêt de 8 1/2 %) et celles de sa filiale, l'Association internationale de développement (crédits sans intérêt) : les intérêts pourraient être de l'ordre de 4,5 %. La Banque mondiale est invitée à créer ce mécanisme au cours de l'exercice commençant le 1er juillet 1975 : les fonds pourraient s'élever jusqu'à 1 milliard de dollars. Onze pays ont fait connaître leur intention de participer à cet effort supplémentaire, parmi les Etats industrialisés et les pays producteurs de pétrole. Ni les Etats-Unis, ni la R.F.A., ni la France n'ont annoncé leur participation.

A propos de la création d'un fonds fiduciaire spécial destiné à « fournir à des conditions très favorables des ressources supplémentaires de

nature à répondre aux besoins en matière de balance des paiements des pays en voie de développement à faible revenu », les administrateurs du Fonds ont été invités à étudier tous les aspects de la question, sans prendre d'autre décision.

Enfin le comité du développement est convenu de créer un groupe de travail qui examinera les entraves à l'accès des pays en voie de développement aux marchés financiers.

La prochaine réunion du comité se tiendra au début septembre à Washington, lors de l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du F.M.I.

FINANCEMENT DU « MECANISME PETROLIER ». — *Le Fonds monétaire a annoncé le 10 juin qu'il s'était entendu avec onze pays membres pour assurer jusqu'au 31 mars 1976 le financement des emprunts qui aideront les pays membres victimes de l'augmentation du coût de leurs importations de pétrole, ainsi que le prévoit le « mécanisme pétrolier » mis en place en 1974. Les bailleurs de fonds et le montant de leurs prêts (exprimés en droits de tirage spéciaux) sont les suivants :*

Banque nationale d'Autriche : 50 000 000 D.T.S. ; Banque nationale de Belgique : 100 000 000 ; Deutsche Bundesbank : 300 000 000 ; Banque centrale d'Iran : 410 000 000 ; Banque centrale du Koweït : 200 000 000 ; royaume des Pays-Bas : 200 000 000 ; gouvernement du Nigéria : 200 000 000 ; Banque de Norvège : 50 000 000 ; Agence monétaire d'Arabie saoudite : 1 000 000 000 ; Banque nationale suisse : 150 000 000 ; Banque centrale du Venezuela : 200 000 000.

Au 10 juin, des accords avaient déjà été formellement conclus avec la Banque nationale d'Autriche, la Deutsche Bundesbank, la Banque centrale du Koweït, la Banque de Norvège et la Banque centrale du Venezuela, et d'autres étaient sur le point de l'être avec les six autres prêteurs.

Au total, le F.M.I. disposera donc de 2 860 millions de dollars au titre du « mécanisme pétrolier », sur un total de 5 milliards de dollars prévus pour ce genre d'opérations en 1975. Mais d'autres contacts ont été pris, soit avec des pays producteurs de pétrole, soit avec des pays industrialisés, pour compléter les ressources disponibles.

CREDITS « STAND-BY » AUX PHILIPPINES ET A LA FINLANDE. — *Le 30 mai, le Fonds monétaire a accordé un crédit « stand-by » aux Philippines, lui permettant d'effectuer au cours des douze prochains mois un tirage équivalant à 29,06 millions de D.T.S. en monnaies étrangères. Le Fonds a d'autre part approuvé le 4 juin un crédit « stand-by » qui permettra à la Finlande d'acheter en devises l'équivalent de 95 millions de D.T.S., et le 18 juin un crédit « stand-by » de 5 millions de D.T.S. en monnaies étrangères à la Guyane.*

EMPRUNT DU GHANA AU TITRE DU « MECANISME PETROLIER ». — *Pour faire face au déficit de sa balance des paiements, le Ghana a, le 11 juin dernier, effectué au titre du « mécanisme pétrolier » du Fonds un achat d'un montant équivalant à 38,5 millions de D.T.S. Deux autres pays ont, le 18 juin, eu recours au « mécanisme pétrolier » : la Finlande a emprunté pour 71 250 000 D.T.S. et l'Uruguay 21 560 000 D.T.S.*

Groupe de la Banque mondiale

Douze prêts

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement a accordé durant le mois de juin une série de prêts en faveur des pays et organismes suivants :

— Bolivie, le 5 juin : 32 millions de dollars pour la réalisation d'un projet ferroviaire ;

— Grèce, le 5 juin : 45 millions de dollars qui financeront un projet d'enseignement ;

— Tanzanie, le 5 juin : 15 millions de dollars affectés à l'accroissement de la production cotonnière ;

— Banque nationale d'investissement pour le développement industriel en Grèce, le 9 juin : 25 millions de dollars pour l'aider à poursuivre sa politique de développement des régions grecques les moins développées ;

— Yougoslavie, le 9 juin : deux prêts d'un montant total de 120 millions de dollars pour améliorer la production d'énergie électrique (70 millions de dollars) et développer les crédits à l'agriculture (50 millions de dollars) ;

— Brésil, le 10 juin : deux prêts d'un montant total de 118 millions de dollars. 95 millions de dollars financeront l'extension de l'usine de Volta Redonda de la Société nationale sidérurgique ; 23 millions de dollars seront consacrés à un projet de protection des sols ;

— Instituto Costarricense de Electricidad du Costa-Rica, le 10 juin : 41 millions de dollars pour améliorer la production d'électricité ;

— Ghana, le 10 juin : 23 millions de dollars pour l'amélioration des télécommunications ;

— Indonésie, le 10 juin : 41 millions de dollars affectés à un projet de production de l'énergie électrique dans la partie occidentale de Java ;

— Singapour, le 20 juin : 25 millions de dollars pour la protection de l'environnement.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — *L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a annoncé une série de crédits au cours des dernières semaines : 26 millions de dollars, le 5 juin, au Zaïre pour le développement de son réseau de transport « rail-cours d'eau » ; 9 millions de dollars, le 9 juin, à l'Afghanistan pour le financement d'un projet d'adduction d'eau et de systèmes d'égouts dans la ville de Kaboul ; 20 millions de dollars, le 9 juin, à Haïti pour le financement de la remise en état du réseau routier ; 14 millions de dollars, le 9 juin, au Maroc pour la réalisation d'un projet de développement de l'agriculture ; 7 500 000 dollars, le 20 juin, à la Bolivie pour l'aider à développer sa production agricole et améliorer l'élevage ; 4 millions de dollars, le 20 juin, au Dahomey, destinés à un programme de formation et d'enseignement rural ; enfin, 1 million de dollars, le 20 juin, à la Jordanie pour le financement d'un projet-pilote de production de potasse.*

PRET CONJOINT DE LA BANQUE ET DE L'IDA AU KENYA. — *Deux prêts de la Banque mondiale et un crédit de l'IDA, d'un montant total de 40 millions de dollars, ont été accordés le 20 juin au Kenya pour lui permettre de réaliser un projet de sylviculture et la construction d'un pipe-line reliant le port de Mombasa à Nairobi.*

INVESTISSEMENTS DE LA S.F.I. — *La Société financière internationale (S.F.I.) a effectué, le 11 juin, un investissement de 1 million de dollars dans la Société Century Packages de Zambie pour la création d'une usine d'articles de conditionnement.*

Deux autres opérations ont été réalisées le mois dernier :

— Le 17 juin, un prêt de 12 millions de dollars, assorti d'une participation au capital d'un montant de 3,6 millions de dollars dans la Mexinox S.A. du Mexique, destinés à financer la construction d'une usine de production d'acier inoxydable ;

— Le 18 juin, un prêt de 7 500 000 dollars, assorti d'une prise de participation au capital de la Société Doktas Dokumculuk Ticaret ve Sanayi de Turquie, pour aider cette entreprise à construire une nouvelle fonderie.

EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE. — *La Banque mondiale a annoncé, le 5 juin, qu'elle avait conclu avec la Deutsche Genossenschaftskasse Zentralbank der Genossenschaften de Francfort-sur-le-Main un accord portant sur un placement privé de bons libellés en deutschemarks pour un montant de 150 millions de deutschemarks. Ces obligations portent intérêt à 8,25 % payable annuellement le 15 juin de chaque année ; elles seront remboursées au pair en cinq tranches d'égale valeur de 37 500 000 deutschemarks les 15 juin des années 1979, 1981, 1983 et 1985.*

Une autre émission d'obligations de la Banque mondiale en République fédérale d'Allemagne a été annoncée le 20 juin. Cette émission, prise ferme par un syndicat de banques allemandes ayant pour chef de file la Deutsche Bank A.G., s'élève à 250 millions de deutschemarks. Elle porte intérêt à 8,25 % l'an payable annuellement et sera remboursable au pair le 1er juillet 1983 ; elle ne pourra pas être remboursée par anticipation.

GROUPE D'AIDE AU BANGLADESH. — *Les 4 et 5 juin dernier s'est réuni à Paris le groupe d'aide au Bangladesh, pour discuter de la coordination de l'aide étrangère à ce pays. Les participants, après avoir noté que l'aide fournie avait permis au Bangladesh de « triompher des difficultés en 1974 », sont convenus de porter le montant de leurs nouveaux engagements à 1 200 millions de dollars, dont 80 % seront attribués sous forme de marchandises et de denrées alimentaires.*

Banque africaine de développement

Onzième session du conseil des gouverneurs

LE conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement, réuni pour sa onzième assemblée annuelle à Dakar du 5 au 9 mai, a approuvé le rapport annuel qui lui était présenté par M. A. Ladihi, président de la Banque. Selon ce document, le montant total des prêts de la Banque dans les pays membres s'éleva à 73,45 millions d'u.c. pour l'année 1974 contre 35,75 millions d'u.c. en 1973.

Après avoir pris note de la décision de M. Ladibi de ne pas se représenter à la présidence de la Banque, les participants sont convenus de prolonger son mandat d'une année à partir du 1er septembre 1975. Ils ont également souscrit à l'adhésion de deux nouveaux Etats membres : la Guinée-Bissau et la Guinée-Equatoriale.

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — *Après avoir pris connaissance du rapport annuel, le conseil des gouverneurs du Fonds africain de développement, réuni pour sa deuxième assemblée annuelle à Dakar du 5 au 9 mai dernier, a approuvé le bilan et l'état des recettes et dépenses du Fonds pour 1974. Les participants ont entériné les souscriptions de trois nouveaux participants : l'Italie (10 000 000 d'u.c.), l'Arabie saoudite (9 000 000 d'u.c.) et l'Argentine (2 000 000 d'u.c.) et approuvé la création d'un comité directeur.*

Banque asiatique de développement

Prêts aux Philippines et à la République de Corée

LA Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans et à 8,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao. Le même jour, la République de Corée a reçu de la Banque un prêt de 17,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8,75 %) qui financera le coût en devises étrangères requis par la construction d'une fabrique de machines.

DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE. — *La Banque asiatique a annoncé sa participation à trois projets sous forme d'assistance technique : son aide financera les études préparatoires du programme d'irrigation de Kama, en Afghanistan (13 mai) ; elle permettra d'autre part à la République socialiste de Birmanie de mettre au point la réalisation du projet de Sedawgyi, qui prévoit l'implantation de réseaux d'irrigation dans la région agricole de Mandalay (27 mai) ; enfin, elle soutiendra le Bangladesh dans ses efforts pour améliorer sa production de céréales, celle du riz plus particulièrement (29 mai).*

PRET A LA REPUBLIQUE DE COREE. — *Un prêt de 1 million de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque), assorti d'un don d'assistance technique de 100 000 dollars, a été attribué le 20 mai à la République de Corée ; ils permettront à la Korea Electric Company (KECO) de mettre au point le projet de construction de la centrale de Samrangjin.*

Banque centraméricaine d'intégration économique

Prêts au Honduras et au Guatemala

QUATRE prêts d'un montant de 3.600.000 dollars ont été accordés par la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) le 15 mars dernier au gouvernement du Honduras :

— 1.650.000 dollars destinés à financer les travaux de reconstruction des chemins de fer, l'installation d'un nouveau système de signalisation et le remplacement de véhicules auxquels s'ajoutent 500.000 dollars pour le fonctionnement des installations ;

— 1.200.000 dollars qui seront affectés à la reconstruction du réseau des télécommunications national et international ;

— 250.000 dollars qui financeront les études en vue de l'amélioration de trois tronçons routiers ;

Ce même jour, la Banque a accordé un prêt d'un montant de 2.160.000 dollars à l'entreprise privée Guatel du Guatemala pour financer la construction d'un central téléphonique dans la capitale.

Banque européenne d'investissement

Au conseil des gouverneurs : un bilan de l'année 1974

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 16 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974. Il ressort de cette étude que, comparé à l'année précédente, le montant des prêts accordés a augmenté de 22 %, atteignant 996,4 millions d'u.c. Le rapport souligne pourtant que cette progression a été réalisée « *dans un contexte économique plus difficile car l'économie mondiale est entrée en 1974 dans une phase d'adaptations structurelles profondes et de croissance affaiblie* ». Deux faits importants sont à signaler par ailleurs : une augmentation de 50 % des prêts accordés en faveur de projets dans les nouveaux Etats membres (Danemark, Irlande et Royaume-Uni), et de ceux destinés à l'Italie (plus de 50 %). Les opérations de financement à la Turquie et aux pays associés (Etats africains malgache et mauricien) se sont aussi notablement accrues.

Enfin, le total du bilan de la B.E.I. s'élevait, d'après ce rapport, à 4.503 millions d'u.c. contre 3.484 millions d'u.c. au 31 décembre 1973, soit une progression de 29,2 %. A cette même date, l'ensemble des ressources de la Banque (capital versé, ressources statutaires, provisions et emprunts émis) atteignaient 3.804,2 millions d'u.c., contre 2.856,5 millions d'u.c. au 31 décembre 1973.

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE EN BELGIQUE. — *Le 30 mai, la B.E.I. a émis en Belgique un emprunt obligataire de 1,5 milliard de francs belges pris ferme par un syndicat de banques. Ces obligations, d'une valeur nominale de 10 000 F belges, portent intérêt au taux de 8,75 % payable annuellement. Elles ont été offertes au pair en souscription publique du 9 au 13 juin au rendement de 8,75 %.*

DIMINUTION DU TAUX D'INTERET DES PRETS. — *Au cours de sa réunion du 16 juin 1975, le conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement a décidé d'abaisser de 1/4 % le taux l'intérêt des prêts ordinaires de la Banque et de le fixer à 9 1/4 %, quelle que soit la durée des prêts.*

PRETS DE LA BANQUE. — *La Banque européenne a accordé, le 2 juin, un prêt de 7,8 millions de livres (14,5 millions d'u.c. pour douze ans et à 9,50 %) à la South of Scotland Electricity Board pour la construction de la centrale nucléaire d'Hunterston dans l'Ayrshire (Ecosse). Autres opérations annoncées :*

— Un prêt d'une contre-valeur de 10 millions de francs français (1,8 millions d'u.c. pour sept ans à 9,50 %), le 5 juin, pour la construction en France d'un système technologique de pointe permettant la soudure de conduites sous-marines destinées au transport de produits pétroliers ;

— Un prêt de 7,2 millions de livres (13,4 millions d'u.c. pour dix ans et à 9,50 %), le 6 juin, à la National Coal Board du Royaume-Uni pour financer l'ouverture de deux mines ainsi que la modernisation de plusieurs autres ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 10 millions de couronnes suédoises (1,4 million d'u.c. pour dix ans et à 9,50 %), accordé le 12 juin, à la Société danoise Thrige-Titan pour financer l'extension de l'usine de cette société à Aalborg dans le Jutland.

Le 2 juin, un accord de prêt a été conclu entre la commission des Communautés européennes et la B.E.I., agissant en qualité de mandataire de la C.E.E., et le département français de la Guadeloupe. Ce prêt à conditions spéciales, d'une contre-valeur de 720 000 u.c. (environ 4 millions de francs français), financera l'aménagement du port de Pointe-à-Pitre. Accordé pour une durée de vingt-cinq ans, il porte intérêt à 3 % l'an.

Banque interaméricaine de développement

Prêts à l'Uruguay et au Chili

LA Banque interaméricaine de développement a annoncé le 6 juin l'octroi d'un prêt de 7 millions de dollars à l'Uruguay (à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, pour trente-cinq ans et à 2 %) pour aider ce pays à développer et à améliorer les réseaux d'adduction d'eau dans les grandes villes de l'intérieur.

D'autre part, le 19 juin, un prêt de 35,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8 % y compris une commission de 1 % destinée aux réserves spéciales de la Banque) a été attribué au Chili pour le développement des télécommunications à longue distance.

ASSISTANCE TECHNIQUE AU PEROU. — *Un don d'assistance technique, d'un montant de 64 600 dollars, a été accordé le 12 juin au Pérou pour aider au développement touristique et culturel de ce pays.*

Banque des règlements internationaux

Quarante-cinquième session de l'assemblée générale

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, présenté le 9 juin à l'assemblée générale, la Banque des règlements internationaux fait le point de la situation économique et financière du monde occidental en 1974-1975. Elle constate le déséquilibre exceptionnel qui a marqué l'année passée, tant à l'intérieur des pays qu'à l'échelle internationale. Elle estime aussi que le monde industriel est entré dans la récession la plus grave de toutes ces dernières années. Un grand nombre de données chiffrées viennent étayer ce bilan pessimiste.

Réuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 622 476 francs-or contre 168 312 086 francs-or pour l'exercice précédent. Après transfert de 5 559 195 francs-or à la provision pour frais d'administration exceptionnels, le bénéfice net a été de 183 063 281 francs-or, contre 145 063 281 francs-or pour l'exercice précédent.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale ordinaire a décidé de distribuer un montant de 37,50 francs-or au titre du dividende prioritaire de 6 % l'an et un montant de 18,75 francs-or au titre du dividende maximum supplémentaire de 3 % l'an sur les 481 125 actions, libérées de 625 francs-or chacune, représentant le capital versé de la Banque. La somme ainsi répartie correspond à un dividende de 56,25 francs-or par action. La conversion en francs suisses du dividende exprimé en francs-or a été faite sur la base de la parité-or officielle du franc suisse. Le dividende était payable le 1er juillet 1975, à raison de 75,05 francs suisses par action, aux actionnaires inscrits sur les registres de la Banque à la date du 20 juin 1975.

L'assemblée a également décidé de transférer 62 000 000 francs-or au « fonds de réserve générale », et 93 000 000 francs-or au « fonds de réserve libre ».

Corporation andine de développement

Une série de prêts aux industries privées

LA direction de la Corporation andine de développement (CAF) a tenu une nouvelle réunion à Caracas du 21 au 25 mai dernier au cours de laquelle elle a examiné les résultats de l'exercice 1974 et créé un nouveau fonds spécial d'un montant de 100 000 dollars dont les ressources seront affectées au financement d'études et d'autres initiatives en faveur de l'intégration des six pays du Groupe andin.

Un accord d'assistance technique a été signé avec la République fédérale d'Allemagne en vertu duquel le gouvernement de Bonn accordera son aide, notamment dans l'évaluation des projets prévus dans le cadre de la programmation industrielle. D'autre part, un accord avec la Banque centrale du Chili a été ratifié : il concerne l'ouverture par cette institution financière d'une ligne de crédits de 5 000 000 de dollars pour l'achat de biens et de services en provenance du Chili, dans le cadre du système andin de financement du commerce sous-régional.

Des crédits pour un montant de 20 375 000 dollars ont aussi été accordés aux industries privées de la sous-région : 17 425 000 dollars à la firme Minero-Peru de Bayovar du Pérou ; 300.000 dollars à Parada, S.A. du Chili ; 500 000 dollars à Sindelen-Transformadores S.A. du Chili ; 2 150 000 dollars à Malterias Unidas S.A. du Chili.

Enfin, l'organe directeur de la CAF a donné son autorisation pour une émission de titres CAF de 50 millions de dollars sur le marché de New-York.

Fonds européen de développement

Quatre nouvelles décisions de financement

A LA SUITE de l'avis favorable émis par le comité du Fonds européen de développement (FED) à l'issue de sa quatre-vingt-dix-neuvième session, le 20 mai 1975, la Commission de la C.E.E. a approuvé le 3 juin quatre décisions de financement pour un montant de 2,935 millions d'u.c. sur les aides non remboursables du deuxième et du troisième FED. Il s'agit de la prise en charge de crédits supplémentaires qui, en raison des hausses des prix des matériaux et des salaires, sont nécessaires pour l'achèvement des projets suivants :

1) République du Mali. — Reconstruction de deux ponts sur la Bagoé et le Bafing : 130 millions de F.M. équivalant à environ 234 000 u.c. (deuxième FED) ;

2) République démocratique de Somalie. — Système de télécommunications par faisceaux hertziens et équipement de deux centraux téléphoniques urbains : 11,624 millions de Sh. So. soit environ 1,546 million d'u.c. (troisième FED) ;

3) République du Dahomey. — Route Porto-Novo-Yoko-Pobé : 109 millions de F C.F.A. soit environ 393 000 u.c. (troisième FED) ;

4) Antilles néerlandaises. — Appontement de Saint-Eustache : 1 645 millions de Fl. Ant. équivalant à environ 762 000 u.c. (troisième FED).

GROUPEMENTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Conclusion d'un nouvel accord international sur l'étain

LA conférence des Nations unies sur l'étain, qui siégeait depuis le 20 mai à Genève, s'est terminée le 21 juin après avoir élaboré le texte d'un nouvel accord international sur l'étain. Il entrera en vigueur pour cinq ans le 1er juillet 1976 après expiration de l'accord existant. L'accord est ouvert à la signature jusqu'au 30 avril 1976. Il a pour but d'empêcher des fluctuations excessives du prix de l'étain, d'augmenter les recettes d'exportation tirées de ce métal et d'assurer un approvisionnement suffisant, à des prix équitables pour les consommateurs et rémunérateurs pour les pays producteurs.

Comme ses prédécesseurs, le nouvel accord comprend deux mécanismes principaux de fonctionnement : l'utilisation d'un stock régulateur et l'application provisoire et souple de contrôles à l'exportation afin d'ajuster l'offre à la demande et de maintenir les prix à l'intérieur d'une marge convenue. Le fonctionnement du stock régulateur se fait par rapport à une marge située entre un prix-plancher et un prix-plafond, divisée en trois tranches. On pourra même recourir aux contrôles à l'exportation pour renforcer le stock régulateur dans certaines conditions.

GATT

Ralentissement de la croissance du commerce mondial

LE secrétariat général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) juge, dans son rapport annuel publié le mois dernier, que malgré l'ampleur des problèmes conjoncturels la situation du commerce international est relativement bonne.

« *Le contexte économique général est certainement sombre*, indique le rapport, *mais, dans le domaine de la politique et de la coopération commerciales internationales, les éléments encourageants ne manquent pas.* » Il est vrai cependant que « *dans un climat de récession économique largement répandue, la croissance du commerce mondial s'est ralentie, et de nombreux pays, développés et en voie de développement, se sont heurtés à de graves problèmes de balance des paiements* ».

Analysant les éléments qui permettent de nourrir un certain sentiment d'optimisme, le secrétariat général du GATT met en valeur l'attitude prise par nombre de pays : « *Les principales nations industrialisées ont reconnu les graves dangers que comporterait une capi-*

tulation générale devant les forces du protectionnisme, et elles se sont engagées à ne pas tenter d'exporter leurs problèmes de balances des paiements en instituant des restrictions commerciales unilatérales. »

« *Elles ont donné,* ajoute le rapport, *des preuves concrètes de leur désir de chercher à résoudre leurs problèmes commerciaux par la consultation et la négociation.* »

O.C.D.E.

Le conseil ministériel se préoccupe de l'approvisionnement en matières premières

LES relations avec les pays en voie de développement, à propos des problèmes de l'énergie et des matières premières en général, ont occupé une grande partie des travaux du conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), réuni les 28 et 29 mai dernier à Paris.

Après l'échec de la conférence préparatoire sur l'énergie en avril dernier, les ministres ont souhaité une reprise rapide du dialogue sur l'énergie et ils sont convenus qu'une coopération accrue entre pays producteurs et consommateurs était nécessaire.

Mais surtout ils ont tenu à rappeler que *des approvisionnement adéquats en produits de base à des prix équitables et rémunérateurs sont essentiels pour l'économie mondiale* ». Une approche plus active et plus large devrait, à leur avis, permettre : 1) d'arriver à réduire l'instabilité des marchés, au moyen éventuellement d'accords par produits ; 2) d'assurer des niveaux d'investissements adéquats dans les secteurs de la production ; 3) d'améliorer et accroître les débouchés ainsi que les activités de transformation sur le plan local. En outre, les ministres se sont dits prêts à considérer des mécanismes internationaux améliorés pour stabiliser les recettes d'exportation des pays en voie de développement producteurs.

Un groupe *ad hoc* à haut niveau a été institué au sein de l'O.C.D.E., avec mission de dégager les positions des pays membres sur les politiques en matière de produits de base aussi bien que sur les actions spécifiques visant des produits particuliers. Il devra remettre un rapport préliminaire avant la fin de ce mois.

D'une manière plus générale, le conseil est convenu de la nécessité de poursuivre le dialogue entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

A l'issue du débat sur la situation économique dans la zone de l'O.C.D.E., les ministres se sont déclarés convaincus que les politiques adoptées *« conduiront à un redressement de la demande et de l'emploi »* et que *« ce redressement ira de pair avec de nouvelles réductions du taux moyen d'inflation ».*

D'autre part, tous les pays membres, à l'exception du Portugal, ont décidé de proroger pour un an la déclaration commerciale (« Trade Pledge »), signée en mai 1974, dans laquelle ils s'engageaient à ne pas réduire leurs importations ni à stimuler artificiellement leurs exportations.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. — *Le conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a tenu sa première réunion au niveau ministériel le 27 mai à Paris. Les ministres ont noté les progrès accomplis en vue de l'instauration d'un mécanisme d'urgence destiné à réduire la consommation de pétrole et à répartir les approvisionnements en cas de pénurie, ainsi que les progrès relatifs à la conservation de l'énergie et à la préparation d'un programme de coopération à long terme. Ils ont par ailleurs défini les priorités pour les travaux de l'Agence : mise au point définitive du mécanisme d'urgence et relèvement des réserves d'urgence à un niveau correspondant à quatre-vingt-dix jours d'approvisionnement ; examen des objectifs pour 1976 dans le domaine de la conservation de l'énergie ; mise en œuvre accélérée de sources d'énergie de substitution ; intensification de la coopération en matière de recherche et de développement ; projets de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.*

Les ministres se sont déclarés disposés à poursuivre le dialogue avec les pays producteurs « à la date et dans les termes convenant d'un commun accord », *y compris sous la forme de contacts bilatéraux.*

RECENTES PUBLICATIONS

- *L'éducation récurrente : tendances et problèmes*, 61 pages, 1975.
- Dans la série « Etudes économiques » : *le Canada.*

COMECON

Vingt-neuvième session à Budapest

LE Conseil d'entraide économique (COMECON) a tenu sa vingt-neuvième session à Budapest du 24 au 26 juin. Selon le communiqué publié à l'issue de la rencontre, les débats auraient porté principalement sur les moyens de renforcer l'intégration économique des pays membres en 1976-1980, en particulier dans le domaine de l'énergie et des matières premières. Les pays membres européens auraient aussi signé avec Cuba, qui fait partie du COMECON, un accord de coopération pour la fabrication des produits dérivés du nickel et du cobalt.

Les premiers ministres de l'U.R.S.S., de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de l'Allemagne de l'Est, de la Hongrie, de la Mongolie, de la Pologne et de la Roumanie ont pris part à la session. De leur côté, Cuba, membre de plein droit, et la Yougoslavie, membre associé, étaient représentés par un premier ministre adjoint. Le Vietnam du Nord y avait envoyé un observateur.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Le prix du pétrole augmentera le 1er octobre

LA quarante-quatrième conférence ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui s'est tenue du 9 au 11 juin à Libreville (Gabon), a décidé de réajuster les prix du pétrole brut à partir du 1er octobre prochain, mettant ainsi fin au « gel » des prix qui avait été instauré le 1er janvier pour une période de neuf mois. La conférence a *également décidé de remplacer* le dollar par les D.T.S. (droits de tirage spéciaux) comme unité de compte pour le calcul des revenus des pays producteurs ; comme la monnaie américaine s'est dépréciée depuis plus d'un an, le prix du pétrole libellé en D.T.S. sera donc réévalué en conséquence, ce qui entraînera une hausse du coût du brut pour les Etats importateurs. L'ampleur de la hausse prévue pour le 1er octobre ainsi que les modalités d'application (dates de référence et d'entrée en vigueur) du remplacement du dollar par les D.T.S. seront définies au cours d'une réunion extraordinaire de l'OPEP qui se tiendra à Vienne le 24 septembre.

En outre, les ministres ont décidé de coordonner les politiques de prix du gaz naturel dans les pays membres de l'Organisation, parallèlement à ce qui a été fait pour le pétrole ; ils se sont également mis d'accord pour promouvoir la coopération entre les compagnies pétrolières nationales de leurs pays, notamment dans le domaine de la vente.

Au cours de cette conférence ministérielle, le Gabon, qui était membre associé de l'OPEP depuis novembre 1973, est devenu membre à part entière de l'Organisation.

Groupe andin

Un bilan à l'occasion du sixième anniversaire

LES représentants de la Bolivie, de la Colombie, du Chili, de l'Equateur, du Pérou et du Venezuela ont célébré le 26 mai à Lima le sixième anniversaire de la signature de l'accord de Cartagena instituant le Groupe andin.

A cette occasion, le comité (la Junta) a évoqué les progrès des institutions et l'accroissement des échanges entre les six pays. Pour les exportations ceux-ci sont en effet passés de 143 millions de dollars en 1964 à 817 millions de dollars en 1974. Il faut noter d'autre part que le commerce extérieur global du Groupe andin s'élève à 33 milliards de dollars et peut être comparé à celui des trois « Grands » de l'Amérique latine réunis : l'Argentine, le Brésil et le Mexique.

PRODUITS CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES. — *Dans le cadre de l'accord* « Hipolito Unanue », *souscrit par les ministres de la santé le 15 décembre 1971 en vue du développement de la coopération des six pays dans le domaine de la santé, une réunion d'experts consacrée aux problèmes des industries chimiques et pharmaceutiques s'est tenue à Lima les 15 et 16 mars. Ses travaux ont porté notamment sur l'examen des perspectives de ce marché et les moyens de le développer.*

CONSEIL CONSULTATIF ECONOMIQUE ET SOCIAL. — *La quatrième session ordinaire du Conseil consultatif économique et social (C.A.E.S.) s'est tenue dans la capitale péruvienne du 20 au 25 mai. Les participants ont pris connaissance de deux rapports du comité (la Junta), d'une série d'études portant notamment sur les possibilités touristiques de la région, divers problèmes agricoles, ainsi que du programme approuvé par la troisième conférence des ministres du travail.*

Communauté des Caraïbes

Conférence annuelle des ministres de la santé

LES ministres de la santé de la Communauté des Caraïbes (Caricom) ont tenu leur conférence annuelle à Kingston (Jamaïque) du 16 au 20 juin. Divers problèmes figuraient à l'ordre du jour : l'établissement, sous la responsabilité du conseil de la recherche médicale des Caraïbes, d'unités de soins médicaux ; le « pool » de spécialistes en service des pays les moins développés de la région ; le renforcement des centres de protection de la mère et de l'enfant ; le programme régional pour l'amélioration de la qualité de l'eau de consommation, etc., etc.

ACCORD AVEC LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — *Le 6 juin, le secrétariat de la Communauté des Caraïbes et le PNUD ont signé à Georgetown (Guyane) un accord de coopération en vertu duquel le PNUD accordera à la Communauté une aide financière d'un montant de 696 500 dollars destinée à financer la première étape d'un projet de formation d'auxiliaires médicaux.*

LES NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATERALES. — *Un séminaire réunissant des experts du secrétariat de la Communauté des Caraïbes et du secrétariat du Commonwealth s'est tenu à Georgetown du 10 au 13 juin pour étudier les aspects techniques des négociations multilatérales engagées au sein du GATT.*

Marché commun centraméricain

Le plan de restructuration de l'agriculture

UNE réunion *ad hoc* des secrétaires d'Etat à l'agriculture des pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) s'est tenue à San-José les 4 et 5 juin. Il s'agissait de déterminer la nature des travaux qui seront confiés aux services gouvernementaux et aux spécialistes du secrétariat de l'intégration (SIECA) en vue de l'élaboration d'un plan d'amélioration du cadre de vie et des conditions de travail des populations rurales centraméricaines. La transformation des conditions socio-économiques des agriculteurs constitue en effet l'un des aspects d'un vaste programme tendant à insérer l'agriculture centraméricaine dans le processus de restructuration de l'intégration régionale entreprise par le haut comité.

Les principaux points de cette transformation concernent, notamment : l'organisation d'un secteur public dans l'agriculture, le développement d'un marché de la viande, l'exploitation forestière, etc. Ce plan sera soumis aux ministres de l'agriculture pour adoption définitive, à l'occasion de leur quatrième réunion prévue pour octobre prochain à San Salvador.

VERS L'ADHESION DE L'AMERIQUE CENTRALE AU CONSEIL DE COOPERATION DOUANIERE. — *Après avoir créé, en mars dernier, un groupe d'experts chargés de l'examen du texte du projet d'adoption de la Nomenclature douanière de Bruxelles (N.D.B.), mis au point par les services spécialisés du secrétariat de l'intégration, les directeurs des douanes nationales des cinq pays membres, qui ont tenu leur cinquième réunion dans la capitale du Costa-Rica les 3 et 4 juin, ont à leur tour étudié ce texte, dont l'adoption marquera un progrès certain dans la voie de modernisation de la législation douanière centraméricaine.*

Les directeurs des douanes ont, en outre, poursuivi l'analyse de l'avant-projet de protocole centraméricain sur la valeur en douane des marchandises et ont confié aux services du SIECA l'étude des perspectives d'une éventuelle adhésion de l'Amérique centrale au Conseil de la coopération douanière de Bruxelles.

PREFERENCES GENERALISEES. — *Le système des préférences généralisées a fait l'objet, les 2 et 3 mars dernier, à Guatemala, d'un nouveau séminaire réunissant une importante délégation de la commission des Communautés européennes et des représentants des cinq pays membres du Marché commun centraméricain.*

Association latino-américaine de libre-commerce

Ajournement de la reprise des négociations collectives

LA reprise des négociations collectives, qui avait été fixée au mois de juin par la conférence de l'Association latino-américaine de libre commerce (ALALC) en décembre dernier, a été ajournée à la suite d'une décision unanime du comité exécutif permanent le 16 mai, lors de sa huit cent treizième séance ordinaire à Montevideo.

Ces négociations s'étaient tenues pour la première fois dans le courant de l'année passée ; ajournées à plusieurs reprises, elles se sont finalement déroulées en trois étapes : à Buenos-Aires du 19 au 25 août, à Quito du 23 au 25 septembre et à Montevideo du 7 au 11 décembre. La prochaine réunion doit avoir lieu du 7 au 29 août prochain.

LEGISLATION DOUANIERE. — *La septième réunion du groupe d'experts des problèmes de la définition de la valeur en douane s'est tenue à Montevideo du 2 au 4 juin, avec la participation d'observateurs de la direction générale des douanes d'Espagne. Cette réunion avait pour but de donner à chaque délégation l'occasion d'exposer les progrès réalisés dans leur pays en vue de l'application des deux principes de base de la politique d'harmonisation des législations douanières nationales des membres du traité de Montevideo : les droits* ad valorem *et la définition de la valeur de Bruxelles.*

- CONSEIL INTERNATIONAL DU CAFE. — *La session plénière du Conseil international du café, réunie à Londres le 24 juin dernier, a pris connaissance d'un rapport qui lui était présenté par un groupe d'experts chargés d'étudier, depuis septembre 1974, les causes des difficultés rencontrées dans l'établissement d'un nouvel accord international sur le café. Il en ressort qu'aucune solution n'a encore été trouvée au problème du mécanisme des prix.*

- CONFERENCE EUROPEENNE DES MINISTRES DES TRANSPORTS. — *Le conseil des ministres de la Conférence européenne des ministres des transports (C.E.M.T.) a tenu sa quarante et unième session les 18 et 19 juin à Copenhague. A son ordre du jour : l'influence des préoccupations nouvelles (environnement, qualité de la vie, conservation de l'énergie) sur la politique générale des transports ; les problèmes posés par la situation financière des chemins de fer ; la définition de la nationalité des véhicules routiers couplés ; la sécurité des enfants en bas âge dans les véhicules automobiles ; les transports guidés à grande vitesse ; l'activité des Communautés européennes dans le domaine des transports.*

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

La C.E.E. demande la reprise du dialogue avec les pays producteurs de pétrole

LA C.E.E. est favorable à la reprise du dialogue entre producteurs et consommateurs de pétrole, et prête à accepter de mener parallèlement les travaux sur l'énergie et les matières premières. M. Henri Simonet, commissaire européen chargé des questions de l'énergie, a précisé le 12 juin au cours d'une conférence de presse à Bruxelles que la Commission européenne proposait la création d'un cadre permanent entre pays producteurs et consommateurs de pétrole afin de faire avancer la négociation. Il a estimé dans ce contexte qu'il faut éviter de centrer les travaux d'une nouvelle conférence préparatoire sur des questions de procédure comme cela a été le cas au mois d'avril à Paris.

Parmi les thèmes qui pourront être évoqués, M. Simonet a cité les problèmes où consommateurs et producteurs de pétrole ont une responsabilité partagée, c'est-à-dire, par exemple, le mécanisme de formation des prix, la concertation entre producteurs et consommateurs, notamment la création d'un cadre permanent qui puisse servir de structure d'accueil aux deux *parties, et enfin une meilleure information réciproque* sur les problèmes qui intéressent aussi bien producteurs que consommateurs de pétrole.

Le commissaire européen a également développé quelques nouvelles idées sur la politique énergétique commune de la C.E.E.

L'objectif prioritaire, selon M. Simonet, n'est plus la fixation d'un niveau minimum de protection des ressources de remplacement, c'est-à-dire un prix-plancher pour le pétrole importé, mais la mise sur pied d'un programme d'économies d'énergie à long terme.

Cet objectif devrait être complété par le début d'une véritable politique des ressources de remplacement, avec l'adoption d'un programme indicatif de financement. Selon la Commission de la C.E.E., ce programme doit coûter, d'ici 1985, 180 milliards d'unités de compte (1 u.c. = 1,20 dollar) si l'on veut réduire à 50 % la dépendance de la Communauté européenne à l'égard du pétrole importé.

La Commission propose une autorité commune pour l'aéronautique européenne

La Commission de la C.E.E. prépare un ambitieux plan de relance de l'industrie aéronautique européenne : dans un document devant être soumis aux ministres, elle propose notamment de mettre l'industrie aéronautique européenne sous le contrôle d'une autorité commune et de créer une agence commune d'équipements aéronautiques militaires.

L'action à entreprendre devrait donc porter en priorité sur le marché intérieur européen et ses possibilités de développement — tant dans le secteur militaire que dans le secteur civil.

Pour le marché militaire européen, les gouvernements des pays membres de la C.E.E. devraient décider la création d'une agence commune d'équipements aéronautiques militaires qui aurait quatre tâches :

— Etudier les possibilités d'acheter systématiquement du matériel militaire européen, notamment les avions de combat Mirage F1, M.R.C.A. et Jaguar ;

— Déterminer en commun les besoins futurs, par exemple la construction d'un avion de combat en commun ;

— Utiliser toutes les possibilités techniques et industrielles existant dans les pays membres de la C.E.E. et enfin négocier avec les Etats-Unis des achats réciproques de matériel.

Pour le secteur civil, la Commission propose au conseil des ministres des Neuf d'introduire le transport aérien civil dans la sphère des politiques communes. Jusque-là, aucune politique commune n'existe dans ce secteur.

Une telle politique devrait, selon la Commission, comporter la création d'un espace aérien européen, la mise sur pied d'un système central réalisant à l'intérieur de cette zone européenne un régime de concurrence plus libre, une rationalisation optimale des services au niveau européen par la voie du marché et de la réglementation, et enfin la négociation en commun des accords extérieurs de la C.E.E. en ce qui concerne les droits d'atterrissage.

Enfin, la tutelle de l'industrie et du marché aéronautique européen devrait être confiée à la Commission de la C.E.E. en contact étroit et avec la coopération des producteurs, des utilisateurs et des partenaires publics nationaux.

A la Cour de justice : l' « affaire du sucre » européen

M. H. Mayras, l'avocat général commis dans « l'affaire du *sucre* » *qui oppose* la C.E.E. à seize entreprises sucrières européennes, a présenté ses conclusions le 17 juin devant la Cour de justice des Communautés européennes.

Il a notamment demandé l'annulation des amendes prononcées contre les producteurs italiens et la réduction du montant de celles infligées aux producteurs allemands, belges, français et néerlandais. Il a en effet estimé que les griefs adressés aux Italiens n'étaient pas fondés et que ceux faits aux producteurs des quatre autres pays n'étaient fondés qu'en partie, même si des infractions avaient été reconnues sur certains points.

L'arrêt de la cour sur cette importante affaire d'infraction à la concurrence est attendu après les vacances d'été.

RENTREE FORMELLE DU FRANC FRANÇAIS DANS LE « SERPENT ». — *Le franc français rentrera formellement dans le « serpent » monétaire européen le 10 juillet, date de la prochaine session des ministres des finances des Neuf à Bruxelles.*

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre français de l'économie et des finances, a précisé le 16 juin à Luxembourg que le 10 juillet les banques centrales des pays du « mini-serpent » (R.F.A., pays du Bénélux et Danemark) répondraient au mémorandum français sur les aménagements proposés de l'accord monétaire européen.

M. Fourcade a souligné que le problème de l'association du franc suisse au « serpent » interférait avec la question du retour du franc français. Sur les problèmes techniques, on a précisé du côté belge que la fixation d'un niveau communautaire du dollar posait encore des « problèmes ». En revanche, on semblait s'acheminer vers un accord en ce qui concerne les interventions plus fréquentes des banques centrales, aussi bien au cours plafond que plancher et les aménagements des délais de remboursement.

LA GRECE DEMANDE OFFICIELLEMENT SON ADHESION A LA C.E.E. — *La Grèce a officiellement remis, le 12 juin, sa demande d'adhésion à la Communauté européenne. L'ambassadeur grec auprès des Communautés, M. Stephanos Staphatos, a remis une lettre à M. Brendon Dinnon, ambassadeur irlandais auprès des Communautés, qui assure à l'heure actuelle la présidence du conseil des ministres des Neuf, et dans laquelle Athènes pose sa candidature au Marché commun.*

« FEU VERT POUR L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS AVEC LE PORTUGAL. — *Le comité mixte C.E.E.-Portugal, réuni le 28 mai à Bruxelles, a décidé de recommander l'ouverture de négociations entre la Communauté européenne et le Portugal en vue de resserrer les liens entre les deux parties. Les demandes portugaises de développement de la coopération économique commerciale industrielle et financière avec le Marché commun feront l'objet de propositions concrètes au conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf.*

CONVENTION DE LOMÉ. — *Réuni début juin à Georgetown, le conseil ministériel des quarante-six pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique (A.C.P.) a déposé une plainte auprès de la C.E.E., estimant qu'elle bloque la convention de Lomé signée le 28 février. Les ministres ont refusé de nommer un secrétaire général permanent à Bruxelles. Ils ont d'autre part admis parmi eux la Nouvelle-Guinée-Papouasie.*

CECA

Les limitations des productions d'acier correspondent à peu près au statu quo

COMME nous l'avions laissé prévoir dans notre dernier numéro, la Commission européenne a profité de la révision des objectifs de son « programme acier » pour inviter les sidérurgistes des différents pays de la CECA à limiter volontairement leur production durant le troisième trimestre à un niveau inférieur de 15 % en moyenne à celui de la période correspondante de l'an dernier. L'acier coulé de juin à septembre ne devra pas excéder 42,8 *millions* de tonnes, au lieu de 50,55 un an plus tôt.

Le taux de réfaction retenu est donc intermédiaire entre la baisse de la production des Neuf (de l'ordre de 10 % depuis le début de l'année) et le fléchissement des commandes enregistrées (environ 30 %). Les services de Bruxelles veulent donc encourager les usines à limiter leur activité, pour stimuler le déstockage, mais simultanément les inviter à ne pas trop l'abaisser, de peur d'avoir à opérer, une fois la reprise constatée, une remise en marche de

hauts fourneaux trop coûteuse. L'évènement montrera si l'objectif retenu est judicieux.

● *Le calcul*, qui a servi de base au choix de la Commission européenne, est le suivant : la consommation sera cette année, pendant la période considérée, de 37 millions de tonnes (au lieu de 40,2, il y a un an), diminuée d'ailleurs de 2,7 millions de tonnes pour déstockage souhaité (au lieu d'un stockage de 1,1 million en 1974) ; le solde des échanges extérieurs d'acier nécessitera en outre une production de 8 millions de tonnes (10,15 d'exportation, mais 2,10 d'importation), contre 9,15 un an plus tôt (11,35 de ventes et 2,10 d'achats). De sorte que les Neuf pourront se contenter de produire, selon Bruxelles, 42,8 millions de tonnes, au lieu de 50,55 l'année précédente.

● *La diminution de production proposée pour chaque pays* tient compte, évidemment, des particularités de la conjoncture nationale. L'Allemagne, où la production d'acier est particulièrement faible actuellement (— 15 %), ainsi que la Belgique et le Luxembourg (respectivement — 20 % et — 18 %) qui s'adonnent plus spécialement à la grande exportation, victime principale de la crise, se voient conseiller un niveau d'activité inférieur de 20 % à 18 % à celui de 1974. La France, qui produit depuis le début de l'année 14 % d'acier de moins qu'il y a un an, verrait sa production du troisième trimestre limitée à 87 % seulement de celle de 1974. L'Italie ne serait pas mieux traitée (86 %). En revanche, la Grande-Bretagne, qui produit 6 % de moins qu'il y a un an (mais 10 % de plus si l'on table sur la période partant de janvier, vu la longue grève du printemps 1974), serait autorisée à produire 93 % de l'acier coulé de juin à septembre 1974. Comme on le voit, les objectifs retenus sont très voisins de la situation actuelle.

● *Répétons qu'il ne s'agit pas d'interdiction* de produire davantage. La Commission européenne, qui a refusé, il y a deux mois, la demande de M. Perry d'une déclaration de « crise manifeste » se contente d'inviter les entreprises à la « sagesse ». Mais le caractère concerté des chiffres retenus, leur réalisme et le fort degré de concentration des sidérurgies européennes aboutiront probablement au même résultat.

Le coût de l'effort énergétique

Les conséquences sur l'économie charbonnière des nouvelles orientations des Neuf après l'enchérissement du pétrole continuent à faire l'objet d'actives réflexions dans les services de la Communauté. Dans la communication que M. Simonnet a adressée aux Neuf, au nom de la Commission de Bruxelles, le vice-président de celle-ci note qu'il importe moins de discuter d'un éventuel prix-plancher du pétrole (comme l'avait demandé M. Kissinger) que d'étudier le coût financier des investissements énergétiques à entreprendre pour atteindre l'objectif déjà fixé par les Neuf : ramener de 63 % à 50 % en 1985 (et si possible 40 %) la dépendance énergétique de la Communauté à l'égard de l'extérieur.

Selon lui, il faudrait dépenser 180 milliards d'unités de compte (près de 1.000 milliards de francs) dans la première hypothèse, et 204 milliards d'unités de compte (1.150 milliards de francs) dans la seconde. Sur ces totaux, l'effort de la Communauté pour le financement des investissements énergétiques devrait être porté de 570 millions d'unités de compte (3,2 milliards de francs), l'an dernier, au « *minimum raisonnable* » de 3 milliards d'unités de compte par an (17 milliards de francs) de prêts, auxquels s'ajouteraient 330 millions d'unités de compte de subventions budgétaires. Le système d'aide des Etats à la production charbonnière devrait être modifié et le recrutement des mineurs stimulé.

AIDE AUX HOUILLERES BRITANNIQUES. — *Un nouveau crédit de 30 millions de livres vient d'être accordé par la Commission européenne au National Coal Board (N.C.B.) pour faciliter le financement d'équipements modernes d'extraction charbonnière dont le coût total est évalué à 63,5 millions de livres, et qui seront réalisés d'ici à 1977. Le taux de l'intérêt pour les crédits d'investissements CECA s'élève actuellement à 9 %.*

Compte tenu de ce crédit, les prêts CECA accordés jusqu'à présent au N.C.B. s'élèvent à 105 millions de livres.

AIDE A LA READAPTATION DE MINEURS. — *Deux aides, d'un montant global de 4,97 millions de deutschemarks, ont été allouées par la Commission de Bruxelles en faveur des travailleurs frappés par la fermeture de la mine Werne (Westphalie) et de la cokerie Friedrich der Grosse de Herne, qui entraînera le licenciement de 478 mineurs et le déplacement de 2 158 autres.*

LA CREATION DES ACIERIES D'OTTERSHEIM *par trois groupe sidérurgiques européens (Sacilor, Korf Stahl, de Baden-Baden, et Van Moos, de Lucerne) a été autorisée par la Commission, chacun des trois propriétaires gardant son indépendance commerciale : la nouvelle firme produira 450 000 tonnes de fil-machine par an.*

QUATRE CENT CINQUANTE EMPLOIS DE SIDERURGISTES ONT ETE SUPPRIMES *en juin aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, donnant lieu à crédit pour réadaptation de la part des autorités de la CECA. Cela concerne la suppression de six fours Martin à l'aciérie néerlandaise d'Ijmuiden et la réduction de production dans deux usines de la British Steel à Shotton et à Newport.*

Parlement européen

Résolution sur la politique agricole commune

LE Parlement européen estime que le bilan de la politique agricole commune établi par la Commission de la C.E.E. devrait déboucher sur un instrument permanent de prévision et d'action dont l'élaboration devrait faire l'objet de consultations à tous les niveaux.

Dans la résolution qu'elle a adoptée le 17 juin, l'Assemblée des Neuf se prononce, compte tenu de la nécessité pour la Communauté de demeurer à la fois importateur et exportateur de produits agricoles, pour l'établissement de programmes quinquennaux revus annuellement et fixant des objectifs de production.

La fixation de ces objectifs à titre d'orientation générale pourrait contribuer utilement à l'instauration d'un équilibre durable du marché et à la sécurité de l'approvisionnement en denrées alimentaires.

Le Parlement reconnaît, avec la Commission de la C.E.E., que les principes sur lesquels repose la politique agricole commune restent, dans l'ensemble, valables pour l'avenir mais que les instruments politiques auraient toutefois pu être utilisés de manière plus appropriée et doivent encore être améliorés.

Il estime que de sérieux problèmes demeurent dans les secteurs de la viande bovine, du lait, des céréales, du vin et de la volaille.

Il regrette que le revenu des agriculteurs reste inférieur à celui des travailleurs de l'industrie et déplore les disparités croissantes entre les revenus agricoles des différentes régions, ainsi que les disparités persistantes entre le secteur de l'élevage et celui des céréales.

Il constate que la politique des prix est fondée sur la notion d'exploitation agricole moderne et estime que des politiques supplémentaires sont indispensables pour compléter les mécanismes d'intervention améliorés.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Conseil de l'Europe

Droits de l'homme : recevabilité des requêtes de Chypre contre la Turquie

AU cours de la session qu'elle a tenue à Strasbourg du 21 au 30 mai, la commission européenne des droits de l'homme a déclaré recevables les deux requêtes introduites par le gouvernement de Chypre contre la Turquie, après l'intervention turque dans l'île. Elle s'est également prononcée en faveur de la recevabilité de la requête de M. König contre l'Allemagne fédérale dans une affaire qui concerne la durée de procédures engagées par ce médecin allemand contre des décisions administratives lui retirant l'autorisatyion d'exercer la médecine et de diriger une clinique privée.

La commission a déclaré irrecevables soixante-treize autres requêtes, et notamment la requête de Baader, Meinhof et consorts contre l'Allemagne fédérale sur les conditions de leur détention et de la préparation de leur défense.

MINISTRES EUROPEENS DE L'EDUCATION. — *La conférence permanente des ministres européens de l'éducation, composée des représentants de vingt et un pays, a tenu sa neuvième session à Stockholm, du 10 au 12 juin, sous l'égide du Conseil de l'Europe. Les ministres ont recommandé un effort particulier en faveur des groupes défavorisés sur les plans social et éducatif et préconisé un enseignement plus approfondi de la langue maternelle des enfants des travailleurs migrants installés en Europe. La conférence a d'autre part défini les secteurs prioritaires de la future coopération européenne en matière d'éducation : éducation préscolaire et primaire, rapports de l'éducation avec la Communauté et premier cycle de l'enseignement secondaire.*

LOISIRS ET CONSERVATION DE LA NATURE. — *Cent cinquante experts et hauts fonctionnaires venus de vingt-trois pays européens ont participé, du 9 au 13 juin à Hambourg, à une conférence sur les loisirs et la conservation de la nature organisée par le Conseil de l'Europe. Leurs travaux s'appuyaient sur deux rapports concernant les régions menacées par les migrations des estivants et des touristes et sur un rapport traitant de la protection de la nature dans les régions fortement peuplées.*

OTAN

A la session de printemps du conseil : maintenir la cohésion de l'Alliance

LA session de printemps du conseil de l'Atlantique nord s'est tenue à Bruxelles les 29 et 30 mai, avec la participation de chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres. Dans le communiqué publié à l'issue des travaux, le conseil affirme la détermination des dirigeants alliés de « *maintenir la cohésion de l'Alliance et de la rétablir là où elle s'est affaiblie* » et de maintenir « *sans faiblesse* » l'effort de défense allié malgré les difficultés de la situation économique mondiale, face aux forces armées du pacte de Varsovie qui se renforcent « *au-delà des besoins apparents de la défense* ». Le conseil souligne que « *la sécurité de chacun est d'intérêt vital pour tous* » et rappelle les principes et l'esprit de solidarité et d'assistance mutuelle contenus dans le traité de l'Atlantique nord, et particulièrement les dispositions de l'article 5 concernant la défense commune. Le conseil souhaite également une conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Les pays membres de l'Alliance se déclarent prêts « *à coopérer avec les autres pays de la communauté internationale sur des problèmes d'ensemble* », et notamment la démographie, l'alimentation, l'énergie, les matières premières et l'environnement.

GROUPE DES PLANS NUCLEAIRES. — *Le groupe des plans nucléaires de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'est réuni au niveau ministériel les 16 et 17 juin à Monterey (Californie). A l'ordre du jour : l'équilibre des forces stratégiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique dans les dix années à venir, compte tenu des négociations en cours sur la limitation des armements stratégiques ; le déroulement du programme de travail concernant l'emploi tactique défensif d'armes nucléaires ; un rapport du secrétaire américain à la défense sur le dispositif des forces nucléaires du théâtre d'opérations en Europe et les incidences des progrès de la technologie sur le dispositif de dissuasion de l'OTAN et sur ses capacités de défense classiques et nucléaires.*

Union de l'Europe occidentale

L'Assemblée adopte des résolutions divergentes sur la sécurité européenne

L'ASSEMBLEE de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) s'est réunie à Bonn du 26 au 29 mai pour sa vingtième session, qui coïncidait avec le vingtième anniversaire de sa création.

Les débats essentiels portaient cette fois sur l'organisation de la sécurité européenne et la coopération avec les Etats-Unis. Les divergences entre parlementaires européens se sont traduites dans la teneur des deux résolutions adoptées : l'une « pro-Atlantique » (51 voix pour, 30 contre, 3 abstentions) attire l'attention « *sur l'importance de l'Eurogroupe en tant qu'organisme le plus approprié, à l'heure actuelle, pour régler concrètement les questions de coopération européenne en matière de défense qui ne sont pas traités efficacement au sein de l'OTAN* » ; la deuxième recommandation (52 voix pour, 25 contre et 7 abstentions) met l'accent sur la nécessité de mettre en place une défense européenne indépendante sur la base du traité qui a donné naissance à l'U.E.O.

Parmi les autres problèmes ayant fait également l'objet de résolutions : la crise de l'énergie et la sécurité européenne, les relations Est-Ouest, les activités politiques du conseil de l'U.E.O., l'application du traité de Bruxelles, la nouvelle Agence spatiale européenne, enfin l'industrie aéronautique européenne et l'aviation civile.

Agence spatiale européenne

Entrée en activité de l'Agence, qui succède à l'ESRO

DIX pays européens (Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Suède, Suisse) ont signé, le 30 mai à Paris, la convention de la nouvelle Agence spatiale européenne (ESA, European Space Agency), dont ils avaient arrêté le texte le 15 avril dernier (voir le numéro de mai 1975 du *Monde diplomatique*). L'ESA, qui succède à l'Organisation européenne de recherches spatiales (ESRO), a commencé à fonctionner dès le lendemain, 31 mai.

JOURNEES EUROPEENNES DE L'ESPACE. — *Près de deux cents personnes venues d'une trentaine de pays ont participé, du 27 au 29 mai, aux journées européennes de l'espace, organisées à Noordwijk (Pays-Bas) par l'ESRO/ESA et consacrées aux satellites européens de communications et aux autres missions d'applications spatiales et au programme de lanceur Ariane.*

PROGRAMME SPACELAB. — *La NASA, en coopération avec l'ESA, a procédé, dans la semaine du 2 au 8 juin, à une simulation d'un vol-type du laboratoire Spacelab, qui doit être opérationnel en 1980.*

● ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS. — *Le département de la coopération extérieure de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a tenu, les 7 et 8 mai, à Guatemala, en collaboration avec le secrétariat de l'intégration (SIECA) et en présence de personnalités des cinq pays membres du M.C.C.A., un séminaire consacré à la politique commerciale du sous-continent. L'ordre du jour des travaux a porté sur les perspectives de l'économie latino-américaine en 1975, la politique économique européenne et les pays en voie de développement, les perspectives de la politique commerciale des Etats-Unis ouvertes par la loi sur le commerce extérieur, l'intégration centraméricaine et la politique extérieure commune du M.C.C.A.*

● ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. — *Le comité de décolonisation de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), qui a siégé à Rabat du 9 au 13 juin, a confirmé les résolutions adoptées par le conseil des ministres de l'O.U.A., lors de sa session extraordinaire au mois d'avril, à l'égard des régimes minoritaires d'Afrique australe. Il a, d'autre part, lancé un appel à l'unité aux mouvements nationalistes d'Angola, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) et le Front national de l'Angola (F.N.L.A.), à la suite des affrontements qui opposaient, depuis plusieurs semaines, les partisans du M.P.L.A. et ceux du F.N.L.A. Le comité de décolonisation a également étudié un projet de création d'un bureau régional du comité de libération de la côte des Somalis.*

● UNION INTERPARLEMENTAIRE. — *L'Union interparlementaire a convoqué, à Bucarest, du 29 au 31 mai, un colloque sur le thème :* « Un nouveau système de relations économiques internationales » *qui rassemblait des parlementaires de quarante-sept pays et des dirigeants ou hauts fonctionnaires de certaines organisations internationales, dont MM. Gamani Corea, secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, et Paul-Marc Henry, directeur du centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.*

● CROIX-ROUGE. — *Les forces révolutionnaires ayant demandé, le 27 avril, l'évacuation de la zone sanitaire et de sécurité établie par les délégués du comité de la Croix-Rouge internationale à Phnom-Penh, le personnel est arrivé à la frontière thaïlandaise le 3 mai. La Croix-Rouge internationale n'a donc plus de personnel ni d'activités en cours au Cambodge.*

— Près de 7 700 tonnes de secours, représentant une valeur de 23,2 millions de francs suisses, avaient été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

— Aux mois d'avril et de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays : Afrique du Sud (trois cents prisonniers), Chili (mille sept cents détenus dans vingt-neuf lieux de détention), Guatemala (deux mille deux cents personnes emprisonnées dans six lieux de détention).

BIBLIOGRAPHIE

VAINCRE LA PAUVRETE DANS LES PAYS RICHES. — Lionel Stoleru

★ Editions Flammarion, collection « Textes politiques », Paris, 1974, 313 pages.

La crise actuelle tient autant à la raréfaction des matières premières qu'à l'écart grandissant entre pays riches et pays pauvres. La solution, pour Lionel Stoleru, consiste donc à modérer la croissance dans les pays riches et à l'accélérer dans les pays pauvres. De ces deux objectifs, c'est le premier qui fait l'objet de cet ouvrage. En effet, la clef de la croissance modérée réside dans l'élimination de la pauvreté dans les pays riches. Car s'il est facile de casser la croissance (récession) en provoquant le chômage, il est plus difficile de la ralentir en conservant le plein emploi. La recette pour vaincre cette difficulté est double. D'une part, modérer la demande en supprimant le « renouvellement artificiel des produits ». L'Etat pourrait, par exemple, définir, en association avec les producteurs et les consommateurs, pour certains biens d'usage courant (automobiles, réfrigérateurs...), un produit standard exonéré de la T.V.A., sur lequel toute publicité de marque serait interdite, et dont les caractéristiques techniques seraient publiées pour que tout industriel puisse le produire s'il le souhaite. La demande ainsi réduite, la baisse de la production qui en résulterait n'aurait pas d'influence sur l'emploi, car, entre temps, on aurait transformé les conditions générales de travail en offrant à tous la possibilité de travailler moins (avec un revenu moindre) et en garantissant à tous un revenu minimum. Cette garantie donnerait aux pauvres l'aide nécessaire pour se hisser à un niveau de revenu convenable sans être obligés de faire des heures supplémentaires doublement nuisibles puisqu'elles augmentent la production et consomment des matières premières : elle donnerait aux non-pauvres la certitude de ne jamais descendre au-dessous de ce niveau minimum, même s'ils consacrent tout leur temps au recyclage de leurs capacités. La pauvreté étant éliminée, la consommation ne serait plus le signe d'un statut social, et le gaspillage des matières premières serait réduit d'autant.

Des esprits chagrins ne manqueront pas de faire remarquer que la solution de Lionel Stoleru revient à réserver les matières premières rares aux riches, puisqu'il n'y en a pas assez pour tout le monde... Mais les idées du conseiller économique de M. Giscard d'Estaing sont éloignées de telles préoccupations... Noblesse des intentions : tout ce qui touche de près ou de loin à la présidence de la République a aujourd'hui une allure monarchique. « Tous les pauvres du royaume sont conviés à la table de Sa Majesté ! » proclamera bientôt un édit élyséen. Noël ! Noël toute l'année ! criera la populace. C'est si simple...

F. L.

L'INTERNATIONALE DU CAPITAL. — Pierre Dockès.

★ P.U.F., collection « Economie et liberté », dirigée par J. Attali, Paris, 1975, 288 pages, 42 F.

Marx s'est déclaré pour le libre-échange international, parce qu'il y voyait un facteur d'accélération pour l'avènement du socialisme.

Qu'en est-il ? L'auteur apporte une critique radicale des relations économiques « libérales » à l'échelle mondiale. Pour lui, la « mondialisation du capital crée une division impérialiste du travail » : elle « élimine des classes entières, assassine des populations, asservit des nations, réduit le niveau de vie des salariés ». Joue-t-elle tout au moins ce rôle d'accélérateur prévu par Marx ? Après avoir analysé la thèse néo-classique, puis la dialectique marxiste, l'auteur expose les conditions difficiles et nécessaires pour qu'il soit répondu affirmativement à la question.

Y. P.

CROISSANCE ET CRISE CAPITALISTE. — Bernard Rosier.

★ P.U.F., collection « Economie et liberté », Paris, 1975, 304 pages, 45 F.

Ce livre et celui de Pierre Dockès sont étroitement connexes. La croissance-panacée est le produit du capitalisme mondial. Or, le mythe de la croissance se dégonfle sous nos yeux, et la croissance même est menacée. L'auteur analyse le phénomène et sa portée ; il conclut, non au repli sur une « croissance zéro », mais à une « autre logique de développement » impliquant « un changement radical des rapports sociaux ».

Y. P.

MONNAIE EUROPEENNE ET ETAT FEDERAL. — Mario Albertini.

★ Fédérop, collection « Textes fédéralistes », 11, rue Ferrachat - 69005 Lyon, 1975, 202 pages, 30 F.

Ce volume réunit des textes de Mario Albertini et de quatre autres universitaires et spécialistes italiens qui convergent dans la démonstration de la même thèse, l'affirmation de la même conviction : tout projet d'union économique et monétaire européenne est voué à l'incohérence sans l'édification préalable d'institutions politiques communes.

Y. P.

L'UTILISATION DES REVENUS DU PETROLE ARABE ET IRANIEN. — J.-Y. Chapin.

★ East-West éditeur, 13, rue Hobbema, 1040 Bruxelles.

L'auteur conteste les thèses alarmistes relatives à l'énorme masse des revenus des producteurs de pétrole. Non qu'il songe à minimiser la réalité de cette richesse croissante et de plus en plus disponible : au contraire, il s'attache à l'évaluer, pour montrer qu'elle dépasse de loin les investissements « intérieurs » possibles. L'essentiel de son étude réside dans les hypothèses d'utilisation et d'investissements à l'extérieur. Si la situation monétaire actuelle rend plus incertaine une appréciation exacte, il apparaît à l'auteur que les capitaux arabes pourront entrer dans des circuits d'investissements, sans dommages, au contraire, pour l'économie des pays industrialisés.

Y. P.

PETROLE ET VIOLENCE, TERREUR BLANCHE ET RESISTANCE EN IRAN. — Abol Hassan Banisadr, Paul Vieille et al.

★ Anthropos, Paris, 1975, 348 pages, 40 F.

Voici l'Iran caché, l'Iran de la répression et de la misère, de l'aggravation des disparités sociales liée à un mode d'exploitation. La division internationale du travail, estiment les auteurs, assigne à l'Iran la fonction de fournisseur de matières premières (mais qu'en est-il de son rôle croissant de transformateur d'articles semi-finis ou finis ?). Dépendant des décisions et des activités de production extérieures, le pays ne joue son rôle qu'au prix d'une désarticulation de sa société, d'une négation de ses capacités de création et d'innovation : telle est l'origine et la fonction — on n'ose écrire : la justification — de la répression.

Les institutions et les pratiques du système répressif sont longuement analysées, à l'aide notamment de documents souvent inédits de la résistance. Un autre mérite de l'ouvrage — outre l'admirable cri-poème de Rezvani en ouverture (« à l'ombre du dollar-roi Iran toi qu'on nommait Perse je te nomme prison »), — est de poser le problème de la presse occidentale « trop souvent complice, par son silence, de la violence qui règne en Iran ». Même si les remarques de Claude Bourdet à ce sujet datent de la fin 1971, elles demeurent actuelles et pertinentes. Le décousu du livre — dû à une juxtaposition de contributions variées — comme de trop nombreuses « coquilles » ne doivent cependant pas empêcher « Pétrole et violence » de prendre place parmi les ouvrages de référence sur l'Iran.

M. Bg.

CROISSANCE ECONOMIQUE ET SOUS-DEVELOPPEMENT CULTUREL. — Osiris Cecconi

★ P.U.F., Paris, 1975, 680 pages, 98 F.

Ce livre n'est pas un procès, une dénonciation sans suites, mais une réflexion très poussée, à la fois synthétique et analytique, sur le mécanisme de ce double mouvement inacceptable. Elle débouche sur la politique qui seule peut maîtriser l'économique pour qu'il cesse de dicter ses fins à la culture. C'est l'enjeu même de l'avenir de l'homme.

Y. P.

CHOIX COLLECTIF ET PREFERENCES INDIVIDUELLES. — Kenneth J. Arrow

★ Calmann-Lévy, Paris, 1974, 224 pages, 32 F.

Il s'agit de la traduction française d'un ouvrage paru pour la première fois en 1951, augmenté d'un commentaire de l'auteur sur l'évolution récente de la théorie et une réponse à quelques critiques (chapitre VII) parues en 1963. Réaliser un optimum social issu des aspirations individuelles, voilà le problème qui est au cœur de l'économie du bien-être. Mais on peut se demander s'il est formellement possible d'établir une relation entre un ensemble de préférences individuelles exprimées et un modèle de prise de décision collective, cette relation devant satisfaire un certain nombre de conditions fondamentales. Au terme d'une série de démonstrations logiques, mettant en jeu la notion d'utilité, K.J. Arrow aboutit à une réponse négative : aucune procédure de choix collectif ne peut satisfaire en même temps tous les critères de la démocratie. Signe des temps !

La traduction, bien que collective, laisse à désirer, ce qui est regrettable pour un ouvrage où chaque mot compte. Les amateurs de ce genre d'exercice intellectuel trouveront en fin de volume une abondante bibliographie sur le sujet, dressée par Christian Schmidt et les traducteurs.

F. L.

LES NATIONS UNIES ET L'ASSURANCE-REASSURANCE. — Raymond J. Krommenacker

★ Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1975, 215 pages, 65 F.

A la différence des autres titres de la « collection d'études sur le droit des assurances », dont il est le tome XLVI, cet ouvrage touche de près des problèmes économiques importants et peu connus. Son sous-titre explique mieux son contenu : « L'assurance-réassurance de droit privé dans les relations entre pays développés et des pays en voie de développement et l'action des organisations internationales. » Le lecteur non spécialiste des problèmes, étonnamment complexes, de l'assurance y trouve à glaner de nombreux aperçus intéressants, qu'il s'agisse des revenus que tirent la Suisse, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis de leur rôle de centres internationaux d'assurance, des effets négatifs des transactions d'assurance sur la balance des paiements des pays en voie de développement, ou de la corrélation entre niveau de vie et part des primes encaissées par rapport au P.N.B. (8 % aux Etats-Unis, 0,8 % au Pakistan). Les discussions critiques, abondantes et précises sur les statistiques d'assurances dans les pays en voie de développement sont un premier pas indispensable vers une véritable analyse économique du problème, qui n'est qu'esquissée.

L'ouvrage est divisé en deux parties égales. La première traite de la « dimension économique et juridique » de l'assurance dans les pays en voie de développement et étudie, notamment, l'effet des opérations internationales d'assurance-réassurance sur le marché de plusieurs pays choisis à titre d'exemple : Turquie, Colombie, Inde, Nigéria, Sénégal, Soudan et Tunisie. Une deuxième partie retrace les tentatives menées au sein de la CNUCED, notamment en vue de créer un système d'assurance-réassurance spécifique aux pays en voie de développement.

Un ouvrage qui mériterait un plus large public que celui auquel son prix, prohibitif pour le chercheur individuel, le destine sans doute.

F. L.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

LIBAN

La rupture du " pacte national "

Par SAMIR FRANGIÉ *

LA crise libanaise, qui a éclaté après le massacre d'Aïn-El-Remmaneh (vingt-sept Palestiniens tués le 13 avril 1975 par les miliciens du parti phalangiste de M. Pierre Gemayel), a révélé au grand jour les contradictions profondes de la société libanaise et a montré l'incapacité du régime actuel à les résorber. L'accord conclu le 1er juillet par le gouvernement de M. Rachid Karamé a mis fin à l'effusion de sang mais, de toute évidence, il laisse intactes les causes mêmes de la crise.

A l'origine de cette crise, la présence de la résistance palestinienne au Liban, qui a bouleversé l'équilibre savamment mis au point en 1943 entre les leaders traditionnels des deux communautés religieuses, chrétienne et musulmane. Jusqu'en 1969, cet équilibre avait été préservé, malgré la guerre civile de 1958, qui n'avait eu pour effet que d'assurer une meilleure représentation de la féodalité politique musulmane et une plus grande participation de la bourgeoisie à la direction du pays.

La résistance palestinienne devait, par sa présence même au Liban, modifier cette situation en servant de pôle d'attraction à toute une génération de Libanais qui remettaient en question l'ordre établi. Le mot d'ordre d'appui à la résistance palestinienne a en effet permis après 1968 de mobiliser contre le régime des forces disparates qui par la suite se regroupèrent au sein de trois partis (le P.C., l'Organisation d'action communiste au Liban et le Parti socialiste progressiste de M. Kamal Joumblatt) qui constituent aujourd'hui l'essentiel de la gauche libanaise.

Le développement de cette dernière et son alliance avec la résistance palestinienne ont bouleversé l'équilibre existant. La droite libanaise a réagi à ce changement en tentant à deux reprises, en 1969 et en 1973, de liquider la résistance. Ces tentatives ont échoué particulièrement en raison du fait que les leaders musulmans ne pouvaient donner leur caution à une telle entreprise sans se trouver coupés de leur base traditionnelle.

Les événements de mai 1973 ont d'ailleurs montré la fragilité du système libanais. La crise libano-palestinienne s'est rapidement transformée en crise intérieure en raison de l'opposition des leaders musulmans, soumis à de fortes pressions populaires, aux leaders chrétiens et à l'armée. Cette dernière, qui jusqu'à cette période était considérée comme la seule force non confessionnelle du pays, a été assimilée à la communauté chrétienne et s'est trouvée de ce fait paralysée dans son action. Les leaders musulmans ont été de leur côté forcés, pour conserver leurs positions, de soulever la question de la « participation » de la communauté musulmane au pouvoir, portant ainsi un nouveau coup à l'équilibre défini par le « pacte national » de 1943 et donnant à la gauche une caution indirecte dans sa lutte contre le régime.

CETTE situation s'est aggravée depuis 1973 en raison des difficultés économiques et sociales que connaît le pays. La hausse constante du coût de la vie et l'accroissement sensible du chômage et du sous-emploi ont profondément affecté les classes moyennes de la société libanaise qui représentaient jusqu'alors le facteur principal de stabilité. Ils ont permis à la gauche de connaître un développement spectaculaire, non seulement en milieu ouvrier et paysan, mais également auprès de la petite bourgeoisie citadine. Ce développement s'est traduit par un accroissement des luttes ouvrières, par la création de syndicats de paysans et d'ouvriers agricoles, par la prise de contrôle de l'Université libanaise (124 sièges sur 148), par la formation de milices puissamment armées...

Cette contestation sociale a ébranlé les principales institutions politiques et religieuses du pays. C'est ainsi que l'Eglise grecque-catholique a subi une crise très grave qui a abouti à la suspension de l'archevêque de Beyrouth, Mgr Grégoire Haddad, de toutes ses fonctions. L'Eglise maronite, de son côté, a connu un malaise profond après la fermeture d'un séminaire à Ghazir, localité du Mont-Liban. Un des principaux partis d'extrême droite, le Parti syrien national social (ex-P.P.S.), qui avait joué un rôle important en 1958, a éclaté après qu'une grande partie de ses membres eurent opté pour l'appui à la résistance palestinienne et à la gauche contre le régime. La communauté chiite, la plus importante numériquement au Liban et la plus défavorisée, s'est regroupée autour de l'imam Moussa Sadre et a défini ses revendications, qui remettent également en question l'équilibre de 1943.

Tout cela ne pouvait manquer de susciter les craintes de la droite libanaise, qui tenta, après les affrontements de mai 1973, de rompre l'alliance entre la résistance palestinienne et la gauche libanaise. Le parti phalangiste a même noué un dialogue avec des dirigeants palestiniens — parmi lesquels Abou Ayad, le numéro 2 du Fath — qui s'est poursuivi pendant plusieurs mois. Mais cette tentative n'a pas réussi car, prisonnière de ses propres contradictions, la droite n'a été en mesure de donner satisfaction ni à la résistance palestinienne en assurant la défense du pays contre Israël (trois mille trente-six violations de la souveraineté libanaise de 1968 à 1974 selon les chiffres officiels), ni au mouvement musulman en limitant les privilèges confessionnels et en révisant la loi sur l'armée et celle relative aux naturalisations, ni évidemment à la gauche en démocratisant les institutions politiques et en réalisant certaines réformes sociales. Elle se trouve donc confrontée à un front uni capable de mettre en échec toute action dirigée contre lui.

C'EST dans ce contexte que se situe la nouvelle crise. Depuis le début de cette année, le parti phalangiste mène activement campagne contre la résistance palestinienne et la gauche. Les événements de Saïda (février 1975) ont été pour lui l'occasion de manifester sa volonté de liquider la gauche. Ces événements avaient débuté par une manifestation de pêcheurs dirigée par l'ancien député de la ville, Maarouf Saad : l'armée avait tiré sur la foule, et blessé mortellement Saad. Aussitôt, une grève générale avait été décrétée par la gauche. L'armée avait alors tenté d'investir la ville de Saïda, mais avait subi une cuisante défaite devant les miliciens de gauche. Les phalangistes avaient réagi en organisant à Beyrouth une manifestation d'appui à l'armée, qui ne regroupa que les habitants des quartiers est de la capitale, à majorité chrétienne ; le caractère confessionnel de l'armée s'en trouva considérablement renforcé.

Cette situation, qui a eu des répercussions au sein même de l'armée, explique dans une large mesure la non-intervention de cette dernière dans les combats qui ont éclaté après le massacre du 13 avril. Les phalangistes, qui avaient basé toute leur stratégie sur la participation de l'armée, se sont trouvés pris de court et dépassés par l'ampleur et la violence des affrontements (environ sept cents morts) au cours desquels il a été fait usage pour la première fois d'armes lourdes. Ne prévoyant pas une telle riposte, ils ont été forcés, après l'échec de toutes les médiations entreprises à leur demande, d'accepter le 17 avril le cessez-le-feu proposé par l'Etat, qui était demeuré prudemment à l'écart de la mêlée.

Ces cinq jours de combats auxquels la gauche a participé d'une manière très active — la résistance palestinienne s'étant limitée à la défense des camps — se sont soldés par un sérieux échec pour les phalangistes, d'autant plus difficile à supporter qu'un « congrès national », convoqué à l'initiative de la gauche, avait appelé toutes les forces politiques du pays, notamment les leaders musulmans, à ne plus collaborer avec le parti de M. Gemayel au sein d'un même gouvernement.

C'EST pour sortir les phalangistes de cette impasse que le président de la République, M. Soleiman Frangié, avait décidé le 23 mai la formation d'un gouvernement militaire dont la tâche était de *« rétablir l'ordre »* et d'*« assurer la réconciliation nationale »*. Le chef de l'Etat, sous-estimant la force de la gauche, comptait sur la passivité des leaders musulmans et sur le silence de la résistance palestinienne pour assurer le succès de son entreprise.

Ses calculs se sont révélés faux car, dès l'annonce de la formation du gouvernement militaire, la gauche et le mouvement musulman, auxquels se sont joints plusieurs leaders chrétiens (notamment M. Raymond Eddé, président du Bloc national) hostiles à un pouvoir militaire, ont présenté un front uni. Des barricades ont été dressées dans les principales villes du pays et une grève générale a été décrétée jusqu'à la chute du gouvernement, qui devait intervenir quarante-huit heures plus tard.

Après la démission du cabinet militaire, le chef de l'Etat, déconsidéré chez les musulmans et soumis à de fortes critiques de la part de la gauche, s'est trouvé forcé de lier son sort à celui du parti phalangiste, réclamant notamment la participation de ce dernier au pouvoir malgré l'opposition de la gauche et des leaders musulmans. Son insistance dans ce domaine a retardé la formation du nouveau gouvernement et aggravé de ce fait les contradictions entre leaders chrétiens et musulmans. Sa prise de position, intervenant un an avant la fin de son mandat, a accentué son isolement intérieur et fait de lui une cible facile pour les attaques de la gauche et de l'opposition traditionnelle.

Les phalangistes sont également affaiblis par la crise, qui a déjà beaucoup coûté à la communauté chrétienne. Les milieux d'affaires, jusqu'ici favorables au parti de M. Gemayel, commencent en effet à marquer des signes d'impatience, car ils risquent de payer cher l'arrêt des activités économiques. La paralysie du port, l'absence de main-d'œuvre syrienne (qui a été victime d'une persécution systématique de la part des phalangistes), l'arrêt total de travail dans les principaux centres industriels situés dans les régions de combats, les dangers qui pèsent sur le tourisme, les menaces de boycottage formulées par certains pays arabes à l'encontre des entreprises appartenant à des phalangistes ont profondément affecté la bourgeoisie. La détérioration des relations avec le monde arabe ne peut d'ailleurs manquer de l'inquiéter. Cent quarante mille Libanais travaillent en effet dans les pays pétroliers. Les sommes rapportées par le transit et les autres services sont évaluées à 1 milliard de livres libanaises. Les investissements arabes au Liban sont, quant à eux, évalués entre 300 et 400 millions de livres par an. 90 % des dépôts bancaires au Liban proviennent des pays pétroliers. Ces chiffres, qui montrent la dépendance du Liban à l'égard du monde arabe, expliquent l'hostilité de la bourgeoisie à l'égard des projets de partition défendus par l'extrême droite et son désir de parvenir à un *statu quo* qui préserverait ses intérêts.

Les phalangistes doivent également faire face à une opposition chrétienne qui commence à se structurer. De nombreux incidents mettant aux prises des chrétiens progressistes aux miliciens du parti de M. Gemayel ont eu lieu dans la région du Mont-Liban. Cette opposition regroupe toutefois des forces assez disparates, de la droite libérale représentée par le Bloc national de M. Eddé à l'extrême gauche en passant par le parti Destour de M. Michel Khoury, le parti démocrate de M. Emile Bitar, le Mouvement des chrétiens engagés et les nombreux mouvements de jeunesse (dominés par la gauche) existant dans les régions chrétiennes.

L'ARMEE, quant à elle, a été aussi très affaiblie. La formation du gouvernement militaire et sa chute rapide l'ont profondément affectée. Les dissensions confessionnelles existant en son sein et les accusations portées par les principaux leaders politiques et religieux musulmans contre ses dirigeants l'ont paralysée, rendant ainsi très improbable un éventuel coup d'Etat.

Par contre, la gauche — en particulier le P.C. et l'Organisation d'action communiste au Liban — se trouve renforcée. Dans les régions de combat et dans les principales villes du pays, elle s'est imposée comme la force principale d'opposition aux phalangistes et à l'armée. Sa force est telle aujourd'hui qu'elle est en mesure de disputer le leadership des quartiers ouest de la capitale à la féodalité politique musulmane qui en avait jusque là le contrôle. Sur le plan politique, elle a réussi à imposer son point-de-vue aux leaders musulmans et à les empêcher de collaborer avec les phalangistes qui vont se retrouver, du fait même de l'absence d'interlocuteur musulman, contraints de céder la représentation de la communauté chrétienne à des forces plus modérées susceptibles d'être acceptées par l'autre communauté.

Mais ce bilan n'est que provisoire, et il faut s'attendre à de nouveaux développements de la crise, en raison notamment de ses implications sur la situation en Proche-Orient.

* Journaliste libanais.

Dans ce numéro :